

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38, rue Saint Sabin
75011 Paris
tel/fax : 01 48 06 48 86
diffusion@eclm.fr
www.eclm.fr

Les versions électroniques et imprimées des documents sont librement diffusables,
à condition de ne pas altérer le contenu et la mise en forme.

Il n'y a pas de droit d'usage commercial sans autorisation expresse des ECLM.

La maison-monde
Libres leçons de Braudel

François-Xavier Verschave

La maison-monde
Libres leçons de Braudel

Éditions Éburnie
01 BP 1984, Abidjan 01 (Côte-d'Ivoire)

Éditions du Flamboyant
8 BP 271, Cotonou (Bénin)

Éditions Sankofa & Gurli
01 BP 3811, Ouagadougou (Burkina Faso)

Éditions du Silence
292, rue du Colonel Parent, Libreville (Gabon)

Tarik Éditions
321, route d'El Jadida, Casablanca (Maroc)

Éditions Charles Léopold Mayer
38, rue Saint-Sabin 75011 Paris (France)

Les Éditions Charles Léopold Mayer, fondées en 1995, ont pour objectif d'aider à l'échange et à la diffusion des idées et des expériences de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) et de ses partenaires. On trouvera en fin d'ouvrage un descriptif sommaire de cette Fondation, ainsi que les conditions d'acquisition de quelques centaines d'ouvrages et de dossiers édités et coproduits.

Économiste de formation, **François-Xavier Verschave** est président de l'association *Survie* et cofondateur de l'association *Biens publics* à l'échelle mondiale. Il a écrit, coécrit ou dirigé une trentaine d'ouvrages sur les relations franco-africaines, l'aide au développement et la problématique des biens publics.

Contact :
survie@wanadoo.fr

Pour la présentation des coéditeurs de cet ouvrage, se reporter en dernière page de ce livre.

© Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer, 2005

Dépôt légal, 1^{er} trimestre 2005

Essai n° DD 138 * ISBN : 2-84377-089-0

© Editions Éburnie, 2005

Éburnie * ISBN : 2-84770-095-1

© Les Éditions du Flamboyant, 2005

Les Éditions du Flamboyant * ISBN : 999-19-41-54-1

© Sankofa & Gurli Éditions, 2005

Sankofa & Gurli * ISBN : 2-913991-31-9

© Les Éditions du Silence, 2005

Éditions du Silence * ISBN : 2-912123-24-0 ;

EAN : 9782912123244

© Tarik Éditions, 2005

Tarik Éditions * ISBN : 6654-419-23-3

Graphisme et mise en page : Madeleine Racimor

Maquette de couverture : Vincent Collin

Remerciements

À mon épouse qui a « supporté » tant d'heures supplémentaires,

à mes enfants, qui m'incitent à espérer,

*à tous ceux qui m'ont appris la confiance, ouvert des portes
ou guidé dans les escaliers.*

Cet essai s'est fortement amélioré des suggestions, remarques et critiques amicales de Christiane Barcet, Anne-Sophie Boisgallais, Sharon Courtoux, Jean Lacouture, Patrick Lepage, Nicolas Sersiron, Dominique Sicot et Annie Vinokur. Il a bénéficié des réflexions menées durant plusieurs années avec, entre autres, Gérard Biraud, Menotti Bottazzi, Jean Carbonare, Jean-François Cautain, Jean Fabre, Giulio Fossi, Pierre Galand, Susan George, Michel Griffon, Bernard Husson, Étienne Le Roy, Gus Massiah, Vincent Minier, Ahmed Baba Miske et Fernand Vincent. Mais les options émises n'engagent bien entendu que leur auteur.

Du même auteur

Claude Marchant, *Nord-Sud. De l'aide au contrat*, Syros, 1991 (collectif).

Libres leçons de Braudel, Syros, 1994.

L'aide publique au développement, Syros, 1994 (avec Anne-Sophie Boisgallais).

Complicité de génocide? La politique de la France au Rwanda, La Découverte, 1994.

Réconcilier l'économie et le social. Vers une économie plurielle, OCDE, 1996 (collectif).

La Françafrique. Le plus long scandale de la République, Stock, 1998.

Noir silence, Les Arènes, 2000.

Noir procès, Les Arènes, 2001 (avec Laurent Beccaria).

L'envers de la dette, Agone, 2001.

Noir Chirac. Secret et impunité, Les Arènes, 2002.

Les pillards de la forêt, Agone, 2002 (avec Arnaud Labrousse).

Bien public à l'échelle mondiale. Perspectives, Colophon, 2002 (collectif).

On peut changer le monde. À la recherche des biens publics mondiaux, La Découverte, 2003 (avec François Lille).

Au mépris des peuples. Le néocolonialisme franco-africain, La Fabrique, 2004.

De la Françafrique à la mafrafrique, Tribord, 2004.

La santé mondiale entre racket et bien public, Éditions Charles Léopold Mayer, 2004 (collectif).

L'horreur qui nous prend au visage. La France au Rwanda, Karthala, 2005 (collectif).

Rédaction ou coordination des ouvrages publiés par Agir ici et Survie : *Dossiers noirs de la politique africaine de la France*, L'Harmattan (15 dossiers de 1995 à 2000). *Dossiers noirs*, Agone (4 dossiers de 2001 à 2003).

Contributions aux rapports annuels de l'Observatoire permanent de la coopération française, Rapport 1995 (Desclée de Brouwer), Rapport 1997 et Rapport 1999 (Karthala).

Sommaire

Avant-propos à la nouvelle édition de <i>Libres leçons de Braudel</i>	11
Introduction	15
Économie, politique, éducation: la crise des idées	16
Un horizon rétréci: marché, démocratie, diplôme	18
Histoire de longue période et remise en perspective	19
Les trois étages braudéliens: degrés de liberté, voies de passage et d'apprentissage	21
Politique et éducation: les leçons de Braudel	22
1. Les trois étages	25
La « civilisation matérielle » ou l'économie de subsistance	26
L'économie de marché local	32
Capitalisme, macroéconomie, économie-monde	38
Transposition politique	47
2. Un peu d'histoire	55
Les « ouvriers »	55
Les instruments	64
Les têtes de l'hydre	69
3. Quand l'étage supérieur oublie et écrase les inférieurs	75
Comment sortir du stalinisme?	75
L'Afrique et l'économie-monde	82
L'Asie se retrouve	90
L'Islam à la croisée des traditions	97
Amérique latine: par-delà la violence	104
Banlieues et quart-monde	108
4. Penser les étages inférieurs	121
L'humus des civilisations	122
L'étage des reconnaissances	126
Questions d'architecture	130

La capillarisation des contre-pouvoirs	138
Étayer l'économie de subsistance et l'échange local	143
5. « Civiliser » l'étage supérieur	157
Une économie-monde déboussolée	159
La démocratie en panne	167
Double langage, presbytie et myopie	176
Des complots publics	184
6. Initiation et éducation	191
Les rites d'initiation	191
Les apprentissages	196
L'éducation « supérieure »	202
Conclusion	209
Annexe 1. On joue mieux avec un ballon gonflé	215
Annexe 2. La Françafrique, double langage de la République ..	223
Annexe 3. Secret et impunité au cœur de l'économie-monde ..	227
Annexe 4. Biens publics à l'échelle mondiale	233
Notes de la première édition	241

Avant-propos à la nouvelle édition de *Libres leçons de Braudel*

Il y a dix ans, j'achevais la rédaction de *Libres leçons de Braudel*, mon premier ouvrage, et peut-être le plus durable. En tant qu'outil, du moins. Le génocide d'un million de Tutsis au Rwanda n'avait pas encore eu lieu, et l'association Survie, où je militais depuis déjà une décennie, était encore (pour peu de temps) perçue comme consensuelle. Très vite nous allions être contraints de dénoncer l'inimaginable, l'insupportable criminalité économique et politique sous-jacente aux relations franco-africaines. J'allais devoir noircir des milliers de pages, rédiger une vingtaine de livres ou « Dossiers noirs ». Mais plus je vais et j'explore, plus je mesure la pertinence de l'architecture braudélienne. Tout ce que j'ai appris sur l'oppression et le pillage scandaleux de l'Afrique – et que j'ai décrit depuis *La Françafrique* (1998) jusqu'à *Noir Chirac* (2002) en passant par *Noir silence* et *L'envers de la dette* – confirme par exemple la permanence d'un « double langage constitutif » à l'étage supérieur de la société-monde. Parallèlement, l'essor des résistances s'appuie sur des regains de vitalité à l'étage central des sociétés, étage de la visibilité des règles du jeu et de l'échange.

En 1994, on ne parlait pas encore, ou si peu, de la mondialisation, préemptée aujourd'hui par des « hors-la-loi » (multinationales, mafias, et tous les réseaux branchés sur les paradis fiscaux). Mais Fernand Braudel, mort en 1985, l'avait déjà anticipée. Elle prolonge un mouvement plurimillénaire d'expansion de ce qu'il appelle les « économies-mondes » (la romaine, la chinoise, etc.), jusqu'à leur absorption par l'économie-monde occidentale : la mondialisation, c'est le passage de plusieurs économies-mondes à une seule, évidemment mondiale, après l'écroulement de la rivale soviétique. Il apparaît clairement que les excès actuels de l'étage supérieur mondialisé proviennent d'un retard à l'allumage du côté de l'étage central : il y a eu au départ un déficit de contre-pouvoirs à l'échelle mondiale, nous avons provisoirement manqué à ce niveau d'une société civile organisée, capable de discréditer ceux qui ne respectent pas les règles du jeu planétaire. La Déclaration universelle des droits de l'Homme est un socle remarquable pour édifier de telles règles. Encore faut-il pouvoir la rappeler et l'opposer inlassablement à des acteurs surpuissants – une surpuissance qui, depuis plus de cinq mille ans, s'est toujours exercée dans le mépris des lois.

L'architecture braudélienne est donc un schéma plus utile que jamais pour ceux qui cherchent à rendre la cohabitation dans la maison-monde aussi harmonieuse (ou aussi peu ruineuse) que possible : le savoir-vivre ensemble, summum de l'aspiration politique, doit aujourd'hui forcément se conjuguer à l'échelle mondiale – ce qui a amené Survie à fonder l'association Biens publics à l'échelle mondiale (BPEM), qui renouvelle l'approche de la solidarité internationale par-delà le paternalisme de l'aide.

La grille de lecture proposée dans *Libres leçons de Braudel* reste ainsi, à mon avis, un instrument tout à fait actuel pour la génération altermondialiste. Mais le livre était épuisé depuis plusieurs années. Je rêvais, pour une nouvelle édition, de pouvoir reprendre entièrement le texte initial en intégrant tout ce que j'ai appris depuis, et le changement du monde durant la dernière

décennie. Mais c'est une tâche impossible : la nocivité persistante de la politique franco-africaine, la négation croissante des droits de plus d'un milliard d'êtres humains, l'attaque des biens publics alors qu'il y en a pénurie, requièrent mon temps et mon énergie ; il fallait par ailleurs l'inconscience de celui qui se lance dans l'écriture pour, en 1993, oser un projet si téméraire. Sans doute aujourd'hui mon bagage s'est-il trop alourdi pour que je puisse décrire ce paysage simplement. Ajoutons que Braudel s'attachait à la longue période : s'en inspirer permet de ne pas être trop vite démodé.

Michel Sauquet, éditeur défricheur à la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme, avait aidé à publier l'ouvrage atypique d'un auteur alors inconnu : je ne saurais trop l'en remercier. Il m'a depuis amicalement pressé à une réédition. Lui aussi a rêvé de m'enfermer quelques mois pour une nouvelle synthèse... Je lui ai finalement proposé un projet plus réaliste, susceptible de se glisser entre deux campagnes et trois travaux urgents : je reprends presque intégralement le texte initial, n'en enlevant que deux passages un peu périmés sur l'ex-URSS et l'aide au développement ; je commente ou nuance parfois ce texte de 1994 par des notes en bas de page (voir Avertissement, page 14).

Surtout, j'ajoute à ma perspective initiale quatre annexes, représentatives des éclairages ou approfondissements survenus depuis dix ans :

- un complément à ma lecture de la grammaire braudélienne, article paru en 1999 dans la revue *Agone* : « On joue mieux avec un ballon gonflé » ;

- un résumé très concis de ma longue exploration de la face immergée des relations franco-africaines : « La Françafrique, double langage de la République » ;

- un aperçu inquiétant sur la criminalisation croissante de l'étage supérieur : « Secret et impunité au cœur de l'économie-monde » ;

– un texte présentant la perspective des biens publics à l'échelle mondiale.

L'ensemble n'est donc pas une réinvention : on ne bouscule pas tous les jours les structures de longue période. Mais il permet de proposer de nouveau au lecteur une caisse à outils enrichie – chacun voyant que la pensée continue d'être un chantier, comme aimait à le dire un autre de mes inspirateurs, le philosophe Cornélius Castoriadis.

Avertissement

Les appels des notes en bas de page se rapportant à la présente édition sont en exposant dans le texte. Les notes de la première édition (appels de notes entre parenthèses) restent en fin d'ouvrage, sauf une quinzaine qui facilitent la lecture ou la compréhension : les appels de ces notes sont également en exposant, mais le texte est précédé du sigle NPE (note de la première édition).

Introduction

Privés de lendemains qui chantent, confrontés aux limites de l'expansion territoriale et du progrès quantitatif, de plus en plus de gens, de groupes humains, de peuples se sentent exclus d'un système mondialisé et indifférencié : ses richesses et ses pouvoirs leur sont inaccessibles. De plus en plus d'esprits se cognent contre les murs d'un prêt-à-penser terriblement univoque. N'aurions-nous plus pour horizon, dans ce présent trop prosaïque, que l'aveuglement et la ghettoïsation des nantis, le désespoir ou le nihilisme des exclus – et la barbarie généralisée ?

Il est urgent de reprendre de l'air, du souffle. Pour habiter un monde vivable, nous avons besoin de le rendre, sinon pleinement intelligible, du moins suffisamment profond, articulé, construit, « étagé » : chacun doit pouvoir apprendre à y circuler, y échanger, y nouer des contrats et des alliances. Or nous disposons en la matière d'un architecte génial, ou plutôt d'un interprète exceptionnel de l'histoire humaine, à la façon dont Gaudí inventa son art en lisant la nature : Fernand Braudel.

Équipier de « l'école des Annales », il entreprit son périple historique avec des références marxistes, dont les traces subsistent en apparence dans le titre de son principal ouvrage : *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*. Mais, en chemin, l'histoire de l'économie s'est élargie aux dimensions de la « civilisation », tandis que le capital trouvait un rôle à sa mesure – au

faîte d'une pyramide d'acteurs et de facteurs plus diverse et ouverte que la construction théorique d'Adam Smith, ou l'antithèse de Karl Marx. Au terme de son parcours, Braudel retrace une histoire du développement économique qui, par son ampleur spatiale, temporelle et culturelle, donne un coup de vieux à bien des théories contemporaines.

Si son œuvre marque déjà la pensée historique, ses réflexions sur l'économie n'ont altéré qu'à la marge le cours de cette discipline¹ et encore moins ébranlé le discours technocratique. Presque personne enfin ne songe à utiliser cette œuvre pour infléchir les règles du jeu politique et social – et l'apprentissage de ces règles². Elle ouvre pourtant d'incroyables champs de liberté, où il redevient possible de travailler et de chercher – là où l'on n'apercevait qu'un avenir cadennassé.

Économie, politique, éducation : la crise des idées

Des économies occidentales avec pour seule perspective l'augmentation d'un nombre de chômeurs déjà insupportable. Une Europe de l'Est sommée de faire le grand plongeon dans l'économie de marché – sans savoir nager. Une Afrique pour laquelle on peut être aussi optimiste que pour l'Europe en l'an 1300, avant la peste noire et la guerre de Cent Ans : l'optimisme était

1. NPE. Fernand Braudel a inspiré d'importants travaux d'économie historique, tels ceux de Michel Beaud et Immanuel Wallerstein (du Fernand Braudel Center de New York). Mais, assez significativement, c'est surtout l'étage supérieur de la description braudélienne, l'économie-monde, qui suscite les réflexions. C'est le cas des contributions présentées lors d'un séminaire du Gemdev, les 4 et 5 février 1993 (Gemdev, Cahier n° 20, *Points de vue sur le système-monde*, Université Paris 7, 1993). Ces réflexions, souvent lucides et pertinentes, intègrent insuffisamment la vitalité et l'évolution des étages inférieurs – qui fondent le supérieur : elles échappent du coup difficilement au pessimisme.

2. C'est aussi vrai en 2005 qu'en 1993.

fondé en longue période, mais la population européenne fut d'abord divisée par deux... L'écart de revenu entre le milliard d'êtres humains les plus riches et le milliard des plus pauvres, de 1 à 30 en 1960, est passé de 1 à 150 en 1990⁽¹⁾. Face à une telle différence de potentiel, qui ne cesse de surcroît de s'aiguiser, quels isolants, quel « apartheid mondial⁽²⁾ » nous protégeront dans 10 ans de l'arc électrique³? Où se pensent des alternatives vraisemblables à ces scénarios?

Des démocraties occidentales où monte l'abstention des citoyens; où ceux-ci, trop souvent, se sentent prisonniers de la collusion entre les pouvoirs économiques, médiatiques, et certaines castes ou lignées politiques; où les électeurs oscillent entre la tentation de propulser un original isolé (vite marginalisé), et la séduction des discours fascistes. Un prosélytisme démocratique envers les pays de l'Est et du tiers-monde, bien intentionné au départ – la démocratie restant, selon la célèbre formule churchillienne, le pire des systèmes à l'exception de tous les autres –, mais où les recettes formelles ont trop d'avance sur les conditions d'émergence...

Un indéniable progrès quantitatif de l'éducation (sauf dans les pays où l'économie s'est effondrée⁴), tant en durée qu'en effectifs – mais l'inadaptation ou l'employabilité d'un pourcentage de plus en plus grand des sortants du système scolaire. Le sentiment, chez un nombre croissant de jeunes, d'être vaincus avant d'avoir combattu – d'où des pulsions de suicide ou de destruction.

Chaque fois, un certain nombre de règles du jeu apparemment insurpassables (le marché, la démocratie, l'accumulation des savoirs) servent d'universels sésames. Mais ces passe-partout ont perdu leur marque de fabrique. Ils n'indiquent plus leur mode

3. Certains verront dans le 11 septembre 2001 et son exploitation politico-militaro-religieuse par l'équipe « néo-conservatrice » de George W. Bush un premier « arc électrique » et les prémices du dessin d'un apartheid. La peur du terroriste redouble la peur de l'immigrant clandestin.

4. Ils sont nombreux en Afrique... mais il faudrait parler aussi de l'Argentine.

d'emploi, les conditions de leur production, de leur reproduction – et encore moins leurs limites.

Un horizon rétréci : marché, démocratie, diplôme

Plus personne ne croit qu'une économie puisse fonctionner sans concurrence ni marché. Du coup, c'est la référence universelle. Braudel, lui, rhabille l'économie de marché, il étoffe ses dessous et lui taille un pardessus. Sous l'économie de marché, il réhabilite l'économie de subsistance – où s'enracinent, s'assurent, se forment la plupart des acteurs du marché, où sont nées la plupart des productions qui sont ensuite échangées ; au-dessus, il expose la prospérité de l'économie-monde (en gros, la macroéconomie), où les intervenants (États, financiers, négociants, grandes entreprises) n'ont pour objectif que d'échapper à la concurrence – et y parviennent souvent.

On prône avec raison le rôle régulateur du marché, mais on oublie qu'une multitude d'agents économiques ne le pratiquent pas encore, et que les poids lourds de l'économie-monde ne le pratiquent plus. Du coup, on ne parvient ni à penser, ni à décrire ce qui, dans la crise, résulte de l'hypertrophie des seconds et du dédain en lequel sont tenus les premiers.

On vante les avantages de la démocratie, à partir de l'image de liberté qu'offrent des pays où elle s'est patiemment édifiée. On oublie la lente émergence de la démocratie locale, d'une gestion territoriale arbitrant progressivement les intérêts des familles, des clans et des corporations. On oublie le rôle central des collectivités locales dans la conquête et la stabilisation des démocraties nationales. On ne dit pas que, dans ces démocraties, maints filtres et appareils épargnent aux professionnels de la macropolitique les affres d'une compétition excessive. Quant aux pays propagandistes de la démocratie, États-Unis en tête, ils

dominent le fonctionnement politique international selon des rapports de forces peu teintés de démocratie.

Tout l'idéal du progrès social, par ailleurs, a été bâti sur le progrès du système éducatif: de plus en plus de diplômés, à des grades de plus en plus élevés – pour rejoindre évidemment les plus hautes sphères sociales. Un flux croissant d'étudiants sont initiés théoriquement aux mystères de l'étage supérieur, et espèrent le gagner dès la sortie de l'école ou de l'université, sans s'être frottés aux réalités toujours actuelles des étages inférieurs. Comment s'étonner, avec de telles œillères, que l'incompréhension du monde caractérise tant de vainqueurs (et de vaincus) de la course au diplôme !

Le monde n'est pas plus facile qu'avant, il doit pouvoir être affronté avec un mélange subtil de courage et de prudence, d'attention et d'invention. Les sociétés primitives ont conçu à cet effet un rite de passage à l'âge adulte, qui « armait » l'individu face aux difficultés connues ou inconnues. L'école et le service militaire en tenaient lieu dans notre société. Le second est mal en point⁵, et la première est de moins en moins adaptée à cette fonction, parce qu'elle veut donner une réponse quantitative à une question qualitative, et qu'elle propose un modèle social qui reproduit les amnésies du discours économique et politique.

Histoire de longue période et remise en perspective

Amnésie, mémoire. Rien ne nous aide mieux à échapper à la fatalité que de comprendre comment nos prédécesseurs en humanité ont su lui faire des pieds de nez, comment ils se sont battus pour que leurs enfants y échappent mieux qu'eux. *A contrario*, rien ne manifeste plus d'ingratitude envers leurs efforts que de s'acharner à retomber dans les erreurs – voire les horreurs – auxquelles ils n'ont pu finalement se soustraire: ainsi

5. Il a même été aboli.

les rééditions de la tragédie yougoslave. Il s'agit donc de comprendre les leçons de l'histoire, et pour cela de prendre du recul : qu'est-ce qui, par-delà les aléas conjoncturels, construit un monde un peu plus vivable, permet à davantage d'êtres humains d'agir et d'aimer ?

Braudel fait partie d'une école historique qui a cru aux vertus de l'histoire de longue période. Cette école a compris combien la durée permettait de résister aux modes idéologiques – au point, parfois, de décaper les préjugés de l'historien lui-même. Or l'Occident, bouleversé par la révolution industrielle, ébloui par ses conquêtes, a eu beaucoup de mal à relativiser les évidences du XIX^e siècle. La notion de progrès a contribué à « refouler » les étapes antérieures, et les étages inférieurs. En France, en particulier, on a cru que chacun pouvait accéder directement à l'universalité civique et républicaine, sous la protection d'un État identifié au bien public.

Cela correspondait certes à une « performance » historique : au terme d'un processus de plusieurs siècles, des formes d'éducation et de solidarité locales, corporatistes ou confessionnelles, succédant à l'éducation familiale et à la solidarité clanique, ont été « récupérées » par la sphère macropolitique, qui a pu ainsi instaurer les lois sociales et l'instruction généralisée. Cette transition représente une modalité exemplaire d'institution de l'étage supérieur. Mais son exemplarité même a focalisé les regards sur la phase ascensionnelle, jusqu'aux limites de l'État-providence – alors qu'un tel élargissement a besoin, pour demeurer vivant, de fréquents allers-retours. Il en va de même, on le verra plus loin, pour l'essentiel de la théorie macroéconomique.

La longue période a permis à Braudel de rendre toute sa place à l'économie de subsistance, de découvrir l'autonomie relative des différents étages de l'économie, ainsi que les voies de passage entre eux. Elle souligne l'importance des facteurs culturels – notamment dans l'appropriation des techniques. Rappeler comment l'Europe a édifié cette macroéconomie et

cette macropolitique qu'elle tend à ériger en modèles universels, c'est fournir une carte en relief à ceux qui ont échoué à vouloir prendre le même chemin – souvent à marches forcées. C'est aussi relativiser l'éternité de l'objectif: nous n'en sommes pas à « la fin de l'histoire », et l'économisme régnant n'a pas plus d'avenir scientifique que le firmament prégaliléen.

Les trois étages braudéliens : degrés de liberté, voies de passage et d'apprentissage

Je ne chercherai pas à justifier contre vents et marées la tripartition du champ économique repérée par Braudel: économie de subsistance, économie de marché local, économie-monde. C'est un bon outil de travail, que je détaillerai plus loin. L'essentiel, c'est qu'il y ait plusieurs étages. Cela autorise en effet, d'abord, des degrés de liberté: il y a communication et même interdépendance entre les étages, mais non surdétermination; les impasses ou contradictions observées à un étage n'interdisent pas d'agir aux autres niveaux; au contraire, les issues qui peuvent y être découvertes sont susceptibles de contagion, du fait des multiples passeurs ou passerelles entre les étages... Cela ébranle, par exemple, l'affirmation selon laquelle rien ne peut être fait dans le tiers-monde tant que n'auront pas été détruits les mécanismes d'assujettissement macroéconomique.

La survie et la résistance des populations génèrent justement, en permanence, des réseaux et filières de passeurs, interprètes, et autres intermédiaires. Certes, une oppression sans nuances peut les confiner dans un statut de contrebandiers: elle empêche l'intercommunication, les influences réciproques entre les niveaux – et la résistance risque de dégénérer en mafia. Mais ce phénomène est assez rare⁶: le plus souvent, l'habileté

6. Il le devient moins, parce que se multiplient les pays où la tyrannie elle-même prend un tour mafieux.

économique et politique apprise aux niveaux inférieurs s'avère un acquis transposable. Une forte vitalité à ces niveaux devient un vivier d'opportunités en cas de déblocage à l'échelon supérieur : ce fut le cas, à des degrés divers, en Espagne, Pologne, ou Hongrie. On peut même se demander si ce n'est pas cette vitalité même qui provoque le déblocage.

Cette conception des relations entre les étages n'est bien sûr pas réductible à une subsidiarité hiérarchisée, aseptisée, qui se satisferait de l'iniquité et de l'incommunication régnantes, qui reconnaîtrait la division en étages pour mieux conforter l'ordre établi.

Politique et éducation : les leçons de Braudel

Braudel s'est plus attaché à la longue durée économique qu'à la longue durée politique. Et il a peu parlé d'éducation. Mais les interrogations récentes sur la crise de la démocratie renvoient à des phénomènes, une histoire, des régularités et des mécanismes assez voisins de ceux qu'il a décrits dans le champ économique. Ne présentait-il pas son travail comme « une étude à la jointure du social, du politique et de l'économique⁽³⁾ » ?

De même que l'économie-monde s'institue en permanence et s'appuie sur les étages inférieurs de l'économie, de même la macropolitique – sous peine de schizophrénie ou de paranoïa – s'articule sur plusieurs étages de pouvoirs intermédiaires ou locaux. La mécanique macroéconomique n'est pas un résultat acquis, et la démocratie est une construction permanente, un processus continu de vascularisation des contre-pouvoirs. Les hautes sphères économiques et politiques font fi des disciplines qu'elles assignent : concurrence et démocratie. Mais, à trop mépriser leurs soubassements, elles risquent de tourner à vide, de s'effondrer, ou de manquer d'agents. D'autant que ces agents – producteurs, consommateurs ou citoyens – tendent fâcheusement à être de moins en moins dupes de ce double langage.

INTRODUCTION

Je me permettrai donc de prêter à Braudel des considérations politiques posthumes.

Enfin, face à certaines impasses éducatives, je ne manquerai pas de déduire ce que l'étagement braudélien des réalités sociales autorise d'innovation ou d'audace – quitte à évoquer des pratiques aussi traditionnelles que l'initiation.

Bon voyage en Braudélie... et en quelques provinces limitrophes.

1. Les trois étages

Rien ne remplace l'éblouissante visite de la maison Braudel : le corps principal, les trois tomes de *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*⁽¹⁾, que l'historien mit 27 ans à édifier ; l'aile inachevée, *L'identité de la France*⁽²⁾, et le bâtiment précurseur *La Méditerranée et le monde méditerranéen au temps de Philippe II*⁽³⁾. C'est dans *Civilisation matérielle, économie et capitalisme* que l'auteur explicite sa découverte des trois étages de l'économie, avant de l'illustrer abondamment au long de cet ouvrage – puis de nouveau dans la seconde partie du deuxième tome de *L'identité de la France* : « Une économie paysanne jusqu'au XX^e siècle ».

Je ne prétendrai pas guider une telle visite – qui offre bien d'autres perspectives que la mienne. Ma seule ambition en ce chapitre sera de déployer cette tripartition, pour en faire un outil de lecture et de travail. Je prends ce faisant le risque habituel et terrible de transformer en recette l'expérience d'une longue vie de recherche, de confier un résultat en le séparant de la démarche qui l'a produit – et j'aurai maintes occasions de souligner les dégâts que peut occasionner une telle opération. Braudel lui-même met en garde contre la systématisation : « Mon propos, de bout en bout, a été de voir, de faire voir en laissant aux spectacles retenus leur épaisseur, leur complexité, leur hétérogénéité, qui sont la marque de la vie elle-même. Si

l'on pouvait trancher dans le vif et isoler les trois étages (dont je pense qu'ils sont un classement utile), l'histoire serait une science objective, ce qu'elle n'est pas de toute évidence⁽⁴⁾. »

Quand les instruments disponibles sont si limités, il faut bien, pourtant, forger de nouveaux outils. On apprendra à les utiliser sous l'autorité d'une maîtresse bienveillante, l'histoire – et plus spécialement l'histoire comparée : « comparée à travers le temps, selon le langage, qui ne m'a jamais déçu, de la longue durée et de la dialectique présent passé ; comparée à travers l'espace le plus large possible⁽⁵⁾ ». Rien ne remplace « l'observation, répétée à s'en user les yeux⁽⁶⁾ ». Faire aimer l'histoire est la plus sûre garantie contre les totalitarismes amnésiques.

Voici donc du braudélisme SGDB (sans la garantie de Braudel) : pour plus de sûreté, (re)lisez l'auteur ! Je préviens aussi le lecteur : ce premier chapitre, comme l'apprentissage des gammes ou du solfège, peut paraître un peu ardu. Mais il n'est pas trop long, et puis vous connaîtrez la musique...

La « civilisation matérielle » ou l'économie de subsistance

Dans un rare moment d'abandon théorique, Fernand Braudel présente « cette tripartition qui s'est peu à peu esquissée devant [lui] ». Après l'étage le plus connu, celui de l'économie de marché, il décrit ainsi le rez-de-chaussée – qu'il parcourra ensuite en un long tome, *Les structures du quotidien : le possible et l'impossible* :

« Une zone d'opacité, souvent difficile à observer [...], s'étend au-dessous du marché ; c'est l'activité élémentaire de base que l'on rencontre partout et qui est d'un volume tout simplement fantastique. Cette zone épaisse, au ras du sol, je l'ai appelée, faute de mieux, la *vie matérielle* ou la *civilisation matérielle*. L'ambiguïté de l'expression est évidente. Mais j'imagine [...] qu'on trouvera, un jour ou l'autre, une étiquette plus

adéquate pour désigner cette infra-économie, cette autre moitié informelle de l'activité économique, celle de l'autosuffisance, du troc des produits et des services dans un rayon très court^{(7) 1.}»

On emploiera plutôt ici le terme d'« économie de subsistance ». On laisse à l'économie de marché l'appellation de « premier étage », l'économie-monde est donc le second étage, l'étage « supérieur » : l'édifice a trois niveaux, mais seulement deux étages² ! Notons dès l'abord deux notions importantes, celle d'activité économique « informelle », dont on sait la place essentielle dans les pays du Sud, et la référence à la distance, au « rayon » des échanges : c'est en effet le principal critère de différenciation entre les étages. Le rayon d'échange du premier étage était celui du « pays » au sens ancien du terme : il correspond à une unité élémentaire d'échange ville campagne, limitée par la distance des déplacements ordinaires – avant la motorisation. Le rayon d'échange du rez-de-chaussée est « très court », c'est celui du voisinage. L'économie-monde est née au contraire de l'échange « au loin » – notion évidemment évolutive.

Un peu plus loin, Braudel actualise son concept : « Dans le sillage de la dépression économique consécutive à la crise de 1973-1974, a commencé à proliférer une forme, moderne celle-là, d'économie hors marché : le troc à peine dissimulé, les

1. NPE. On pourrait, avec certains auteurs, distinguer à cet étage entre la « petite production marchande », qui vise essentiellement à reproduire la cellule familiale, et les sociétés de plus de 5 salariés soumises à la concurrence. Et l'on pourrait encore subdiviser ce monde des PME. Mais cet essai veut d'abord montrer qu'il existe *au moins* trois étages (dont un rez-de-chaussée et un étage supérieur), avec tous les problèmes d'architecture et de communication que cette partition implique. Il me semble ensuite qu'un trait commun réunit tous les acteurs de l'étage central (ou des étages centraux) : la soumission aux « lois du marché », avec tout ce que cela produit de régularités sociales.

2. Même avec un esprit mathématique, cette question des trois niveaux et deux étages peut troubler la lecture. Aussi ai-je eu de plus en plus tendance, après l'écriture de ce livre, à préférer l'expression « étage supérieur » à celle de « second étage ». J'ai opéré un certain nombre de fois cette substitution dans la nouvelle édition, sauf quand le contexte invitait à ne pas changer.

services directement échangés, le « travail au noir » comme on dit, plus les nombreuses formes du travail domestique et du « bricolage ». Cette nappe d'activités [...] ne représente-t-elle pas, au bas mot, de 30 à 40 % du produit national qui échappent, ainsi, à toutes les statistiques, même dans les pays industrialisés⁽⁸⁾ ? »

Savoir survivre, pour savoir vivre

Décrivant la « civilisation matérielle », Braudel évoquera le « pain de chaque jour » (y compris le riz et le maïs !), les autres nourritures et les boissons, l'habitat et les vêtements, les transports courts – tous domaines qui ont longtemps échappé à l'échange marchand et qui constituent, dans maints pays du tiers-monde, le socle informel de survie des « naufragés de la planète⁽⁹⁾ ».

Nous sommes tous issus du long acharnement de nos ancêtres à survivre, à subsister. Ce qu'on peut appeler le « premier développement », la sortie des fatalités ordinaires (famines, surmortalité infantile et épidémies dues au manque d'hygiène, à l'eau souillée, à l'absence de médicaments ou de soins de base) a pris en Europe de très longs siècles. Il n'a été à peu près acquis sur ce continent que depuis 50 à 100 ans, et reste problématique pour un à deux milliards de personnes. Il a nécessité un interminable assemblage de techniques et de micro-institutions de proximité : amendement des terres, progrès de l'élevage, adduction d'eau, assainissement de l'habitat, diffusion de l'éducation et de l'hygiène, soutien de proximité aux orphelins, malades, personnes âgées, sécurité dans la détention et la transmission de l'outil de production, etc. L'artisanat rural fut d'abord l'art de la survie au quotidien. Les « petits métiers » ont été longtemps l'apprentissage de la survie économique et la première étape de l'intégration dans les villes.

Tout ceci, certes, ne s'est pas fait sans interaction avec des réseaux d'échanges plus vastes (à commencer par les allers-retours au bourg voisin), des secteurs d'activités plus amples, et

des institutions plus importantes (y compris juridiques et religieuses). Mais, réciproquement, de tels réseaux, secteurs d'activités et institutions n'ont pu s'élever que sur ce socle pesant, ces démarches besogneuses et prudentes. Ils n'ont eux-mêmes survécu qu'en leur restant assortis. Quand on parle aujourd'hui d'accès aux soins, de formation professionnelle, de droits de l'Homme, de démocratie, ceux qui en parlent et ceux auxquels ces discours s'adressent se souviennent-ils des connivences profondes qui ont structuré tout ce langage social ?

Si les uns et les autres les ignorent totalement, on se retrouve, comme à Los Angeles, en pleine schizophrénie sociale : l'édifice des conventions s'est écroulé, et avec lui tout l'appareil de la subsistance quotidienne. On en revient à la pré-histoire, avec des gangs raciaux dont le comportement étonnerait bien des tribus « primitives » : faute même de pouvoir cueillir ou chasser (ne parlons pas de produire), il ne reste que les multiples formes de l'extorsion ou du pillage.

Bref, l'édifice de civilisation qui porte la puissante économie mondiale, avec tout son cortège d'« acquis sociaux », peut se dégrader très vite s'il mure ses accès, s'il ne laisse plus ses adhérents obligés y frayer leur chemin, y apprendre la production de ressources élémentaires, s'approprier quelques clefs indispensables de savoir-faire et de savoir-vivre. Ce n'est pas seulement un problème de chômage ou d'éducation : ce peut être aussi, par exemple, celui de la désertion de 80 % des pères dans certains ghettos de banlieue. Sait-on comment, dans ces conditions, assurer la transmission d'un minimum de « règles du jeu » ?

« *Les formes de l'informel, ou l'échec au droit* ⁽¹⁰⁾ »

Cornélius Castoriadis a déployé toute une théorie politique et sociale⁽¹¹⁾ à partir, entre autres, du double sens du mot « institution » : la créativité « instituante » de la société, et son résultat, les institutions existantes (l'« institué »). Chaque société résout ses problèmes, satisfait ses besoins, assouvit ses rêves en suscitant constamment des mécanismes et des régula-

rités capables d'assurer des fonctionnements collectifs. Mais ces institutions multiples, une fois créées, ont tendance à s'autonomiser, à s'imposer à la société qui leur a donné naissance, comme si elles lui étaient étrangères : une partie des membres de la société s'installe dans telle ou telle institution, et la défend, tandis qu'une autre partie en souffre et la conteste ; souvent, cette ligne de partage traverse l'existence ou le psychisme des individus. Ainsi, l'émergence instituante est en permanence confrontée au conservatisme institué.

Les deux étages supérieurs de l'économie instituée (économie de marché et économie-monde) se présentent comme un bloc conservateur à tous ceux qui ne trouvent pas la possibilité d'y assurer leur survie, leurs besoins fondamentaux, ou leurs rêves essentiels. Ceux-là sont donc contraints d'inventer des moyens, des ressources, des pistes, en marge de l'économie officielle – dans ce qu'on appelle l'« économie informelle », mais aussi dans l'espace de plus en plus considérable du temps libre, consacré aux loisirs, au travail gratuit ou solidaire, à toutes sortes d'échanges.

Dans les pays du Sud, le droit et l'économie légués par la colonisation échouent largement à satisfaire les besoins élémentaires comme à mobiliser les talents, faute d'appropriation ou d'acculturation : l'économie informelle, la « débrouille », représentent parfois les trois quarts de la production. Si, malgré leurs côtés invivables, les immenses bidonvilles ne sont pas des mouirois, c'est que s'y déploie une ingéniosité infinie, dont Serge Latouche s'est fait l'avocat⁽¹²⁾. Les micro-échanges permettent une distribution incroyablement fine des moindres productions ; tout est recyclé, réparé, transporté ; en pleine agglomération, de minuscules jardins ou élevages concourent à la survie (comme les parcelles privatives dans les kolkhozes)⁽¹³⁾.

D'un côté, on ne peut qu'admirer ce formidable défi à l'impossible. De l'autre, il ne faudrait pas en pousser trop loin l'éloge, tant il se paie de souffrances et de mutilations. Il est

évident cependant qu'une réponse réaliste à l'échec du développement, qui affecte plus d'un milliard et demi d'êtres humains, devra forcément s'inspirer de ce foisonnement, et s'articuler avec lui : même les experts de la Banque mondiale en sont de plus en plus convaincus. Puisqu'il y a « échec au droit », il faut laisser l'informel prendre forme(s).

Circuits courts et cellules mères

Le droit et l'économie sont aussi en échec dans les banlieues occidentales. Ils échouent à donner du travail aux 35 millions de chômeurs européens³. Insuffisamment irrigués par les initiatives de base, ils opposent leurs rigidités aux multiples signaux de crise qu'émettent les sociétés « développées ». Certains pays comme l'Italie, accoutumés depuis des siècles aux crises institutionnelles, organisent plus facilement une économie parallèle. En maints endroits cependant, les jeunes qui n'ont jamais travaillé et les chômeurs déqualifiés n'ont pas les ressources culturelles ou morales pour réinventer des circuits courts de production et d'échange. Tout le monde sait pourtant que nos sociétés essoufflées ne pourront faire l'économie d'un resserrement en deçà des clivages traditionnels : producteur/consommateur, enseignant/enseigné, assistant/assisté...

Ce qu'on appelle « l'économie solidaire⁽¹⁴⁾ » recouvre une multiplicité de tentatives pour sortir des impasses actuelles par de nouvelles pratiques de proximité : régies de quartier, transports communautaires (en Angleterre), crèches familiales, défense des paysages, épargne locale, réseaux d'échanges réciproques de savoirs⁴... Ces tentatives ont souvent, au début, paru relever de l'utopie. Mais l'approfondissement de la crise

3. Dans la Communauté économique européenne à 12, qui compte environ 360 millions d'habitants. L'Union européenne à 25 a crû d'un peu plus d'un quart (456 millions). Le taux de chômage moyen avoisine 9 %, soit environ 41 millions de chômeurs, avec une définition plus stricte du chômage.

4. NPE. Certains auteurs étendent la notion d'*économie solidaire* aux niveaux national ou international (cf. par exemple les échanges de céréales promus par le mouvement Afrique verte).

renforce la nécessité de relations nouvelles. On s'aperçoit alors que de telles pratiques, loin de n'intéresser que quelques marginaux, correspondent à des besoins profonds, où se mêlent souvent la simple survie matérielle et la soif de reconnaissance sociale.

C'est en effet le propre de l'économie basique, inframar-chande, exercée avec des proches ou des intimes, que d'associer les préoccupations les plus matérielles aux relations les plus essentielles. Quand l'économie familiale est bousculée, au même titre que la famille, quand l'entreprise ou les métiers précarisent les emplois, signifiant clairement qu'ils ne seront plus des parents de substitution, on voit germer de nouvelles cellules mères, comme autant de prophéties, vraies ou fausses – les sectes par exemple –, du tissu social à venir.

Je ne procéderai pas ici à l'inventaire historique (Braudel y consacre 500 pages), géographique ou thématique de ce rez-de-chaussée de l'économie. Mais il fallait identifier ce niveau nourricier, montrer son ampleur, souligner sa générosité et sa portée fondatrice : sa bonne santé (en particulier celle de l'agriculture vivrière, d'abord largement autoconsommée) permet d'édifier les civilisations économiques les plus audacieuses ; ses maladies minent les bases arrières des fantassins de l'économie marchande, elles démoralisent la cohorte des producteurs et consommateurs ; et c'est à son niveau que se cherchent, s'élaborent et s'éprouvent les matrices sociales de la sortie de crise.

L'économie de marché local

C'est l'aspect de l'économie « que l'on décrit de préférence aux autres, c'est l'économie dite de marché, entendez les mécanismes de la production et de l'échange liés aux activités rurales, aux échoppes, aux ateliers, aux boutiques, aux Bourses, aux banques, aux foires et naturellement aux marchés. C'est sur ces réalités claires, « transparentes » même, et sur les processus

faciles à saisir qui les animent qu'a commencé le discours constitutif de la science économique⁽¹⁵⁾».

Un exemple type du fonctionnement de cet étage central, c'est la ville marché de l'Europe occidentale au XVI^e siècle – comme on en comptait quelque 800 en Angleterre –, formant une aire d'une centaine de km², peuplée de 6 000 à 7 000 personnes. Avec leurs campagnes environnantes, une dizaine de ces bourgs ruraux, tournés vers une ville plus importante, forment un « pays » trois à quatre fois plus large, environ dix fois plus étendu. On reste encore dans la dimension de l'échange local. Les allers-retours à la ville marché ne représentent pas plus d'une dizaine de kilomètres, et seuls quelques hameaux excentrés sont à plus de 15 km du chef-lieu de pays : pas besoin d'affréter un transporteur spécialisé, ni de recourir à une intermédiation sophistiquée !

En s'élevant dans la hiérarchie des villes, on rencontre bien entendu des marchés de tailles supérieures. Survient alors une frontière incertaine, qui varie avec les facilités de transport et de communication : bien des activités à ces niveaux plus vastes promeuvent ou conservent les règles de « transparence » et de concurrence apparues sur les marchés locaux, mais très tôt naissent les mécanismes de rente et d'accaparement, les cercles d'initiés. C'est pourquoi, dans la schématique utilisée par la suite, c'est le « marché local » qui servira de référence pour ce qu'on appelle l'économie de marché. Je garderai cependant à cette notion de local une taille volontairement imprécise, du canton à la région : cela correspond aux différents échelons de collectivités territoriales, vécues par leurs habitants comme des lieux d'échange politique, économique et social « à taille humaine ».

Entre cet étage du marché local et celui, présenté plus loin, de l'économie-monde, « je suis sûr », affirme exceptionnellement Braudel, « que les *agents* et les hommes, que les actes, que les mentalités ne sont pas les mêmes⁽¹⁶⁾ ». D'un côté la lisibilité, la normalité, une régularité forte, qui peut pousser à la routine.

De l'autre, le contre-jour, les calculs spéculatifs, l'exception, les privilèges.

L'étage du centre et de la multiplicité

À tous points de vue, cet étage occupe une place centrale. C'est l'espace le plus visible, celui dont les règles du jeu, particulièrement claires, stimulent le mieux la productivité et l'échange. En contrepoint, à l'étage inframarchand, la prégnance des relations de familiarité ou de « complaisance » limite fortement l'application de règles générales, et notamment d'un droit du travail : c'est pourquoi tant de ruraux, puis de femmes, ont aspiré à gagner le statut de salarié, dans l'espoir d'échapper aux pesanteurs immédiates du village et du foyer.

À l'autre extrême, on retrouve chez les puissants acteurs de l'économie-monde des comportements de privauté et de complaisance : pour eux, souvent, les règles n'existent plus ; à vrai dire, leur petit nombre en tel ou tel secteur d'affaires les ramène paradoxalement aux pratiques de proximité du rez-de-chaussée, comme l'évoque par exemple le titre de l'ouvrage de Stephen Smith et Antoine Glaser : *Ces messieurs Afrique. Le Paris-village du continent africain*⁽¹⁷⁾. De même, Claude Bébéar, patron d'Axa, a réuni une trentaine de dirigeants des principaux groupes français en un club « privé », Entreprise et Cité, qui pourrait donner des boutons à l'AMF, Autorité des marchés financiers, ex-Commission des opérations de Bourse, si elle n'était pas vaccinée contre ce genre de maladie infantile : comment contrôler un aréopage dont le chiffre d'affaires cumulé représente plus d'une année de transactions sur le marché des actions de la Bourse de Paris ?

L'économie de marché est au centre de la production et des échanges : elle désenclave les produits de l'économie de subsistance, les introduit dans un processus de valorisation, pousse à leur démultiplication ; sans elle, les grands fauves de l'économie-monde n'auraient plus grand-chose à se mettre sous la dent – d'où leurs incessantes prédications en faveur du marché.

Que deviendraient les rentes de situation des multinationales sans la myriade des petites et moyennes entreprises (PME), sous-traitants pressurables à merci, offreurs de maintenance, de services diversifiés, de lieux de distribution ? Bouygues aurait-il pu se payer TF1 sans ses tâcherons français ou ses recruteurs philippins ? Les grandes banques pourraient-elles compenser l'éclatement successif de plusieurs bulles spéculatives (prêts cavaliers au tiers-monde, immobilier, Bourse japonaise...) sans la passivité financière de centaines de millions de petits déposants, et la discipline de fer qu'elles imposent aux PME ?

Le partage des tâches avec l'étage supérieur varie au gré de ses intérêts : en ce moment, les groupes industriels tendent à se recentrer sur leurs métiers, ils renvoient vers les PME la maintenance et la plupart des services annexes ; à l'inverse, le petit commerce ne cesse depuis trente ans de perdre des parts de marché, croquées par des groupes d'hypermarchés à l'appétit gargantuesque. Comme jadis en Union soviétique, on observe peu à peu les conséquences sociales de l'éviction de la faune petite et moyenne par quelques « mammoths ». Après leur triomphe, ceux-ci font du gras, puis s'ankylosent ; surtout, l'élimination des espèces intermédiaires rompt la « chaîne alimentaire » : en l'occurrence, elle dévitalise le tissu urbain, transforme les villes de banlieue en cités-dortoirs improductives, puis en jungles invivables. La boucle est bouclée lorsque des bandes de jeunes désœuvrés saccagent ou incendient les hypermarchés : la société de consommation s'offre de plain-pied, mais elle leur a cadenassé tous ses accès (insertion professionnelle, salaires, codes sociaux).

Hors ou avant ces excroissances, et malgré les crises conjoncturelles, l'économie de marché « régulière » a montré son incroyable vitalité : elle a survécu aux guerres, aux révolutions, à toutes les idéologies extirpatrices ; sa fertilité mythique a fait s'effondrer l'empire de ses détracteurs – plus encore que les fautes de ce dernier. Elle représente sans doute, après la préhistoire tribale, un compromis insurpassable dans la gestion des

contradictions humaines, une sorte de centre de gravité, entre contrainte, satisfaction, stimulation et reconnaissance⁵.

Règle et mesure, contre abus et excès

La plupart de ceux qui dénigrent le marché visent en fait l'utilisation abusive des pratiques et procédures marchandes par les acteurs supramarchands de l'économie-monde. L'absorption de la santé, de l'éducation ou de la culture par le domaine marchand n'est pas fatale : d'autres compromis sociaux peuvent être trouvés, d'autres modes et dosages de concurrence ont prouvé sur de longues périodes leur efficacité. Rien n'est plus cocasse à cet égard que le discours ultralibéral de certains syndicats médicaux ou pharmaceutiques, ou des grands oligopoles de l'audiovisuel.

L'aliénation des personnes et la déculturation des peuples, tant reprochées au capitalisme marchand, sont plutôt le fait de l'étage supramarchand – qui sera présenté plus loin. Pour Braudel, le capitalisme véritable se place au-dessus du marché, il n'est plus vraiment marchand. Les grands négociants qui ont contribué à le fonder ont utilisé leurs profits pour fuir la concurrence, se tailler des monopoles ou des empires financiers, et pratiquer systématiquement le « délit d'initiés ». C'est ce capitalisme-là, et non le marché, qui pousse à l'excès la taille des exploitations agricoles, des usines, des aires de chalandise. L'atelier artisanal, le chantier, la rue commerçante, le marché forain, le véhicule utilitaire, etc., sont plutôt vécus, hors ces excès, comme des lieux de promotion, de civilisation, voire de

5. J'écrirais plutôt aujourd'hui qu'il faut, par réalisme, rétribuer les moteurs égoïstes de l'activité humaine (un « profit » considéré comme le fondement de l'économie de marché), mais sans admettre que l'humanité se réduise à cet égocentrisme aveugle. L'on trouve dans l'histoire humaine d'autres biens que les marchandises, et des dynamiques productrices autres que le profit. On n'a rien à gagner que du cynisme à ravalier cette autre face de l'être humain – peu importe comme on l'appelle (solidarité instituée, coopération, lien social, fraternité, gratuité...) – au rang de « béquille du marché ». Le marché n'a donc pas à devenir la loi du monde, sous prétexte d'efficacité. Encore moins peut-on lui sacrifier les droits fondamentaux d'un grand nombre d'êtres humains.

convivialité. Si l'on adopte la tripartition braudélienne, le problème n'est donc pas d'abattre le « règne de la marchandise » : il est d'empêcher que des acteurs surpuissants utilisent abusivement un langage et des comportements, façonnés par et pour l'étage central de l'économie, à un niveau où ils deviennent inopérants – voire destructeurs.

Lorsque les règles du jeu sont transparentes et généralement respectées, lorsque les intérêts supramarchands n'ont pas trop dérégulé une profession (en multipliant, par exemple, les pseudo-artisans, tels les tâcherons du bâtiment et les tractionnaires du transport routier), l'économie de marché est une aire d'équilibre, de mesure, où les acteurs peuvent apprendre, comprendre, contracter, se reconnaître. C'est le lieu d'apprentissage du contrat équitable, pierre angulaire de la responsabilité économique et du sens civique. Les agents se regroupent en syndicats, corporations, chambres consulaires, plutôt qu'en clubs élitaires. Ils animent des filières de formation, promeuvent des cursus et statuts professionnels, et en sont fiers.

Équilibres locaux, rapports de force internationaux

La régularité du marché est d'abord locale. En des contrées très éloignées, les règles et conditions de production sont souvent trop divergentes (que l'on songe par exemple à l'abîme entre les coûts salariaux allemands et bangladais). Les négociants « au loin », ces protagonistes de l'économie-monde, tentent alors d'en profiter, au nom du « libre-échange ». Mais le pouvoir politique essaie d'imposer, au moins provisoirement, des seuils, sas, tarifs ou quotas : il sait trop le coût social des équilibres agricoles ou industriels ; il sait bien que le libre-échange n'est, fréquemment, qu'une idéologie au service des plus forts. Pour que des économies locales puissent tirer un avantage réciproque de leurs avantages comparatifs, il faut qu'elles puissent conclure des contrats équilibrés, donc qu'elles ne soient pas trop disproportionnées, que chacune se sente assez

assurée de ses moyens de subsistance et du dynamisme de ses marchés.

L'énoncé de ces conditions minimales est évidemment à l'opposé de l'idéologie et des pratiques de l'OMC⁶, du FMI et de la Banque mondiale : selon eux, le libre-échange est avantageux pour tous, toujours et partout. Or les pays qui en bénéficient le plus, tels le Japon ou la Corée du Sud, protègent savamment leurs marchés intérieurs ; à l'opposé, les pays du Sud, principales victimes du commerce international, ont la liberté d'importer les biens et services des pays du Nord, et d'exporter les matières dont le Nord a besoin – mais l'interdiction de vendre tout ce qui concurrencerait de trop près ses industries. Pendant ce temps, le plus puissant des « actionnaires » du libre-échange, les États-Unis, ne cesse de manipuler les règles de l'OMC, il conjugue tranquillement la vente forcée avec la protection brutale des intérêts de ses lobbies industriels et agricoles.

Il est encore possible de parler de contrat, de marché et de commerce à l'étage supérieur, mais seulement par analogie – une analogie dangereuse. Seuls peuvent en déjouer les pièges ceux qui se sont fait les muscles sur les marchés locaux, avant d'aller jouer dans la cour des grands... Les autres sont les victimes constantes d'un contresens entretenu à satiété par ceux qui en profitent, par les médias qu'ils contrôlent, par des universitaires pour qui l'économie est née en Angleterre, vers 1800, et par tous ceux qui se contentent de leur enseignement.

Capitalisme, macroéconomie, économie-monde

« Au-dessus [...] de la vaste surface des marchés se sont élevées des hiérarchies sociales actives : elles faussent l'échange à leur profit, bousculent l'ordre établi ; le voulant et même ne le

6. Le texte initial évoquait le Gatt, ces accords précurseurs de l'Organisation mondiale du commerce.

voulant pas expressément, elles créent des anomalies, des « turbulences », et conduisent leurs affaires par des voies très particulières. À cet étage élevé, quelques gros marchands d'Amsterdam, au XVIII^e siècle, ou de Gênes au XVI^e siècle, peuvent bousculer, au loin, des secteurs entiers de l'économie européenne, voire mondiale. Ainsi des groupes d'acteurs privilégiés se sont engagés dans des circuits et des calculs que le commun des hommes ignore. Le change, par exemple, lié aux commerces lointains et aux jeux compliqués du crédit, est un art sophistiqué, ouvert, au plus, à quelques privilégiés.

Cette [...] zone d'opacité, au-dessus des clartés de l'économie de marché, en est en quelque sorte la limite supérieure⁽¹⁸⁾. » « Là commence une zone d'ombre, de contre-jour, d'activités d'initiés que je crois à la racine de ce que l'on peut comprendre sous le mot de capitalisme, celui-ci étant une accumulation de puissance (qui fonde l'échange sur un rapport de force autant et plus que sur la réciprocité des besoins), un parasitisme social, inévitable ou non, comme tant d'autres⁽¹⁹⁾. »

Accumulation de puissance, ampleur des flux d'échanges (en distance et en volume), sophistication et/ou opacité des mécanismes de gestion ou de spéculation, c'est ainsi que Braudel, au terme de son parcours historique, décrit le « capitalisme ». De telles armes permettent d'utiliser les rapports de domination plutôt que de contractualisation. Domination d'un seul (monopoles et monopsones) ou de quelques-uns (oligopoles ou oligopsones), capables de « bousculer » pour mieux les exploiter les agents des étages inférieurs. Mais comment ne pas voir que, dans cette définition, le « capitalisme » s'identifie à la sphère des grands agents macroéconomiques – y compris l'État et le secteur public ? Puisque Braudel distingue l'étage supérieur en repérant à coup sûr la différence de comportement et de mentalité de ses agents, comment, de ce point de vue, ne pas remarquer la ressemblance entre les dirigeants des grandes banques ou entreprises et les grands commis de l'État – cette ressemblance devenant confusion dans le cas du secteur industriel et

financier nationalisé ? Comment ignorer le « réseau serré de [leurs] relations informelles⁽²⁰⁾ », qui va parfois, comme en France, jusqu'à une quasi-consanguinité ?

Économies-mondes et mondialisation de l'économie

Cette économie de grande dimension (cette « macroéconomie » comme on dit aujourd'hui, par opposition à la microéconomie formelle des petites et moyennes entreprises déclarées, et à la microéconomie informelle, inframarchande), dilatée par le négoce et la conquête, c'est ce que Braudel appelle l'« économie-monde » – en transposant l'expression allemande *Weltwirtschaft* des historiens Fritz Rörig et Hektor Ammann. Aux origines lointaines des grosses fortunes et de l'échange au loin (la Phénicie, Carthage, l'univers hellénistique et l'Empire romain, mais aussi la Chine, l'Inde, certains empires peu connus de l'Afrique préislamique ou de l'Amérique précolombienne), les économies-mondes furent relativement nombreuses : chacune était « un fragment de l'univers, un morceau de la planète économiquement autonome, capable pour l'essentiel de se suffire à lui-même et auquel ses liaisons et ses échanges intérieurs confèrent une certaine unité organique⁽²¹⁾ ». On ne pouvait donc assimiler économie(s)-monde(s) et économie mondiale.

Le nombre de ces économies-mondes s'est ensuite réduit, malgré l'entrée en jeu de quelques nouveaux acteurs (les Normands, l'Islam, la Russie...). L'économie-monde européenne, puis « occidentale », puis « capitaliste » a imposé pratiquement partout la domination de ses « règles du jeu », après l'échec de la tentative russe d'une contre-économie-monde. La soumission à ces règles trouve son meilleur symbole dans l'adhésion à l'OMC. Il n'y a plus guère de puissance économique réfractaire à ce forum – placé sous le signe du « libre » échange, mais où s'illustre en permanence la prévalence des rapports de force. On en est ainsi arrivé aujourd'hui à une

quasi-équivalence de fait entre la seule économie-monde restante et « l'économie mondiale ».

Ce résultat coïncide mais n'est pas pleinement identique à ce que l'on a appelé « la mondialisation de l'économie ». En effet, une économie-monde est d'autant plus durablement prospère qu'elle peut valoriser au mieux l'étage de l'économie de marché, elle-même irriguée par une vigoureuse économie de subsistance. Or, le triomphe spatial de l'économie-monde de type occidental se produit en même temps qu'une dérégulation qui aggrave la surexploitation des étages inférieurs : la mondialisation de l'économie, c'est surtout une délocalisation, un désenracinement généralisés – économiques, mais aussi politiques et culturels – qui malmènent les équipages et les soutiers du navire économie-monde. Ce triomphe pourrait donc être éphémère⁷, sous les assauts prévisibles des trop nombreux laissés-pour-compte, exclus et surtout méprisés du « nouvel ordre économique ».

Une nouvelle division de la planète en plusieurs économies-mondes s'imposera peut-être. Il n'est pas sûr que ce soit au bénéfice des populations concernées, car cela se produirait faute d'avoir conçu et trouvé un minimum de civilité dans les fonctionnements de l'économie mondiale – sans avoir résolu le problème théorique et politique de sa polarisation. Ces questions non résolues ne le seraient probablement pas davantage dans les fragments issus d'une nouvelle partition.

Un ou plusieurs pôles ?

L'histoire des économies-mondes, c'est en effet, notamment, l'histoire de la fixation et du déplacement de leurs pôles centraux. L'accumulation de puissance et de moyens qui caractérise la sphère macroéconomique suscite à la fois des coalitions et des rivalités : les acteurs de l'économie-monde se coalisent locale-

7. NPE. Immanuel Wallerstein pronostique « une bifurcation qui nous mènera à la fin de ce système et à un nouvel ordre sorti du chaos » ou une restructuration qui, en aiguisant les contradictions du système, « rendrait plus rapide, plus sûre la bifurcation ». Conclusion de *Points de vue sur le système-monde*, op. cit., p. 181.

ment, dans des cités marchandes qui deviennent des villes, et dans des réseaux ; les villes rivalisent, il s'établit des hiérarchies et des réseaux de villes, auxquels se conforment plus ou moins les réseaux d'acteurs. Au cœur, généralement, une ville centre s'impose – avec parfois des hésitations. Venise, Anvers, Amsterdam, Londres, New York, ont successivement tenu ce rôle dans l'économie-monde occidentale. Bruges, les villes de la Hanse, les foires de Champagne, Lisbonne... ont joué un rôle de premier plan, dans des périodes pluripolaires ou de transition. Gênes a été longtemps la rivale de Venise. Lyon, Madrid, ou Paris, pour des raisons diverses, ont laissé passer les opportunités qu'elles ont eues de saisir et tenir la prééminence.

Ces raisons tiennent aux mêmes facteurs qui ont permis l'ascension d'autres villes, jusqu'au faite parfois de leur économie-monde : force d'un premier réseau régional de villes, position sur les déplacements marchands et financiers, cohésion des acteurs locaux, accumulation de capitaux et de savoir-faire « capitalistes », prédispositions (ou faibles indispositions) culturelles... Pourquoi, malgré maintes occasions et de nombreux atouts, aucune ville française n'a su conquérir la prééminence ? Pourquoi l'Espagne n'a-t-elle pas su transformer en primauté économique ses fantastiques conquêtes politiques et ses immenses butins financiers ? Pourquoi le passage de relais de Londres à New York ? Autant de questions qui mériteraient chacune de longs développements, sûrement instructifs en termes de stratégie globale et de choix de société⁸. Certains éléments seront évoqués au prochain chapitre (et l'on fera davantage cas, au chapitre 3, des économies non européennes), mais la question la plus intéressante, de mon point de vue, est celle de la pluripolarité – car elle a les mêmes enjeux de liberté que l'étagement de l'économie et de la politique.

8. NPE. Le géographe Jacques Lévy évoque une « topogenèse », une production de points d'attraction et d'accumulation dont la fixation relève de plus en plus de facteurs culturels. In *Points de vue sur le système-monde*, op. cit., p. 122-123.

Relire l'histoire de l'économie-monde occidentale en termes de suprématie n'est pas anecdotique : la question de la suprématie politique et économique a été au cœur des ambitions et des conflits des grands « décideurs » durant ce millénaire. Pourtant, les périodes de pluripolarité n'ont pas été les plus malheureuses. La Hanse évoque dans toute l'Europe du Nord une période heureuse. L'apogée des foires de Champagne correspond au temps des cathédrales – qui ne fut pas le moins « civilisé » de la France médiévale. Avant ou à côté de Venise s'est développé en Italie du Nord un polycentrisme querelleur, mais florissant.

Le centre de l'économie-monde n'est plus à New York, il n'est pas encore à Tokyo (et n'y sera peut-être jamais), tandis que la vieille Europe, qui s'est si souvent déchirée, s'efforce de développer un nouveau modèle de relations, où la coopération l'emporterait sur une excessive rivalité. La réussite de cette tentative est probablement l'une des conditions d'un fonctionnement tripolaire (Amérique du Nord, Japon, Europe) au sein du Groupe des 7 pays industrialisés⁹. Loin d'y voir seulement un super-directoire économique, beaucoup de responsables du tiers-monde estiment qu'une telle pluripolarité est essentielle à leur propre expression. À partir du moment où on est trois, on peut devenir quatre, cinq, etc. – alors que la disparition de l'économie-monde socialiste a placé de nombreux pays du Sud devant l'effrayante perspective d'une hégémonie politico-économique des États-Unis : la puissance militaire du Pentagone, l'ONU à New York, les institutions de Bretton Woods (FMI et Banque mondiale) pour verrouiller les crédits, et l'OMC pour consolider l'échange inégal.

Dans *L'identité de la France* (pays qui, rappelons-le, a eu l'impuissance, la culture ou la sagesse de ne pas dominer l'économie-monde), Braudel traite encore abondamment des réseaux et hiérarchies de villes, mais la complémentarité ressort

9. G7 que la Russie a rejoint depuis pour former le G8.

davantage que l'histoire des rivalités. Il faut dire que, dans la sous-économie-monde française, la question du choix de la ville centre a été tôt et radicalement réglée, avec toutes les armes de la politique...

L'accumulation de puissance et l'obstacle des distances

Historiquement, le développement de l'étage supramarchand et des économies-mondes résulte d'un double phénomène : l'accumulation de moyens (financiers surtout, mais les renforts politiques ou militaires sont rarement refusés) et l'extension des échanges. Pour monter des expéditions lointaines, supporter les aléas du commerce maritime, il faut beaucoup d'argent – de même que pour élargir un fief aux dimensions d'un État-nation. Mais les bénéfices sont à la mesure de l'investissement : ceux du riche armateur ou du roi de France n'ont rien à voir avec ceux du petit commerçant ou du seigneur local.

Maîtriser les flux commerciaux et financiers sur une distance extraordinaire (hors de portée du commun des mortels), c'est entrer dans un club restreint de décideurs privilégiés : on dispose d'une force suffisante pour se constituer, seul ou à quelques-uns, des chasses gardées, des réseaux de communication, des rentes de situation – où les taux de profit cessent enfin d'être continuellement rabotés par la concurrence. L'obstacle de la distance permet d'écarter la plupart des « challengers », incapables d'en surmonter les difficultés techniques et logistiques ou d'en payer le coût financier.

Aujourd'hui, les distances semblent se réduire. Subsistent les avantages acquis, des grands États et des grandes fortunes. Les atouts militaires et politiques demeurent non négligeables. Mais la discrimination de la distance tend à se transformer, elle devient surtout technologique – en particulier dans l'ordre des (télé)communications. Et l'éducation, au sens large, tient sans doute une part plus décisive que jamais dans l'accès ou non aux différents échelons de la hiérarchie sociale.

La fortune passée d'IBM montre bien les différents facteurs en jeu dans la constitution d'un quasi-monopole : avance technologique dans un secteur-clé de communication, utilisation de la puissance financière pour écarter les rivaux – par la force commerciale et les standards imposés. Ses difficultés actuelles illustrent à leur tour les défauts de la cuirasse : manque de souplesse d'un pachyderme ; mésestimation des capacités stratégiques des sous-traitants (Microsoft, Intel), qui en viennent à supplanter le donneur d'ordres ; sous-estimation des capacités de l'Extrême-Orient à regagner sa place dans l'économie-monde, sur la base d'une articulation plus dynamique entre les différents étages de son économie.

Des acteurs privilégiés

L'économie mondiale, qui constitue aujourd'hui une seule économie-monde, est « dirigée » par quelques milliers de conglomérats, oligopoles ou monopoles – États développés, entreprises multinationales, grandes banques et compagnies d'assurances, et quelques rares institutions internationales – qui drainent chacun plusieurs milliards de dollars par an et pèsent suffisamment dans leur domaine pour le gérer à leur avantage, en s'affranchissant des règles communes. Tous ces conglomérats n'ont pas la même influence : il y en a de plus puissants que d'autres – on pourrait même distinguer plusieurs cercles ou étages –, mais leur nombre assez restreint favorise entre leurs dirigeants une connivence, sinon une familiarité, qu'ils célèbrent chaque année en se rassemblant à Davos.

Les salariés de ces conglomérats tirent certains bénéfices de la position privilégiée de leurs employeurs (rémunérations nettement supérieures à la moyenne, du moins sur la durée d'une carrière, retraites spécifiques et autres avantages sociaux, meilleures conditions de travail et sécurité de l'emploi), mais la plupart n'appartiennent pas bien entendu à la catégorie des grands décideurs de l'économie-monde. Hormis leurs avantages particuliers, les salariés de base ont une activité assez voisine de

celle de leurs homologues de l'économie de marché – même si la puissance de leur employeur leur épargne un certain stress¹⁰. Les cadres, en revanche, sont les artisans plus ou moins conscients de la stratégie de leur organisation, et de sa domination sur une portion de l'économie de marché : un chef d'agence bancaire vis-à-vis d'une PME débitrice, un directeur régional d'un groupe de bâtiment ou de services face à ses sous-traitants, l'acheteur d'un groupe de négoce international devant des paysans africains, ou leurs frêles organisations, le haut fonctionnaire de l'Équipement ou des Impôts face à ses « clients », exercent le pouvoir de l'étage supramarchand sur les étages inférieurs, en un échange manifestement inégal – ce qui ne va pas sans poser le problème politique de la légitimité de ce pouvoir.

Il ne s'agit pas pour le moment de porter un jugement moral, mais de constater que, plus on s'élève dans la hiérarchie de ces conglomerats, plus on est porté à exiger, en position de force ou de monopole, le respect du droit, de l'équité, et de la concurrence. On devine alors que l'édifice ne peut tenir sans certaines formes de régulation sociale ou politique, de « méta-règles » mal élucidées : autolimitations, entropie, divisions internes, appartenance des « décideurs » à des communautés ou réseaux transversaux, fondés sur d'autres logiques (les religions par exemple). Le seul rappel aux règles communes, de la concurrence et de la démocratie, serait inopérant – sauf en cas de crise majeure, où elles reviennent parfois comme un boomerang.

Une bonne partie de l'histoire contemporaine a été précipitée par des passions qui occultaient ce second étage : les marxistes-léninistes, le confondant avec le premier étage, ont voulu raser d'un coup tout l'édifice « capitaliste » ; en face, on prônait une extension abusive de son empire, au nom des idéaux transparents de la démocratie et du marché – alors qu'il n'est que l'exploiteur de ces idéaux, et que son hypertrophie les

10. Depuis dix ans cependant, même les multinationales les plus profitables hésitent de moins en moins à « dégraisser », comme une vulgaire PME.

étouffé. Pour ma part, j'estime impensable de supprimer l'étage supérieur, mais je crois urgent de mieux le penser, pour moins le laisser s'affranchir de ses obligations envers le reste de l'économie et de la société.

Transposition politique

Toute la problématique évoquée précédemment a des analogies dans la sphère politique, où la grammaire braudélienne, la tripartition en trois étages, montre aussi sa pertinence. Le rez-de-chaussée est constitué des relations de pouvoir « pré-politiques » dans le domaine privé, la famille élargie, le cercle des très proches. Au premier étage se jouent les arbitrages des aires géographiques à taille humaine (terroir, « pays » au sens ancien, ville moyenne, quartier d'une grande ville) : c'est là, le plus souvent, en des populations de moins de 100 000 habitants, que naît la démocratie, et c'est toujours à cette échelle qu'elle trouve ses lieux d'exercice favoris, les collectivités territoriales. Au-delà commence le règne de la macropolitique, un étage supérieur où la politique tend à échapper au regard (que ne remplace pas vraiment la caméra de télévision).

Au centre, la démocratie locale

Le citoyen d'Athènes, quatre siècles avant notre ère, est celui d'une ville moyenne, comme le bourgeois des villes franches à l'aube des temps modernes. Ces citoyens sont des privilégiés en leur ville, par rapport à tous ceux qui n'ont pas acquis cette dignité, mais ils introduisent le principe d'un contre-pouvoir par rapport aux empereurs, césars et monarques de tous poils. Ce principe ne cessera de diffuser vers le haut (démocraties nationales, « société des nations ») et vers le bas (suffrage universel, démultiplication des instances représentatives).

En dehors de ces exemples occidentaux, nombreuses sont les civilisations où, à l'échelon du village ou de la tribu, existent

des modes originaux d'arbitrage politique collectif, des conseils de toutes sortes, vécus par les intéressés comme réellement « démocratiques ». Souvent, ces régulations politiques traditionnelles ont été bousculées par des empires autochtones ou envahisseurs – qui ont parfois cherché des compromis avec elles, parfois les ont éradiquées.

Aujourd'hui, de même que le marché, l'aspiration démocratique semble incontournable. Comme au temps de la Révolution française, elle réagit à l'arrogance des potentats et des privilégiés, installés par la naissance, la force ou l'argent. Mais une démocratie sans relais et lieux d'apprentissage locaux ne parvient pas à déployer une échelle de représentation politique : elle est vite confisquée par d'autres privilégiés (ou les mêmes, avec une autre veste), qui dépêchent aux périphéries de nouveaux intendants et de nouvelles milices.

La démocratie n'est pas un résultat, c'est un processus de capillarisation des contre-pouvoirs : chaque pouvoir trop important suscite un contre-pouvoir, qui en appelle à son tour un autre. Dans ce processus, l'étage des pouvoirs locaux joue un rôle central, comme lieu d'apprentissage et de « vérification » de la validité des procédures démocratiques.

C'est à ce niveau aussi que se forge la décision d'« habiter » ensemble un terroir, une ville ou un quartier, décision fondatrice de l'écologie humaine : c'est elle qui entretient les paysages, embellit les rues et les bâtiments publics. Si au contraire les « habitants » ne se reconnaissent pas dans leurs autorités locales, ils font comme s'ils n'habitaient pas là où ils sont : l'on s'étonne alors de la dégradation du patrimoine commun, de l'environnement (sans « gardiens »), des conditions de vie...

En matière de collectivités territoriales, la tradition juridique occidentale n'est sans doute pas universelle : les pays non occidentaux, s'ils veulent ancrer leur démocratie, ne pourront éviter de ressourcer leurs institutions locales dans leurs propres traditions, souvent méconnues – en Afrique, par exemple.

La politique informelle

Aiguisé par la pratique civique, le regard politique perçoit mieux les rapports de pouvoir immédiats (sans médiation institutionnelle) de la sphère privée. Il en décèle les injustices, ce qui suscite des mouvements comme ceux de l'émancipation féminine, de la défense des droits de l'enfant... Il comprend mieux comment, en cette sphère, s'intériorise la « loi », la règle du jeu social : les études se développent sur les relations entre le modèle familial dominant (place du père, de la mère, des grands-parents, fonctionnement de la fratrie, modalités de succession) et le rapport à l'autorité, puis les comportements politiques.

Selon les époques, cet espace privé est plus ou moins envahissant. L'entreprise a longtemps prétendu en relever, avant que le droit du travail n'impose (du moins dans les plus grandes) une réglementation du pouvoir patronal. En cas de défaillance des pouvoirs institués, ou de défiance à leur égard, les contre-sociétés plus ou moins clandestines (résistances, clans, mafias, sectes, bandes, communautés, confréries) étendent leurs aires d'influence. Comme les activités de l'économie informelle, ce sont autant de laboratoires où se réinventent les rapports de pouvoir, pour le meilleur ou pour le pire.

Ce « rez-de-chaussée » de pouvoirs informels est le terreau des attitudes politiques. Si l'on admet que l'apprentissage des échanges sociaux s'opère en cercles concentriques, c'est là que se réalisent les premiers passages qui mènent à la citoyenneté. De ce point de vue, les tentatives de court-circuiter le premier cercle familial, comme en certains *kibboutzim*, ne sont pas vraiment concluantes.

L'école, les mouvements de jeunesse, les lieux d'éducation religieuse, les centres de loisirs ne sont plus vraiment au rez-de-chaussée, ce sont plutôt des escaliers. Ils appartiennent encore aux premiers cercles de socialisation, de confrontation, mais les règles qu'ils dispensent sont définies aux étages supérieurs. Il est

intéressant d'observer, en France, que les écoles maternelles et primaires sont gérées par les communes, les collèges par les départements, les lycées par les régions, et les universités par l'État – comme si chacune de ces étapes éducatives initiait à un échelon politique supérieur.

Citoyenneté élargie et raison d'État

Comme Braudel l'affirme lorsqu'il distingue l'économie de marché de l'économie-monde, « je suis sûr » qu'entre la démocratie locale et « l'étage macropolitique », les agents, les actes et les mentalités ne sont pas les mêmes. Au-delà d'une certaine distance de l'électeur, les responsables politiques opposent volontiers, au désir de débat, la raison d'État. À la morale démocratique, ils substituent une pratique de Realpolitik, qu'ils exercent avec encore moins de pudeur sur le ring des relations internationales.

Les dirigeants des États les plus riches intègrent par leur fonction le club des dirigeants de l'économie-monde : ils sont donc circonvenus par la mentalité aristocratique et les pratiques « hors normes » de cette élite (s'ils ne lui étaient pas déjà apparentés par leur cursus éducatif ou professionnel). Les dirigeants des pays pauvres, eux, manquent cruellement d'interlocuteurs dans une société civile et politique désertifiée.

La politique économique d'un Premier ministre occidental diffère de moins en moins de celle de son ministre des Finances, qui suit son administration, laquelle surenchérit en orthodoxie sur les institutions de Bretton Woods. Quant aux Premiers ministres du tiers-monde, il arrive, pour simplifier le problème, qu'on les recrute directement à la Banque mondiale.

Les partis politiques, assez souvent conviviaux à l'échelle des sections locales, deviennent des appareils manipulateurs et machiavéliques dès qu'on approche du pouvoir d'État. La citoyenneté semble incapable de franchir l'étage de la politique locale. Certes, de petits groupes organisés parviennent, notamment dans les pays anglo-saxons, à constituer d'influents lobbies

au niveau macropolitique. Mais ces groupes défendent beaucoup plus souvent les intérêts financiers d'agents macroéconomiques que les intérêts moraux des citoyens ordinaires.

Pourtant, la détermination de mouvements civiques – tels Amnesty International, ou les multiples ligues des droits de l'Homme – met à nu la raison d'État. Elle révèle comment, face aux massacres ou aux génocides des vingt dernières années (du Cambodge à la Bosnie¹¹), l'État s'abandonne à sa triste raison, et n'a de conscience que celle de ses citoyens. Encore faut-il que ceux-ci – y compris les plus hauts fonctionnaires – aient la force morale, culturelle et intellectuelle de rompre l'autocensure qui, telle une fatalité intériorisée, réprime toute velléité de débat avec l'étage supérieur.

Ici aussi, l'enjeu n'est pas d'abolir le dernier étage, ni de promouvoir le mythe sans doute dangereux de l'absolue transparence : il est de multiplier les articulations et les passerelles, les médiateurs et les passeurs entre les différents étages, pour que chaque citoyen puisse découvrir, progressivement, qu'il s'agit d'une maison commune, sans cité interdite, où certes les rôles sont différents (quoiqu'en principe interchangeables), mais de dignité égale.

11. Entre l'écriture et la première édition de ce livre est survenu le génocide d'un million de Tutsis au Rwanda – durant lequel la société civile a aussi montré sa trop faible réactivité.

Les trois étages braudéliens

Étage supérieur	Économie-monde	Macro-politique
Étage de l'accumulation (ressources et puissance). Distance, opacité, arbitraire, double langage, privilèges. Affranchissement du droit commun (retour aux familiarités du rez-de-chaussée).	<i>Très grandes entreprises et institutions financières. États, secteur public. Monopoles et oligopoles. Économie de « rente ».</i>	<i>Politique nationale et internationale. La force tend à primer le droit.</i>
Premier étage	Échange local	Démocratie locale
Étage des règles du jeu, des régularités et de la régulation. Centre et ligne de flottaison de la vie sociale. Visibilité et reconnaissance.	<i>Marché local, économie « déclarée » des entreprises individuelles et des PME. Multiplicité des acteurs et concurrence.</i>	<i>La cité. Collectivités territoriales, vie associative, contre-pouvoirs civiques. Formalisation du débat public.</i>
Rez-de-chaussée	Économie de subsistance	Pré-politique
Étage des fondements. Enracinement culturel (ancrage et sources de créativité, « cellules mères »). Loi du milieu (non écrite).	<i>Économie de survie. Économie non marchande et informelle.</i>	<i>Famille, clan.</i>
	ÉCONOMIE	POLITIQUE

« L'état d'échelle » : une analogie physique ?

L'astrophysicien Laurent Nottale développe des théories en passe de révolutionner le monde de la physique. S'interrogeant sur le hiatus entre les modèles de description de l'infiniment grand (l'espace-temps d'Einstein) et de l'infiniment petit (la mécanique quantique), il est amené à intégrer beaucoup plus fortement, à la vision et la mesure des objets de la physique, l'« état d'échelle » selon lesquels ils sont vus ou mesurés, le niveau de « résolution » des instruments d'observation.

« Ce qu'on appelle résolution est véritablement une grandeur nouvelle qui détermine les résultats de la mesure. [...] Cela devient une variable essentielle pour comprendre le monde. Mon idée est que la résolution avec laquelle on fait des mesures peut être définie comme une propriété du système de coordonnées et ne se réduit pas à quelque chose d'extérieur à lui. Autrement dit, faire une mesure à une certaine résolution, c'est faire une mesure avec un certain « état d'échelle » du système de coordonnées. [...] Et le principe de relativité doit s'appliquer aux transformations de cet état d'échelle. [...] Quand je zoom sur cet objet, je vois quelque chose. Si je zoom plus loin, je vois encore autre chose, et toujours autre chose... [...] En introduisant un continuum d'échelles, j'espère que l'on va voir apparaître des structures fondamentales. C'est tout le problème de la physique. Que sont donc ces échelles fondamentales qu'on ne comprend pas ? Avec le cadre que je pose, on devrait acquérir une compréhension plus profonde de ces structures⁽²²⁾. »

Au-dessus et au-dessous de la réalité ordinaire, objet de la vision « normale », domaine de la mécanique classique et de l'apprentissage du « bon sens », le macroscopique et le microscopique ressortent d'états d'échelle différents. Il y faut d'autres instruments de mesure, de compréhension, de résolution des problèmes. Aucun de ces trois niveaux ne peut être négligé. Même si l'on naît du tout petit, c'est à l'étage intermédiaire que l'on échange et respire – sous le ciel étoilé. Ni la science, ni l'idéologie, n'autorisent de soumettre ce premier étage aux visions

des choses du rez-de-chaussée ou de l'étage supérieur : elles y sont « déplacées », étriées ou trop ambitieuses. Machiavel est peut-être un bon observateur de la superstructure, et la statistique une bonne mesure du fourmillement des individus, mais il ne faut pas tirer l'échelle !

2. Un peu d'histoire

Les « ouvreurs »

L'étage supérieur (économique, mais aussi politique) est le produit d'une longue histoire. Pour mieux comprendre ses fonctionnements, et les comportements de ses agents, il m'a semblé utile de retracer le parcours de quelques catégories d'hommes (beaucoup plus souvent que de femmes) qui ont ouvert cet étage supérieur – au prix de bien des écartèlements –, puis l'ont construit ou consolidé. Certains s'y sont installés, d'autres leur ont seulement fait la courte échelle.

Ces quelques pages plus descriptives nous ramèneront à une composante plus familière de l'histoire, celle des individus et des groupes humains. Ce genre plus facile conserve sa part de vérité. Mais je rassure ceux qui préfèrent l'architecture institutionnelle ou les questions de civilisation : on y reviendra.

Les commerçants

Dans la course à l'économie-monde, la palme revient aux commerçants : ces « marchands », inventeurs de l'économie de « marché » ; ces universels aposteurs du signe, si controversé, de

la « marchandise » ; ces arpenteurs des voies lointaines, au péril des bandits, pillards et autres pirates ; ces bâtisseurs de cités ; ces adversaires de l'absolutisme. Ils n'ont de cesse, on l'a dit, que de s'affranchir des dures conditions du marché : en mettant la main sur tel ou tel circuit d'échange, en prenant la tête d'un réseau commercial, en devenant financiers.

Ce faisant, ils édifient un étage supramarchand, beaucoup moins idyllique : parvenus à ce niveau, ils déploient par exemple le « commerce triangulaire », qui généralise la traite des esclaves à destination des Amériques ; ils s'organisent en lobby colonisateur ; ils poursuivent jusqu'à l'obsession l'écrasement des coûts. Faisant jouer la concurrence à grande échelle, ils préfèrent les mains-d'œuvre les plus vulnérables, prêtes aux salaires de misère des usines de Manchester, de Lille, ou, aujourd'hui, du Sud-Est asiatique. Ils suscitent le développement des grandes plantations au lieu des cultures vivrières, au prix de nouveaux servages. Ils encouragent la surexploitation des forêts, et incidemment la destruction des sols... Ces marchands-là, loin de leurs bases, ne se sentent plus concernés par tout ce qu'ils chérissent en leurs villes : paix, libertés, droits civiques, beauté des sites. Pionniers de la « politique » en leur « cité », ils deviennent ailleurs totalement irresponsables en la matière.

Paradoxalement, l'amplification de la distance s'accompagne d'un rétrécissement de l'horizon : plus le commerçant opère au loin, plus il privilégie les coûts spéculatifs de court terme, plus il est tenté par le rapt ou le pillage vis-à-vis de populations dont il n'a guère souci. Étirant l'édifice économique vers le haut, il a, dans le même mouvement, distendu la chaîne des contre-pouvoirs – ces multiples régulations qui, dans l'économie de marché local, interdisent de faire n'importe quoi.

L'histoire des grandes compagnies marchandes, telle la Compagnie anglaise des Indes orientales, est exemplaire de ce processus d'édification de l'économie-monde : il suffit d'observer leur esprit de conquête (où se mêlent en permanence économie

et politique, comme toujours en cet étage), leur fortune extraordinaire, et leur dérive vers la finance.

Le commerçant est irremplaçable, en tant que « passeur » des marchandises attendues par tout un chacun. Mais lui-même aspire constamment à « passer » de la condition de fournisseur de biens et services à celle de détenteur de richesses et de rentes.

Les financiers

Pour s'élever au-dessus de leur état de colporteurs, boutiquiers ou petits intermédiaires, les commerçants ont tôt compris qu'il fallait accumuler des moyens, un « capital », et en favoriser la mobilisation en de multiples lieux. Cette agilité du capital correspond au lent essor de l'art de la « finance » : lettres de change, banques, bourses... Cet art est un formidable démultiplicateur, tant en volume qu'en capacité d'action : grâce à lui, le capital marchand fonctionne en réseau, il suscite un peu partout des correspondants ; quant à la comptabilité en partie double des banques, elle a l'effet duplicateur d'un miroir. L'invention des billets de banque, des chèques, des cartes de crédit, éloigne toujours davantage la monnaie de sa garantie métallique, et permet les constructions spéculatives les plus aventurées. Chaque jour, par 437 000 terminaux informatiques reliés entre eux, 800 milliards de dollars transitent sur le seul marché américain des devises⁽¹⁾ : douze fois la production mondiale quotidienne !

Mais n'allons pas si vite ! Au départ, donc, des marchands ambitieux et enrichis (souvent sur plusieurs générations) déplacent progressivement leur « centre d'intérêt » des flux physiques vers les flux financiers. Après s'être servis de la modernisation des transports pour renforcer leur commerce, ils poussent désormais à la modernisation des instruments financiers. Cela convient tout à fait aux générations de banquiers qui se sont formées et prospèrent en quelques pôles de l'économie-monde : Médicis à Florence, Grimaldi et Doria à Gênes, Welser et

Fugger en haute Allemagne, Amstellodamois – enrichis par les prêts aux États, ces débiteurs insatiables.

Longtemps suspectée, voire menacée, la finance décolle à la fin du Moyen-Âge : on ne l'arrêtera plus. Elle étayera l'audace des marchands, permettra l'essor de leurs compagnies, se gonflera des capitaux croissants de l'assurance (hollandaise, puis londonienne), assiera la puissance politique et militaire des États (en accompagnant les progrès de la pression fiscale), et tiendra un rôle-clé dans la constitution des premiers empires industriels. Bref, elle jouera le rôle d'ascenseur vers l'économie-monde au service des acteurs désireux d'échapper aux contraintes communes. Encore faut-il disposer à cet effet d'une stratégie pertinente, et avoir su montrer patte blanche.

J'ai parlé de la finance plus que des financiers, car ceux-ci, contrairement aux grands marchands et capitaines d'industrie, ont pris généralement le parti de la discrétion (ceux qui ne l'ont pas fait, tels Jacques Cœur ou Fouquet, s'exposèrent à la vindicte de leurs puissants débiteurs) ; puis ils se sont organisés en communauté financière, indispensable à leur crédibilité globale comme à la circulation des capitaux.

On compte ainsi aujourd'hui, parmi les principaux décideurs de l'économie-monde, les dirigeants relativement anonymes des cent premières banques mondiales, des grandes compagnies d'assurances, de quelques fonds de pensions anglo-saxons, du FMI et de la Banque mondiale. Ce sont les douaniers de l'économie-monde : on a besoin de leur visa pour y accéder légalement. Surtout, leur communauté (heureusement assez « lâche ») peut mettre à genoux la plupart des autres acteurs de l'étage supérieur : la Banque d'Angleterre et la Banque de France en ont fait successivement l'expérience, à l'automne 1992 et l'été 1993, lorsque la livre sterling puis le franc ont été balayés par la finance internationale.

Les navigateurs

Pionniers des échanges au loin, longtemps à la pointe du progrès des transports, ils furent, physiquement, les grands ouvriers des économies-mondes – jusqu'à la fusion de celles-ci en une seule. Dès l'Antiquité, les navigateurs phéniciens, carthaginois, grecs, romains, chinois, ont permis la constitution de véritables économies-mondes, avec de grands rayons d'action, drainant des flux considérables de marchandises pour le plus grand profit de quelques ploutocrates.

Ce sont d'habiles marins qui, relayant à la Chine la côte est de l'Afrique, stimulèrent sur ce continent une économie-monde oubliée. L'audace des Normands fut plus grande que le tonnage de leurs drakkars et que leur bosse du commerce : on en oublia qu'ils avaient « découvert » l'Amérique. Quant aux navigateurs arabes, ils firent fructifier les liaisons maritimes de la Méditerranée et de l'océan Indien, contribuant à la munificence de l'économie-monde islamique. Mais leurs quelques incursions atlantiques n'eurent pas d'effets économiques décisifs.

On ne peut en dire autant des périple de Vasco de Gama, Christophe Colomb ou Magellan : ils inaugurèrent la formidable expansion de l'économie-monde européenne – au prix de la capture de l'économie-monde africaine, de l'anéantissement des économies américaines (celles des tribus, mais aussi celles des empires inca et aztèque), de la mise sous tutelle de l'économie-monde indienne, de l'abaissement de la chinoise et de l'islamique.

Certes, les navigateurs occidentaux ne furent pas les seuls responsables de cette hégémonie, mais en captant les flux marchands les plus rentables, en transportant troupes et canons, ils tinrent à plusieurs reprises un rôle essentiel. Aucun n'y gagna cependant, pour lui-même ou ses descendants, le droit d'entrer dans l'économie-monde.

Depuis, le train, l'automobile et l'avion ont tissé un incroyable maillage au sein de l'économie-monde, rendant irréversibles certaines évolutions, et amplifiant énormément les

flux physiques. Leurs conducteurs ou pilotes n'ont pas causé pourtant des bouleversements aussi flagrants que les marins : depuis six siècles, les centres successifs de l'économie-monde occidentale (Venise, Anvers, Amsterdam, Londres et New York) ont été des ports. Seuls peut-être les caravaniers, navigateurs des océans de sable, ont pu jouer, en Asie et en Afrique, un rôle comparable.

Les conquérants

Point de grands profits qui n'aient dû être protégés. Les gains énormes de l'échange au loin ont toujours attiré razzias et abordages. Pour s'en défendre, les marchands ont demandé à leurs souverains d'escorter leurs déplacements, de bâtir des places fortes, d'installer des comptoirs. De là à pousser un peu plus loin l'incursion dans les pays détenteurs de biens si recherchés...

Ce schéma classique d'extension d'une économie-monde a déclenché, dès l'Antiquité, les premières colonisations. Il n'est pas le seul. Parfois, des conquistadores avides de métaux précieux, tels Cortés ou Pizarro, précédèrent les marchands. Parfois, la conquête procéda d'une ambition surtout politique, rapide (Alexandre, Napoléon, Hitler...) ou lente (l'expansion de Rome ou du royaume de France). Ce qui est certain, c'est que l'avidité ou l'ambition politique n'ont obtenu de gains durables que relayées par une intégration économique – induisant progressivement, au-delà des liens marchands, un nouvel équilibre des économies locales, de subsistance et de marché –, et une intégration politique analogue. Cela fit la durée de l'Empire romain, et le succès des Capétiens ; il faut y voir au contraire la cause de l'échec des colonisations européennes, et les limites du « modèle occidental ».

Outre les nouveaux champs offerts aux acteurs les plus entreprenants de la nation conquérante, l'expansion territoriale permet à un État d'accroître sa propre puissance économique. Sa place dans l'économie-monde, comme son poids politique et le financement de son armée, dépendent en effet du potentiel

fiscal des territoires qu'il régit. Lorsque l'on quitte la tribu ou la cité pour passer au stade des empires (akkadien, égyptien, chinois...), il devient nécessaire de lever des moyens exceptionnels pour des « services » publics de moins en moins perceptibles. L'État « impose » sa logique propre – y compris par la violence dite « légitime » –, et il commence par l'« impôt », ou la corvée : le paysan mésopotamien n'éprouvait sans doute pas l'urgence de se saigner pour les palais de Babylone, pas plus que le fellah égyptien n'aurait voté la construction des pyramides.

Les conquérants poursuivaient de fait un double objectif, politique et économique, même s'ils masquaient généralement la capture de nouvelles ressources derrière l'ambition nationale. Les progrès de l'expression civique et du « droit des peuples » ont, en principe, mis hors jeu la conquête territoriale. Mais il reste les produits des conquêtes antérieures, les États – ces institutions qui relèvent beaucoup plus de la pesanteur instituée que de la créativité instituante. Autrement dit, et on le comprend bien au souvenir d'une histoire plus souvent brutale que consentie, l'État ne s'approche que rarement et difficilement de la République – ce gouvernement choisi, cette chose de tous.

Les missionnaires

Il serait trop simple d'expliquer l'extension des économies-mondes par l'appât du gain, le hasard des découvertes, ou la force des armes. Les hommes sont mus aussi par autre chose. L'esprit ou la foi de certaines civilisations peuvent eux-mêmes être conquérants.

L'Islam sanctifia la guerre de conquête contre les infidèles, mais il lui arriva d'envoyer des émissaires plus pacifiques, en Afrique subsaharienne notamment. La chrétienté moderne, elle, dépêcha dans ses navires à la fois des marchands, des soldats, et des missionnaires. Ces derniers jouèrent souvent le rôle d'avant-garde de l'Occident, en Amérique du Nord et du Sud, en Afrique, en Extrême-Orient. On a beaucoup écrit sur leur complicité « objective » avec les colonisateurs. Lorsqu'ils ont

voulu protéger les populations locales contre les exactions des envahisseurs (réductions Guarani⁽²⁾, entremise du RP De Smedt dans les négociations entre les Indiens et le gouvernement des États-Unis⁽³⁾, ou des missionnaires protestants en Rhodésie, etc.), ces tentatives se sont généralement retournées contre ceux dont ils avaient gagné la confiance. La foi chrétienne semblait bien impuissante devant les rouleaux compresseurs de l'économie-monde occidentale, parée pourtant du signe de la Croix et réclamant : « Dieu avec nous ».

Cependant, les armes de ces émissaires – la conviction et l'éducation –, et leur investissement sur le long terme (tout le contraire des valeurs marchandes), ont partiellement renversé la perspective : ils ont initié les colonisés aux mystères des colonisateurs, et ont formé la plupart des leaders anticolonialistes. Le Royaume dont ils poursuivaient l'édification n'est peut-être pas complètement soluble dans la logique de l'économie-monde...

Les instituteurs de l'école laïque furent une autre sorte de missionnaires, au service de l'État républicain. De l'État, ou de la République ? Eux aussi misaient sur l'éducation et le long terme. Le civisme qu'ils ont inculqué n'a pas suscité que des *béni-oui-oui*, il a formé des générations d'élus locaux. Mais il leur a manqué sans doute, pour être des passeurs pleinement efficaces, la conscience des stratifications de la République.

Les militants de base de la III^e Internationale furent, plus récemment, les missionnaires de la contre-économie-monde soviétique. Eux non plus n'avaient pas suffisamment conscience des « classifications » de l'État-parti stalinien. Mais, là encore, le travail de conviction et d'éducation a eu un effet de levier insoupçonné dans les classes les plus démunies.

Ces agents d'universalité, d'élargissement aux dimensions du monde, n'opéraient pas avec les armes les plus percutantes – l'argent et la force. Ils ont passé souvent pour les vaincus de l'histoire, sinon les « dindons de la farce ». Mais, entre les

militants et les militaires, quels sont finalement les plus convaincants ?

Les journalistes

La circulation entre les étages économiques et politiques se fait aussi dans les têtes : par l'éducation, et par l'information.

L'économie-monde et la macropolitique savent bien jouer des médias (souvent, ils les possèdent). Mais la presse et les journalistes se souviennent qu'ils furent d'abord des contre-pouvoirs, engagés contre la captation de la vérité par l'étage supérieur. Lorsqu'ils restent fidèles à cette déontologie, ils livrent donc un décryptage incessant des doubles langages.

Ils révèlent ainsi que l'on peut, à la fois, vanter le service public et détourner l'argent du contribuable – pratique qui n'étonne que le citoyen, tant elle est triviale dans le monde amoral des privilégiés où se laissent glisser nombre de dirigeants politiques. Des journalistes exposent une justice à deux vitesses, et dissuadent les juges de la perpétuer : mais où va-t-on si celui qui détourne dix millions d'euros est aussi sévèrement puni que le voleur de deux ou trois billets de 500 ? Il y a de quoi ruiner tout l'édifice politique italien (et de plusieurs autres pays !).

Ce faisant, l'information authentique transforme considérablement les esprits, elle réduit les distances entre des étages *a priori* inaccessibles, elle ramène les privilèges à des rôles, elle prépare de nouvelles circulations économiques et politiques. Encore faut-il que les journalistes continuent à rejeter la censure et, plus subtilement, à déjouer l'autocensure...

Certains, d'ailleurs, font mieux que décrypter l'actualité et dénoncer l'injustice. Ils ont assez de talent pour être des ouvreurs de conscience, pour donner à aimer les mondes étrangers.

Les instruments

L'ouverture de l'étage supérieur, son élargissement, et les mutations subséquentes des étages inférieurs, ne sont pas seulement le produit d'aventures humaines. Ils sont aussi le résultat d'évolutions de longue période, mal contrôlées, d'ordre technique ou démographique. J'évoquerai ici deux facteurs-clés, le progrès des transports et communications, et l'urbanisation. Le seul énoncé de ces facteurs montre que, si l'on peut regretter l'expansion du second étage, on ne peut sûrement pas l'empêcher. Raison de plus pour demander aux théories économiques et politiques de quitter le stade du char à bœufs et de la cité athénienne, où elles se cantonnent souvent : malgré un appareil moderne, elles continuent de méconnaître les distances et stratifications introduites par les révolutions techniques et démographiques.

Les progrès des transports et des communications

Dès la préhistoire et le commerce des pierres taillées, les marchands ont su établir des lignes régulières de transport. L'Empire inca avait déployé un réseau très élaboré de communications. Les liaisons caravanières ont longtemps représenté, pour plusieurs économies-mondes, un système artériel performant et immuable.

Mais le vrai traitement de la quantité, des grands nombres d'unités kilomètres (UK), comme on les appelle aujourd'hui (en additionnant les tonnes kilomètres, TK, et les voyageurs kilomètres, VK), commence avec la roue et les routes, d'une part, la navigation marchande, fluviale et maritime, d'autre part. Avec elles se déclenche l'instabilité qui réduira progressivement les économies-mondes en une seule.

Braudel raconte les lents progrès du trafic routier, la dialectique entre le choix des itinéraires les moins exténuants, les moins risqués, et l'essor des villes étapes. Si l'on considère le

nombre de journées de transport entre Paris et Marseille, l'espace français s'est ainsi progressivement « rétréci » de 20 à 1. La batellerie a joué elle aussi un rôle structurant (sur la Seine, la Loire, le Rhône), mais limité par les périls de la navigation. Malgré les diligences, la vitesse des déplacements a longtemps buté, avant la motorisation, sur un seuil physique : l'allure des chevaux. Cette contrainte n'a pas empêché que, très tôt, des flux considérables parcourent le sillon rhodanien, comme l'axe rhénan.

Les transports maritimes ouvraient certes les horizons culturels, ils apportaient des denrées rares et précieuses, mais ils n'eurent longtemps qu'une dimension « exotique ». Au contraire, la montée en puissance des transports intérieurs et des communications (à la même vitesse chevaline) désenclavait durablement les fonctionnements locaux – au point de faire croire aux révolutionnaires jacobins que le local n'avait plus de raison d'être en leur République idéale.

Dès avant la motorisation et les télécommunications, un Adam Smith et un Jean-Baptiste Say pouvaient donc traiter d'économie dans le cadre d'un « marché » de grande dimension, théoriquement uniforme ; un Hobbes pouvait traiter de politique dans le cadre d'un État-Léviathan, lévitant dans la macropolitique sans véritables contrepoids. Ils oubliaient déjà les enracinements multiples, et heureusement bien accrochés, des agents économiques et politiques : la mobilité et l'interchangeabilité ne sont pas le dernier mot.

L'ère du train, de l'automobile, puis de l'avion, voyait exploser le nombre d'UK (des milliers de milliards). Le sémaphore et surtout le téléphone (avec ses multiples variantes : télex, télétransmission numérique, télémessagerie, télécopie¹...) permettaient une explosion similaire du nombre de messages échangés. Avec le TGV, on peut désormais habiter à Lyon et travailler à Paris (ne parlons pas des riches veuves

1. Et aujourd'hui Internet...

américaines qui vont en Concorde y faire leurs emplettes²). Des entreprises de services informatiques européennes peuvent sous-traiter une grande partie de leur travail à des salariés philippins, outillés d'un micro-ordinateur, d'un modem, et d'un téléphone.

Les humains ne risquent-ils pas d'être plongés dès l'enfance dans une macrosociété incontrôlée et dérégulée, comme des goujons dans l'huile bouillante ? C'est oublier premièrement que tout le monde ne vit pas au même rythme, qu'une très faible partie de l'humanité prend l'avion, qu'une majorité n'a pas le téléphone, et que pour elle, même la bicyclette reste un luxe. Pour nombre de jeunes adultes de banlieue, prendre seul l'autobus apparaît presque aussi aventureux que, pour Christophe Colomb, prendre le cap plein ouest... Comment, d'autre part, arbitrer les enjeux quotidiens et les conflits d'intérêt local – pour garder un environnement supportable – si tout un chacun est « délocalisé » ?

Malgré une offre permanente et presque infinie d'opportunités d'« évasion », de « distraction », beaucoup d'acteurs du premier étage, dans les PME ou les collectivités territoriales, s'attachent à nouer ou maintenir des solidarités locales. D'autres humains font des allers-retours directs entre la planète macro et le « cocooning » du rez-de-chaussée, réduit à la cellule familiale. D'autres enfin, en Somalie ou en Yougoslavie, prennent leur revanche sur un étage supérieur imposé et jamais digéré en tirant sur tout ce qui bouge, pour retrouver un éden tribal – avant le péché originel de la mobilité. Tout en dénonçant leur folie meurtrière, il faut admettre que les systèmes militaires les plus perfectionnés de transport et de communication, et la macropolitique la plus élaborée (l'ONU, l'Union européenne, la CSCE...) ne peuvent pas grand-chose contre cette rage autochtone.

2. Cas exceptionnel, la vitesse de déplacement des superprivilégiés a reculé avec l'arrêt de Concorde. Mais le nombre de VK proposés à plus de 800 km/h continue d'augmenter rapidement, un peu freiné quand même par les détournements du 11 septembre 2001.

Bref, le progrès exacerbé de la mobilité et des communications devra à tout prix trouver comment composer avec cette part majoritaire de l'humanité, comme en la plupart des individus, qui voit et apprend le monde à partir de chez soi, qui considère comme un bienfait de « vivre et travailler au pays ». Les compromis économiques et politiques à établir ne seront pas forcément rétrogrades, mais ils supposent en tout état de cause que l'étage supérieur, transporté par ses exploits, reconnaisse le droit d'établissement des étages qui le soutiennent. À quoi servirait un Concorde³ ou un TGV entre des villes embrasées ?

L'urbanisation

La croissance des grandes villes (disons de plus de 50 000 habitants) va de pair avec le développement macroéconomique et macropolitique. C'est dans ces villes que se concentrent les acteurs de l'étage supérieur, qu'ils voisinent et cousinent ; elles sont le lieu d'initiation et le port d'attache de la plupart des « passeurs » que nous avons évoqués plus haut ; elles sont au cœur des réseaux de transports et de communications ; en leurs centres, la plupart des immeubles témoignent d'une histoire de richesse et de pouvoir.

Mais cette croissance prend depuis le milieu du siècle une allure exponentielle. Se rejoue, avec une toute autre ampleur, la pulsion migratoire de la première phase de l'ère industrielle, lorsque les progrès de la productivité agricole, le mirage des salaires urbains, et un premier boom démographique, amenèrent dans les faubourgs européens des millions de déracinés en quête de travail. L'industrie a bien profité de cette main-d'œuvre surabondante : tantôt elle l'a attirée (y compris d'autres pays), tantôt elle avait déjà afflué, précédant ses désirs.

Aujourd'hui, l'expansion des villes du tiers-monde donne le vertige. Alors que la population des riches mégapoles ne

3. Ce n'est pas mieux en Boeing ou en Airbus...

progresses plus guère⁴, la population urbaine des pays dits « en voie de développement » est passée de 450 millions d'habitants en 1960 à 1,5 milliard en 1990, et on prévoit qu'elle atteindra 3 milliards en 2025. Cette fois, la productivité agricole n'est pas partout au rendez-vous, mais la misère, oui, et surtout le boom démographique. Le mirage de la ville subsiste un peu, mais elle paraît de toute façon le seul refuge, le seul lieu où ramasser les miettes de l'économie-monde. Ce n'est pas cette dernière qui a appelé une telle main-d'œuvre, dont elle ne sait que faire (il faudrait créer 700 millions d'emplois d'ici 30 ans dans les villes du Sud), c'est un flot de naufragés qui vient s'accrocher aux pôles urbains, comme à autant d'esquifs. Avec un moteur qui semble désormais trop faible, malgré l'accélération des progrès techniques, l'économie-monde est en passe d'être submergée par sa créature, la mégapole.

La grande ville, pôle et instrument de la macroéconomie, a toujours mélangé les genres : citoyens et métèques, patriciens et plébéiens, bourgeois et ouvriers... Pour drainer, emmagasiner, transformer, échanger tous les flux qu'il régit, pour son propre confort aussi, le second étage économique-politique avait besoin d'un premier étage actif, commerçant et industriel, doté d'un salariat nombreux. Celui-ci était d'autant moins cher qu'il était concurrencé par des vagues d'immigrants, proches ou lointains, maintenus dans la périphérie des faubourgs et banlieues. Dans l'attente de rejoindre les corporations, ces arrivants s'ingéniaient dans les petits métiers ou les activités de subsistance. Les transitions finissaient par s'opérer, non sans misère, ni police, ni, de temps à autre, une émeute : la ville capitaliste restait une énorme machine à intégrer. Aujourd'hui, dans les bidonvilles du Sud, les banlieues ou les ghettos du Nord, on a l'impression que le ressort est cassé.

4. NPE. J'emploie le terme de « mégapole », désignant une agglomération de plus d'un million d'habitants, plutôt que le terme plus imprécis de « mégapole », la « grande ville ».

Je reviendrai sur cette question cruciale, mais on entrevoit la problématique : les campeurs de la périphérie doivent avoir l'espoir, y compris *via* une idéologie, d'accéder aux étages supérieurs – dont les signes sont d'ailleurs inscrits dans le découpage de la ville –, et à cet espoir doivent correspondre des voies concrètes d'accès, des échelles ou escaliers. Historiquement, le haut tendait des échelles, tandis que le bas dressait des escaliers. En bas, des militants laïcs ou religieux, des éducateurs de toutes sortes, se solidarisaient avec les populations en marge, leur enseignaient des codes, savoirs et savoir-faire. En haut, on favorisait les systèmes de sélection et de cooptation. Mais l'efficacité de tout cela supposait que les uns et les autres sachent ou deviennent les valeurs-clés, les mots de passe permettant de changer de niveau : alphabétisation, école, diplôme, métier, salaire, emploi...

Alors même que la grammaire braudélienne permet de mieux comprendre ces processus, l'édifice est saisi d'une formidable crise de croissance, et les mots de passe sont éventés. L'accélération des communications, l'invasion de l'informatique et l'explosion démographique bousculent tous les apprentissages et l'étagement social. C'est pourquoi la tripartition ici décrite n'a d'intérêt que comme opération, et non comme résultat – on sait quel sort funeste advint à la « contradiction principale » marxiste, dont les termes, telles les aiguilles d'une montre arrêtée, ont été figés à la Révolution de 1848.

Les têtes de l'hydre

Comme les têtes de l'hydre de Lerne, tandis qu'une ou plusieurs métropoles prétendent diriger le monde, ou en tirer les ficelles, d'autres se poussent du col pour les remplacer à la première occasion.

La bataille du centre

Braudel raconte la succession des centres de l'économie-monde occidentale, avec ses incertitudes. Il admet aussi que sa perspective est sociale au sens large, donc aussi politique et culturelle. On a vu que les États étaient devenus des poids lourds de la macroéconomie, et quel rôle jouaient les grands mouvements de foi et de pensée dans l'ouverture du monde. Je corrigerai donc quelque peu la chaîne braudélienne en signalant la concurrence entretenue par certaines capitales politiques, culturelles ou spirituelles – ce qui m'autorisera un nouveau couplet sur la pluripolarité.

Rappelons les principales étapes de ce championnat d'Europe (puis du monde) de la richesse : Venise (1380-1500), Anvers (1500-1569), Amsterdam (1569-1783), Londres (1783-1918), New York (1918-1973)... Ces villes ont su, tour à tour, se placer au centre des réseaux marchands les plus profitables, accueillir les instruments financiers les plus modernes (banques, bourses, assurances...), devenir le rendez-vous des capitaux et des capitalistes. Elles ont donc détenu un pouvoir immense, y compris celui d'attirer les artistes les plus célèbres, ou de financer des guerres contre des puissances politiques trop insolentes.

Mais, justement, d'autres grandes villes ont suivi une démarche plus politique, qui leur a permis d'administrer et taxer des espaces plus vastes : elles sont alors apparues, dans le champ clos de l'étage supérieur – où le pouvoir ne s'embarrasse guère d'étiquette (économique, financier, politique...) –, comme les rivales des métropoles marchandes. L'hégémonie de Venise s'est donc heurtée, non seulement aux assauts de sa « jumelle », Gênes, mais aussi à ceux d'Istanbul (pour le contrôle de la Méditerranée) ou de Lisbonne.

La puissance économique d'Anvers a dû compter avec l'impérialisme et l'or madrilènes. Amsterdam dut parer les coups de boutoir de la monarchie parisienne, composer avec les

chasses gardées de Vienne, s'inquiéter du renforcement progressif, économique *et* politique, de Londres. Quant à la capitale anglaise, elle ne put jamais vraiment dominer Paris; puis elle vit surgir Berlin et New York. Cette dernière eut la chance de vaincre ses trois principales rivales politiques (Berlin, Tokyo, Moscou), tout en assistant au déclin de Londres et Paris.

Mais ce qui aurait pu être une victoire par KO aboutit en fait, depuis la fin du Gold Exchange Standard et le premier choc pétrolier, à une période d'hésitation: Tokyo dispose d'une formidable machine exportatrice et d'un poids financier considérable, en particulier sur la dette américaine; Genève et les banques suisses se sont taillé un discret empire; le dynamisme des villes de la côte ouest des États-Unis, en phase avec la zone Pacifique, donne un coup de vieux à la côte est; Pékin, à la tête du quart de l'humanité, se réveille, escortée de Dragons chinois (Canton, Hong Kong, Singapour, Taiwan); et le réseau des vieilles capitales européennes reprend du poil de la bête...

Paris, toujours Paris – éternel outsider; proche du leadership économique et politique, mais ne parvenant jamais à le tenir; et cependant, phare culturel durant au moins six siècles. Ce n'est pas faute de penseurs ni de stratèges politiques (les Louis XI, Richelieu, Napoléon...) ou économiques (les Colbert, Bodin, Say...). Il a manqué une bonne mobilisation des énergies, sur un espace trop vaste, et sans doute un peu de pragmatisme. Mais ce relatif échec a rendu la ville plus accueillante aux intellectuels et aux artistes – qui affectionnent les vieilles gloires (Rome, Athènes, Venise).

Il faut encore considérer les capitales spirituelles ou idéologiques: Rome, La Mecque, Moscou, Pékin, Téhéran. Jamais une ville n'a cumulé tous les atouts de l'étage supérieur (même la Rome impériale était culturellement concurrencée par Athènes), comme si ce niveau tenait à ménager ses propres contre-pouvoirs. Et l'on peut imaginer que, dans une économie-monde unique, supervisée par l'organisation collégiale des Nations unies – qui bannit officiellement l'expansion territoriale –, la

coexistence des pôles deviendra la règle. C'est la porte entrouverte à Mexico, São Paulo, Buenos Aires, Lagos, Le Caire, Karachi, Bombay, New Delhi, Calcutta, Bangkok, Séoul, Manille, Shanghai, pour ne nommer que quelques mégapoles ascendantes, parmi celles qui n'ont pas encore été citées.

Centralisme ou fédération ?

Sur la longue période, et à moins d'un retournement spectaculaire, le mode de commandement centralisateur (la Rome impériale, l'Espagne royale, la France des Bourbons ou des Jacobins, le Pape de Vatican I, la Russie tsariste ou stalinienne) semble céder le pas à des fonctionnements moins condescendants.

Venise et Anvers n'administraient guère d'arrière-pays, elles tissaient leurs réseaux : plusieurs auteurs estiment que leur succès provient justement de ce qu'elles s'étaient dispensées de l'*imperium*, la charge de la gestion et de la défense d'un empire territorial⁽⁴⁾. La Réforme a aboli pour sa part la notion de centre religieux (et c'est par facilité que j'ai nommé La Mecque à côté de Rome : l'Islam a un lieu de référence, mais pas de lieu de guidance, ce qui pousse d'ailleurs certaines capitales musulmanes à usurper ce rôle). Très tôt, le protestantisme prit la tête de l'économie-monde (Max Weber a explicité sa connivence profonde avec le capitalisme), pour ne plus la lâcher jusqu'au réveil de l'Extrême-Orient : Amsterdam, Londres, New York, Genève, ces centres d'impulsion sont animés par des gens dont la culture religieuse a rompu avec les chaînes de commandement à l'infailibilité rassurante.

Je me permettrai à ce propos un petit *excursus*. Les modes de relation entre les étages peuvent être conçus sous l'angle de la responsabilité (chacun agit à partir de ce qu'il observe et ce qu'il sait) ou sous celui de l'obéissance (chacun préfère croire que le supérieur, installé par l'institution légitime, maîtrise mieux tout ce que le sujet ne sait pas). L'un favorisera le risque, l'autre la sécurité. Mais les termes peuvent évidemment se

retourner, l'excès de conservatisme étant un risque considérable; un sens exagéré de la discipline peut conduire un peuple à suivre son führer jusqu'au génocide et au quasi-suicide. Je ne cache donc pas ma préférence pour le premier mode de relations, tout en sachant qu'il ne s'applique pas à toutes les situations: apprendre suppose une dose de docilité; en maintes occasions, la nécessité ou la sagesse incitent à s'en remettre à d'autres. Par ailleurs, pas plus que le besoin de pain, il ne faut sous-estimer le besoin irrépressible de sécurité (physique, morale, spirituelle): à trop forcer la nature humaine en ce domaine, on s'expose à de terribles retours de flamme.

Les premiers réseaux de l'économie-monde se sont fondés sur le crédit, cet autre nom de la confiance: confiance en une signature, un bout de papier (la lettre de change, le billet, le chèque...), un correspondant, une ligne téléphonique, un garant... Cette confiance n'est évidemment pas aveugle, ni absolue, mais le système ne marche que parce qu'elle l'emporte sur la défiance: c'est ce qui, jusqu'à la sclérose, a fait l'incroyable fortune des Lloyds – l'un des piliers de la City londonienne. C'est le même type de pari qui permet d'abandonner son avenir politique à un pouvoir fédéral. Cela n'a pas si mal réussi à la Suisse, cela n'a pas empêché New York de supplanter Londres, et c'est le ressort des nouvelles ambitions européennes. Même Paris a cédé (timidement) aux sirènes de la décentralisation et voté (de justesse) pour l'union politique européenne!

Depuis que les métropoles du Vieux Continent ont enterré la hache de guerre, les projets de regroupements territoriaux, sur la base du consentement plutôt que de la conquête, se multiplient en Amérique et en Afrique – tandis que se disloquent d'anciens agrégats tenus par la contrainte. Si Tokyo n'a pas encore supplanté New York, ce n'est pas qu'il lui manque l'argent, l'ingénierie ou l'ambition. C'est plutôt que le modèle japonais suscite encore trop de mauvais souvenirs chez les voisins: ils veulent bien devenir partenaires de la démocratie nipponne, mais non vassaux de l'empire du Soleil levant.

Paradoxalement, c'est une idéologie politique modeste, voire minimale, qui tend à s'imposer : la démocratie. Elle n'a pas de centre, et ne doit surtout pas en avoir : il serait tragique qu'elle prenne figure new-yorkaise ou washingtonienne. Tout ce qui la désoccidentalise est bon. De même pour cet autre contre-pouvoir, l'idéologie des droits de l'Homme : il est heureux que l'un de ses plus célèbres supports, Amnesty International, ait porté à sa tête un Africain⁵.

L'optimisme béat n'est pas de saison : on a trop donné à la fin du siècle dernier, et qui accepterait de payer les quelques progrès de ce siècle du cortège d'abominations qu'il a connu ? Les phases de régression identitaire ou sécuritaire paraissent presque inévitables : on n'a inventé ni le vaccin, ni le sérum. Une bonne part de l'humanité, prisonnière des cercles vicieux de la misère, reste hors des jeux ici décrits. Mais ceux qui ont soif d'équité peuvent miser sur un programme de travail de longue haleine : diversifier et collégialiser l'étage supérieur, le démonolithiser, le désenclaver, pour réduire son arrogance. Peut-être ces messieurs survivraient-ils au désentravement des esclaves qui emplissent les cales de leur beau navire – ou les sous-sols de leurs métropoles ?

5. Elle a été relayée depuis par la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH).

3. **Quand l'étage supérieur oublie et écrase les inférieurs**

L'outil de la tripartition braudélienne permet de porter un regard neuf sur les crises du monde actuel. Chemin faisant, j'ai déjà évoqué certaines impasses. On fera en ce chapitre un repérage plus large des lieux où l'étage supérieur maltraite ceux qui le portent. Chaque fois, après avoir posé le diagnostic, je commencerai d'indiquer de possibles remèdes – sauf lorsque j'en reste sans voix. Bien entendu, ces indications procèdent d'une médecine non diplômée, et les remèdes n'ont pas reçu la bénédiction officielle – l'Autorisation de mise sur le marché...

Comment sortir du stalinisme ?

Il est bien prétentieux d'ajouter quoi que ce soit sur un problème qui mobilise une armée d'économistes occidentaux, et qui a déjà son monument marmoréen, la Berd (Banque européenne pour la reconstruction et le développement). Je m'y risque, malgré l'argument d'autorité : cette armée me paraît, en majorité, trop accoutumée des facilités de l'étage supérieur pour imaginer ce qui anime ou paralyse les inférieurs.

Du flash de Marx à l'éradication stalinienne

L'économie de type soviétique résulte d'une tragique succession d'erreurs d'interprétation. Dans l'histoire de la concentration des pouvoirs et des ressources qui institue l'étage supérieur (le capitalisme au sens braudélien), Marx survient à un moment précis : le boom économique est tel qu'il en éclipse la politique ; la révolution industrielle relègue au second plan l'agriculture et les services ; les systèmes productifs du XIX^e siècle privilégient les très grands établissements ; ceux-ci nécessitent des capitaux considérables, mais encore très personnalisés – le financier est souvent le patron, ou il en est proche. Ce paysage, le capitalisme au sens marxiste, est aussi effrayant : Villermé a décrit les conditions de vie abominables des ouvriers lillois. Marx, visitant ce champ de bataille tel Henri Dunant celui de Solferino, est saisi comme le fondateur de la Croix-Rouge d'une immense compassion – qui donnera une force redoutable à ses démonstrations.

Sa théorie prend le contre-pied des exposés économiques d'Adam Smith et Ricardo, et de la philosophie de Hegel. Ces penseurs ont en face d'eux un monde en plein bouillonnement, qui leur paraît mû par des passions universelles (la maximisation du profit, l'automouvement du contenu). Ils voient prospérer d'énormes animaux économiques et politiques, et n'ont pas à ce moment le recul nécessaire pour les relier aux espèces plus petites. Marx ne peut mieux faire. D'une certaine manière, le prolétaire appartient au même monde que le capitaliste, qu'il est appelé à absorber. Le capitalisme n'est qu'une étape – et non un étage de l'économie.

Ce flash marxien sur le milieu du siècle dernier interdira à ses disciples de penser l'enracinement des agriculteurs dans l'économie de subsistance, l'avenir des PME, la spécificité des services, l'existence indéfectible (et, *a fortiori*, le fonctionnement) du second étage économique et politique – qui formera la nomenklatura du Parti. Il s'agit au contraire de faire « passer »

cette économie perçue comme un tout, et d'en extraire la perversion capitaliste. Pour cela, il faut s'attaquer aux racines du mal. Selon Lénine, « la petite production donne chaque jour, à chaque instant, naissance au capitalisme et à la bourgeoisie *d'une façon spontanée*... Là où subsistent la petite exploitation et la liberté des échanges, le capitalisme apparaît⁽¹⁾. »

Quand un héritage théorique aussi marqué échoit à un maniaque du pouvoir comme Staline (grand prêtre, ingénieur suprême, dictateur, généralissime...), le pire n'est guère évitable. Foin du pragmatisme léninien et de la NEP (Nouvelle Politique économique), on élimine les koulaks, on collectivise l'agriculture, on embrigade les populations en d'immenses usines ou chantiers. On détruit ou relègue systématiquement tout ce qui pourrait donner consistance aux premiers étages économique et politique : la petite propriété (même des logements), toute forme de marché, tous les pouvoirs locaux traditionnels – avec, en prime, les popes et les artistes non alignés. Staline avait bien compris qu'il fallait complètement dévaster les étages inférieurs s'il voulait couper court à tout germe de résistance. Seul peut-être un Pol Pot l'a surpassé dans un tel programme : la Chine, beaucoup plus expérimentée dans l'étagement des pouvoirs, a su mettre un frein aux ardeurs ultramaoïstes de la dernière égérie du Grand Timonier.

Qu'est-ce qui pousse encore ?

La contre-économie-monde soviétique fut donc le symétrique d'une caricature datée du capitalisme. L'étage supérieur put longuement écrabouiller les inférieurs. Du coup, la sortie de cette impasse ne saurait se résumer à la conversion au « marché » des vestiges du système (la Banque centrale, le complexe militaro-industriel...): même dans un monde capitaliste, de tels poids lourds échappent au marché. Il s'agit certes de limiter leur capacité de nuisance; on peut aussi « civiliser » en multipliant les partenariats avec leurs homologues occidentaux (comme cela se fait déjà dans le domaine spatial, et se

prépare dans le nucléaire civil). Mais l'enjeu consiste surtout, après une dévastation aussi systématique de la « société civile », à trouver les points d'appui pour une reconstitution de l'économie de subsistance, des marchés locaux, de la démocratie territoriale, des rapports élémentaires d'autorité et de confiance.

L'énoncé d'un tel programme fait peur : aura-t-on le temps ? Quelles transitions ménager ? Celles-ci relèvent de la tactique, et la Russie ne manque pas de maîtres tacticiens. Mais la population les soutiendrait davantage si on lui proposait une stratégie crédible. La tâche, d'ailleurs, n'est pas si désespérée, car même un Staline n'a pu empêcher que se maintiennent ou émergent des îlots d'économie de subsistance ou de marché, et des formes multiples de solidarité locale.

Il s'agit donc de valoriser ces réserves de dynamisme, anciennes ou nouvelles, sachant, comme on l'a dit, qu'une extrême répression suscite aussi des formes perverses de résistance : ethnique, mafieuse, etc. Celles-là n'ont pas besoin qu'on les encourage : elles prolifèrent toutes seules une fois ôtée la chape de plomb, et il faudra malheureusement compter avec elles¹.

Pour les autres, voici, non pas des recettes, mais un mode de lecture et d'action, éprouvé en d'autres zones dévastées, ghettos urbains d'Amérique ou terroirs sahéliens :

– discerner l'échelon local qui est perçu par une population donnée comme le lieu de débat le plus pertinent face à ce qu'elle considère comme ses problèmes vitaux ;

1. En réalité, un agrégat mafieux a fait main basse sur la Russie. Il a bradé les stocks stratégiques de matières premières et une partie du contenu des arsenaux, placé 500 milliards de dollars de dessous de table dans les paradis fiscaux, privatisé à son profit la finance et la macroéconomie de l'ex-URSS. Laminée par le système soviétique, la société civile n'a pas eu le temps de parer l'avènement d'un tsarisme politique et d'un racket économique. Son réveil sera d'autant plus difficile. Et les perspectives ouvertes en ce sous-chapitre apparaissent, dix ans après, forcément différées.

– aider à l'émergence d'un pouvoir concerté à cet échelon et, parallèlement, d'un ordre de priorité dans l'avalanche de ces problèmes;

– favoriser une pédagogie de la réussite et de la confiance par le dénouement de ce qui sera apparu aux intéressés (et non aux conseillers) comme leur principale écharde.

Une fois ouverte cette brèche dans la fatalité, il devient relativement facile d'enclencher les cercles vertueux de l'ingéniosité rassurée et de la gestion locale (cf. chapitre 4).

Mais ce type de travail requiert des maïeuticiens, des « accoucheurs » : on en forme malheureusement moins que de macro-économistes ou de spécialistes des marchés boursiers.

Paysans et entrepreneurs

Il est possible, par ailleurs, de s'atteler à quelques obstacles majeurs. On connaît la difficulté de la réforme agricole, et la prudence paysanne. Les kolkhoziens se sont sauvés eux-mêmes, et une partie du pays, en perfectionnant leur économie de subsistance *via* le lopin privatif. Ils « se servaient » pour cela des machines et des engrais du kolkhoze, ce qui est légalement un détournement, mais ressemble en pratique à ce que le mouvement coopératif agricole a progressivement mis en place en France : CUMA (Coopératives d'utilisation du matériel agricole), coopératives d'achat des intrants. Là où les paysans français compensent les services reçus par de l'argent, les kolkhoziens compensaient la sous-rémunération du travail collectif. En même temps, ils répugnent aujourd'hui à abandonner la sécurité du kolkhoze pour une privatisation qui les isolerait dans la tourmente post-soviétique. Alors, pourquoi ne pas adapter au nouveau contexte ce type de transaction qu'ils ont eux-mêmes construite et longuement pratiquée ? L'escalier est un peu baroque, mais il est familier aux utilisateurs. D'un système pseudo-coopératif imposé par la macrosociété totalitaire pourrait naître, grâce à l'imagination résistante, un mouvement coopératif original. Quel pied de nez !

Ce n'est qu'un exemple des multiples « conversions » à opérer. Elles supposent un type d'intelligence qui n'est pas assez valorisé, un type de regard qui n'est pas assez cultivé. Dans la réhabilitation du premier étage (l'économie de marché local), la priorité – couramment admise – est la reconstitution du tissu des PME. Ce tissu a été brûlé au troisième degré, c'est donc une gageure. On peut être assez optimiste dans le domaine du commerce et des services : la créativité microéconomique y est toujours très vive. En revanche, on peut craindre que très peu de PME industrielles n'émergent spontanément, dans un contexte incertain sinon hostile. Puisque les grands groupes industriels occidentaux ont découvert qu'ils gagnaient à externaliser ou départementaliser certaines de leurs activités en leur donnant un statut de PME, pourquoi ne transmettraient-ils pas à leurs homologues russes, dans le cadre d'accords de partenariat, le savoir-faire qu'ils ont acquis à ce sujet² ?

Quelle démocratie locale ?

L'urgence est aussi d'éviter que le centre de la macropolitique russe ne connaisse une nouvelle dérive psychotique – comme le Kremlin en a volontiers abrité. L'Occident n'y peut guère, moins encore que dans le domaine économique, tant les intéressés se défient (à raison) des conseillers étrangers, jugés imperméables à l'âme russe. Le réagencement politique à opérer est si considérable qu'un peuple doit alors puiser au plus profond de son histoire, de ses mythes, de ses rêves, de ses sociabilités.

Quelques mots d'abord sur les risques ethniques, pour prévenir les interprétations panrusses : la fédération de Russie, même détachée des autres Républiques soviétiques, abrite en effet de très nombreuses nationalités. Le fantasme de la pureté ethnique est d'autant plus fort que la gestion macropolitique de telle ou telle population a été aliénante et aliénée, que cette

2. Mais la fréquente alliance entre mafias et grands groupes industriels n'est pas favorable à un minimum de respect des sous-traitants par leurs donneurs d'ordres.

population a été déportée (physiquement ou symboliquement) loin de ses institutions familières, avec leurs hiérarchies rassurantes. Selon le schéma classique du « bouc émissaire »⁽²⁾, on se précipite alors pour exclure ou éliminer les perturbateurs étrangers, et en particulier tous ceux qui symbolisent un « cosmopolitisme » honni, un étage supérieur sans attaches territoriales qui, de surcroît, tendrait à mépriser ce type d'attachement. Ni les minorités de la Fédération russe, ni la majorité russe (qui inventa les pogroms) ne sont exemptes de cette tentation – qui peut conduire à l'abomination³.

Elle doit faire l'objet d'une vigilance constante, mais qui serait bien vaine si l'on continuait de prôner un fonctionnement politique macroscopique, abstrait des problèmes de gestion territoriale, et donc excluant toute possibilité d'apprentissage des compromis politiques (vivre ensemble avec d'autres, dont les intérêts, la culture, ou la couleur de peau sont différents). Le plus sûr moyen d'allumer l'imbécillité ethnique est de maltraiter la territorialité : j'y reviendrai plus loin.

Soljenitsyne a résisté à l'éradication stalinienne avec toute la force d'une « âme russe », portée en oriflamme. Même si les ambiguïtés de ce drapeau et certains errements de l'exilé font préférer le combat d'un Sakharov, il faut admettre que l'écrivain a fort bien énoncé, dans son manifeste de 1990 *Comment réaménager notre Russie*⁽³⁾, l'enjeu d'un réenracinement de la démocratie territoriale : un ancrage face aux dérives totalitaires. Certes, comme toujours, la référence aux formes anciennes de concertation et de collégialité locales (les *zemstvos*, par exemple) devra trouver des accommodements avec les survivances de 70 ans de soviétisme ; mais, inversement, on ne démocratisera pas les soviets déconnectés sans révérence à l'histoire. Il s'agit de marier (symboliquement) les soviets et les *zemstvos*.

L'appropriation d'un système de démocratie locale par la majorité des citoyens de la fédération russe implique forcément

3. On n'a cessé de s'en rapprocher en Tchétchénie.

une inspiration russe. Mais il faudra aussi chercher à la loupe, dans l'histoire de l'impérialisme russe, les éléments d'un respect de l'expression des minorités. [...]

L'Afrique et l'économie-monde

Face aux dynamiques asiatiques, l'Afrique subsaharienne a « disparu » à ce point de l'économie-monde qu'elle semblerait n'en avoir jamais été qu'un objet, telle l'orange qu'on rejette après l'avoir pressée. La gloutonne lui a pris ses habitants pour en faire des esclaves, ses terres pour des cultures de rente, ses matières premières pour alimenter une formidable machine industrielle et commerciale. Maintenant, le reste du monde n'aurait plus guère besoin de l'Afrique⁴ : on l'abandonne donc à son économie de subsistance dévastée, à ses pauvres marchés locaux, à ses États détraqués.

L'économie-monde africaine a précédé l'europpéenne

Braudel lui-même omet de dire⁵ que l'Afrique a engendré, avant l'Europe occidentale, un édifice économique complet, équilibré, avec un brillant étage supérieur. Stimulé par l'or de « Guinée », tout un réseau d'échanges au loin traversait dès l'an mille une grande part du continent africain, et l'ouvrait aux autres continents – stimulant les marchés locaux de l'Afrique du Nord, de l'Afrique occidentale, et de l'Est africain. Les deux principaux axes caravaniers (Tombouctou-Marrakech et

4. NPE. Dans les pages qui suivent, « l'Afrique » et « les Africains » renvoient au monde subsaharien. L'Afrique du Nord a été tôt incluse dans l'économie-monde arabo-islamique, qui sera évoquée plus loin.

5. NPE. Dans les brèves pages qu'il consacre à l'Afrique d'avant le commerce « triangulaire » (*Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, t. 3, p. 369-376), Braudel – faute de disposer des travaux historiques les plus récents – ne décrit guère l'organisation de l'économie de l'Afrique noire « médiévale » (avant l'arrivée des Portugais en 1498). Il se contente de rattacher l'activité des ports de la côte est « à l'économie-monde centrée sur l'Inde » (p. 369).

Tombouctou-Le Caire) faisaient communiquer le cœur de l'Afrique avec l'Europe et le Proche-Orient; un système de cabotage reliait les nombreux ports de la côte est depuis l'Égypte jusqu'au Zambèze. Ces ports déployaient jusqu'en Chine de fructueux échanges marchands, un temps activés par l'or du Monomotapa. Ironie de l'histoire, l'Europe médiévale n'eut pratiquement d'or frais qu'en provenance d'Afrique: il donna son nom, « guinée », à l'une des premières monnaies de l'Angleterre – champion du capitalisme!

L'Islam se mêla assez vite à ces circuits, mais ils avaient précédé son expansion sur ce continent. Il est donc faux de dire qu'en matière d'échange au loin, l'Afrique n'a rien créé, et qu'elle n'a fait que subir les trafics d'esclaves – auxquels, d'ailleurs, son étage supérieur a prêté main forte. Il est faux de croire que les sociétés subsahariennes n'ont pas d'elles-mêmes suscité de macroéconomie⁶ (pour le meilleur et pour le pire, comme ailleurs), ou qu'elles n'auraient engendré aucune construction politique digne de ce nom. Cela est évidemment essentiel pour la confiance des Africains en eux-mêmes, sans laquelle triompherait la fatalité.

Les dévastations coloniales

Avant de rappeler tous les dégâts commis aux étages inférieurs, il importe d'insister sur l'effet des circumnavigations portugaises: elles ont progressivement encerclé l'économie-monde africaine, s'emparant un à un de tous ses débouchés maritimes – jusqu'à l'ultime prise de la Venise est-africaine, la splendide île de Kiloua, en 1505. Cet événement trop peu connu signifie pourtant une rupture aussi forte que la chute de Tenochtitlan pour la civilisation aztèque. La clôture de cette économie-monde, c'est aussi la fin, pour près de cinq siècles, de toute contribution proprement africaine à la conception de l'étage supérieur de la société mondiale: quelle mutilation!

6. NPE. Il est vrai que cette économie-monde précoloniale était – déjà – fondée sur l'exportation de matières premières...

Puis s'enchaîne la déportation de quelque vingt millions d'Africains, pour édifier les superstructures orgueilleuses de l'économie-monde euraméricaine : un crime inoubliable, une saignée terrifiante, dont on mesure mal les désastreuses conséquences – démographiques, économiques, mais aussi morales. Les Africains, même si certains de leurs ancêtres furent les collaborateurs des négriers européens et arabes, ont raison d'en exiger réparation. Non pas tant pour obtenir une illusoire compensation monétaire de ce dol incommensurable, mais comme un « thème unificateur⁽⁴⁾ », un levier d'affermissement moral, l'exigence d'une pleine réhabilitation (y compris financière, entravés qu'ils sont par une dette douteuse) sur la scène mondiale.

Dépassant les comptoirs côtiers, la colonisation a ensuite modelé à sa guise, malgré les résistances incessantes, les territoires qu'elle s'appropriait. Il n'est pas besoin de décrire à nouveau les mécanismes d'extraversion systématiquement introduits : supplantation de l'organisation agricole préexistante (de subsistance et de marché local) par des cultures de rente directement exportées – donc sans effet d'embrayage sur des entreprises de transformation ; exploitation minière du même acabit ; importation de biens de consommation, étouffant les initiatives productives locales ; diffusion par des réseaux commerciaux non africains. Que reste-t-il après cela aux étages inférieurs autochtones, si ce n'est quelques cultures vivrières, dont on charge les femmes, des marchés étiques ou folkloriques, et, bien sûr, toujours la débrouille. En quelle mémoire, en quels lieux les Africains pouvaient-ils apprendre d'autres fonctionnements économiques⁷? L'on s'étonne que leurs économies post-coloniales ne démarrent pas au quart de tour !

Et je n'évoque que pour mémoire la destruction, la folklorisation, ou la manipulation des pouvoirs locaux traditionnels :

7. NPE. Certaines ethnies ou confréries ont conservé cependant une forte tradition commerciale (tels les Mourides au Sénégal), bridée par la logique rentière de l'État post-colonial.

cette dernière manœuvre est la pire, car elle a ouvert en maints pays (tels le Rwanda) la voie aux guerres ethniques « modernes » – beaucoup mieux armées et relayées que les querelles d'antan.

La déconnexion des systèmes macroéconomiques et politiques

En prime de tous ces maux, les colonisateurs ont légué aux dirigeants africains des superstructures et une vision des choses à peu près aussi datées que celles qui firent « flasher » Karl Marx et suscitèrent les contre-modèles soviétiques.

L'État, second étage macropolitique, est issu en Europe d'un lent processus de fondation et d'édification des pouvoirs (et des contre-pouvoirs). Le résultat a été transféré en bloc, sans branchement sur une société politique organisée (on avait d'ailleurs tout fait pour la désorganiser !). Les chefs d'État se retrouvent alors avec le seul appui d'un clan ou d'une milice, la force pour légitimité, et la crainte logique d'être victimes d'un coup de force. Une telle déconnexion aurait de quoi pousser les plus sereins à la schizophrénie politique. L'Europe a laissé à l'Afrique un type d'État autoritaire et omnipotent (voire obèse), au moment où elle-même s'aperçoit que cet État est en crise : la France entamait sa propre décentralisation quelque temps après avoir transmis son modèle jacobin à la moitié des pays d'Afrique !

De même, en macroéconomie, les théoriciens libéraux du développement et leurs disciples africains ont raisonné et agi comme si l'économie avait commencé au XIX^e siècle, à Birmingham ou à la City : en termes d'investissements, d'infrastructures, de circuits monétaires et financiers. Certes, ils ne manquent pas de célébrer la liberté d'initiative microéconomique, comme instance suprême de créativité, mais ils conçoivent le plus souvent l'entreprise comme une cellule interchangeable réduite à des chiffres (son capital, ses effectifs, ses facteurs de production), des numéros de compte en banque,

et peut-être le génie shumpeterien de son créateur. Bref, une série de molécules gazeuses, livrées aux lois des grands nombres, et aussi peu enracinées que possible – les conceptions d'un François Perroux confinant déjà à l'hétérodoxie. Il suffirait dès lors d'accompagner, par le libre-échange, la monnaie et le crédit, le renouvellement miraculeux de l'économie⁽⁵⁾.

Tous ces théoriciens, qui sont malheureusement aussi des décideurs, oublient la maturation pluriséculaire qui, en Europe, a su articuler progressivement l'étage supérieur aux niveaux inférieurs, en particulier à un système florissant d'échange ville campagne. Ils oublient que cet étage supérieur ne survit que grâce à l'ingéniosité de ceux qui le portent, lesquels peuvent beaucoup endurer, sauf qu'on coupe leurs racines.

Du coup, on accable les paysans africains de traitements macroéconomiques dispendieux : on les a endettés « jusqu'au cou⁽⁶⁾ », avec l'adjuvant de la corruption⁽⁷⁾, pour des grands projets ou des équipements flatteurs, le plus souvent inutiles ou déphasés ; on a forcé la production de matières premières, jusqu'à l'effondrement des cours ; on a agrandi l'État, pour mieux embrasser le pays, pour accroître la masse des salaires, et donc la consommation ; puis, devant l'explosion de la dette⁸, on a mis cet État à la diète (l'ajustement structurel), tandis que les entreprises publiques croulaient sous les déficits...

Émergences, naufrages, points d'ancrage, bouées de sauvetage

Pragmatiquement, des organisations non gouvernementales (ONG), des groupements de producteurs, des mouvements d'animation rurale, montrent qu'on peut reconstruire à partir d'en bas – en associant par exemple cultures de subsistance et cultures de marché : les paysans, mieux assurés de leurs arrières, vendent mieux leurs produits, payent eux-mêmes l'instituteur ou le centre de santé que l'État ne peut leur fournir. Parfois, ce

8. En grande partie consécutive à des escroqueries : cf. F.-X. Verschave, *L'envers de la dette*, Agone, 2001.

type d'émergence prend une telle importance numérique qu'il atteint des dimensions macroéconomiques, voire macropolitiques (tel le mouvement sahélien Six S, dont l'exemple sera développé au chapitre suivant). Mais, le plus souvent, ces initiatives ne sont pas assez durablement soutenues; elles rencontrent l'hostilité ou l'incompréhension des fonctionnaires d'autorité, méfiants de tout ce qu'ils ne contrôlent pas, puis éveillent de fortes tentations de mainmise politique et financière. Les quelques réussites confortent une espérance, mais celle-ci aurait besoin d'être étayée par des « opérateurs d'appui », et offerte jusque dans les territoires les plus défavorisés. Je reviendrai au chapitre suivant sur la mise en œuvre d'un tel « droit au premier développement ».

En attendant, 95 % de l'aide publique au développement à l'Afrique subsaharienne (une quinzaine de milliards de dollars par an) est accaparée par l'étage supérieur (essentiellement les États aux abois), et largement détournée, dans un climat de sauve-qui-peut général. Ces détournements sont encouragés par la dégradation de l'économie: l'État devient la principale « culture de rente », et la politique, celle « du ventre⁽⁸⁾ ». Mais il faut aussi souligner la complicité de certains décideurs politiques européens, friands de « valises à billets »: le naufrage de l'État somalien n'est pas le seul fait de Siad Barre, le Parti socialiste italien de Bettino Craxi, auquel avait été « affermée » la coopération avec ce pays, avait largement amorcé la pompe...

On mesure en Somalie, mais aussi au Liberia, au Zaïre, au Rwanda, quels risques un tel englobissement de l'État fait courir aux populations livrées à l'anarchie: le retour à l'âge de la pierre. Il y a donc urgence à sauver cet État de ses propres dérives. Je ne ferai pas ici le catalogue des mesures possibles, la réhabilitation de l'État africain faisant l'objet de nombreuses études⁽⁹⁾. Je me contenterai d'indiquer quelques points d'ancrage et quelques planches de salut, réservant pour les chapitres suivants les principes de navigation...

Les citoyens des pays du Nord ont une forte responsabilité à exercer vis-à-vis de leurs entreprises ou États corrupteurs. Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) avait proposé de créer Honesty International ⁽¹⁰⁾. L'idée vient d'être reprise sous le nom de Transparency International par un groupe de hauts fonctionnaires du Nord et du Sud (eux aussi peuvent se comporter en citoyens!), de membres d'ONG, d'agences d'aide, de sociétés privées et d'universités⁽¹¹⁾: il s'agit d'exercer un rôle de vigilance et de dissuasion par rapport à des pratiques qui ruinent le bien et le service publics, au Nord comme au Sud⁽¹²⁾.

Beaucoup d'États africains se sont engagés dans un processus de démocratisation, par l'intermédiaire, notamment, de « conférences nationales ». Certes, ce sont des élites qui y participent, passagers pour la plupart de l'étage supérieur. Mais ce fut le cas aussi durant la Révolution française: cela n'empêcha pas de réenraciner formellement dans le peuple la légitimité du pouvoir, laissant ensuite le fond rejoindre lentement la forme. En ce sens, il est essentiel de procéder, avec discernement mais détermination, à un double mouvement de déconcentration et de décentralisation. Il n'y a pas de salut possible pour les États africains sans la reconnaissance de pouvoirs locaux, sans la formation de collectivités territoriales (ou leur équivalent, selon les traditions du pays). Comme en Russie, le jumelage avec des collectivités démocratiques européennes peut être un soutien appréciable. Et on n'économisera pas la recherche historique (déjà bien entamée⁽¹³⁾) sur les formes du pouvoir en Afrique. Comme certaines espèces médicinales perdues dans la forêt, il en est dont les vertus thérapeutiques s'exporteront peut-être un jour au Nord.

J'ai déjà évoqué l'exceptionnelle vitalité du rez-de-chaussée (l'économie de subsistance et l'économie informelle), et le livre de Serge Latouche dédié aux « naufragés de la planète ⁽¹⁴⁾ »: il leur propose une brassée de bouées de sauvetage – avec une forte charge contre l'étage supérieur du navire, et

l'inconscience de ses occupants. Il reste beaucoup à apprendre de ces expériences de survie, mais on peut aussi beaucoup les aider. Pourquoi l'Afrique n'acclimaterait-elle pas à grande échelle, après le Chili, les modes de financement de la Grameen Bank⁹ ?

Comme en Russie également, il importe de trouver des compromis entre ce qui reste en place de l'économie coloniale et les initiatives de la base. Étienne Le Roy en donne un exemple significatif⁽¹⁵⁾, l'histoire d'une subtile négociation entre des « syndicats » paysans (issus d'associations traditionnelles, les *tons*) et la CMDT (Compagnie malienne pour le développement des textiles, version post-coloniale de la Compagnie française CFDT). La CMDT achète le coton aux groupements de producteurs, elle leur fournit les semences et autres intrants. Il s'agissait de réévaluer l'ensemble des relations contractuelles entre les deux parties – dont les atouts respectifs pouvaient sembler très inégaux. Comme dans les *kolkhozes*, un habile dosage a pu être trouvé entre la tradition, la subsistance, la résistance, l'accommodement, pour aboutir à un arrangement qui libère et promeuve les intéressés : cela montre leur capacité à discuter leur rétribution, à se faire une place au premier étage de l'économie. On perçoit d'ailleurs sans peine, à travers un tel exemple, comment ce type de négociation est en même temps un apprentissage politique – qui ne s'arrêtera sans doute pas en si bon chemin¹⁰...

9. Ce transfert Sud-Sud de technologie financière s'est largement opéré depuis 1994.

10. Mais depuis lors la Banque mondiale, avec ses gros sabots, a fait le forcing pour « privatiser » le modèle malien. La filière coton est d'ailleurs exemplaire d'un viol massif des lois du marché par leurs promoteurs les plus acharnés : on sait quel préjudice portent aux cotonculteurs africains les énormes subventions aux producteurs américains.

L'Asie se retrouve

« L'Extrême-Orient, pris dans son ensemble, ce sont trois énormes économies-mondes : l'Islam qui, vers l'océan Indien, s'appuie sur la mer Rouge et sur le golfe Persique et contrôle l'interminable succession de déserts qui, de l'Arabie à la Chine, percent l'épaisseur de l'immense continent asiatique ; l'Inde qui étend son influence sur tout l'océan Indien, à l'ouest comme à l'est du cap Comorin ; la Chine à la fois terrienne – elle s'affirme jusqu'au cœur de l'Asie – et maritime – elle domine les mers bordières du Pacifique et les pays qu'elles baignent. Ainsi depuis toujours⁽¹⁶⁾. » Ce panorama que dresse Braudel de l'Asie du XV^e siècle est en effet valable depuis quelque cinq cents ans – et le restera jusque vers 1900, malgré les menées coloniales d'une quatrième économie-monde, l'euro-péenne. Durant la première moitié du XX^e siècle, les bouleversements politiques en terres d'Islam, en Inde et en Chine, l'entrée en force du Japon, les crises économiques, aggravées par l'explosion démographique, chambouleront ces fonctionnements millénaires, plongeant la grande majorité des populations asiatiques dans une situation de misère jugée en 1950 quasi désespérée.

Un continent précurseur qui recouvre sa place

Pour comprendre le retournement de tendance qui s'est opéré durant les dernières décennies, il faut se souvenir que les économies-mondes indienne et chinoise sont au moins aussi anciennes que la méditerranéenne – l'Inde aurait eu des banquiers il y a plus de 2 500 ans⁽¹⁷⁾. En 1789, selon les calculs de Paul Bairoch⁽¹⁸⁾, le revenu par tête (le « PNB par habitant ») était aussi élevé en Inde et en Chine qu'en France et en Angleterre (deux cents ans plus tard, il était cinquante fois moindre). « Le rendement céréalier dans l'Inde a été supérieur à celui de l'Europe jusqu'au XIX^e siècle⁽¹⁹⁾. » À la fin du XVII^e siècle, selon le directeur de la Compagnie des Indes orientales, Josiah Child, le commerce de l'Inde avec toutes les

nations orientales représentait « dix fois plus que le nôtre et celui de toutes les nations européennes mises ensemble ⁽²⁰⁾ ».

En nul autre continent le commerce maritime et l'échange au loin, la circulation monétaire et l'expérience étatique n'ont été aussi durablement installés. Même si ces antiques traditions économiques et politiques ont, comme ailleurs, de graves défauts – qui ont permis à l'Angleterre, par exemple, de « tenir » l'Inde avec seulement 31 000 expatriés ⁽²¹⁾ –, il n'est pas besoin d'apprendre aux Asiatiques comment articuler les différents niveaux de la société, ni comment transiger avec l'étage supérieur.

Ni la colonisation anglaise en Inde, ni le maoïsme en Chine ne pouvaient détruire de tels « édifices » (j'évoquerai plus loin le cas spécifique de l'économie-monde islamique) : il suffisait d'un réagencement. Il est loin d'être terminé, on en devine seulement les contours, mais le continent promis à une éternelle misère est en train de se « réveiller » avec un entrain stupéfiant. Ce ne sont pas les grands États qui ont sonné ce réveil : comme les Venise, Anvers ou Amsterdam en Europe, ce sont des entités plus réduites, plus mobilisables, qui ont montré l'exemple et, surtout, rappelé aux Asiatiques qu'ils n'étaient pas voués aux seconds rôles.

Le Japon a ouvert la voie dès le siècle dernier, grâce à une étonnante alchimie entre une culture politico-économique très originale et la prise en compte des défis de la modernité. Il disposait certes d'atouts importants : jamais colonisé, pénétré par la mer – ce liquide amniotique des aspirants à l'économie-monde –, doté d'une population dense dont la stratification sociale semble vouée à une efficacité quasi militaire. Ce dernier trait culturel, assez exceptionnel, permettra une entrée fracassante du Japon dans la compétition économique, tant il a su s'accorder avec les modèles industriels du XIX^e siècle (les usines casernes), puis du XX^e siècle (le taylorisme, les « grandes compagnies » multinationales). Mais il contribuera longtemps à ce que

le Japon reste un cas isolé en Asie – le mode japonais d'intégration coloniale n'ayant pas déchaîné l'enthousiasme¹¹.

La « civilisation » forcée de l'impérialisme japonais, après la défaite de 1945, le prodigieux essor du rival sud-coréen, et les exploits de la diaspora chinoise (à Singapour, Taiwan, Hong Kong, Djakarta, etc.) ont eu progressivement raison des blocages politiques et culturels. La Chine, puis le Vietnam, ont rouvert les vannes de la circulation économique. La Malaisie, la Thaïlande et l'Indonésie suivent les traces de Taiwan. Le continent indien, y compris le Bangladesh, semble trouver peu à peu les voies d'une communication entre, d'une part, son élite et son économie modernes, et d'autre part l'immense majorité, marginalisée, de sa population. Il vit toutefois sous la perpétuelle menace de séismes culturels : les rapports entre l'Islam et l'hindouisme (sans parler des Sikhs, ni de tant d'autres minorités) semblent régis par la tectonique des plaques, ils sont à peu près aussi paisibles que ceux des « boucliers » indien et sibérien, dont la collision fit surgir l'Himalaya.

L'Inde des contrastes

C'est en demandant au lecteur indulgence et précaution que je me hasarde à parler de l'Inde, d'autant qu'elle paraît à Braudel « un cas subtilement déviant, très compliqué, politiquement, socialement, culturellement, économiquement. Mais sur l'Inde, économie-monde en position centrale, tout s'appuie ; tout s'enracine dans ses complaisances et ses faiblesses⁽²²⁾. » Cette position rend inévitable d'y éprouver la grammaire braudélienne, sous la conduite du maître – lequel s'est lui-même appuyé sur les travaux d'une équipe d'historiens indiens « d'une rare qualité ».

L'Inde précoloniale, c'est d'abord la vie de milliers de villages, « encadrée par les différentes autorités et les marchés qui

11. Par ailleurs, le Japon a la plus grande difficulté à sortir d'une très grave crise financière, provoquée notamment par la pénétration mafieuse dans son étage supérieur.

la surveillent, la vident de ses surplus, lui imposent les commodités et les dangers de l'économie monétaire », « cette vie captée à la base et qui réchauffe et nourrit tout le corps social et politique. Dans un tout autre contexte, c'est le schéma de l'économie russe à la même époque⁽²³⁾. » À partir de 1526, l'Empire moghol a perfectionné la superstructure politique, l'a rendue beaucoup plus gourmande aussi : le prélèvement de l'ensemble de l'édifice hiérarchique oscille entre un et deux tiers du revenu paysan ; il est payable généralement d'avance, et donc indifférent aux calamités agricoles. L'économie de subsistance se trouve ainsi à la fois abondante et vulnérable. De plus, le pompage excessif par l'étage supérieur court-circuite le développement économique et politique des villes petites ou moyennes, ces chefs-lieux de l'échange local et de l'éveil démocratique.

L'Inde du XVI^e siècle, ce sont aussi des millions d'artisans, une masse énorme dont les salaires sont maintenus très bas – dans un pays aussi riche que l'Angleterre –, ce qui dispense de tout effort de productivité. De merveilleux tissus et mobiliers, un acier meilleur que le suédois, continuent d'être produits avec des techniques archaïques – non par ignorance, mais parce qu'il ne paraît pas nécessaire d'investir dans la modernisation (Renault fit le même calcul dans les années 1970, avec un recours massif à la main-d'œuvre immigrée) : au XVIII^e siècle, l'artisanat textile indien a envahi le monde, il s'exporte jusqu'aux Amériques – avant d'être en grande partie ruiné par la révolution industrielle.

L'Inde moghole comptait déjà dans ses villes l'équivalent de la population française de l'époque (20 millions d'habitants), avec de richissimes négociants, armateurs, usuriers et banquiers. Elle disposait d'un réseau complet de transports (routiers, caravaniers, fluviaux, maritimes). Mais, surtout, elle supportait un énorme système étatique, boulimique de métaux précieux. D'où les très faibles revenus de la foule des petits producteurs : il fallait prélever sur eux de quoi attirer l'or et l'argent du monde entier – comme il faut aujourd'hui, en maints pays du Sud,

serrer la ceinture pour acquérir des devises et rembourser la dette. L'État musulman du Grand Moghol, c'est aussi la cour avec ses 8 000 nobles, autant de « bénéfiques », une mécanique administrative précise, et une armée d'un million d'hommes. Cela pendant quelque 250 ans – beaucoup plus que la présence française ou anglaise en Afrique.

Ces rappels permettent de comprendre la longue montée des revendications hindouistes, et la vulnérabilité du sous-continent à l'impérialisme anglais – qui sut dès le début tirer parti des antagonismes nationaux et religieux. Incapable de soutenir la concurrence de la main-d'œuvre indienne, l'artisanat textile britannique choisit de miser sur la productivité : il entra ainsi dans l'ère industrielle, déstabilisant à son tour l'économie indienne. Selon Braudel, si celle-ci, malgré sa puissance, a manqué avant l'Indépendance le virage industriel, ce n'est pas d'abord à cause de son immobilisme social – symbolisé par les castes. Ce n'est pas seulement parce que ce ratage correspondait aux intérêts britanniques. Le sous-continent était depuis trop longtemps installé dans le hiatus social entre, d'une part, un rez-de-chaussée surexploité, un premier étage atomisé, et, d'autre part, un étage supérieur opulent, dérivant interminablement vers le parasitisme. Dans ce contexte, les « capitalistes » indiens ne se sont que très tardivement intéressés à l'industrie.

Ce « passif » présente bien des analogies avec l'histoire russe – ce qui explique que l'Inde ait eu plus d'empathie que la Chine avec l'Union soviétique, et que ses problèmes économiques et politiques aient aujourd'hui quelques points communs avec ceux de la Russie eltsinienne. Mais la colonisation britannique n'a exercé sur les architectures économiques, politiques et culturelles de l'Inde ni le radicalisme stalinien, ni le poids écrasant des colonisations européennes en Afrique. Et l'on a l'impression que se multiplient les fils qui pourraient recoudre le hiatus social – sauf nouvelles poussées de violence sacrilège.

Même très imparfaite, la démocratie se ramifie. La presse fait son travail. L'effort sanitaire est considérable : de 1960 à 1990,

l'espérance de vie est passée de 44 à 59 ans, et le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (cet indicateur le plus caractéristique du développement humain) a diminué de moitié (de 28 à 14 %) ; en une dizaine d'années, le pourcentage de la population ayant accès à l'eau potable est passé de 31 à 75 %. L'effort éducatif est lui aussi impressionnant : le taux de scolarisation « consolidé », inférieur à 50 % en 1970, a dépassé les 2/3 en 1990¹². Plus généralement, l'Inde a de bien meilleurs indicateurs sociaux que ne l'indique son revenu par tête⁽²⁴⁾, ce qui désigne inmanquablement un progrès de la cohésion et de la responsabilité sociales. Même si subsistent des injustices criantes et des poches d'extrême misère, il semble que, dans bien des campagnes et quartiers urbains, le mythe de la fatalité ait vécu.

La Chine des contradictions

À l'extrême opposé de Venise (ou de Malacca, son équivalent asiatique), la Chine est depuis des millénaires une économie-monde territoriale, administrant des dizaines de millions d'habitants, puis des centaines, et aujourd'hui plus d'un milliard – plus que l'ensemble des pays industrialisés. L'art du politique, de la conquête, de la consolidation et de l'administration d'un immense empire a précédé la dynamique économique : il l'a même souvent réfrénée, réduisant l'influence relative de ce géant, entravé par les distances et les problèmes de gestion (ce fut, on l'a vu, un peu le cas de la monarchie française en Europe). Mais une telle puissance politique ne pouvait que susciter d'énormes flux commerciaux et financiers, une telle façade maritime ne pouvait qu'attirer l'échange au loin. Tout ceci a développé un prodigieux capital d'expérience – et les capitaux de la diaspora chinoise.

12. L'espérance de vie atteint 63 ans en 2001, la mortalité des moins de 5 ans est passée sous les 10 %, l'accès à l'eau potable atteint 84 %. Les données sur la scolarisation sont incertaines.

Quoique plutôt introvertie, la Chine a donc tôt déployé ses jonques, jusqu'en Afrique – puis ses « colonies » ou ses protectorats : au Vietnam, en Corée, à travers l'Insulinde. Ces Chinois de l'étranger, devenus familiers de tous les commerces, ne cessent de jouer les empêcheurs de « tourner en rond » dans l'empire du Milieu. Comme tous les grands ensembles territoriaux, la Chine est en effet affectée de cyclothymie dans ses rapports avec le reste du monde : à des phases d'ouverture et d'aventure succèdent, presque inexplicablement, des phases de repliement, durcies par une xénophobie latente. Comme tous ces vastes ensembles (avant les États-Unis d'Amérique), l'espace chinois était tenu d'une main de fer, par une lourde hiérarchie qui ne favorisait plus les innovations économiques et politiques : en celle-ci, couronnée par l'empereur, s'exprimait un ordre « institué » immuable, ayant enfoui dans la nuit des temps ses racines « institutantes ».

Malgré une histoire belliqueuse, les trois étages de l'économie, mieux articulés qu'en Inde, ont résisté vaille que vaille aux agressions extérieures jusqu'à l'invasion japonaise. Mais le conservatisme politique n'était plus à la hauteur des nouveaux défis mondiaux. L'autoritaire Empire chinois connut un sort analogue à celui de son voisin russe : défaites, humiliations, guerres civiles, tentatives d'annexion (ici par le Japon, là par l'Allemagne). L'espace continental et une résistance héroïque furent opposés à l'envahisseur, mais ces cataclysmes laissèrent un pays dévasté, délesté de presque tous ses (rares) contreponds institutionnels – ce qui fit le lit, s'il était possible, d'un régime plus autoritaire encore.

Les coups de boutoir maoïstes dans le fonctionnement des étages inférieurs de l'économie furent plus brutaux (mais moins durables) que l'éradication stalinienne. Cependant, on l'a vu, l'architecture économique était plus ancrée dans l'histoire, et elle disposait de plus d'appuis extérieurs. Elle peut donc réémerger avec force : la Chine connaît dès à présent des taux de croissance exceptionnels (14 % en 1992-1993). « Deng

Xiaoping et les dirigeants chinois sont en train de gagner le pari qu'ils avaient pris à la fin des années 1970, de multiplier par 4 en 20 ans, de 1980 à 2000, le produit national chinois⁽²⁵⁾. »

Mais le problème politique et culturel n'est toujours pas réglé, les anciens comportements réapparaissent sous d'autres habits : les villes s'enrichissent sur le dos des campagnes, le numéro un du Parti stigmatise « les potentats locaux et leurs méthodes de seigneurs de guerre », un économiste dénonce les « abus du pouvoir politique à des fins économiques ou de profit personnel », les administrations locales gonflent le prix de vente des engrais, multiplient les impôts et taxes, détournent les subventions agricoles⁽²⁶⁾... Bref, les joies de l'économie administrée ne sont pas forcloses, et l'absence de démocratie locale permet encore une belle confusion politico-économique.

Nul doute cependant qu'en Chine, comme en Corée du Sud, la démultiplication des contre-pouvoirs économiques exigera des transpositions politiques. La révolution de Tien An Men aura une suite si l'aspiration démocratique sait exploiter ces « contradictions » (d'un marxisme peu orthodoxe !), filtrer les censures et, surtout, trouver des relais locaux. Cela suppose, pour le moins, d'entendre les aspirations des 900 millions de ruraux qui nourrissent le pays.

L'Islam à la croisée des traditions

Idéologie et civilisation

Beaucoup d'Occidentaux aujourd'hui sont tentés de ne voir l'Islam qu'à travers ses expressions de fanatisme politico-religieux (oubliant que les chrétiens ont eu leurs guerres de religion, leurs croisés, leurs inquisiteurs, et qu'ils comptent encore des intégristes fort peu évangéliques, du Pamiat russe à l'AWB afrikaner, en passant par le Front national de Jean-Marie Le Pen) : ils méconnaissent tout ce qui, dans une civilisation riche et multiple, a poussé et pousse encore dans d'autres directions.

Certes, si l'on en reste aux idéologies les plus ostensibles – qui, faute d'une référence incontestée, impressionnent plus l'observateur extérieur que la théologie –, on peut n'être pas rassuré par le monothéisme radical et le fantasme fusionnel d'une communauté universelle des croyants (l'Umma). Ils paraissent en effet peu compatibles avec le respect des droits de l'Homme et des minorités – comme avec la prise en compte (ce qui ne veut pas dire la consécration) des stratifications économiques et politiques. La tripartition braudélienne n'a pas germé dans une université islamiste.

Mais le monde musulman est porteur d'autres valeurs, d'autres comportements, d'autres régulations. Et d'abord il est très divers. Hors les flambées intégristes attisées par les pratiques de l'Occident (qui domine l'étage supérieur de la macrosociété mondiale, et en parle donc constamment le double langage), quoi de commun entre l'Insulinde, le Bangladesh, l'Afghanistan, l'Iran, la Turquie, l'Arabie Saoudite, l'Égypte, le Maroc, le Mali, ou les communautés immigrées en Europe occidentale depuis deux générations ? À ce seul énoncé, on s'aperçoit que, face aux défis extérieurs, l'histoire et la culture locales influent davantage, sur le long terme, qu'une idéologie réductrice : les musulmans ne sont pas tous, en permanence, des nomades agenouillés dans le désert – cette « table rase » chère aux révolutionnaires –, sous un Dieu écrasant.

L'âge d'or dont le monde musulman a la nostalgie a effectivement produit, du Croissant Fertile à l'Andalousie, des civilisations prospères et tolérantes. Elles ont amplement contribué à l'enrichissement et la transmission du « fardeau de la pensée », à une époque où l'Europe chrétienne n'en était guère capable. Malacca, Batavia et l'Insulinde ont été, du XVI^e au début du XX^e siècle, le centre de la superéconomie-monde asiatique – longtemps plus importante que l'européenne : même partiellement captée par l'Occident, elle permit de longs apprentissages dont bénéficient aujourd'hui l'Indonésie et la Malaisie. Partout où il s'est implanté, l'Islam a cultivé le commerce, l'artisanat,

l'architecture, les lettres, l'éducation, l'hospitalité (cette valeur humaine si précieuse), la solidarité.

Mais, on l'a vu à propos de l'Inde, l'Islam a trop souvent buté (et il n'est pas le seul) sur le problème de l'institution de la société – d'autant qu'il n'a guère cultivé la pensée de ce « point aveugle » : le problème de la légitimité s'est trop habituellement réglé par la force, celui de l'équité par l'idéologie (au moins au XX^e siècle).

« *L'institution imaginaire de la société*¹³ »

Opposer les civilisations musulmanes aux régimes autoritaires ou aux idéologies islamistes, c'est préférer la patiente édification instituante, par toutes les composantes de la « société civile », aux complaisances dans l'aliénation instituée ; la sagesse qui préserva la coexistence des races et des religions dans les cités du Maghreb, au djihad systématique ; la beauté des œuvres artisanales aux monceaux d'or et d'argent de l'Empire moghol ; l'imagination de survie, l'énergie de subsistance de 80 % de la population, au parasitisme de la noblesse et du clergé ; les réseaux commerçants aux hiérarchies guerrières ; l'interprétation (*ijtihad*) aux vérités rabâchées ; la liberté de pensée aux *fatwas* ; la démocratie à la dictature ; bref, le foisonnement de la créativité sociale aux tentations totalitaires.

Le monde islamique est frustré de ne plus tenir dans le monde moderne la place que justifieraient son nombre et son histoire. Pour la tenir, il faudrait qu'il puisse agir sur ce monde, et sur son propre monde, ce qui supposerait sans doute de les comprendre (à moins de maintenir que la force est plus efficace que l'intelligence). Or, l'imaginaire instituant de la plupart des sociétés musulmanes ne s'est pas libéré de plusieurs héritages aliénants, ou inadaptés au monde actuel.

La théologie a du mal à échapper au culte de la lettre : les tenants de l'interprétation demeurent minoritaires, les

13. NPE. Pour reprendre le titre de l'ouvrage de Cornélius Castoriadis, Paris, Seuil, 1975.

mystiques sont suspectés, sinon persécutés. Ceci n'est pas sans incidence sur l'attitude du croyant, du citoyen, du journaliste. Le problème n'est pas tant, comme on le dit, le cousinage du politique avec le religieux et la morale (à cet étage, il en est toujours ainsi) que la difficulté générale d'une réinterprétation de l'institué, d'une discussion sans tabou (Salman Rushdie a mis le doigt là où ça fait mal). C'est un obstacle majeur au développement d'une démocratie locale – qui s'est toujours peu ou prou dressée contre les mécanismes descendants de pouvoir et de pensée. Or, sans démocratie locale, l'éducation civique reste très aléatoire, et il manque un contrepoids à l'écrasement dédaigneux des étages inférieurs par l'embonpoint du supérieur.

Deux autres difficultés (apparentées d'ailleurs) viennent des origines de l'Islam : la place de la femme et le rôle du guerrier. L'incursion armée (de la razzia à la conquête, plus ou moins sacralisée) a été vécue depuis le début comme un moyen efficace d'accès aux richesses du premier et du second étages de l'économie ; en contrepartie, il fallait rester constamment armé pour se protéger de l'incursion des rivaux. Le poids des militaires a toujours été considérable dans les sociétés musulmanes – et la tentation y est permanente de régler les problèmes par les armes : cela n'induit pas un climat très propice à la démocratie et à l'initiative économique, cela ne favorise guère le respect des « édifices » civils, avec leurs contrats, leurs procédures, leurs points d'accès, leurs escaliers...

Cela forme aussi un type d'homme, un code d'honneur, qui relègue la femme au fin fond du rez-de-chaussée, où elle se consacre aux tâches « inférieures » (mais pourtant nobles) de l'économie et de la politique familiales. Une bonne partie du monde musulman (c'est moins vrai en Extrême-Orient) relègue ainsi la moitié de ses talents – alors que les femmes font souvent preuve d'une meilleure capacité d'adaptation. Il est évidemment moins simple de faire son deuil du machisme que de dénoncer l'impérialisme occidental, et plus facile de faire une fixation sur la coiffure des femmes que d'essayer de comprendre

les graves dérives du modèle euraméricain. Mais il est vrai aussi que tout ce qui déstabilise la sphère privée est profondément insécurisant.

Grâce à l'éducation, les femmes, un peu partout, s'émanent – quoi qu'il leur en coûte, y compris parfois l'impossibilité de trouver un mari. Le degré de leur affranchissement apparaît étroitement lié aux conditions de vie : si l'on compare l'Indice de développement humain (IDH) du Pnud aux ressources par habitant⁽²⁷⁾, l'Arabie saoudite perd 53 places, les Émirats arabes unis 55 et Oman 58, mais la Turquie en gagne 10 et l'Indonésie 14¹⁴. Cet éventail reflète aussi des points de départ différents – qui mèneront à autant de compromis distincts entre traditions et modernité.

Mais puisque les blocages sont aussi religieux, la libération de l'ingénierie sociale des civilisations musulmanes, et leur contribution plus affirmée à l'édification de la société mondiale, exigeront de leur part un travail de réflexion théologique – par exemple sur le chemin de l'« autonomie » personnelle entre « hétéronomie » et « théonomie⁽²⁸⁾ ». C'est probablement un préalable à l'élaboration d'une philosophie politique moins verticale...

L'exemple algérien

L'Algérie, qui a été et s'est voulue un exemple dans la lutte du tiers-monde pour son émancipation, se trouve placée aujourd'hui au cœur des contradictions de l'Islam et de la décolonisation. Elle vit une crise terrible, qui mérite le respect plutôt que l'ingérence. Mais j'ai plus que du respect pour ce pays, où j'ai vécu et (beaucoup) travaillé durant deux ans (1970-1972) : j'y ai rencontré des hommes et des femmes d'une qualité humaine inoubliable.

14. En 2001, le résultat était un peu moins mauvais pour l'Arabie Saoudite (-33 places), les Émirats (-25) et Oman (-36); mais moins bon pour l'Indonésie (+ 2) et surtout la Turquie (-16).

C'est là aussi, œuvrant au développement de ce pays, que le doute a commencé à s'insinuer dans mon esprit quant à la pertinence des modes de pensée économique que l'on m'avait enseignés. Je ne disposais alors, comme instrument de relativisation, que de l'ouvrage précurseur de Maurice Godelier, *Rationalité et irrationalité en économie*⁽²⁹⁾. Ce doute m'a conduit, rentré en France, à reprendre la pratique économique par la base, en quête d'autres rationalités – en solidarité, notamment, avec ceux que la rationalité ordinaire a blessés ou exclus. Les réflexions de Castoriadis⁽³⁰⁾ contribuèrent, après coup, à éclairer ce cheminement, préparant le terrain à une lecture passionnée de Braudel... L'évocation brève et partielle de cet itinéraire permettra au lecteur de comprendre un peu mieux d'où vient ce qu'il est en train de lire et de s'en distancier plus aisément; elle veut surtout exprimer un sentiment de reconnaissance aux Algériens, dont les combats ont fortement contribué (y compris en leurs obscurités) à m'ouvrir au monde.

Mais j'en reviens à la problématique de ce chapitre. La colonisation de l'Algérie, certes, se distingue de celle de l'Afrique noire: elle fut de peuplement, et pas seulement de rente, d'où des velléités d'intégration. Elle n'en a pas moins produit des effets similaires: les étages inférieurs autochtones ont été largement dévastés. L'agriculture de subsistance, marginalisée avec l'élevage dans les zones montagneuses, avait stagné – elle ne pouvait, en tout cas, faire face à l'explosion démographique en cours. Sauf exceptions (dans les transports routiers, l'artisanat ou le commerce de proximité, par exemple), la plupart des Algériens n'avaient qu'une expérience restreinte de l'économie de marché agricole ou industrielle.

Dans le domaine politique, le pays colonisateur avait bien entendu fait largement le vide: pas de démocratie locale, pas de démocratie tout court. Là aussi, la tradition des pouvoirs locaux s'était réfugiée dans les montagnes – ce qui ne fut pas sans problème pour l'unité du pays. Même l'histoire de la révolution de 1954 fut en quelque sorte confisquée, parce que largement indi-

cible. Comment raconter que l'occupant, par des manipulations diaboliques, avait su utiliser les tensions internes de la résistance nationale pour provoquer l'effroyable massacre des intellectuels algérois – que l'on avait fait passer pour des traîtres⁽³¹⁾ ?

Dans ce contexte, les conseillers politiques et économiques firent beaucoup de tort. Ils suggérèrent un modèle économique politique de type franco-soviétique, c'est-à-dire descendant de l'étage supérieur. Ils rencontrèrent évidemment la pente naturelle de ceux qui, à cet étage, avaient remplacé les Européens. Les Algériens eurent donc droit à un pays tenu par l'armée (et la Sécurité militaire), et à la nationalisation de leur économie : les très performantes coopératives de transport de voyageurs, par exemple, furent remplacées en 1972 par la bureaucratie SNTV. L'armée fit appel à des cadres administratifs de formation jacobine. Quelques-uns firent preuve d'un indéniable esprit de service public – et Houari Boumediene en était lui-même profondément animé. Mais la tentation de l'affairisme était trop forte, dans un régime sans contre-pouvoirs.

La manne pétrolière, qui aurait pu financer un développement « ascendant », fut investie (avant l'envahissement de la corruption) dans la théorie fumante des « industries industrialisantes » : on se faisait livrer de gigantesques unités sidérurgiques ou pétrochimiques « clés en main », en pensant qu'elles auraient un effet de diffusion sur l'environnement économique. C'est bien sûr le contraire qui s'est produit : les déchirures du tissu économique, la désarticulation et la dévastation des étages inférieurs ont rongé ces aérolithes. J'étais frappé par l'incompréhension des coopérants français, qui dénigraient à longueur de soirées les fonctionnaires ou salariés algériens « sabotant » ces beaux jouets tout modernes et tout neufs : il était perceptible au contraire que la population algérienne entretenait une forme de « résistance » face au parachutage d'un modèle inassimilable – culturellement et structurellement –, tant il occultait les nécessités de l'enracinement, de l'appropriation, de la réédification économique, politique et sociale.

Ce modèle étranger ayant échoué, laissant en prime un énorme endettement (le pétrole avait éveillé tant d'appétits que sa rente n'avait pas suffi à les assouvir), restait le retour à la source. L'Islam avait résisté à la colonisation, et il se présentait comme le plus sûr rempart contre cette modernité allogène. Il devint aussi, malheureusement, un alibi commode au remplacement d'une aliénation par une autre : le réveil islamique fut d'abord financé par l'Arabie Saoudite – ce phare de la démocratie, de l'équité, de la liberté d'expression, et des droits de la femme. Les références sont plutôt maintenant les théocraties soudanaise ou iranienne, certes moins inégalitaires, mais dont le totalitarisme implique un coût spirituel ou humain guère recommandable. En face, les héritiers du pouvoir militaro-affairiste (complices au moins passifs de l'élimination de la dernière figure crédible du sursaut de 1954, Mohamed Boudiaf) sont les défenseurs peu attractifs d'une sorte de kémalisme, qui contiendrait la religion dans des mosquées dépolitisées.

Pris dans cet étau, ceux des Algériens que n'ont pas égarés les certitudes dogmatiques ne discernent pas d'issues acceptables. Moi non plus, à vue humaine. Je crois pourtant qu'il s'en trouvera : je ne puis imaginer que soit vain le courage de tant d'entre eux – et, plus fort encore peut-être, d'entre elles⁽³²⁾. Et puis, même lorsque l'étage supérieur déraile, quelque chose toujours, inlassablement, se cherche et se (re)construit en dessous.

Amérique latine : par-delà la violence

La violence originelle

L'histoire moderne des Amériques n'a pas été celle d'une colonisation, mais d'une quasi-extermiation. Certes, il reste quelques vestiges des tribus indiennes d'Amérique du Nord ou d'Amazonie, et, depuis les souches du Mexique, d'Amérique centrale ou andine, ont resurgi plusieurs dizaines de millions de

descendants. Mais ceux-ci sont tout à fait « minorisés » dans leur propre continent : ils peuvent difficilement dépasser l'étage de la subsistance et de la communauté pour intégrer les jeux des étages supérieurs. De l'autre côté, on gardera sans doute à jamais la blessure de cette violence fondatrice – avec des évolutions différentes, plus individuelle dans la mouvance WASP (White Anglo-Saxon Protestant), plus collective dans la culture ibérique et la religion catholique.

L'histoire de la Révolution mexicaine, comme le roman *Cent ans de solitude* de Gabriel García Márquez, racontent des cycles apparemment interminables de violence, une espèce de vendetta aveugle, un combat de desperados contre l'excès de l'iniquité, un corps à corps empreint de religiosité avec un ordre du monde (un dieu ?) décidément impitoyable – et le pardon de la générosité, de la vie. L'œuvre d'un René Girard est sans doute éclairante sur la répétition sacrificielle de cette violence⁽³³⁾. Au plan économique, celle-ci se double, depuis les conquistadores, d'une tradition d'accaparement : les latifundia, tout comme les privilèges oligarchiques, se conquièrent et se gardent par les armes, sans quartier pour les plus faibles.

Ce succès de la conquête a produit maints effets analogues à ceux évoqués pour le monde musulman : prépondérance des militaires, État autoritaire, difficulté de concevoir et pratiquer la démocratie locale (sauf chez les populations indiennes), privilège de la rente macroéconomique par rapport à l'activité microéconomique, censures théologiques...

Les étages inférieurs n'ont pas seulement été saccagés par la colonisation, ils ont été en maints endroits détruits par la conquête, et rebâties de rien – dans l'aventure plutôt que dans l'enracinement. Aux différents étages, économiques et politiques, les solidarités apparaissent du coup éclatées, désarticulées. Il faut un immense effort de parole (elle est généreuse) pour tenter d'assembler, aux niveaux local et national, des édifices sociaux disparates – ces mosaïques humaines parfois

idéalisées en « peuples ». S'y ajoute la liturgie du football, heureusement moins coûteuse que les éruptions de violence.

Vers une cicatrisation ?

Plus qu'ailleurs, l'enjeu majeur est ici le « droit des gens ». Face à cette violence récurrente, économique et politique, la première chose à faire valoir est que l'on n'écrase pas impunément (sans même une sanction d'ordre symbolique ou religieux) les individus, les familles, les tribus, les populations. D'où l'importance fondatrice de certains combats : celui des Amérindiens pour faire reconnaître, avec 500 ans de retard, leur droit d'existence et de cité ; celui des mères argentines et chiliennes, pour que les « disparitions » ne soient pas ensevelies avant d'être identifiées, amnistiées avant d'être jugées ; celui d'une frange de l'Église brésilienne, pour que les pierres tombales des paysans assassinés ne tiennent plus lieu de bornes des propriétés ; celui des écologistes contre les massacres programmés ou différés des Indiens amazoniens ; celui des organisations humanitaires contre la liquidation des « enfants des rues » ; celui des Haïtiens contre les « tontons macoutes ¹⁵ »... L'histoire latino-américaine requiert une telle dose de pardon qu'elle ne peut se passer d'une exceptionnelle exigence de vérité. L'on a pu voir ce que ce type d'exercice peut produire, à l'échelle plus modeste de la Nouvelle-Calédonie ¹⁶.

La simple coexistence, puis l'articulation synergique des couches et groupes sociaux, supposent en effet qu'on laisse à chacun d'eux le droit et le temps de s'enraciner – sans la hantise permanente de la chasse à l'homme. Tribus indiennes, paysans sans terre ou nouvellement installés, habitants des favelas, doivent pouvoir stabiliser leur économie de subsistance, pour

15. Et fin 2003 contre les « chimères », ces miliciens du président Aristide qui ont succédé aux « tontons » des Duvalier père et fils, alors qu'Aristide avait été triomphalement élu comme le tombeur de la dictature duvaliériste !

16. Encore que Jacques Chirac joue dangereusement avec les accords successifs de Matignon (1988) et Nouméa (1998).

entrer sans être broyés dans l'économie de marché. On peut relater à cet égard maintes expériences passionnantes, de la communauté paysanne de Chumbivilcas, au Pérou, qui a tenté de mieux maîtriser l'amont et l'aval de sa production vivrière⁽³⁴⁾, à la « communauté urbaine autogérée » de Villa el Salvador, ce bidonville de Lima, dont les occupants sans titre ont su déployer une intense activité de construction et d'urbanisme⁽³⁵⁾. Les habitants doivent pouvoir voter, sans craindre les massacres de l'armée (officielle ou déguisée) ou de la guérilla; les candidats et les élus, les syndicalistes paysans ou ouvriers, ne doivent plus être les cibles privilégiées de leurs tirs croisés...

Encore une fois la parole, et sa face instituée, l'idéologie, tiennent une place essentielle. Certaines reproduisent ou empiètent le modèle dominant (la solution par la violence) : les idéologies de sécurité nationale, au service des privilégiés de l'étage supérieur, le polpotisme du Sentier lumineux, etc.; d'autres tentent de les surmonter, celles d'un Dom Helder Camara, d'une Rigoberta Menchu, du Lula des années quatre-vingt-dix... Des guérilleros se convertissent à la vie « civile »; les dictatures militaires n'ont plus la cote; même au Guatemala la paix se cherche. Mais on a renversé le père Aristide¹⁷ et, dans toute l'Amérique latine, des prélats « spirituels » remplacent les évêques indignés par l'injustice. L'arme de la drogue, enfin, se popularise comme instrument de vengeance et de rançonnement contre le bouc émissaire yankee ou capitaliste.

J'évoquerai pour finir, par-delà cette bataille pour le « droit des gens », quelques-unes des voies qui pourraient permettre au monde latino-américain d'échapper à ses démons :

– une priorité absolue aux processus de décentralisation et de démocratie locale;

17. Remplacé par une dictature militaire et ramené au pouvoir par les Américains, il a causé par sa dérive totalitaire une terrible désillusion chez le peuple haïtien.

- une amplification du rôle de catalyseur, de conseil, d’avocat joué par les organisations non gouvernementales auprès des populations les plus vulnérables;
- une généralisation des « banques de proximité », ces transpositions de la Grameen Bank qui, au Chili, ont tenu l’étrier à 300 000 micro-entrepreneurs (vendeurs de cigarettes, affûteurs de couteaux ou plombiers ambulants...) ⁽³⁶⁾;
- un prolongement de la théologie de la libération (ce défi de pensée autochtone que d’aucuns aimeraient « normaliser »); celle-ci gagnerait à mieux considérer les liens ambigus entre la violence et le sacré, sur un continent qui a déjà beaucoup donné en la matière, comme à davantage tenir compte de la multiplicité des cultures et des niveaux de libération, « le peuple » n’existe pas encore, sauf peut-être au stade de Maracana...

Banlieues et quart-monde

L’obésité, la sclérose ou l’insolence de l’étage supérieur, l’écrasement ou l’asphyxie des inférieurs, n’atteignent pas seulement les pays de l’Est ou du Sud. Installé dans sa prospérité et son hégémonie, l’Occident a perdu son « humilité », au sens étymologique. Les racines sont dans l’humus, à ras de terre. Le béton ne nourrit pas son homme. La ville a besoin de la campagne, de la nature; l’économie-monde tire sa substance des économies locales, et l’État des citoyens. Si j’ose écrire ces banalités, c’est que, pour les êtres humains qui naissent dans les banlieues inhumaines, elles sont bien difficiles à éprouver.

De Wall Street aux ghettos urbains

À la fin de son périple historique, Braudel esquisse la vacuité qui saisit le cœur même de l’économie-monde. « Durant les deux dernières décennies qui, à New York, ont précédé la crise des années 1970, la ville, *alors première ville industrielle du*

monde, a vu décliner les unes après les autres les minuscules entreprises, comptant souvent moins de vingt participants, qui étaient sa substance industrielle et marchande – l'énorme secteur de la confection, des centaines d'imprimeries, de multiples industries de produits alimentaires, un bon nombre de petits promoteurs du bâtiment... Soit, au total, un monde vraiment « concurrentiel » où les unités se heurtaient, s'appuyaient aussi les unes sur les autres. La désorganisation de New York a résulté de l'éviction de ces milliers d'entreprises qui permettaient, hier, de trouver dans la ville, fabriqué sur place, stocké sur place, tout ce que le consommateur pouvait désirer. Ce sont de grosses entreprises qui ont supplanté, détruit cet univers au bénéfice de larges unités de production, hors de la ville⁽³⁷⁾. »

L'économie-monde n'a jamais eu beaucoup le souci des territoires qu'elle mobilise : lorsque le profit n'est plus là, elle s'en va, laissant des terres et des usines en friches. Mais elle a longtemps soigné la ville, parce que ses dirigeants y habitaient, et qu'y étaient imbriquées les activités les plus lucratives. Dans les villes européennes, façonnées par cette histoire urbaine, les centres sont demeurés attractifs. Aux États-Unis, ils sont largement abandonnés aux exclus du système, tandis que les « inclus » vont habiter en périphérie : le progrès des transports et des communications, tout en disqualifiant le petit commerce et de nombreux services de proximité, a permis aux citadins les plus aisés de partir « cultiver » leur nostalgie de la nature loin d'une « agglomération » de moins en moins saine et sûre. Il est paradoxal – et hautement symbolique – que ce que l'on appelle en Europe le problème des banlieues se pose avec le plus d'acuité dans la ville même de Washington, capitale de la première puissance mondiale, ou à quelques rues de Wall Street.

*L'inflation du quart-monde*¹⁸

Certes, plusieurs facteurs contribuent à l'expansion des ghettos urbains dans les pays industrialisés : aux délocalisations de l'habitat et des activités, il faut ajouter tout un éventail de difficultés d'insertion, d'ordre social, culturel, éducatif, économique. Comme le souligne l'association ATD-Quart-Monde, l'exclusion sociale a un aspect « généalogique » : la précarité se transmet souvent des parents aux enfants, cela fait des siècles qu'elle reproduit une population marginale. Les empires coloniaux, les recrutements de main-d'œuvre, la poussée de la misère et de la démographie en maintes régions du tiers-monde, ont aussi attiré vers les cités d'Occident des populations aux cultures très différentes. Surtout, les mécanismes classiques d'intégration, par l'école et le travail, sont fortement grippés.

Bref, le quart-monde existe depuis longtemps, mais on y entre désormais massivement (du fait des tribulations Nord-Sud, de l'échec scolaire, du chômage), et on a plus de mal à en sortir. En France, le dispositif RMI (Revenu minimum d'insertion) connaît ce type de dérive quantitative, malgré des réussites que j'évoquerai plus loin : il éponge la misère, mais a de moins en moins de parcours classiques d'insertion à proposer. Ces impasses individuelles s'inscrivent d'ailleurs, plus largement, dans les cercles vicieux qui bouclent les ghettos, et les minorités qui y vivent : les populations les plus pauvres ne trouvent à se loger que dans des quartiers vétustes, ou des non-lieux urbanistiques, eux-mêmes producteurs d'exclusions en tous genres.

Personne n'est totalement innocent de cette évolution. L'étage inférieur est souvent résigné, fataliste, démobilisé. Au premier étage, on est complice par omission : on ne se sent pas encore menacé par cet enfoncement de pans entiers du rez-de-

18. NPE. Le père Joseph Wresinski, fondateur de l'association ATD-Quart-Monde, a forgé cette appellation « quart-monde » pour attirer l'attention sur les victimes de la misère dans les pays riches.

chaussée – si ce n'est dans sa tranquillité. L'étage supérieur, lui, cumule des responsabilités anciennes et plus récentes : effet boomerang de ses « exploits » passés (la colonisation, le taylorisme...), impact des modèles qu'il diffuse (éducation, logement social, consommation...), excès de vitesse dans la course à la productivité ou dans les mutations professionnelles (la « tertiarisation » de l'économie). À vrai dire, il paraît avoir perdu le contrôle du véhicule : tandis que le mouvement s'accélère, il réduit au très court terme son champ de vision. Aux étages inférieurs, une part croissante de l'équipage est « déboussolée » : les manuels d'instructions sont obsolètes (les idéologies par exemple), les communications défont (par afflux d'informations non pertinentes), les relais s'épuisent (les syndicats, entre autres). Et le « divertissement » au sens télévisuel comme au sens pascalien, triomphe. Joel Schumacher fait un film policier, *Chute libre*, de la situation à Los Angeles. « We must go on », le spectacle continue, comme dans les salons du Titanic...

L'extension des plaques de pauvreté est un symptôme, que l'on ne peut guérir sans un traitement de fond : rétablir la communication et l'articulation entre les étages, faire place au Sud dans la société-monde. Laissant cela aux chapitres suivants, je me contenterai d'évoquer maintenant certaines pratiques de « développement social urbain », comme on dit, qui montrent leur efficacité parce qu'elles participent de ce traitement de fond. Et je terminerai par la question – inévitable – de la place des minorités.

Des habitants « investisseurs »

Les émeutes de Los Angeles n'ont pas produit que du divertissement. Elles ont été aussi l'occasion, outre-Atlantique, de faire le bilan des politiques d'intégration. La Milton Eisenhower Foundation, dans son rapport, « Vingt-cinq ans de politique de la ville aux États-Unis », a passé au crible les actions entreprises. Les programmes qui marchent sont ceux que les communautés pauvres gèrent elles-mêmes. Job Corbs, par exemple,

propose aux jeunes un rattrapage éducatif étroitement lié à des actions sur l'emploi et l'aide sociale : il recrée des dynamiques sociales, et rapporte 150 % de ce qu'il coûte. En revanche, Weed and Seed, un programme qui associe investissement policier et implantation d'entreprises, a largement échoué. Les lobbies de Washington ont imposé ce genre de programmes extraterritoriaux (pour ne pas dire extraterrestres) et superbement ignoré les initiatives locales. Selon le rapport de la fondation (peu suspecte de gauchisme), on reconnaît facilement les membres de ces lobbies à leur uniforme : « costumes à mille dollars » et « chaussures en crocodile »⁽³⁸⁾. [...]

Aux États-Unis, « les politiques sociales se veulent aujourd'hui locales, partenariales et capables de susciter, en opposition aux conceptions traditionnelles d'assistance, l'initiative et l'autonomie des bénéficiaires⁽³⁹⁾. » Les plus avancées – celles qui courent plus vite que les chaussures en crocodile – misent sur la revalorisation des adultes (face au problème de la « désertion » des pères) : elles leur confient des missions de tuteur, de référent, elles favorisent l'émergence et la formation de leaders ; elles délèguent aux parents une forte responsabilité sur l'école primaire, jusqu'à leur permettre de recruter et licencier les chefs d'établissement.

En France, Marc Vandewynckèle, l'un des précurseurs des pratiques de développement social urbain, dégage ainsi la leçon d'une vingtaine d'années d'expertise aux côtés des populations d'une série de quartiers défavorisés (à commencer par celui de l'Alma-Gare, à Roubaix) : « Ce qui est important, c'est que le citoyen, l'habitant, puisse être à toutes les étapes : le voir et le sentir, l'orientation (le sens, ce n'est pas seulement aux politiques de le donner), la conception du programme, l'échéancier, la définition des priorités, et puis enfin la mise en œuvre. S'il est présent à toutes les étapes, il défendra la gestion du moulin. Si on brûle les étapes, s'il n'est pas là au niveau de l'orientation ou de la conception, il laissera prendre son agir par d'autres.

Puisque les concepts d'acteur ou de participation sont des mots chez nous très piégés, je suggère que l'on considère les habitants comme des *investisseurs* pour tous les projets qui les concernent. Le mot investisseur me plaît, même si je l'emprunte au langage économiste dominant, parce que l'investisseur, c'est celui qui met sa mise, qui peut contrôler à tous les moments si on ne la lui chipe pas, si on fait fructifier dans le bon sens ce qu'il a déposé. L'investisseur retire du plaisir à jouer sa mise, et il peut voir si la mise qu'il a donnée porte des fruits. L'opérateur d'appui devient ici celui qui donne du plaisir à s'investir⁽⁴⁰⁾.»

Plus généralement, il s'agit de substituer, à des projets conçus de l'extérieur, un pari sur le réinvestissement de leur lieu de vie par ses occupants d'infortune, sur leur envie d'« habiter », après tout, ce quartier où ils ont échoué – mais où ils découvrent des connivences et des amitiés. Ils auront d'autant plus de chances d'y parvenir que l'architecture et le statut foncier de ce quartier auront échappé aux logiques stérilisantes de l'étage supérieur.

Dans un audacieux *Éloge paradoxal du bidonville*, Jean-Loup Gourdon oppose deux façons de construire la ville, par le haut et par le bas : la production « latifundiaire » de grands ensembles urbains, qui relève « d'une très grande concentration de capitaux publics, privés ou mixtes, mis en œuvre dans un temps très rapide et avec une très grande sophistication technique » – « le résultat de tout cela est de déborder les petits personnages de notre société » ; et la « petite appropriation », celle des quartiers d'habitat précaire et des bidonvilles, qui permet, fût-ce à partir de baraquements, d'aménager peu à peu « un territoire dont la forme se prête à l'exercice de solidarités, aux essais existentiels, aux petites entreprises économiques... » « Observant ces formations urbaines à l'échelle du monde entier, le chercheur canadien Nicolas Reeves nous invite [...] à approfondir ces processus par lesquels des « bidonvilles entières, dans des circonstances assez bien définies et qui tiennent essentiellement à la sécurité de la propriété, se transforment en une vingtaine

d'années en quartiers urbains. [...] Vingt ans, ajoute-t-il malicieusement, le temps que des ensembles produits par la rationalité et le bétonnage se transforment en taudis... ».

Pour Jean-Loup Gourdon, la crise des grands ensembles exprime, chez leurs occupants, le refus d'une triple dépossession : de l'espace (ils « se voient imposer une forme urbaine inappropriable »); de la forme bâtie (la construction et l'entretien leur échappent, la forme des immeubles et des logements « est un obstacle au bon voisinage, aux services mutuels »); de la propriété d'un patrimoine où ils puissent non seulement se loger, mais « exercer des activités, regrouper des proches ». Les résidents restent des « ayants droit », locataires « sociaux » et assistés à vie. « Ne sera-t-il pas nécessaire de mettre à la disposition des nouveaux arrivants des terrains qui permettent, de façon économique pour eux et pour la collectivité, d'initier un itinéraire résidentiel de développement et d'être les co-artisans d'un processus de valorisation urbaine qui commence par le commencement : la petite appropriation⁽⁴¹⁾ ? » Bref, le rez-de-chaussée avant la tour de Babel.

Approches individuelles et collectives

On peut trouver une correspondance profonde entre les situations des individus et des groupes humains marginalisés : les traumatismes d'une histoire écartelante (misère, discordes familiales, violences, exil...) ont produit une existence disloquée, où les cercles vertueux de la confiance n'ont pu durablement opérer ; les engrenages du fatalisme et de la précarité, que décortique fort bien l'association ATD-Quart-Monde⁽⁴²⁾, ont pu alors s'installer.

Ces accidentés de l'histoire – dont le nombre augmente avec la puissance des véhicules et l'inconscience des conducteurs – ont beaucoup de mal à assembler les morceaux de leur vie ou de leur société fragmentées. Des processus de réconciliation et de cicatrisation sont malgré tout possibles, mais ils ont ordinairement besoin d'un appui extérieur de type catalytique ou

maïeutique, d'un conseil impliqué et solidaire. Il s'agit d'abord de discerner entre maux personnels et sociaux, pour parvenir à une articulation fine des démarches. La souffrance ou la demande peuvent apparaître d'abord sous forme individuelle, ou s'exprimer surtout de manière collective: il faut en tout cas partir de cette demande, mais ne pas laisser ignorer que tel échec personnel ne peut avoir d'issue sans interaction avec l'environnement social – ou réciproquement.

De toute façon, la déstructuration subie conduit généralement, soit à un individualisme exacerbé, soit au refuge dans des bandes inhumaines, des meutes d'individus ensauvagés. Le travail consiste donc à réamorcer la confiance, dans un rez-de-chaussée indifférencié où se mêlent l'impuissance économique, l'incompréhension politique, la rupture sociale, l'instabilité affective. Le réagencement à ce niveau d'un dispositif de subsistance concerne forcément tous ces domaines. Il requiert des accompagnateurs perspicaces, rusés – et amicaux. La clé, on l'a dit, c'est la découverte du point de départ: la première prise, le fil à tirer. Il faut certes un peu aimer les gens pour les aider à le trouver, mais c'est à eux, ensuite, d'« aimer leur problème⁽⁴³⁾».

En ce rez-de-chaussée des besoins fondamentaux et des assurances premières – la nourriture, le toit, un code de non-agression et d'échanges avec les proches –, la cellule sociale élémentaire (la famille ou ses substituts) joue un rôle pivot, sur lequel s'appuie la pédagogie d'ATD-Quart-Monde. Cette association fonde son action de solidarité sur ce qu'on pourrait appeler la « dé-précarisation » de cette cellule de base: elle cherche avec chacune d'elles à trouver un seuil de stabilité (logement, ressources, soins, éducation) qui permette d'échapper aux reflux de la misère, à son éternelle reproduction. Elle cherche aussi, ce qui n'est pas toujours facile, à favoriser la réémergence d'une solidarité de voisinage ou de condition.

Lorsqu'elle est correctement appliquée, la loi française sur le RMI autorise, en faveur des plus démunis, un accompagnement de l'insertion et la mobilisation des ressources de l'environne-

ment social. La ville de Saint-Fons – banlieue lyonnaise à deux pas des célèbres Minguettes – a ainsi mis en place un dispositif exemplaire, *via* son Espace communal de solidarité⁽⁴⁴⁾ : le refus de complaisance avec la misère y est une priorité politique, qui réunit la plupart des acteurs sociaux ; cela permet de proposer un large éventail de points d'appui (activités, formation, santé...) et, à chaque titulaire du RMI, un « témoin » du contrat – accompagnateur ou « référent ».

La sortie des chaînes de la misère est en effet en elle-même insécurisante (c'était devenu un univers familier), et elle est objectivement pleine de pièges. L'excès de pauvreté réduit les capacités à se mouvoir dans la société, à anticiper les obstacles : dans le cas limite des clochards, ceux qui les ont fréquentés savent que l'horizon temporel se limite quasiment à l'instant présent. La volonté est d'abord hésitante, et le chemin aventuré : il doit s'adapter à la redécouverte progressive, par l'intéressé, de ses forces et de ses faiblesses, ainsi que des règles et opportunités sociales. Dans ces conditions, le « contrat d'insertion » ne saurait désigner un projet linéaire : ce serait vouloir guérir une jambe cassée en mettant l'individu debout. Pour éviter que les petits et gros échecs ne viennent réinstiller le doute ou redoubler le fatalisme, il est donc utile, sur un tel parcours, de pouvoir se confier et demander conseil¹⁹.

Ce type d'accompagnement, soumis à réévaluation fréquente, est d'autant plus efficace qu'il va de pair avec des initiatives plus collectives : création d'activités économiques ou sociales, soutien à la recherche d'emploi, groupes d'expression, etc. Je mentionnerai plus spécialement les Réseaux d'échanges réciproques de savoirs, cette traduction géniale d'un principe simple : tout le monde sait quelque chose, et tout le monde a envie ou besoin d'apprendre. L'acquisition de nouveaux savoirs

19. Ces dispositifs d'accompagnement, que j'ai contribués à mettre en place au cours de plus de vingt ans de travail professionnel à Saint-Fons, étaient novateurs en 1993. Ils se sont depuis lors généralisés. L'innovation porte désormais, notamment, sur l'appui aux initiatives des habitants, le passage d'une activité informelle à sa reconnaissance, y compris monétaire.

ou savoir-faire devient un échange : on donne et on reçoit, presque dans le même mouvement. J'ai été stupéfait par l'effet d'ascenseur que produit l'application de ce principe : pour les « accidentés de la vie » qui participent à de tels réseaux (socialement très mélangés), découvrir qu'ils peuvent transmettre un savoir entraîne une incroyable réévaluation de leur propre image, et de leur propre histoire.

Minorités et territoires

Toutes ces démarches trouvent leurs limites, on l'a dit, dans les dysfonctionnements plus globaux de la macrosociété, qui ne parvient plus, notamment, à « fabriquer » assez de postes de travail – ces tuteurs de l'intégration durant 150 ans. Elles rencontrent aussi la farouche résurgence du problème des « minorités ». L'historien allemand Reinhart Koselleck, tenant d'une histoire des concepts – et critique à ce titre de Braudel, qui se serait usé les yeux sur la « civilisation matérielle » –, voit dans les crises du monde actuel le choc de concepts durcis, tels ceux de peuple, nation, culture... Les deux historiens seraient probablement d'accord sur l'interprétation du retour en force des déterminations ethniques, religieuses et culturelles : l'effondrement du totalitarisme et du communisme soviétiques révèle d'un coup l'incapacité des concepts vainqueurs, la démocratie et le marché, à assumer le rôle d'explication universelle que leur assignaient les grands prêtres (un peu faux jetons) de l'étage supérieur.

L'architecture de la société-monde économique et politique a perdu son efficacité impensée (on a égaré les plans). Dans l'attente qu'il en soit pensé et consenti une nouvelle, les individus et les groupes s'agrippent à de vieilles structures : nation, confession, patrimoine linguistique et culturel. Ils espèrent y retrouver des procédures rassurantes, telles que l'identification, l'initiation, la hiérarchie. Et cette régression crispée se focalise autour d'un enjeu primitif : le « territoire ».

Ces vieilles structures ne sont d'ailleurs pas sans fondements (dans tous les sens du terme) : chaque individu y est attaché, comme à ses gènes ou ses racines ; elles marquent profondément toutes les pratiques du rez-de-chaussée, donnent une « couleur locale » au fonctionnement du premier étage, et suscitent au second des organisations ou monuments originaux. Il est clair, en particulier, que tout déploiement économique ou politique s'appuie sur des ressorts culturels, au sens large.

Se pose dès lors une question très actuelle, que l'on peut formuler de différentes manières : faut-il favoriser le « développement séparé » des minorités, repliées en communautés ethnico-religieuses disposant chacune de leur territoire (c'est l'option anglo-saxonne) ou, au contraire, soutenir le modèle français, « laïc », d'une mixité universelle, d'un vaste brassage des terreaux culturels ? Faut-il adopter la revendication identitaire (à chaque minorité son territoire), qui peut conduire au « nettoyage ethnique » ? Quel modèle politique peut à la fois respecter les droits collectifs des minorités, leurs exigences de visibilité et d'enracinement, et l'ouverture aux fonctionnements plus dénoués des étages supérieurs ?

Je n'épuiserai évidemment pas ici cette vaste question (je reviendrai d'ailleurs plus loin sur la dimension territoriale), mais résumerai sommairement mon option personnelle : à la fois respecter et déminer le besoin d'enracinement, quitte à exercer une critique vigoureuse de certaines traditions ; respecter les cultures et les religions en ce qu'elles font vivre les gens et les ouvrent au monde extérieur, mais non plus lorsqu'elles éprouvent le besoin de tuer ou d'enfermer.

L'on ne pourra progresser en ce sens qu'au prix d'un considérable effort de reconstruction économique et politique. Comment faire une critique morale si le droit à la survie n'est pas respecté ? Quant à l'édifice politique, il s'agit de le conformer à des « normes de sécurité », de le réaménager en une architecture étagée, fondée sur une variante du principe de subsidiarité : laisser faire aux cultures particulières tout ce qu'elles

font très bien, mais élaborer à chaque niveau territorial une conception constituante du droit des gens – de plus en plus large, interculturelle, « républicaine » –, pour aboutir à quelque chose comme la Déclaration universelle des droits de l'Homme, renégociée et dotée d'instruments d'application. C'est un peu ce qui se cherche en Europe, où les droits nationaux sont soumis à l'arbitrage d'une Cour européenne de justice. On n'échappera pas à un vaste débat sur l'équité, et à beaucoup de travaux pratiques.

4. Penser les étages inférieurs

La tripartition braudélienne n'est pas le dernier mot de l'histoire. C'est une grammaire, une arithmétique élémentaire, une boîte à outils. Elle peut contribuer à une sorte d'alphabétisation sociale, qui me semble munie d'un gène antitotalitaire. Les Lumières ont combattu l'intolérance religieuse, mais ont ouvert la porte à l'intolérance révolutionnaire (dont fut victime Condorcet) ; la laïcité a pourfendu le cléricalisme, mais elle est désarmée devant la montée des oligarchies post-religieuses, les *nomenklaturas*. L'universalisme de la raison concevait insuffisamment la diversité : il n'a pu opposer que de frêles défenses à la montée des idéologies totalitaires.

L'effondrement du modèle stalinien ne laisse actuellement le choix qu'entre la dévotion à la superéconomie-monde ou le retour aux obscurantismes. Même si cela comporte des risques, il est urgent de construire des concepts plus civilisés. La tripartition introduit d'emblée la multiplicité, elle donne du jeu. Elle n'est certes pas exempte d'imprécisions, et elle est loin d'épuiser l'expérience sociale : par exemple, la grammaire d'un René Girard (mimésis, bouc émissaire, rite sacrificiel) rend mieux compte, certainement, des éruptions de violence. Les courbes de niveau aussi capitulent devant les falaises : elles n'en sont pas moins très utiles pour lire le relief. De même, la cartographie

braudélienne permet de situer un certain nombre de difficultés, d'enjeux, de besoins de communication et d'articulation. Avec d'autres instruments sans doute, elle aide à comprendre le monde où nous vivons, et rend l'envie de n'y être pas passif. Elle ouvre des pistes de pensée et d'action.

Je vais maintenant en signaler quelques-unes, en commençant – à tout seigneur, tout honneur – par les étages inférieurs. J'en approfondirai quelque peu la description, entreprise au chapitre 1, puis évoquerai des problèmes d'architecture et de fonctionnement, avant de voir comment renforcer ces niveaux porteurs.

L'humus des civilisations

C'est dans l'humilité des racines, des fondations, qu'on trouve la genèse des plus formidables édifices sociaux. C'est au rez-de-chaussée que se cherche et s'invente l'avenir, c'est là que la société instituante trouve sa sève créatrice – y compris pour les « mauvaises herbes »...

Vivacité, vulnérabilité

Plus prosaïquement, c'est en ce rez-de-chaussée que s'est jouée la survie de l'humanité, et que se décide encore souvent la survie de chacun : c'est dire, tout ensemble, la vigueur et la précarité de ce qui s'y trame. C'est à ce niveau que s'est conquis (et se conquiert toujours, pour près de la moitié de l'humanité) la subsistance alimentaire, le bois de feu, les matériaux pour l'habitat – même si le premier étage a instillé assez vite son commerce et ses régulations coutumières. À leur tour, les régions ou quartiers abandonnés par l'économie de marché s'ingénient à ressusciter une économie informelle, trouvent ou redécouvrent des pratiques de survie (microcultures ou micro-élevages, trocs, trafics, travail irrégulier, rapine) : telles les espèces mutantes dans un environnement inhospitalier,

beaucoup de ces pratiques ne durent pas, mais celles qui résistent font preuve d'une vivacité exceptionnelle – y compris les variantes mafieuses. Puisqu'on ne peut importer massivement les fonctionnements marchands en ces zones délaissées, et qu'il serait stupide de biffer une telle capacité de résistance, mieux vaut la considérer, et aider les variétés les plus estimables à déboucher vers le haut.

Mais la survie n'est pas qu'économique, et ce n'est sans doute pas en ce domaine que le rez-de-chaussée est le plus performant. C'est aussi à son niveau que se nouent les solidarités les plus fortes, de famille, d'amitié, ou de voisinage : en dehors d'elles, qui protège la vulnérabilité des enfants, qui a le temps de les aimer, qui se soucie de la vieille dame seule en son appartement – qu'il arrive de retrouver momifiée dans l'indifférence généralisée ? Il n'est pas sûr que les solidarités élargies aux étages supérieurs soient toujours plus efficaces, ou plus humaines : l'hospice de vieillards, même perfectionné, ne suscite pas la ferveur de ses pensionnaires. Ou plutôt, cet élargissement indispensable a un cruel besoin de réenracinement dans les pratiques non mercenaires et prémarchandes. Réciproquement, celles-ci sont en elles-mêmes fragiles, et elles sont encore fragilisées par des crises qui les dépassent : il n'est donc pas inutile de les étayer.

Au rez-de-chaussée se jouent également deux parties politiques décisives. Dans les mégapoles champignons du tiers-monde, envahies par l'exode rural, s'opère la mutation des structures et solidarités du clan ou de la famille élargie, et de coutumes aussi vitales que l'hospitalité. Là encore, tout est possible : la dégénérescence, ou l'invention de relations beaucoup plus riches que la famille occidentale nucléaire – qui ne réussit plus à porter tout ce qu'elle doit, tout ce dont la société ne peut se passer. Il faut rappeler, d'autre part, le rôle majeur que jouent toujours les femmes en cet étage fondateur. On sait leur part prépondérante dans la survie économique des populations les plus pauvres ; que serait l'enfance sans leur générosité, et

qu'advierait-il des solidarités élémentaires? Mais les femmes aspirent partout – même là où on le leur interdit – à ne plus vivre cloîtrées au rez-de-chaussée, vestales d'un sanctuaire primal. Elles veulent une vie professionnelle, une participation plus équitable aux responsabilités. Quand elles y accèdent, en politique notamment, elles font largement aussi bien que les hommes (on n'en compte guère, notamment, parmi les grands génocidaires). Il n'y a donc aucune « raison » de s'opposer à ce mouvement, d'ailleurs irrésistible. Mais il touche à des « équilibres » ancestraux, il atteint des représentations fondamentales (notamment dans les pays arabes) : il est donc essentiel d'accompagner une telle mutation, en favorisant les initiatives de compensation économique, sociale et politique – y compris dans la sphère privée –, et surtout en parlant. Ce changement est trop profond pour que l'on puisse faire l'économie d'un débat social – débordant les seuls cercles féministes.

La poussée vers le haut

L'intérêt d'une attention renforcée aux plantes du rez-de-chaussée, c'est que beaucoup ne se contentent pas de fleurir au ras du sol, mais poussent rapidement leurs ramifications au premier étage – le marché et les pouvoirs locaux –, voire au-delà. L'économie informelle déborde elle-même largement le rez-de-chaussée. Sur le grand marché de Dankopta à Cotonou, l'intense vie des échanges, du plus petit vendeur de cacahuètes au plus gros changeur de monnaie, ressemble à un ascenseur entre les trois étages⁽¹⁾.

L'émancipation féminine fournit aussi maints exemples d'émergence. Bernard-Lédéa Ouedraogo raconte à ce propos une succulente histoire, dans un groupe de villages du Burkina Faso réveillés par le mouvement des Naam.

« Pour faciliter l'élevage des moutons par les femmes, on a fait des bergeries, et ça s'est développé – même s'il a fallu faire des restrictions à cause de la sécheresse. Le produit des ventes est divisé en trois parts inégales : une partie pour le

remboursement de l'investissement, une pour acheter un agneau et continuer l'élevage, et la troisième pour l'éleveuse.

Pour le séchage de fruits et de légumes, autre activité féminine, on a obtenu l'appui du ministère de la Recherche scientifique : il y a là-bas des « docteurs en solaire » qui ne font rien, on a demandé de nous les envoyer. Ils sont venus et, avec nos menuisiers, ont construit des appareils solaires sains (empêchant les mouches d'entrer) pour sécher les légumes. Un étudiant suisse, qui avait aidé les femmes à démarrer cette activité, est rentré chez lui avec des mangues séchées. On nous a écrit pour nous en commander 2 tonnes. On a pu en envoyer 600 kg, puis 2 tonnes la deuxième année. La troisième année, ils nous ont demandé 12 tonnes : voyez la progression.

Cela vous montre comment on arrive à la *prise en charge des problèmes par les intéressés*. Les femmes ont pris en charge l'élevage du mouton, puis le séchage des légumes, etc. Elles font beaucoup d'autres choses, comme des foyers améliorés. Elles gèrent les banques de céréales et les moulins. Ce sont souvent elles les plus énergiques. Elles ont été dire aux hommes : « Premièrement, vous lâchez les céréales, c'est nous qui allons les gérer. Deuxièmement, les moulins, ce n'est pas votre affaire. Ne vous occupez pas de la gestion, c'est nous qui préparons les repas ». Une femme a dit aux maris : « Vous n'avez pas honte ? Pendant la famine, vous allez au marché, vous achetez du pain, vous buvez tout en nous laissant à la maison où nous mourons avec nos enfants, c'est inadmissible. C'est nous qui vivons le problème, par conséquent, laissez-nous faire ⁽²⁾. »

Quelle leçon ! Tout y passe, de la survie la plus stricte (la famine rôde) jusqu'à l'entrée dans l'économie-monde (les mangues exportées en Suisse), avec un mode d'emploi : la détermination des intéressées, une stratégie judicieuse, un « ouvrier » (l'étudiant), et même la réquisition d'une administration ankylosée (les « docteurs en solaire »)...

Des activités aussi vastes que l'artisanat, la restauration, l'industrie agroalimentaire, les innombrables « services aux

particuliers», sont nées des habiletés du rez-de-chaussée, et s'y ressource en permanence : que serait la cuisine française sans les grands-mères occitanes ? Dans tous ces domaines, l'inspiration provient souvent de l'« économie familiale », et des jeux d'enfants qu'elle a suscités.

L'autoconstruction dans les *barriadas* (les bidonvilles de Lima) a provoqué une inflexion du système de crédit, pour l'adapter aux revenus de l'économie informelle. Elle a aussi engendré une forme originale d'« autogestion communale ⁽³⁾ ». C'est d'ailleurs une règle générale dans ces zones de la périphérie urbaine ignorées de la démocratie officielle : l'organisation de la survie va avec celle d'un pouvoir local. Celui-ci ne revêt évidemment pas la même forme si la survie économique s'ordonne autour du trafic de drogue...

On voit alors que la non-ghettoïsation de ces zones dépend largement de la manière dont leurs activités de résistance vitales peuvent être reçues et s'affirmer aux étages supérieurs. Cela vaut aussi de leurs expressions culturelles, la musique en particulier. L'essentiel du chiffre d'affaires de l'industrie du disque est issu des genres musicaux créés dans les « bas-fonds » : jazz, blues, rock, rap, etc. Leur reconnaissance, objet souvent de polémique, est un puissant vecteur d'intégration – comme celle du talent des footballeurs des rues... Dans un monde où le politique ne parle que d'économie (ou d'exclusion), les espaces informels tiennent ouvertes les brèches du jeu, du cri, du chant, du rythme.

L'étage des reconnaissances

Le besoin de reconnaissance est sans doute le principal facteur de poussée vers le premier étage, celui des « régularités ». La femme au foyer, le travailleur au noir, le vendeur à la sauvette, le leader de fait, ne sont pas sans rétribution (matérielle, monétaire ou symbolique), mais ils en connaissent la

précarité. Ils ont fréquemment envie d'entrer dans un jeu plus vaste, où ils seront assurés du respect de règles reconnues : c'est toute la différence entre shooter dans une boîte de conserve entre les autobus avec quelques copains et jouer en tenue dans une équipe de onze, sur un terrain réglementaire, avec un arbitre.

Visibilité et opacités

Au rez-de-chaussée, l'horizon économique et relationnel est tellement proche qu'il peut paraître bouché, procurer une sensation d'étouffement. De l'extérieur, les réseaux et circuits y paraissent clos, imprévisibles, clandestins, « noirs » – comme le travail non déclaré. Au deuxième étage, je l'ai déjà indiqué, on retrouve des caractéristiques analogues d'opacité et d'irrégularité. Le lieu de la lisibilité économique et politique se situe entre les deux.

Sans idéaliser l'étage du marché « régulé » (le « marché libre » est encadré par une multitude de règlements et de contrôles), il faut admettre qu'il stimule l'initiative, l'ingéniosité, le travail. S'il a sur les agents économiques cet effet stimulant, responsabilisant, c'est qu'il met en jeu un très grand nombre de participants de tailles similaires, aux contraintes et comportements proches. Personne n'est vraiment en position d'écraser l'autre : c'est comme dans l'idéal olympique, certains gagnent plus que les autres, mais tout le monde peut concourir. On y a donc des collègues, des métiers, des chambres consulaires. On se voit reconnu un statut professionnel. Les abus, s'ils existent, sont limités, ou vite repérés. Beaucoup donnent le meilleur d'eux-mêmes, ce qui ne serait pas le cas si le système était aliénant. Mais tous sont d'accord pour dénoncer la concurrence irrégulière du travail clandestin et, surtout, les abus de pouvoir des « gros » : État, donneurs d'ordres, banquiers, centrales d'achat...

Je ne vais pas, à les entendre, surenchérir dans le poujadisme. Mais, pour bien connaître ces acteurs du premier étage de l'économie – et avoir été l'un d'eux –, je dois avouer que je suis

sensible à certains de leurs arguments. Ce sont quand même les petites et moyennes entreprises (PME) qui supportent aujourd'hui le plus gros de l'adaptation à la crise mondiale : tandis que les grands groupes licencient à tour de bras, et se comportent de plus en plus comme des holdings financiers (pour mieux sélectionner les rentes de situation), les PME continuent d'embaucher et de revivifier le tissu économique. Dans les tribunes populaires, on a toujours aimé les joueurs qui « mouillent le maillot ». Quand je compare la quantité de travail fournie dans une PME, les soucis qui l'accablent, et la somnolence replète d'un gros donneur d'ordres comme Creusot-Loire – dont le dépôt de bilan a guillotiné des centaines de sous-traitants, et dont le dirigeant est maintenant au pinacle du capitalisme français –, je sais où va ma sympathie. Je sais aussi où est l'économie de marché.

Parce qu'il est transparent, ce premier étage est pressurable à merci par l'État ou les administrations para-étatiques ; parce qu'il est ouvert, les renards de l'économie-monde le considèrent comme leur inépuisable poulailler. Il faut voir avec quel détachement dédaigneux ils peuvent ruiner, quand ça les arrange, le travail de toute une vie d'artisan – en provoquant par exemple des incidents de paiement. Les laborieux du premier étage (dont font désormais partie les agriculteurs ou les pêcheurs des pays développés) ont droit à plus de respect de la part de l'économie-monde : il n'y aurait, sans eux, ni luxe, ni État, ni services publics, ni « acquis sociaux ».

Et j'insiste à nouveau sur l'enjeu de civilisation que représente le commerce de proximité : sans lui, il n'est plus de ville digne de ce nom, il suffit de voir les cités qu'il a désertées. Les rues commerçantes et les marchés sont le lieu de visibilité et de cristallisation de toutes sortes d'échanges. Or, le combat du petit commerce contre les grandes surfaces n'est pas équitable : ce n'est pas qu'un problème d'économie d'échelle, c'est l'opposition entre les pratiques occultes des plus forts et l'honnêteté obligatoire des plus faibles. Les uns trichent, les autres ne le

peuvent pas. La loi Royer veut-elle limiter en France l'implantation des grandes surfaces ? Les groupes d'hypermarchés sou-
doient à pleines valises les élus siégeant dans les commissions
d'agrément, et prennent une grande part dans l'essor de la cor-
ruption en ce pays. Et ces hérauts de la vérité des prix, abusant
de la position de force de leurs centrales d'achat, utilisent tous
les artifices pour empêcher la transparence des tarifs de leurs
fournisseurs.

Le niveau local est celui aussi de la visibilité de la démoc-
ratie. C'est là que d'obscurs conflits de voisinage peuvent être
traités autrement que par la force. C'est là que s'est forgée la
résistance contre la monarchie de droit divin. Et même
lorsqu'ils passent par des phases de dégoût de la politique, les
citoyens conservent le respect envers leurs élus locaux : leurs
décisions ou leurs dérives sont plus visibles (si l'électeur ne les a
pas contestées, il sait au moins sa propre responsabilité) ; *Le
Prince* de Machiavel est rarement leur livre de chevet. L'enjeu,
vivre ensemble, est trop concret pour pouvoir être sacrifié dura-
blement aux manœuvres politiciennes. Une certaine éducation
au service du bien commun et aux vertus républicaines peut
donc s'opérer à ce niveau. Et elle sera bien utile pour résister
aux tentations de l'étage supérieur.

L'assurance des acteurs

Beaucoup trop de « décideurs » commencent leur carrière
directement à l'étage supérieur. Beaucoup trop d'êtres humains
sont cantonnés au rez-de-chaussée. Or, le premier étage est
celui où s'apprennent et se valident des connaissances essen-
tielles pour la vie en société – du moins, dans une société
élargie au-delà de la tribu. Puisque, dans le monde tel qu'il est,
l'économie ne peut plus se passer du marché, et la politique de
la démocratie, autant les prendre au sérieux, et favoriser pour le
plus grand nombre un passage par cet étage, où les règles ne
sont pas truquées.

En économie, on navigue entre deux risques : la routine, et la spéculation sans attache ; en politique, on est tenté par deux excès : soit on en attend tout (pour soi, pour ses amis, ou ses concitoyens), soit on en désespère. Je suis frappé par les qualités d'équilibre que développe la familiarité du premier étage : la routine n'y est pas tenable, la spéculation pas jouable ; pour l'élu local, la politique ne saurait être le ciel, ni l'enfer. S'acquiert ainsi une sorte d'« assurance » qui n'est pas de la prétention, qui n'est pas l'excessive humilité des prisonniers du rez-de-chaussée (ou son inversion, la révolte). Aider ces derniers à franchir un palier, ce n'est donc pas seulement faciliter une promotion personnelle, c'est aussi communiquer à quelques-uns cette assurance si précieuse pour l'émergence, économique et politique, du groupe dont ils sont issus.

Questions d'architecture

Si l'économie et la politique comportent bien plusieurs niveaux de fonctionnements, de comportements, de cohérences (les trois étages de la tripartition braudélienne, dont nous explorons l'hypothèse), il faut s'attendre à rencontrer des questions comme celles du « passage » et de la « communication » entre ces niveaux. Ces questions surgissent d'autant plus vivement que, en tel lieu ou telle période, on peut redouter la ghettoïsation de l'étage inférieur, ou la schizophrénie du supérieur. Nous voilà donc face à de classiques questions d'architecture, les escaliers et les réseaux...

Problèmes d'escaliers

Que chacun puisse comprendre la société dans laquelle il se trouve ne suppose pas forcément qu'il ait parcouru « physiquement » les trois étages. Mais cela implique au moins que chaque groupe humain ait ses émissaires, délégués ou représentants aux différents niveaux, que ses explorateurs puissent venir rendre

compte de ce qui se passe ailleurs. On a vu (au chapitre 2) que la société-monde avait été « ouverte » et édiflée par tout un éventail de catégories sociales (commerçants, financiers, navigateurs, conquérants, missionnaires, journalistes...), pour leur propre compte ou celui d'autrui. Il reste de leurs « exploits » des voies de passage, plus ou moins entretenues, et des héritages.

Chacun naît et meurt au rez-de-chaussée – cela fait de ces événements des temps d'émotion et de rassemblement, qui transgressent les habituels clivages. Mais celui qui hérite d'une grande fortune, d'un cercle de relations puissantes, d'une familiarité des usages de la société-monde, a toutes chances de se retrouver assez rapidement propulsé vers les étages supérieurs.

D'autres s'y taillent un accès « à la force du poignet ». Le *self made man*, qui part à l'abordage de la citadelle et l'escalade avec une corde et un grappin, est même un mythe central de la société américaine : c'est un mythe unificateur, parce qu'il donne du capitalisme l'image d'une construction ouverte, pleine de brèches et d'opportunités ; mais c'est un mythe sacrificiel, qui occulte par l'aventure individuelle, exceptionnelle, l'absence d'une cage d'escalier aisément praticable pour un plus grand nombre. Une société fondée sur un massacre au long cours – celui des occupants légitimes de son territoire – a forcément quelques difficultés à digérer sa violence fondatrice, quelques problèmes de fondation et d'architecture. Que l'on ne se méprenne pas, je ne viens pas lancer la pierre à toutes les civilisations fondées sur la violence : on n'en finirait plus ! Mais, plus une société a été fondée sur l'injustice, plus il est nécessaire qu'elle accomplisse un travail de remémoration, de réconciliation, de révision de ses « plans », afin de comprendre pourquoi et comment elle a enfoui, puis négligé telle ou telle règle élémentaire de construction¹.

1. Après avoir longuement exploré l'incroyable criminalité franco-africaine, je suis obligé de conclure que cette invitation s'adresse aussi à la République française. Jules Ferry, illustre promoteur de l'école pour tous et du droit à

L'histoire des « ouvriers » de la société-monde est fortement empreinte de violence et de fourberie. Pourtant, dans les espaces ainsi établis – les États notamment –, des aménageurs se sont mis au travail, à tous les niveaux, pour atténuer les effets de l'infortune ou de l'iniquité : ils ont promu le principe de « l'égalité des chances » (le droit de tous à accéder aux étages supérieurs), bâti des escaliers pour donner corps à ce principe (les systèmes d'éducation et de promotion), les ont munis de balustrades – et ont même parfois installé des ascenseurs au profit des plus infirmes. Mais il ne faut pas trop s'extasier sur cet autre mythe unificateur : tout cet appareillage conduit principalement au premier étage (ce n'est déjà pas si mal), avec un degré de généralité variable et des pratiques d'exclusion ; les accès à l'étage supérieur demeurent obscurs et semés de chausse-trappes.

Je ne m'étendrai pas ici sur les phénomènes de reproduction sociale, bien étudiés par un Bourdieu, par exemple. Même les sociétés les plus démocratiques ont leurs castes, leurs mandarins, et ceux-ci n'aiment guère les intrus. Les vilains canards qui parviennent malgré tout à s'immiscer en leur compagnie endurent longtemps des sarcasmes, coups bas et autres mesquineries. Que l'on songe à la cabale contre la troisième voie de recrutement à l'ENA (ouverte, ô scandale, aux responsables syndicaux et associatifs), ou aux cris d'orfraie qui ont accompagné sa « provincialisation » à Strasbourg. Tout cela est très humain, et cela fait du bien d'en rire. Il sera toujours difficile pour celui qui a baigné dans l'économie de subsistance de franchir deux paliers, mais le caractère héroïque de la chose plaît à tout le monde. Pourvu donc que ce soit possible, autrement que par le putsch ou la mafia...

l'éducation, fut aussi l'un des plus brillants propagandistes de la colonisation. Plus généralement, tous les Occidentaux devraient longuement méditer l'ouvrage majeur de Sven Lindqvist, *Exterminez toutes ces brutes*, Paris, Le Serpent à plumes, Paris, 1999.

Il m'intéresse davantage de voir par quels escaliers les prisonniers du rez-de-chaussée parviennent à déplafonner leur horizon. Dans le domaine économique, ils se heurtent d'abord au manque de confiance et d'expérience : il existe, on l'a vu, des approches et des gens capables de rompre ce cercle vicieux – qui est aussi une lacune du service public d'éducation. Ensuite, la voie la plus efficace consiste à mixer deux pratiques : une économie de subsistance confortée, et des incursions au premier étage, dans le salariat, l'artisanat ou le petit commerce. Le salariat est un vaste escalier, poli par le droit du travail, mais les mutations technologiques l'ont mis en travaux, et il est encombré par l'afflux démographique. Les activités non-salariées deviennent alors un passage obligé, souvent fructueux, mais se pose, dans les milieux très pauvres, le problème de leur premier financement : il faut reconnaître qu'un Mohamed Yunus, avec sa Grameen Bank, a apporté une réponse géniale à ce problème, sur lequel achoppaient toutes les banques ordinaires, en suscitant la solidarité de petits groupes d'emprunteurs⁽⁴⁾.

Au plan politique, des idéologies ont longtemps prétendu former et porter au pouvoir le prolétariat, le peuple, les masses, la communauté des croyants, etc. Cette imposture se caractérisait, du point de vue architectural, par l'occultation des escaliers : on prêchait l'accès direct au pinnac – par « guide » interposé. On reconnaît plus volontiers aujourd'hui l'impossibilité de court-circuiter les expériences intermédiaires du pouvoir, mais l'on trouve beaucoup moins de militants pour propager cette approche pragmatique que pour promettre la lune. L'homme peut-il encore construire des escaliers (vers quel ciel ?), travailler à sa propre élévation individuelle ou collective (en quelle Babel ?), s'il n'est mû par quelque illusion sacrée ? Bâtir un monde vivable (qui laisse vivre) et non la fin du monde, est-ce une motivation suffisante ? Vastes questions, qui mériteraient de très longs débats, sur le jeu, l'illusion, le sacré, le raisonnable, l'irrationnel, la vie... Débats passionnants et

sûrement utiles – mais le propre de l’homme n’est-il pas d’avancer avant de savoir où il va ?

Les escaliers, ça ne sert pas qu’à monter, ça sert aussi à descendre. Ce versant est évidemment moins conforme au modèle des « gagnants ». C’est peut-être pour cela que la société-monde relègue ou méconnaît ses personnes âgées (heureusement qu’elles demeurent électrices !), ou qu’elle sanctionne les chômeurs d’une double peine, financière et morale. Sans tomber dans les utopies dangereuses de la rééducation des cadres à la campagne, il n’est pas inutile de s’interroger sur la manière dont les « décideurs » de l’étage supérieur vont (ou ne vont pas), de temps en temps, prendre la température des soutes. On peut dire ce qu’on veut des hommes politiques, mais eux, au moins, dans les pays démocratiques, sont obligés d’écouter leurs électeurs. Ce n’est pas vrai de leurs autres collègues de l’étage supérieur – tout particulièrement en France, où quiconque détient une parcelle d’autorité s’ingénie à s’isoler des interpellations extérieures par des filtres sophistiqués. Si certains ne sont pas, malgré tout, totalement déconnectés, c’est qu’ils appartiennent encore à des réseaux non périmés.

Les réseaux

L’ouverture de la société-monde est allée de pair avec la constitution de puissants réseaux, dans le commerce, la finance, les transports, la politique, l’information, le banditisme, les idéologies ou les religions... Pour servir leurs intérêts ou leurs convictions, à l’issue parfois d’une initiation commune, des hommes s’associent et tissent leurs filets au-delà de leur tribu d’origine – ou en tirant parti de sa dispersion géographique (les *diasporas* chinoise, juive, libanaise, etc.). L’efficacité de telles associations n’est plus à démontrer – elle est même parfois légendaire, s’agissant par exemple des francs-maçons ou des jésuites. Surtout, elles donnent confiance à leurs membres, elles leur fournissent l’assurance et la réassurance.

Certains réseaux (en particulier dans le commerce, la finance, les professions libérales) fonctionnent comme des confréries d'« égaux », et ont souvent, pour cette raison, été des ferments de démocratie. Les autres réseaux (les religions, les partis, les transports, l'information), même s'ils reconnaissent à leurs adhérents une égalité de dignité, ont un fonctionnement hiérarchique qui leur permet de faire circuler les hommes, les connaissances et les opinions entre les différents étages de la société. Ils jouent de ce fait un rôle éminent de régulation sociale : à l'étage supérieur, où rares sont les garde-fous, ils encordent les alpinistes, ils tendent le filet des trapézistes. Le protestantisme joue ainsi un rôle important d'encadrement éthique vis-à-vis de ses fidèles, nombreux dans la nomenklatura française.

On a beaucoup écrit sur l'esprit d'initiative, sur la créativité solidaire que stimule la situation de minorité, confessionnelle ou ethnique. C'est vrai de bien des peuples pour qui la montagne fut à la fois un bastion et une école de résistance : Basques, Arméniens, Kabyles, Bamilékés... C'est souvent vrai des minorités religieuses ou exilées. L'exemple juif vient évidemment à l'esprit : comme les protestants de Max Weber, mais bien avant eux, leur culture favorisait la recherche et la valorisation des opportunités du « commerce », au sens large – depuis celui des produits de l'artisanat jusqu'à l'échange des informations et des idées, en passant par la finance ; leur dispersion facilitait en même temps la diffusion à vaste échelle des objets de ce commerce. Ils se sont donc trouvés en première ligne dans l'ouverture de la société-monde – et c'est une position exposée.

Comme cette ouverture n'est pas sans causer de souffrances, ni bousculer des rentes de situation, les démagogues de tous poils désignent régulièrement comme bouc émissaire telle ou telle « minorité agissante », tel ou tel de ces réseaux que j'ai évoqués : on les punit de leur efficacité, que l'on attribue à quelque forme de magie noire – et on les spolie au passage, tel Philippe le Bel avec les Templiers. Je ne pense pas qu'il soit

possible d'ériger des barrages infranchissables à l'obscurantisme et à la barbarie. Il n'est pas vain quand même de chercher à soigner les mémoires et les représentations. J'ai employé à dessein tout à l'heure le mot commerce, chargé d'ambivalence : pour la moitié antidreyfusarde de la France, ceux qui savent « livrer » des marchandises, de l'argent ou des informations sont forcément disposés à « trahir », et l'habileté commerciale évoque une inclination à vendre son âme. Le problème est effectivement de savoir quelle société nous acceptons (à défaut de celle que nous aurions créée) : dans celle qui nous est donnée, le commerce est un moteur essentiel de la sociabilité. De la même manière, il convient de réhabiliter la fonction des filières et des réseaux : on ne peut pas plus rêver de les supprimer que l'on pourrait imaginer revenir à une société sans téléphone. Ils jouent au contraire un rôle d'irrigation, de capillarisation, analogue à celui des systèmes de télécommunication².

Ce rôle transversal, informel, para-légal, est d'autant plus décisif dans les pays dits « en voie de développement » que les relais officiels y sont souvent défaillants. Cela a amené quelques juristes et anthropologues à observer plus précisément le fonctionnement de tels réseaux, à repérer leurs valeurs de référence et les statuts de leurs membres. Étienne Le Roy souligne ainsi la place des « courtiers » : « Passant des associations sénégalaises de parents d'élèves à la filière du bois de chauffage de Tananarive, revenant aux mécanismes de prise de décision dans les communautés villageoises maliennes, on s'aperçoit que cette fonction de « courtier » (*broker* en anglais) est au cœur de ces dispositifs « informels », de ces filières ou ces réseaux de suppléance⁽⁵⁾. »

2. Une longue étude du fonctionnement des réseaux franco-africains, autour desquels s'est construite en toute impunité une véritable République souterraine, me conduit cependant à estimer qu'en contrepartie de la reconnaissance de leur utilité, les réseaux doivent renoncer au secret d'appartenance. Surtout quand ils ont pour objectif ou pour pratique d'investir les trois pouvoirs républicains (exécutif, législatif et judiciaire), plus les contre-pouvoirs médiatique et économique.

Les territoires ou les populations délaissés par les institutions sont livrés aux dispositifs informels du bricolage ou de la débrouillardise. Des « réseaux parallèles » s'instituent à côté du système officiel. Grâce à l'efficacité de leur logique « fonctionnelle », ils réussissent même souvent à circonvenir, voire investir, ce système défaillant. Conçus et structurés « sur la base des réseaux traditionnels d'échanges ou d'alliances », ils sont capables en effet d'assumer de nouvelles fonctions pour faire face aux défis de la modernité. Ils réorganisent les hommes et les ressources, matérielles ou symboliques, ils instaurent des circuits « soumis à l'économie marchande, tout en restant informels ». Leurs valeurs, leurs règles, leur langage, sont enracinés dans la tradition, mais s'en distancient suffisamment pour faire émerger de nouvelles « cultures communes⁽⁶⁾ ». On imagine que cette situation de « transition » suppose des « intermédiaires » et « interprètes » particulièrement adroits : chaque filière s'organise ainsi autour d'un point de passage privilégié, d'un courtier – à la manière dont, au football, un meneur de jeu transforme en balons d'attaque les renvois de la défense.

Il n'est pas possible ici de décrire davantage ce passionnant travail de maillage et de métissage opéré par la société instituante. Retenons simplement que la force d'un réseau tient rarement au seul appétit lucratif. Elle naît souvent d'une réaction vitale à un défi extérieur, ce que résume fort bien H. Zaoud en observant les réseaux informels de commerçants soussi, du Maroc à l'Europe : « Tout repose sur des relations, construites par le groupe social en transition, entre son passé et les pressions externes qui s'exercent sur lui. C'est à travers la réaction de ces groupes à ces enjeux que la future trajectoire du groupe sera assurée. En restant respectueux de certains principes sélectionnés pour leur caractère positif au regard des demandes de l'histoire, une culture peut construire sur la base de ces pressions extérieures, au point d'étonner ceux-là mêmes qui ont été à l'origine de telles pressions⁽⁷⁾. »

La capillarisation des contre-pouvoirs

La galaxie « démocratie », avec sa constellation de droits de l'Homme, apparaît aujourd'hui aussi essentielle à la liberté des êtres humains que l'atmosphère à leur respiration : un minimum vital, à défendre contre les pollutions de toutes sortes. Encore convient-il de rechercher ce qui, historiquement, a imposé comme une évidence ce ciel étoilé – pour mieux savoir quelle démocratie nous voulons défendre, sur quelles bases territoriales.

Diffuser la démocratie

Plutôt qu'un illusoire « gouvernement par le peuple et pour le peuple » (c'est qui, le peuple ?), je préfère considérer la démocratie comme un processus historique de capillarisation des contre-pouvoirs : la réaction à un pouvoir absolu fait émerger un contre-pouvoir ; en s'instituant, celui-ci révèle une face d'oppression ou d'injustice, qui appelle à son tour un contre-pouvoir, et ainsi de suite. La démocratie n'est pas un résultat, elle est une genèse permanente, comme l'opposition entre la société instituant et la société instituée, comme le conflit des générations, etc. Chaque individu ou groupe humain veut sa place au soleil, il veut voir reconnue sa dignité : en voulant les conquérir, il tend à marcher sur les pieds des collègues et voisins, qui réagissent...

Des règles du jeu s'instaurent en cours de route, des constitutions, des déclarations de droits... Même si elles sont parfois remises en cause, elles ont un effet de cliquet : il devient plus difficile, normalement, de revenir en arrière (César n'a cependant pas plus hésité à faire sauter le cliquet qu'à franchir le Rubicon). Ainsi, le principe « un homme, une voix » s'universalise progressivement (y compris aux femmes). Chacun sait pourtant que ce formalisme bienvenu ne suffit pas à assurer l'équité. Les vaillants pionniers athéniens, anglais, américains ou français de la lutte contre le despotisme étaient pour

l'essentiel des élites patriciennes, assez peu partageuses des richesses et des pouvoirs (en particulier avec leurs esclaves ou leurs colonies). Mais d'autres se sont précipités dans la brèche qu'ils avaient créée : communes, partis, syndicats, associations, journaux... D'autres ont utilisé contre eux le langage de résistance qu'ils avaient forgé contre le despote.

Les responsables politiques des grandes démocraties cornaquent aujourd'hui des pachydermes de l'économie-monde, les États. Ils sont donc inévitablement tentés par le libertinage de l'étage supérieur : ils sont « au parfum », affranchis des règles du commun, dévoués à la « raison d'État » ; ils jonglent avec les milliards – sous l'œil méfiant de leurs subordonnés théoriques, les directeurs d'administration. Il est heureux que la perspective des élections censure leur licence. Mais cette échéance ne suffirait sûrement pas si ne s'exerçaient continûment les contre-pouvoirs des territoires et des réseaux (médiatiques, syndicaux, corporatifs, idéologiques, confessionnels...).

J'ai souligné le rôle pivot de la démocratie locale : les collectivités territoriales ne sont pas seulement des contre-pouvoirs, ce sont des lieux d'éveil à la démocratie. Il ne faut pourtant pas les idéaliser : les habitants délèguent, puis ils participent souvent assez peu ; l'opposition a rarement les moyens de faire son travail. Ces faiblesses sans doute inéluctables (la capillarisation n'est pas forcément synonyme d'une forte irrigation) sont beaucoup plus invalidantes quand la collectivité de base est une ville de grande ou moyenne importance : dès lors, des quartiers entiers ou des minorités considérables peuvent se sentir non représentés. On ne réduira pas les nouvelles fractures urbaines tant que les édiles fuiront l'indispensable démultiplication de l'expression démocratique à des échelons infracommunaux.

Mais le déficit de diffusion démocratique ne touche pas que les grandes collectivités territoriales : il atteint aussi les syndicats, les partis, les médias, comme si ces ramifications typiques de la démocratie étaient atteintes de sclérose, comme si étaient épuisées les luttes qui les ont fait pousser. Ce n'est pourtant pas,

malheureusement, l'injustice qui manque. Ce sont les héritiers des longs combats pour la démocratisation qui, soit n'ont plus soif, soit ne savent plus guère où s'abreuver, ni sur quels circuits se brancher. Puisque, comme le souligne un Jean Viard, l'idéologie du progrès est morte – du moins celle d'un progrès expansif –, il reste à inventer un monde vivable, c'est-à-dire un assemblage d'ateliers de convivialité. Vaste programme !

Si dans les pays du Nord la démocratie peut paraître fatiguée, elle reste largement à conquérir dans ceux du Sud. Sur ce point, le prosélytisme du Nord n'est pas le pire avatar de son expansionnisme. Mais, face à des États dont il a largement façonné l'omnipotence, il débarque avec une nouvelle « conditionnalité démocratique » qui survalorise le processus des élections nationales : non seulement cela fait une fois de plus apparaître les peuples du Sud comme des attardés sur une voie suivie depuis plusieurs siècles par les pays du Nord – en ignorant toute l'histoire autochtone de l'émergence des contre-pouvoirs –, mais cela fait l'impasse sur deux aspects décisifs du processus de démocratisation : l'enracinement territorial et l'enracinement culturel (sur lesquels j'ai déjà insisté à propos de la Russie et de l'Afrique).

L'identité des territoires

La dernière œuvre de Braudel, *L'identité de la France* est tout le contraire d'un éloge du chauvinisme. Elle montre comment des populations d'origines diverses ont su à travers les siècles, malgré les guerres, les famines et les épidémies, façonner leurs terres, cultiver leurs paysages, étendre leurs communications – ce qui ne peut se faire sans aimer un peu le pays que l'on habite. Ce mot « pays » a plusieurs sens : au sens ancien, il désigne une petite région d'un millier de km² autour de son chef-lieu ; au sens courant, il évoque une nation indépendante. Ces deux aires territoriales demeurent des lieux essentiels d'identité, de citoyenneté, de solidarité. Or, ils sont doublement menacés, par les crispations ethniques et nationalistes d'une part, par les

idéologues d'une société de mobilité perpétuelle d'autre part. En l'occurrence, et comme souvent, ces deux extrémismes sont objectivement complices.

L'irréversible ouverture au monde et le mélange des populations interdisent les rêves bruns (ou noirs) de pureté ethnique, confessionnelle, voire culturelle. Mais la base de la paix civile, c'est la gestion collective de territoires identifiés – par leur géographie, et surtout par leur histoire. Cette gestion est l'école du compromis entre catégories aux intérêts différents, pasteurs et cultivateurs, propriétaires et locataires, automobilistes et piétons, jeunes et vieux, etc., et pas seulement entre minorités idéologico-ethniques. Cet art du compromis permettrait aussi de traiter les conflits d'intérêt entre les « races » catholique et protestante d'Irlande du Nord, si une culture quasi mystique de la vendetta ne venait tout recouvrir ; en l'espèce, la diplomatie commande de ne pas ignorer la culture, mais surtout de ramener sans cesse les protagonistes à « l'objet », souvent bien maigre, de la querelle.

La gestion territoriale, on le voit par cet exemple, ne peut s'exercer paisiblement que si le territoire n'est pas contesté, si chaque partie de la population a fait le deuil d'en expulser l'autre – bref si les deux parties reconnaissent qu'elles sont « condamnées », par la force de l'histoire, à vivre ensemble ici et maintenant (douce condamnation pour les couples mixtes). Une décentralisation fine, respectueuse des identités historiques (communes, cantons, districts, comtés, « pays » au sens ancien), est à la fois un moyen et une fin dans ce processus de pacification : elle démultiplie les acteurs, les interlocuteurs, les lieux d'apprentissage du pouvoir, elle empêche que la minorité soit partout et toujours minoritaire.

Cette vie des collectivités locales, c'est l'étage des règles, de la raison, de la mesure. Mais l'objectif d'une administration pacifique suppose aussi un travail à l'étage inférieur, au rez-de-chaussée des passions. C'est là que se qualifie la virilité, que s'enseigne l'honneur, que se canalise l'agressivité – dans une

reproduction culturelle ancestrale, avec le secours des mythes, des religions et, désormais, de la télévision. Ce qui fera d'un enfant un guerrier, un mafieux, un paysan ou un médecin dépend en partie de cette reproduction, en partie aussi de ce qui apparaît, à la base, comme les fonctions « gagnantes ». Cela suppose, à tous les étages, et dans des domaines aussi divers que l'économie, la politique, le sport, le cinéma, la philosophie, etc., que l'on enrichisse la palette de ce qu'il vaut la peine de gagner, et que l'on rende accessibles les moyens de le gagner. Cela actualise les règles du jeu, et peut donc permettre de renouveler le contrat social, de fonder une solidarité territoriale capable d'affronter le défi de l'échange mondial.

Des citoyens dérangeants

Je n'aborderai que brièvement à ce stade le rôle des citoyens : il ressortira plus clairement lors du chapitre suivant, où j'exposerai un objectif central du civisme – « civiliser » l'étage supérieur. Mais je voulais signaler l'apparition, dans les grands États ou fédérations, d'une espèce mutante de « citoyen » : intoxiqué aux valeurs participatives des étages inférieurs, il prétend s'intéresser, voire s'immiscer, dans les jeux de l'étage supérieur. Quel toupet !

On enseigne à des policiers ou à des petits juges que la loi est la même pour tous, et voilà qu'ils se mettent à incriminer les détournements de fonds publics au profit des partis politiques ! Des hémophiles osent s'étonner qu'un établissement public et ses autorités de tutelle aient permis pendant deux ans qu'on leur injecte du sang contaminé, par logique industrielle, ou parce que les conflits de personnes ne laissent pas le temps de traiter les dysfonctionnements administratifs : ce ne peut être que des ignares, ou des anarchistes... Des individus ordinaires se mettent à trouver la torture insupportable, et s'organisent pour la faire cesser : mais où va-t-on ? D'autres demandent des comptes sur les ventes d'armes, le rôle de la corruption dans la conclusion des grands contrats avec le tiers-monde, ou dans la

distribution de l'aide publique au développement : pour qui se prennent-ils ?

Il est effectivement incroyable que des individus se permettent de s'adresser à une grande démocratie comme à leur municipalité. Ils peuvent le faire parce qu'ils ont été formés, depuis les étages inférieurs, à comprendre les « logiques » de l'étage supérieur – et surtout parce qu'on leur a communiqué l'audace ou la confiance de le faire.

Étayer l'économie de subsistance et l'échange local

Il est prétentieux et souvent imprudent de vouloir s'immiscer dans les profondeurs des économies autochtones, si imprégnées des cultures locales. « Laissez-les vivre ! », préconiserait plutôt Braudel, contre les surexploiteurs et enrégimenteurs de l'étage supérieur. C'est plutôt ces derniers, adeptes du double langage, pseudo-libéraux ou faux partageux, qui ont besoin d'être encadrés.

L'« aide » est le plus mauvais moyen de favoriser le développement : il faut lui préférer toutes les formes de l'échange. Mais trop de groupes humains, à travers le monde, ne peuvent plus faire face, et s'enfoncent dans la précarité : ils ne prévoient plus, ni n'habitent, ni ne cultivent, ni n'investissent. Il est alors de l'intérêt bien compris d'une société (aujourd'hui, la société-monde) de ne pas laisser cette dégradation s'étendre ; il en va aussi du respect de nos propres raisons de vivre. Il convient quand même, en ce cas, de chercher à aider, ou plutôt à accompagner l'exercice d'un « droit au premier développement ». On ne peut promettre à tous le succès ou la richesse, mais chaque enfant qui naît a le droit de se voir proposer autre chose que l'extrême misère à perpétuité – ou la condamnation à mort, dans les cinq ans, par privation de nourriture ou de soins⁽⁸⁾.

Il n'y a de développement durable que porté par les « habitants », au sens fort du terme, lorsque les gens d'un terroir ou

d'un quartier, reprenant confiance en leurs capacités créatrices, sont résolus à produire et reproduire les ressources d'un environnement naturel et social vivable (voire même agréable). On n'investit pas dans le développement tant qu'on n'a pas vraiment envie d'habiter l'endroit où on est. Comment favoriser ce développement territorial ? Les réussites de ces dernières décennies (il y en a quand même) montrent que deux types d'appui peuvent être apportés :

- par des agents ou plutôt des artistes du développement, des « accoucheurs de la sortie de la fatalité » : ceux qui aident une population à trouver le fil d'Ariane de la sortie du labyrinthe, l'enchaînement de réussites qui leur rendra une confiance individuelle ou collective, qui les fera acteurs et investisseurs de leur propre avenir, suffisamment inventifs pour déjouer les leures de leur propre histoire ;

- par des « groupements partenariaux de coopération civique » : ces regroupements variés d'acteurs non gouvernementaux (collectivités locales, associations, coopératives, lycées professionnels, chambres de métiers, etc.), peuvent venir assurer un partenariat durable à une collectivité momentanément précarisée, en phase de réémergence.

Les « accoucheurs de la sortie de la fatalité »

Je laisserai ici largement la parole à celui que je considère comme l'un des grands artistes de cette profession, en même temps qu'un pionnier, un éducateur et un diplomate : Bernard-Lédéa Ouedraogo, fondateur des groupements Naam au Burkina Faso, et de l'association Six S (Savoir se servir de la saison sèche au Sahel) à laquelle adhèrent un million de paysans d'Afrique de l'Ouest. Il ne s'agit pas d'ériger la pratique de cette association en panacée (ce serait lui rendre un mauvais service), et l'on pourrait trouver dans d'autres contextes, en Inde ou en Amérique latine par exemple, des démarches tout aussi créatives. Mais l'initiateur de Six S a une manière inimitable de conter les ruses et secrets d'un métier vital. Les propos qui

suivent ont été tenus en 1992, lors du colloque *Réarticuler le développement : un partenariat contractuel*, organisé par le Forum européen pour un Contrat de génération Nord-Sud, dans l'enceinte bruxelloise du Parlement européen.

« On commence par *l'autoconnaissance* : quand je veux vivre avec quelqu'un ou vivre dans un milieu, je dois d'abord me connaître et essayer de me situer par rapport au groupe et à celui avec qui je dois vivre. Est-ce qu'il est possible de marier nos mentalités, nos caractères, nos valeurs, pour que je puisse vivre en symbiose avec cette personne ? Ensuite, il y a *l'interconnaissance* : vous êtes dans un milieu, il y a des éléments humains, des ressources humaines, et il faut apprendre à connaître ses partenaires [...].

Pour notre part, nous nous sommes dit qu'il faut partir de ce que le paysan vit, de ce qu'il sait faire et de ce qu'il veut faire. Nous avons essayé ce qu'on appelle le *combinaam*, que les gens connaissent bien, qu'ils pratiquent bien. Là, ils se sont mis au travail, et nous nous sommes mis au travail avec eux, sans vouloir dénaturer l'association, sans vouloir donner des instructions ni pratiquer quoi que ce soit qui leur soit étranger. On leur a dit : « Travaillez comme vous voulez, comme le faisaient les ancêtres et comme le font vos parents actuellement. » Nous avons travaillé avec eux, comme eux, pour nous faire accepter, intégrer, aimer, et ensuite pour pouvoir agir peu à peu sur eux. C'est ainsi que pendant deux ans nous avons travaillé ensemble et avons fait connaissance mutuellement, tâtonnement par tâtonnement. Et, à partir de la pratique, nous avons théorisé ce que nous avons pratiqué. Après la théorie, nous recommençons à pratiquer [...].

Les Naam, c'est d'abord une association locale dans un petit département, le Yatenga. Ensuite, nous avons étudié à travers le Burkina s'il y avait des associations semblables. Oui. Partout, dans toutes les ethnies [...], on trouve des associations qui se ressemblent, avec des articulations diverses, mais le principe est le même. Au Burkina, on ne voulait pas être dominés par les

mots «groupement villageois» ou «coopérative», on a pris le mot «combinaam». C'est la seule association où la femme est admise comme égale à l'homme, peut être présidente et gérer les hommes, même avant l'arrivée de la colonisation.

C'est la raison pour laquelle nous nous sommes dit : «Puisqu'il y a égalité, justice, équité, il faut partir de ça pour faire un développement qui pourrait être moderne.» J'emploie le mot parce qu'on en arrive là. La société est assaillie par des valeurs qui nous échappent, on ne peut plus être nous-mêmes, authentiquement autonomes, c'est impossible : nos jeunes ont adopté les chansons américaines, on ne peut plus faire en sorte qu'ils reviennent à nous. Il faut chercher à obtenir ce qu'on veut apprendre, ce qu'on aime, ça évite la domination.

Six S a été bâtie à partir de ce type d'association. J'ai été sévèrement maté par les universitaires qui ont fait des études à Bruxelles, Paris ou ailleurs. Ils m'ont dit : «Toi, tu veux revenir en arrière, nous on ne veut pas.» Ceux qui avaient des responsabilités gouvernementales m'ont maté, on faisait tout pour m'éliminer. Moi, par astuce, par stratégie, je faisais tout pour ne pas être éliminé, et aujourd'hui, tous comptent avec nous, on est très nombreux et on est très solidaires, deux atouts incontournables. Six S vit aujourd'hui dans 8 pays : le Sénégal, la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Togo, la Guinée-Bissau, la Gambie et le Burkina Faso.

Quels sont ses principes, ses valeurs ? D'abord : *développer sans abîmer*. Abîmer quoi ? Notre culture, notre moi, notre environnement, la nature. Depuis longtemps, on parle de nature, mais notre voix était étouffée. Aujourd'hui, on est heureux que tout le monde parle d'environnement. C'est le premier principe philosophique d'action à partir duquel nous travaillons. Pour aboutir à cela, il faut aimer le paysan, partir de ce qu'il aime, de sa nature, de ce savoir immense, dont nous n'arrivons pas à connaître le fond. On part de ce que le paysan vit, donc de sa culture ; de ce qu'il sait faire, donc de la technologie qu'il

maîtrise ; de ce qu'il veut faire, donc de ses aspirations, pour ne pas le dominer. Voici le principe méthodologique.

Et nous avons un seul objectif, c'est rendre l'intéressé responsable des problèmes qui l'embêtent. Nous avons appliqué depuis 1967 la méthode AA. J'ai lu tout dernièrement un livre de Pisani qui reproduit exactement ce qu'on a écrit. AA = *être auteur et acteur*. Face à certaines coutumes que nous croyons désuètes (même si, sait-on jamais, des sociologues bien formés pourraient les trouver bonnes), il faut les contourner, les oublier. On trouve le paysan sur place, il a beaucoup de besoins, il vient vous poser des questions qu'il n'arrive pas à résoudre. Il émet une idée, donc il est auteur d'un projet. On l'incite alors à résoudre ce problème qu'il aime, et on l'appuie pour qu'il aille sur le terrain essayer sa solution – donc il est acteur. Auteur acteur.

C'est ainsi que nous sommes arrivés à contourner la coutume qui interdisait de planter des arbres fruitiers. Maintenant les paysans de chez nous les plantent très bien. Comment ? Par des séances de discussion. Quelqu'un commence :

– « Les ancêtres ont interdit les arbres fruitiers. Les arbres fruitiers sont des plantes et, un jour, on va mourir sans avoir des fruits. Il n'est pas possible de planter des arbres fruitiers. »

– « Pourtant, en Côte-d'Ivoire, il y a beaucoup d'arbres fruitiers. »

– « C'est la nature qui les a plantés. Ce n'est pas l'homme. »

– « Moi-même, j'ai participé à une plantation d'arbres fruitiers. »

– « Maintenant, à côté de notre pays, il y a beaucoup d'arbres fruitiers plantés par les gens, et ils ne sont pas morts. »

Et on continue ainsi de les laisser parler entre eux :

– « C'est parce qu'il n'y a pas d'arbres qu'il ne pleut pas. En Côte-d'Ivoire, il pleut parce qu'il y a beaucoup d'arbres. Au Togo, au Ghana, même au sud du Burkina, il pleut bien, il y a beaucoup d'arbres. S'il n'y a pas d'arbres, tout est détruit par la sécheresse, par la désertification. Et vous ne voulez pas que l'on

plante ? Si on ne plante pas, il faudra partir, mais chez qui ? Il faudrait aller sur la terre de quelqu'un et laisser la tombe de nos ancêtres. »

Ils ont essayé de « nourrir » les ancêtres pour leur faire accepter la plantation des arbres, et maintenant des chantiers de 1 000 personnes travaillent contre la dégradation de la nature, plantent pour la protection de l'environnement.

À la suite des AA, on a formé des *comités de gestion* de 6 femmes et 6 hommes, les unes sur le même pied d'égalité que les autres. Il y a une femme et un homme du troisième âge pour réguler l'atmosphère morale du comité, trois femmes et trois hommes dans la force de l'âge, deux filles et deux garçons. Au début, c'était difficile, les femmes ne voulaient pas parler en présence des hommes, ni les jeunes en présence des adultes. Souvent, nous avons employé la dynamique des groupes restreints, nous les avons animés pendant deux à trois ans afin qu'ils parlent librement. [...]

Je voudrais revenir sur la signification de la démocratie en Afrique. Elle existe, mais d'une façon propre à chaque ethnie, à chaque région. La phase actuelle de démocratisation en Afrique se passe bien, mais il y avait déjà de la démocratie chez nos ancêtres, qui ne se sont jamais quittés dos à dos, comme cela existe en Europe. Ils se respectaient mutuellement : quelle que soit la catégorie sociale, votre intervention était prise en compte.

Pendant mes enquêtes sociologiques, j'ai pu comprendre qu'on ne vote pas pour n'importe quel responsable. On vote pour celui qui maîtrise sa langue, sa colère, qui peut contrôler ses impulsions amoureuses, et qui se partage. Quand on désigne quelqu'un grâce à ce critère, c'est de la démocratie. Pour ne pas la confondre avec la démocratie occidentale, nous l'avons désignée sous le terme de *démocratie qualitative*. C'est ainsi que nous l'avons vécue. J'ai demandé de critiquer ce terme, de le détruire, mais je n'ai pas vu d'intervention qui y parvienne.

Pour faire du développement, il faut *partir d'un besoin*, ou bien il faut partir de la motivation, qui part de la culture. Ou alors, il faut partir d'un troisième facteur, le dollar. Mais l'argent, c'est un feu de paille. Le jour où l'argent prend fin – et il a l'art de partir facilement – on s'arrête, on est découragé, et le développement est en l'air.

Au début, nous nous sommes interdit de partir de l'argent et de parler d'argent. Les gens, autrefois, faisaient sans un franc, et ils travaillaient. On part donc des besoins: «Qu'est-ce qui ne va pas?» Il faut toujours poser des questions à l'intéressé, jamais lui donner une idée, jamais lui donner une recette. On lui dit: «Tu as faim, ta famille a faim, qu'est-ce que tu peux faire?» Il va s'organiser, avoir une idée, un projet. Et il faut voir plus tard comme il a fait.

Quelqu'un a parlé de mobilisation, et j'emprunte le mot. *Motiver*, et puis *mobiliser*. Pour motiver, la JEC (Jeunesse étudiante catholique) avait un slogan: «Voir, juger, agir.» J'ai essayé au milieu des paysans avec qui je travaille, mais j'ai échoué. C'est difficile de faire juger, parce que chez nous, il faut reconnaître que ceux qui n'ont pas encore l'habitude cartésienne analysent par analogie: «C'était comme ça, donc ça doit être aussi comme ça», et puis ils s'arrêtent. Donc, on fait voir le danger; on ne fait pas juger tout de suite, on fait agir.

Nous sommes allés, par exemple, dans un village dont le chef de terre croyait aux esprits. On lui a dit: «On est venu pour travailler avec le village, tout le monde, toi y compris. Faisons une réunion vendredi, jour de repos.» Le chef de village accepte aussi, et tout le monde se retrouve le vendredi. Lors de la réunion, on évoque leurs problèmes, et ils finissent par avouer: «Nos jeunes se sauvent en Côte-d'Ivoire.» Ils sont tombés net dans notre piège, dans le sujet dont je voulais parler. «Le bon Dieu, le gouvernement, il y a toujours quelqu'un pour aider dites-vous, mais est-ce que quelqu'un viendra vous aider à mourir? Si vous voulez que les jeunes respectent les rites, il faut

les empêcher de partir. Conseillez à vos jeunes de rester et de cultiver les lopins de terre qu'on va essayer d'obtenir. »

Effectivement, les jeunes sont restés, on les a formés puis lâchés dans le monde paysan, en les encadrant, en les soutenant (calcul, lecture, méthodes de culture). On a créé là le premier groupement Naam qu'on a appelé *combinaam* dans leur langue. On avait dit par exemple au chef de terre : « Quand les enfants vont partir, tu vas mourir et tu seras mal mort. » Cette perspective l'a piqué droit au cœur. Maintenant ils adhèrent. Notre approche est donc de faire voir, faire sentir et agir avant de juger. Voilà comment nous avons essayé d'aider les gens à s'automobiliser. C'est ainsi que, dans presque toute la région, tout le monde voulait adhérer aux *combinaams*.

Nous avons appliqué trois phases : la participation, l'autoresponsabilisation, et enfin la prise en charge des problèmes par les intéressés eux-mêmes.

1. *La participation*. Il y en a plusieurs sortes : de fait, spontanée, volontaire, suscitée, la participation-intégration ou de contribution. C'est une gamme qui s'enchaîne, ce sont des chaînons, si l'un manque, toute la chaîne s'arrête. Il y a des méthodes pour les organiser.

2. *L'autoresponsabilisation*, la démarche « auteur acteur » dont j'ai déjà parlé. Après cette opération, les gens sont rendus responsables de leur projet : on réfléchit, on pense, on crée, on invente des moyens, on forme les ressources humaines mal formées. Quand quelqu'un est bien formé, c'est un autodéterminé, c'est un engagé, on ne peut plus l'arrêter.

3. Quand ils sont engagés, autodéterminés, ils se donnent une certaine autodiscipline, ils apprennent à travailler. La conscience professionnelle ne vient que par là. Quand tout est déclenché, ils demandent eux-mêmes certaines activités. Il ne faut jamais leur imposer une activité, dire : « Faites cela », il faut répondre aux besoins. Ils vont *créer les réponses* à ces besoins et inventer les activités.

Nous avons trois sortes d'activités : communautaires, lucratives et sociales. Les activités communautaires, c'est surtout dans le cadre de la protection de l'environnement : on fait des barrages, des retenues d'eau, des digues filtrantes, des tapis herbacés... On a réinventé des technologies très anciennes. Comme activités lucratives, nous faisons des maraîchages. C'est artisanal : 500 tonnes de pommes de terre dans un village en une année. Pour les écouler, on a réuni tous les maraîchers et ils ont pris des contacts avec les consommateurs. Les activités sociales, ce sont les pharmacies villageoises, la formation, les centres nutritionnels, où nous coopérons avec le gouvernement : nous allons voir le médecin provincial de la santé, il forme les femmes, qui demandent ensuite à leur mari de construire un local dans le village pour recevoir et soigner les enfants malnutris. »

On comprend dans ce contexte comment Bernard Ouedraogo parle de la force intégratrice de la culture : « La culture, pour moi, veut dire *intégration* à dose convenable des valeurs – philosophiques, morales, idéologiques, religieuses – d'un milieu donné, avec la mentalité, l'organisation de la société, les différents pouvoirs qui la régissent et essayent de la réguler. Cela à partir des outils technologiques et économiques qui servent à produire de quoi nourrir cette société. La culture, c'est ce qui permet d'intégrer tout cela avec mesure ⁽⁹⁾. »

Quelque temps plus tard⁽¹⁰⁾, Bernard-Lédéa Ouedraogo illustre l'arrachement à la fatalité par cet apologue :

« Le paysan était comme ce corbeau piégé par la glu. Il criait : « Dieu, viens me libérer ! » Dieu a dit : « Mais, écoute, si tu pleures, comment puis-je te libérer ? Fais un effort, je vais te libérer tandis que tu te libères. » Alors, il fait un dernier effort, il se débat, la glu lâche, et il s'en va. Nos paysans, actuellement, sont comme ce corbeau : ils se débattent, ils n'attendent pas Dieu, le gouvernement, ou l'aide extérieure, ils se débattent pour s'en sortir. »

Qu'ajouter après ce récital de dignité, de respect, de pédagogie, d'habileté, sinon souligner que la transmission des savoir-faire n'est pas à sens unique ? De même que le Bangladais Muhammad Yunus est consulté pour la transposition de l'expérience de la Grameen Bank dans les quartiers pauvres de Chicago, le Burkinabé Bernard-Lédéa Ouedraogo pourrait beaucoup apprendre aux animateurs français des programmes de Développement social urbain (DSU). Restent deux problèmes pour multiplier l'action de ces maïeuticiens : celui de leur formation (mais il existe déjà à cet égard beaucoup de pierres d'attente, et quelques lieux précurseurs) ; celui de leur financement...

Des groupements partenariaux de coopération civique

Lorsque l'accoucheur a favorisé la naissance, il n'est pas inutile d'accompagner les premiers pas. L'accoucheur a favorisé un déclenchement, il est venu dire : « C'est possible », à un groupe humain qui n'a vécu que le contraire. Pour que cette parole soit crédible, son auteur doit avoir pris conscience des contraintes de toute nature qui entravent ce groupe. Il doit pouvoir disposer en conséquence « de l'accès à un ou plusieurs réseaux de ressources (humaines, techniques, financières...) qui seront sans doute nécessaires pour soutenir et compléter la volonté de s'en sortir⁽¹¹⁾. » Ces réseaux fournissent ce qu'il est convenu d'appeler des « opérateurs d'appui » (appellation sûrement amendable).

L'engagement de ces opérateurs doit être durable, et il doit respecter l'émergence d'un pouvoir local. Telles sont les conditions minimales d'un partenariat. Les ONG (organisations non gouvernementales, appellation qui tend à être remplacée par celle d'OSI, organisations de solidarité internationale) ont été précurseurs dans cette tâche. Elles apportent aujourd'hui leur appui à quelque 250 millions de personnes à travers le monde⁽¹²⁾.

Au début, « elles étaient souvent seules ou presque à intervenir sur un territoire donné. Mais dans certains endroits se multiplient désormais les offres de services des ONG spécialisées, des organisations internationales, des intervenants publics ou privés, nationaux ou étrangers. On a compté jusqu'à cinquante-sept interlocuteurs sur un terroir ! Inutile de dire que cette cacophonie n'incite pas les représentants d'une population à prendre ces interlocuteurs au sérieux. Elle n'aide pas davantage cette population à se prendre en charge en tant que communauté vivant sur un territoire, responsable de la gestion et de l'avenir de celui-ci. Bref, en tant que collectivité locale – avec ou sans la forme juridique. On engendre alors tout le contraire du développement : le picorage de l'assistance⁽¹³⁾. »

Il est donc bien préférable (si du moins l'objectif visé est d'aider les intéressés à sortir de l'ornière...) de favoriser la constitution d'un « groupement partenarial de coopération civique » entre les opérateurs d'appui, aux talents complémentaires (ONG, collectivités territoriales, agents économiques ou éducatifs...) qui interviennent sur le même territoire, ou ont l'intention de le faire. De remarquables exemples de groupements de ce genre ont déjà montré quelle richesse d'échanges humains ils autorisent. Je citerai ainsi ceux qu'animent les départements d'Ille-et-Vilaine et de Savoie en lien, respectivement, avec la région de Mopti au Mali et la ville de Bignona au Sénégal⁽¹⁴⁾.

L'implication d'une collectivité territoriale dans ce type de groupement peut être particulièrement bénéfique. Non que les élus locaux disposent de connaissances spécifiques. Mais ils ont une expérience à partager : la gestion d'un territoire et l'arbitrage des conflits d'intérêts. Ils peuvent être les témoins d'une légitimité démocratique contagieuse – et au besoin jouer le rôle d'avocats ambassadeurs, si l'essor de leur partenaire suscite trop de convoitises. Ils peuvent faire de ce « jumelage » un véritable projet politique, mobilisateur d'énergies, de générosités et d'invention parmi leurs concitoyens.

Quelle que soit leur origine ou leur composition, la multiplication souhaitable des opérateurs d'appui disponibles « exigera une sérieuse vérification de compétence – au moins pour ceux qui prétendront être partiellement ou totalement financés sur des fonds publics. Car la mode de la coopération décentralisée comporte aussi des risques: elle peut faire apparaître une nuée d'intervenants incompetents, ignorants de leur ignorance, et susceptibles de causer des dégâts parfois irréparables⁽¹⁵⁾. » L'essor d'une coopération civique, d'un partenariat territorial, doit donc faire l'objet d'un dispositif institutionnel³ [...].

L'appui au développement institutionnel

On n'avancerait guère en substituant au tout-macro l'idéologie du *small is beautiful*. Un nombre croissant d'auteurs identifie, entre les niveaux micro et macro, un niveau intermédiaire qu'ils appellent le niveau « méso ». Je préfère pour ma part l'appellation braudélienne « premier étage », avec sa composante historique, mais on peut remarquer le recours de plus en plus fréquent à la tripartition: micro-méso-macro. Les premiers succès du développement local appellent inéluctablement la reconstitution des chaînons organisationnels manquants, tout particulièrement à ce niveau médian: il s'agit de reconstituer la trame économique, de réarticuler le niveau macro déconnecté (État, système bancaire, entreprises nationales) aux réalités du pays.

3. Ce dispositif a été élaboré entre 1987 et 1993 à l'instigation de Survie, au plan français puis européen. En France, il a fait l'objet de 5 propositions de loi identiques (une par groupe politique), signées par 72 % des députés. Il a été repris et amplifié, au niveau européen, par une centaine d'experts, responsables et praticiens du développement en provenance de 20 pays, en une charte « Partenaires pour un contrat de génération ». Peu de temps après l'écriture de ce livre, nous nous sommes rendu compte que les propositions ainsi avancées achoppaient irrémédiablement sur la réalité criminelle qui enveloppe la relation franco-africaine, et pourrit en partie, ou paralyse, la coopération euro-africaine. Cela nous a poussés à aborder les problèmes posés en sortant du discours hypocrite de l'aide. C'est l'approche « Biens publics à l'échelle mondiale », dont il sera question plus loin.

Les responsables de groupements paysans, les transformateurs de l'économie informelle, demandent des outils de financement, de recherche, d'information, de concertation, qui leur permettent de dépasser les enjeux strictement locaux. Des fondations américaines ont compris depuis quelque temps l'importance de ces structures intermédiaires, et ont décidé de financer prioritairement ce qu'elles appellent l'*institutional building*. Autrement dit, on redécouvre que, du rez-de-chaussée, germe autre chose que des broussailles, qu'il en émerge des arbustes particulièrement résistants. Puisque les jardins suspendus du deuxième étage paraissent souvent frappés de stérilité, on s'intéresse à la sylviculture de ces nouvelles espèces « exotiques ». Elle est certainement d'un intérêt majeur. L'Ired (Innovations et réseaux pour le développement – constellation d'un millier d'associations, groupements paysans, artisans, urbains, coopératives, etc., d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine), entre autres, pousse dans cette direction. Je ne puis pour ma part que l'indiquer, et inviter à l'observation, s'agissant d'un domaine trop peu exploré – ou dont je ne connais pas assez les défricheurs⁴.

Mais j'ai tendance à penser que l'étape la plus difficile est celle de la réussite au rez-de-chaussée. À partir de là, on débouche presque inévitablement au premier étage, et plus grand monde ne peut arrêter les nouveaux démocrates ou les nouveaux adeptes de l'échange.

4. NPE. Ils s'organisent aussi au Sud, tel le *Third World Network* basé à Penang en Malaisie, qui parvient à influencer jusque sur les négociations de l'OMC. Plusieurs organismes, tels que la fondation Rafad, ont privilégié le financement du niveau méso. En renforçant les fonds propres des fédérations ou regroupements d'organisations, ils réduisent considérablement les dépendances vis-à-vis de l'aide classique.

5. « Civiliser » l'étage supérieur

À la fin de son principal ouvrage, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Braudel a ce constat, plutôt rabat-joie pour les révolutionnaires: « Aucune société au monde n'a encore renoncé à l'usage du privilège. Pour obtenir ce renoncement, c'est toutes les hiérarchies sociales qu'il faudrait jeter à terre, et pas seulement celles de l'argent, pas seulement celles de l'État, pas seulement les privilèges sociaux, mais aussi le poids disparate du passé et de la culture. L'exemple des pays socialistes prouve que la disparition d'une seule hiérarchie – l'économique – pose des montagnes de difficultés et ne suffit pas à établir l'égalité, la liberté, ni même l'abondance. Une révolution lucide – mais peut-il en exister une et, si elle existait par miracle, les circonstances toujours si pesantes lui accorderaient-elles de conserver longtemps pareil privilège? – une telle révolution aurait bien du mal à démolir tout ce qu'il faut démolir et à conserver ce qu'il importerait de conserver: une liberté à la base, une culture indépendante, une économie de marché sans dés pipés, plus un peu de fraternité. C'est beaucoup demander⁽¹⁾. »

Contre ce genre de lucidité, le grand Michel Foucault avait cru bon de défendre la spontanéité de la révolution ayatollesque: le cheval n'était pas excellent. Dans un essai méconnu,

Gauchisme, réformisme et révolution⁽²⁾, l'historien Max Gallo montrait qu'à trop demander – plus en tout cas que la société ne pouvait supporter – les gauchistes, depuis deux siècles, avaient fait le lit des dictatures. Je crois pourtant qu'il faut continuer de beaucoup demander, parce que l'homme sera mort lorsqu'il n'aura plus soif de justice. Le problème, d'ailleurs, ne vient pas tant des privilèges que des conditions inhumaines faites à trop d'êtres humains, sans troubler l'indolence des privilégiés. La soif, donc, a bien des raisons de se creuser, mais je pense qu'elle n'est pas vaine : on peut trouver à se désaltérer – à l'auberge Braudel par exemple.

Je résume mon point de vue – que l'on pourrait appeler un « complot public ». Du fait de la diversification des échanges et de l'extension des communications, l'étage supérieur a de plus en plus besoin de parler pour commander et profiter. Ses privilèges proviennent presque exclusivement de son habileté au double langage : « Faites ce que je dis, pas ce que je fais ; soumettez-vous aux lois universelles du marché et de la démocratie. » Eh bien, prenons-le au mot, soumettons-nous tous (y compris les donneurs d'ordres) à ces « lois » universelles – et par exemple à la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Il est extrêmement difficile aux occupants de l'étage supérieur de rejeter ouvertement ces lois : ce sont les branches sur lesquelles ils sont assis. C'est ce qu'a bien compris Amnesty International, et que développe de manière encore plus précise l'association Droit contre raison d'État.

Alors, l'étage supérieur invente mille ruses – et cela devient le concours, non pas du plus armé, mais du plus rusé. À ce jeu-là, les habitants des étages inférieurs ne sont pas sans qualités. Surtout, ils peuvent trouver des complicités chez les occupants de l'étage supérieur : certains appartiennent aux réseaux transversaux dont j'ai parlé au chapitre précédent, d'autres se sentent prisonniers des privilèges excessifs, ou n'ont pas abdiqué les fraternités de leur enfance – au rez-de-chaussée. Il s'agit donc de tisser des réseaux de complicité, pour des objectifs avouables,

avoués, et même affichés: limiter les privilèges et l'hypocrisie de l'étage supérieur à ce qui n'empêche pas de vivre le reste de la maisonnée.

Une économie-monde déboussolée

Le libre-échange absolu, ou la terreur

Lorsque l'idéologie du libre-échange est prônée comme un absolu par les fauves dominants de l'économie-monde, on pense à la célèbre identification hégélienne entre la Liberté absolue et la Terreur: résumant la dérive de la Révolution française, qui l'avait d'abord transporté d'enthousiasme, le philosophe constatait qu'à force de surenchère dans l'abolition de toutes les règles, il arrivait un moment où trancher une tête d'homme n'avait pas plus d'importance que trancher une tête de chou⁽³⁾.

Les échanges à l'échelle mondiale, c'est l'évidence, sont régis par des rapports de force: il suffit d'observer les négociations de l'OMC. Les pays qui tirent profit de l'essor des échanges mondiaux – souhaitable, s'il est maîtrisé –, sont ceux qui protègent inflexiblement les secteurs-clés de leur marché intérieur, par toutes sortes de chicanes, et conquièrent la liberté d'exporter chez les autres contre quelques concessions à l'importation: le Japon ou les nouveaux dragons asiatiques excellent dans cette stratégie; les États-Unis la pratiquent avec brutalité mais inconstance – piégés régulièrement par leur propre discours, où les lobbies antagonistes arrivent à faire des nœuds. La plupart des autres sont les victimes d'une guerre idéologique; quand de surcroît ils ont l'audace de se rebiffer, on les désigne invariablement comme les mauvais joueurs.

Ce qui est présenté comme un espace de liberté est en fait un terrain de contractualisation implicite et inégale – d'autant plus inégale que les règles du jeu ne sont pas affichées. Dès lors qu'on explicite le contenu réel des contrats, on s'aperçoit que les conditions de son équité n'ont rien à voir avec un

échangisme débridé : « Sur l'aire que je contrôle, j'autorise la venue de telles catégories de biens et services : soit je ne les fabrique pas, soit ils sont moins chers (donc ils augmentent le pouvoir d'achat de mes électeurs), et la destruction d'un bout de tissu économique que va provoquer cette importation est socialement supportable ; en contrepartie, j'attends que tu acceptes certaines de mes exportations, ce qui renforcera d'autres pans de mon tissu productif. » Cet énoncé est de simple bon sens. Il décrit le troc pratiqué par les plus forts et les plus lucides (ce ne sont pas exactement les mêmes).

Mais vis-à-vis des plus faibles, ou des toqués du libre-échange, on ne se prive pas de tricher sur les contreparties (on libère des secteurs peu accessibles, ou on multiplie les verrous cachés), et surtout on se moque de l'acceptabilité sociale. À travers tout le tiers-monde (et maintenant dans les ex-« pays de l'Est »), le FMI et la Banque mondiale s'en vont imposer la religion du libre-échange : si le pays ne se convertit pas, on lui coupe les crédits – rendus indispensables par l'endettement, fruit lui-même des boniments économiques antérieurs. Ils passent la camisole de l'« ajustement structurel », sans vraiment se soucier de l'adaptation de ce carcan à une économie déjà brinquebalante, ni de l'accord de la population, souvent assujettie à un régime autoritaire. On n'est plus dans l'ordre du contrat, mais du diktat. Au nom des beaux mots de liberté et d'échange, on ruine les systèmes d'éducation et de santé, et l'on dépouille un peu plus la population de ses responsabilités économiques et politiques.

Il ne s'agit pas de continuer d'encourager un certain nombre de pays, par un afflux de crédits non fondés, à mener des politiques économiques suicidaires (même si ceux qui ont reçu ces crédits et les ont placés en Suisse ne sont pas personnellement tentés par le suicide) : il s'agit de laisser chacun de ces pays faire la balance entre ce qu'il veut et peut consentir d'intrusion dans son économie, et ce qu'on lui accorde comme débouchés (en volume et en prix). Mais une telle « liberté », une telle licence,

s'apparenterait à un péché d'irréligion contre le « libre » échange. Et puis, ces pays sauraient-ils l'assumer ? Certes, leurs édifices économiques et politiques ont été pilonnés de toutes parts, mais ce n'est sûrement pas en les livrant sans défense à l'artillerie lourde du négoce international qu'on permettra leur reconstruction.

Heureusement, les mécréants du tiers-monde commencent à trouver des alliés en Europe. Les Japonais sont en train de faire perdre leur foi libérale aux plus dévots des constructeurs automobiles européens. Les agriculteurs comprennent de moins en moins les mérites d'un jeu où ils doivent consentir d'énormes investissements et d'incroyables efforts de productivité, pour gagner le SMIC ou fleureter en permanence avec le dépôt de bilan : peut-être découvriront-ils que ce système pas vraiment idéal fait aussi mourir de faim, chaque jour, des milliers d'enfants, dont les parents ont été détournés de leurs productions vivrières par des importations stupides, voire assassines.

Quant aux dizaines de millions de chômeurs européens, ils ne sont peut-être pas très satisfaits des choix politiques sous-jacents aux négociations commerciales actuelles : course à la productivité pour exporter davantage, accroissement brutal des importations de produits manufacturés pour réduire l'inflation et augmenter théoriquement le pouvoir d'achat – avec dans les deux cas des millions de licenciements. Pour qui est-il, le gain de pouvoir d'achat ? Où est la croissance, quand il se ferme plus d'usines qu'il ne s'en crée ? Qui paiera la facture de la disqualification sociale, des explosions ou implosions du désespoir ? Si on posait la question aux peuples européens, ne choisiraient-ils pas la négociation d'un autre type de contrat avec l'économie-monde, qui ramènerait à une allure plus modérée, plus digeste, le processus de destruction-régénération des secteurs économiques et des métiers, la course à la productivité, la mutation des flux d'échanges internationaux ?

On dira que c'est impossible, que telle est la loi de l'évolution économique. Mais j'ai justement voulu montrer, au long de

cet ouvrage, qu'à l'étage supérieur l'économie et la politique sont intimement mêlés. Le rythme d'évolution que veut supporter une société est un choix éminemment politique. C'est un tel choix qui oriente en fait les discussions de l'OMC, ou les débats sur l'Union européenne: dans les deux cas, il ne s'agit pas de s'agenouiller devant des idoles, mais de négocier un contrat social. Il est d'autant moins irréaliste de poser la question du rythme des changements que tout le monde en souffre. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas changer vite certaines situations insupportables, ni relever les défis écologiques ou démographiques: cela signifie choisir des axes prioritaires de changement, et sans doute ralentir l'évolution en d'autres domaines. Ce qui nous renvoie à la question de ce chapitre: y a-t-il un pilote dans l'avion, et qui lui indique la direction?

Sans doute n'est-ce pas encore le choix des électeurs, mais celui de ce second étage économique que Braudel appelle le capitalisme: «Le principal privilège du capitalisme, aujourd'hui comme hier, reste la liberté de choisir – un privilège qui tient, tout à la fois, à sa position sociale dominante, au poids de ses capitaux, à ses capacités d'emprunt, et non moins à ces liens qui, entre les membres d'une minorité puissante, si divisée qu'elle soit par le jeu de la concurrence, créent une série de règles et de complicités. [...] Et puisqu'il peut choisir, le capitalisme a la capacité, à tout instant de virer de bord: c'est le secret de sa vitalité⁽⁴⁾.» Ce capitalisme veut pouvoir continuer de délocaliser les productions et de s'approvisionner là où il peut dégager le maximum de profit: c'est cela le libre-échange. Parce qu'il participe de la même logique et de la même famille (au moins par alliance), le second étage politique n'est pas capable de penser ni de proposer une régulation de l'échange au loin.

L'environnement sacrifié

L'effet terrifiant du libre-échange absolu sur les paysans du Sud et les chômeurs du Nord, entre autres victimes, vaut aussi

de l'environnement. Ce capitalisme qui n'a d'autre but que d'accroître son pouvoir de choix, se préoccupe aussi peu de la protection des sols que des droits de ses salariés – sauf lorsque la réglementation et la pression civique (syndicale, associative ou journalistique) se conjuguent pour le contraindre à des replis tactiques. Si l'écologie apparaît aujourd'hui comme une contestation politique radicale, c'est qu'elle atteint un point aveugle, qu'elle désigne un lapsus majeur de l'économie-monde.

Celle-ci, exploitant à sa guise les hommes et la nature, avait déjà trop à faire avec les protestations des hommes pour se soucier d'une nature longtemps muette. Mais voilà, à force de protester, un certain nombre d'êtres humains ont obtenu de quoi relever la tête. Ils regardent autour d'eux, constatent les dégâts, découvrent la limitation des ressources naturelles, et s'inquiètent à haute voix : ils n'ont pas en effet le même instinct de pillage que les seigneurs de l'économie-monde. Tout en bas de l'échelle, en revanche, les exclus de la prospérité croient parfois n'avoir d'autre possibilité, pour survivre, que de détruire les arbres ou polluer les rivières.

Comme la démocratie, l'écologie a besoin de s'enraciner localement, de rejoindre le mode d'appropriation de chaque territoire, la façon dont une collectivité humaine l'habite, puis de se greffer sur les forces non-violentes de sa culture. Hors la tension excessive entretenue par les fauteurs de guerre économique, les populations locales ont une longue expertise de l'entretien de leurs paysages et de la gestion de leurs ressources naturelles. Cet étage central de l'écologie, à l'échelle du quartier ou du terroir, est le lieu d'ancrage d'une préoccupation effective de l'environnement, face à l'indifférence de la société-monde. À ce niveau, l'écologie a tout intérêt à s'allier avec ses homologues – la démocratie et le marché locaux – plutôt que de se tromper d'ennemi dans un discours antimarchand. Je crois pour ma part que la démocratie peut empêcher les excès du marché, imputables surtout aux *stimuli* erratiques de l'étage supérieur – qui échappe à la fois à la démocratie et au marché.

C'est au premier étage que se forment les contestataires les plus pertinents de l'orgueil, de la vanité et du mépris qui caractérisent presque inévitablement les comportements de l'étage supérieur.

Le magnétisme de Bretton Woods

Chacun connaît le célèbre méridien de Greenwich, choisi au temps où Londres était le cœur de l'économie-monde : Londres est ainsi symboliquement au centre du monde. Avec New York qui lui a succédé, elle aura donné à la société-monde sa langue d'usage, l'anglais – telle la koinè grecque autour de la Méditerranée antique. New York a fait plus fort : en 1944, elle a capté la frêle ébauche d'un gouvernement du monde, l'ONU ; surtout, elle s'est appropriée les deux institutions jumelles (ou plutôt les deux sœurs siamoises) issues des accords de Bretton Woods, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

Je le précise de suite : je ne nie pas, bien au contraire, la nécessité d'une animation et d'une régulation monétaires au niveau international, et l'intérêt d'un organisme de financement du développement. Créé pour rebâtir l'économie ruinée par la guerre, le principal établissement du groupe Banque mondiale, la BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement), a d'ailleurs contribué à l'euphorie des Trente Glorieuses (1944-1973). Je sais bien par ailleurs que tout impérialisme durable ne provient pas seulement d'une volonté hégémonique : il se nourrit aussi du consentement à l'impuissance. Sans procéder à une diabolisation qui compromettrait l'effort d'intelligence, il faut reconnaître cependant que les deux sœurs de Bretton Woods se sont arrogé une place décisive au cœur du système-monde, et que les États-Unis en tiennent fermement le manche – même s'ils laissent un Français parader à la tête du FMI, et en partager l'impopularité. Ces deux institutions ne sont pas seulement le pôle financier du système-monde, elles en sont comme le pôle magnétique...

L'histoire de cette prise de pouvoir est d'ailleurs instructive. La surpuissance du dollar et des compagnies pétrolières américaines a favorisé aux États-Unis le laxisme monétaire et énergétique, largement responsable de la double crise du début des années soixante-dix (fin du Gold Exchange Standard et choc pétrolier). Pour faire fructifier les centaines de milliards de dollars émis en contrepartie des énormes déficits américains, puis pour recycler les pétrodollars, les banques d'outre-Atlantique ont pris une part majeure dans la provocation à l'endettement du tiers-monde. Ce « pilotage » de l'économie-monde, pour le moins hétérodoxe, a plongé et plonge de nombreux pays et des milliards d'êtres humains dans de graves crises économiques et financières : il faut donc plus d'orthodoxie. Et qui va l'imposer ? Les jumelles new-yorkaises ! Pendant ce temps, le reste du monde continue de financer un déficit budgétaire américain supérieur au PIB de toute l'Afrique subsaharienne...

Comme l'a bien montré Susan George⁽⁵⁾, la dette du tiers-monde fonctionne comme une corde autour du cou, que peuvent alternativement desserrer ou resserrer ceux qui détiennent le pouvoir financier – les institutions de Bretton Woods et leurs affidées. Maniant ainsi tour à tour la carotte et (plus souvent) le bâton, les experts des deux sœurs sont devenus les dirigeants de fait de l'économie, sinon de la politique, des pays ainsi étranglés. Leur pouvoir croît aussi forcément sur les pays d'Europe de l'Est, qui ont rejoint cette catégorie.

Les États-Unis disposent d'une minorité de blocage au FMI, et profitent de l'absence de toute opposition organisée. La direction de la Banque mondiale leur échoit traditionnellement. Ils surveillent étroitement le recrutement des cadres des deux institutions. Cette pratique s'étant avérée payante, ils ont entrepris de coloniser les autres institutions internationales. Au-delà de l'administration de l'OMC, très sensible à leurs intérêts depuis l'origine (le Gatt), ils « normalisent » progressivement celle des Nations unies, et font le tri parmi les institutions spécialisées : celles qui se montrent trop rétives au bon

esprit de Bretton Woods, comme l'Unesco ou la Cnuccd, sont priées de rentrer dans le rang – ou se voient couper les vivres⁽⁶⁾.

À vrai dire, il n'est souvent plus besoin, dans les instances qui comptent (le G7, l'OMC, les clubs de Paris ou de Londres pour la gestion de la dette, etc.), d'écarter les mal-pensants : il n'y en a plus guère. Pour être un ministre des Finances respecté sur la scène internationale, il faut appartenir au sérail de Bretton Woods, ou redoubler d'obséquiosité à son égard. Pour faire carrière dans ces ministères, dont l'hégémonie n'est plus à démontrer, et pour se constituer un sympathique carnet d'adresses international, il vaut mieux croire aux dogmes du système-monde, ou faire semblant. Du coup, plus personne, ou presque, ne proteste contre le fardeau que les États-Unis imposent au monde, *via* leurs déficits. Plus personne ne parle de ce fameux doublement des DTS (Droits de tirage spéciaux, émis par le FMI), qui permettrait une relance et un rééquilibrage de l'activité économique mondiale : les Américains n'en veulent pas, ils préfèrent – y compris pour le financement de leurs déficits – que la monnaie internationale reste d'abord et avant tout le dollar. À l'OMC, le cynisme des négociateurs américains fait partie des meubles. Les États-Unis ont tout fait pour limiter l'impact du sommet de Rio, mais c'est la Banque mondiale qui a hérité de la gestion du Fonds mondial de l'environnement ! C'est ainsi que Washington et Bretton Woods mènent le monde.

L'abdication des esprits est à mon avis plus grave que l'hégémonie américaine – contestée sans bruit par le Japon et contrainte de composer avec la puissance économique européenne. Il s'y mêle certes de l'autocensure, de la lâcheté, de la résignation ; mais il ne faut pas sous-estimer la pesanteur du conformisme intellectuel. Qu'on le veuille ou non, le poids économique-politique d'un pays ou d'une institution confère un vernis de sérieux, que même les professeurs ou journalistes critiques hésitent à écailler. Ils se sentent enfermés dans l'alternative suivante : une marginalité ingrate et inopérante, ou une

discussion sophistiquée à l'intérieur de « l'état des choses » généralement admis – imposé en réalité par les généraux de l'économie-monde. Or, la résistance efficace à l'oppression suppose un inconfort intellectuel : contester sans diaboliser, refuser l'intolérable tout en sachant repérer l'inaccessible.

Il n'est plus inaccessible aujourd'hui, je crois, d'exiger et d'obtenir un *processus* de démocratisation (et non le don du ciel d'une démocratie idéale) des décisions économiques et politiques internationales. Le refus d'un tel processus ne peut s'exprimer que par un louvoiement : le système-monde a trop besoin de l'absolution démocratique – il en fait même une « conditionnalité ». Ce besoin est un précieux appât pour amener le Moloch à respecter davantage, un peu partout, le droit des gens et des peuples à la vie et à la dignité. Certains himalayans politiques ne sont plus hors d'atteinte, certains monstres peuvent être piégés : mais l'alpinisme, comme la chasse, demande de l'entraînement et un peu d'organisation.

La démocratie en panne

L'Occident prêche à travers le monde une démocratie qui, chez lui, traverse une crise grave : fractures sociales, montée des fascismes, désaffection des électeurs, fatalisme interne et externe, face au chômage et face aux purifications ethniques (sur le rejet desquelles s'était fondé son renouveau, en 1944-1945). Bref, le citoyen se sent impuissant dans un système impuissant.

Lutter contre ce sentiment destructeur suppose d'identifier les lieux et les mécanismes du pouvoir. J'ai souligné toute l'importance de ses différents modes d'exercice aux étages inférieurs. Mais on ne peut évidemment s'y confiner lorsqu'on est confronté à des enjeux nationaux et, de plus en plus souvent, planétaires. En cet étage supérieur, les normes des activités ordinaires s'éloignent, et s'abaissent aussi les frontières

classiques entre les différents pouvoirs : économique, politique, médiatique, idéologique¹... Par-delà les rivalités de personnes, leurs détenteurs participent d'un même type de relation, « au second degré », avec la société. Leur « affranchissement » des règles communes fait courir le même type de périls à tous ceux qu'ils « dirigent ». Leur situation les amène quasi systématiquement à user du même type de double langage – dont j'exposerai plus loin le fonctionnement. Elle induit des comportements similaires – et cultive soigneusement une certaine passivité des étages inférieurs : c'est là qu'il s'agit de ne pas se laisser faire...

Les cercles de la nomenklatura

La révolution d'Octobre a permis d'expérimenter la double abolition simultanée des privilèges économiques et politiques institués. Elle a révélé du même coup que l'étage supérieur avait horreur du vide : évacué de ses privilégiés officiels, il s'est empli d'une cohorte de privilégiés officieux, non moins méprisants et hypocrites. Du coup, le terme de nomenklatura a fait fortune – plus que le peuple russe.

On s'est aperçu en effet, y compris en Occident, que les pouvoirs et privilèges réels n'étaient pas identiques aux officiels. Certaines personnes investies de la légitimité démocratique (les députés par exemple) ont en réalité assez peu de poids, tandis que d'obscurs fonctionnaires du Trésor ou du Budget sont de véritables roitelets. Et, bien entendu, les ténors de l'économie ou des médias font entendre leurs voix puissantes : le chœur ne pratique pas la séparation des pouvoirs.

Les nomenklaturas, c'est bien connu, s'organisent en cercles concentriques : il y a le petit noyau des décideurs suprêmes, puis leur entourage, qui a un accès direct à leur capacité d'influence, puis la ronde des familiers de ce premier cercle, et ainsi de suite. Chaque positionnement est l'objet d'âpres conflits, dont les épisodes n'ont pas grand-chose à voir avec les règles de la

1. J'ai développé cette idée en 1999 dans un article partiellement inséré en annexe de la présente édition.

démocratie. Il importe de bien connaître les situations les plus centrales, mais, dans ce monde de faux-semblants, cela suppose d'être soi-même assez bien situé – même si les « trombinoscopes » sont de gros succès d'édition. Les relations personnelles sont en effet beaucoup plus importantes que les fonctions apparentes : dans ce monde, les avantages reçus relèvent plus des libéralités bienveillantes ou intéressées que de l'application d'un droit – tout cela transcendant bien entendu les frontières partisans et les idéologies électorales.

En France, comme ailleurs, la composition des cercles est donc mouvante et arbitraire. Il est clair cependant que le noyau central comprend le président de la République : il est investi de tels pouvoirs qu'il y fait habituellement le vide politique, et que son poste est la cible de toutes les stratégies. On peut placer aussi, dans ce noyau, les patrons de quelques très grosses entreprises et banques privées, dont la nomination ne dépend pas du président ; peut-être deux ou trois patrons de groupes de communication (qui se confondent parfois avec les précédents) ; et, probablement, les directeurs du Trésor et du Budget : non que les présidents ne puissent les remplacer, mais aucun d'entre eux n'a su, jusqu'à présent, contredire leurs administrations plus d'une ou deux fois par septennat. S'y ajoutent encore, en période de cohabitation, le Premier ministre et le chef de la majorité parlementaire.

Autour de cette quinzaine de personnes, un premier cercle, dix fois plus nombreux, se compose de leurs vieux complices, de quelques conseillers influents, d'une dizaine de ministres, d'autant de PDG du secteur nationalisé, de rares parlementaires et leaders politiques (les responsables syndicaux sont en phase de rétrogradation), de quelques très hauts fonctionnaires et militaires, de plusieurs dizaines de responsables économiques et médiatiques, de personnalités de divers ordres que leur forte autorité ou popularité rendent indispensables. L'influence de la première entreprise française, Elf – cet « État dans l'État » qui tire la politique étrangère française vers le soutien aux

dictatures et commissionne tous azimuts ceux qui peuvent lui octroyer des « concessions » –, illustre bien le fonctionnement de ce premier cercle. Avec la privatisation d'Elf, son PDG rejoindra le noyau central. Comme par hasard, il a été durant 14 ans haut fonctionnaire au Trésor⁽⁷⁾.

Cette cartographie du pouvoir laisse peu de place à la légitimité démocratique. Celle du président de la République est trop isolée, ce qui l'emmène dans une dérive monarchique et attire un tourbillon courtisan, maintes fois dénoncés. Les électeurs ne choisissent ainsi qu'une petite proportion des véritables détenteurs du pouvoir et, surtout, leur choix n'influe guère sur son fonctionnement. On s'explique leur désillusion, voire leur propre dérive vers un vote extrémiste : ils risquent de jeter la démocratie avec le système. Les électeurs socialistes, par exemple, ont cru en 1981 que leurs valeurs accéderaient au pouvoir : leur leader et quelques-uns des leurs sont certes entrés dans le noyau central et le premier cercle, mais ils s'y sont si bien coulés qu'ils y ont aussi coulé leurs valeurs. Il faut dire que, tels les nouveaux riches, ils avaient l'excuse (à l'exception du premier d'entre eux) d'une insuffisante familiarité avec les séductions du deuxième étage.

Il ressort de tout cela qu'il ne suffit pas de déléguer des héros dans la nomenklatura, puis de les abandonner aux délices de Capoue : il faut à la fois corriger le système et, en permanence, le livrer aux complots du civisme. Puisque la démocratie est à l'ordre du jour, le moins que l'on puisse exiger, c'est que la Constitution rende des pouvoirs effectifs au Parlement, lieu du débat démocratique. Son abaissement actuel est une indignité, il décourage les meilleurs de ses membres. Comme l'écrit l'un d'entre eux dans son testament de député, l'un des objectifs politiques prioritaires est de « refaire le Parlement⁽⁸⁾ ». Cela suppose en même temps qu'on ramène les pouvoirs du Président à des normes plus civilisées – limitant du même coup les perversions courtisanes.

Mais aucune réforme constitutionnelle ne dispensera les citoyens d'organiser de multiples manières leur présence, leur vigilance, leur influence. Ils ont à revivifier leurs instruments d'expression collective : partis, syndicats (y compris les syndicats professionnels, pour contrebalancer le poids excessif, jusque dans le noyau central, des très grandes banques et entreprises), associations civiques, etc. Ils ont aussi à investir par leurs réseaux tous les secteurs de l'étage supérieur, pour y créer des failles, qui laissent s'y ramifier l'expression de leurs besoins et de leurs espérances.

J'ai déjà évoqué le pèlerinage annuel de la nomenclatura mondiale à Davos. La faible intégration politique internationale complique le schéma concentrique. Autour du président des États-Unis, les responsables politiques du premier noyau ne sont qu'une poignée. On trouve, en revanche, une véritable armada économique : le système Bretton Woods et ses satellites, plus un nombre relativement important de patrons de multinationales et de financiers. Ne pas oublier les militaires, américains ou russes : ils pourraient, si on les néglige, se rappeler à notre bon souvenir². Cependant, les grandes armées sont en crise, et le déficit actuel du politique est tel que l'essentiel des pouvoirs mondiaux glisse vers les réseaux transnationaux.

L'emballage transnational

Les stratégies de mondialisation des grandes firmes tendent à structurer l'économie mondiale en réseaux multifonctionnels et quasi monopolistiques⁽⁹⁾. S'appuyant sur les ressources des villes plutôt que sur la légalité des États, ces stratégies concourent ainsi au « processus de contournement et de relativisation de la partition interétatique de la planète⁽¹⁰⁾ », à l'installation d'un « réseau-monde ». Elles contribuent, avec d'autres phénomènes sociaux (la science, le sport, l'humanitaire...), et grâce au boom des télécommunications, à la constitution d'une sorte de société

2. Depuis 2001, le lobby militaro-industriel joue à nouveau un rôle déterminant dans la politique américaine, et donc dans les relations internationales.

civile mondiale. On pourrait s'en féliciter si cette société-monde, faute de lest politique, n'était vouée à « l'irresponsabilité illimitée⁽¹¹⁾ » : elle ne peut ou ne veut jamais prendre en compte la population d'un « territoire » précis.

Le géographe Jacques Lévy souligne le caractère « ponctuel » de cette société-monde : elle va de point en point, « points dans le temps, points dans l'espace. Un ensemble souvent discontinu d'actions à prétention universelle par les valeurs et les champs d'application invoqués, mais toujours singulières, non reproductibles [...]. Si la société civile peut à la rigueur se contenter d'un réseau, la société politique, elle, a besoin d'un territoire car lui seul possède l'exhaustivité qui garantit la mise en phase de tous les espaces concernés par les demandes et les réponses de la société à elle-même. Il faut bien distinguer un réseau même général mais fondamentalement saillant, d'un territoire même limité mais prégnant, global⁽¹²⁾. »

L'histoire des États soulève certes bien des problèmes de légitimité politique, ils n'en restent pas moins pour l'instant « la moins mauvaise instance de régulation à pouvoirs territoriaux et la plus généralement admise⁽¹³⁾ ». Le transnational civil va plus vite que la musique, il ne doit pas trop précéder la mise en place d'une légitimité politique internationale. Celle-ci est éminemment souhaitable mais, tant qu'elle balbutie, les États ou leurs regroupements demeurent les principaux points d'appui d'une action civique. Ce sont pour le moment les seules instances politiques qui puissent contrecarrer l'emballage transnational des grands conglomérats économiques, leur faux universel dérégulé. Encore faut-il que ces instances veuillent jouer pleinement leur rôle politique de membre ou d'actionnaire des multiples organisations internationales auxquelles elles participent. Les États-Unis n'ont qu'un cinquième du capital du FMI, mais ils y font la loi, parce que les États actionnaires n'y délèguent que des technocrates standardisés, « mondanisés ».

La voiture de Monsieur est avancée

Je ne voudrais pas concurrencer ici *Le Canard enchaîné*, et réduire la compréhension de l'étage supérieur à la caricature de ses comportements. Il importe cependant de ne pas sous-estimer l'incidence des habitudes : non seulement elles engendrent un conformisme, mais elles contribuent insensiblement à détacher les privilégiés de toutes ces petites fibres qui les ramènent aux soucis et contraintes de leurs concitoyens. On a beaucoup daubé sur la « gauche caviar » et, plus récemment, sur le « gang des R25 » : c'était façon, pour des électeurs déçus, de résumer l'intégration à la nomenklatura d'un certain nombre de militants de la justice sociale. Un éminent politologue, que je questionnais sur cette intégration, insistait sur l'effet insidieux des signes et facilités du pouvoir : le fameux téléphone interministériel, les transports onéreux, les télécommunications sophistiquées, un personnel de service surabondant, les courbettes et autres obséquiosités. À moins d'être de bois, à la fin, on n'est plus le même homme.

Je parle des hommes plutôt que des femmes, assez rares en cet étage. Elles n'ont sans doute pas la même agressivité prédatrice, mais puisque l'accès aux plus hautes responsabilités est aussi politique, rien n'empêcherait les électeurs – et les électrices, plus nombreuses – d'en choisir davantage. Encore faudrait-il qu'elles s'imposent comme candidates, dans des partis qui sont de plus en plus souvent des écoles de cynisme.

On connaît la leçon d'un ancien Premier ministre : « Les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent. » Un président de commission parlementaire confiait qu'il ne pouvait plus évoquer les droits de l'Homme sans susciter les ricanements de ses collègues de parti, façon de dire : « Comment, vous en êtes encore à ce stade ? » Tel leader, à qui l'on reproche de ne pas être un « tueur », s'empresse de recruter quelques conseillers dotés à cet égard d'une solide réputation. *Le Canard enchaîné*, déjà cité, tire une grande partie de son fonds de commerce des

informations fournies par des camarades ou compagnons « bien intentionnés ». On pourrait continuer longtemps sur ce registre. Si on apprend à traiter ainsi ses « amis » politiques, quel sort réservera-t-on à ses électeurs ?

La nomenklatura politico-administrative pratique par ailleurs avec délectation la libre circulation dans le monde économique. Le « pantouflage » des hauts fonctionnaires, dans les grandes entreprises dont ils ont ménagé les intérêts, est à la fois interdit et quasi généralisé. Les chefs d'écuries politiques, de leur côté, se sont laissé persuader que leur élection dépendait d'une débauche de communication : le financement des campagnes électorales suppose dès lors de vastes réseaux de trafic d'influence, et le détournement de fonds publics (ceux par exemple de l'aide au développement, avec la complaisance intéressée des chefs d'État récipiendaires). En ce domaine, heureusement, une vive réaction civique a commencé de s'exercer : les campagnes trop dispendieuses se sont retournées contre leurs auteurs ; le zèle de quelques juges, en Italie, en Espagne ou en France, a réveillé l'opinion publique, obligeant la classe politique à s'imposer à elle-même des règles contre la corruption et la concussion³.

L'inoculation de l'indifférence

Ce dernier retournement de situation montre bien sur quel terreau prospère le mépris du bien public et des électeurs : sur l'absence de réaction de ces derniers. En France, où les privilégiés sont particulièrement coriaces, l'opinion est capable de longues périodes de fatalisme – amusées par les caricaturistes et les chansonniers. L'impudence des privilégiés est d'autant plus

3. Cette vision était trop optimiste. Depuis dix ans, les moyens et l'impunité des cercles corrupteurs se sont considérablement accrus, *via* les paradis fiscaux. Si le secret des transactions financières internationales continue de s'étendre contre la justice et le fisc, les différentes formes de mafias gagneront bientôt la partie contre la démocratie, tandis que les biens publics fondront avec l'argent public.

grande qu'ils savent pouvoir miser sur ce fatalisme, avec la complicité des principaux médias.

En 1990, d'audacieux journalistes dénoncèrent enfin les incroyables dérives affairistes de la cellule franco-africaine de l'Élysée, dirigée très officiellement par le propre fils du président de la République. Ce même président affirma tranquillement, lors de la solennelle conférence de presse du 14 juillet : « Il n'y a pas de Monsieur Afrique à l'Élysée. » On imagine ce qu'eût écrit la presse américaine si George Bush avait prétendu que personne à la Maison Blanche ne s'occupait de l'Amérique latine ! Eh bien, la phrase élyséenne ne fut, à ma connaissance, nulle part commentée : les propriétaires de plusieurs médias sont compromis dans les trafics franco-africains ; les autres ont supposé que le sujet n'intéressait pas l'opinion ; quant aux journalistes qui s'intéressaient à la question (l'un d'entre eux avait été condamné en référé, sur plaidoirie d'un futur ministre de la Justice, avant de gagner sur le fond), comment s'entêter après cela ? Et si personne n'informe dans la durée, comment l'opinion pourrait-elle comprendre ce qui se passe ? On voit le cercle vicieux...

Il fallut l'obstination surhumaine de quelques hémophiles, et le talent d'une journaliste, pour que l'affaire du sang contaminé échappe au tombeau qui lui était promis. Plus les médias audiovisuels installent la culture de l'immédiat (« j'y pense, puis j'oublie »), plus les responsables politiques peuvent se croire hors d'atteinte. Leur premier réflexe devient : « Attendons que ça se passe. » Chez les citoyens, la résignation s'accumule (comme le ferait la confiance) : « Je n'ai rien pu faire, donc je ne ferai rien. » À la fin, seule surnage l'indifférence.

Pour la secouer, face au massacre des Kurdes ou à l'holocauste des Somaliens, faut-il attendre chaque fois un Bernard Kouchner ? *Famine, fatigue*, titrait un excellent reportage télévisuel de Patrice Barrat⁽¹⁴⁾. Les héros sont fatigués, et l'opinion s'en lasse. Elle enterre les minorités soudanaises et les musulmans bosniaques. Peut-être le temps est-il aussi venu d'enterrer

une certaine représentation de « l'opinion » – qui, comme « le peuple », se lèverait « en masse » ? Certes, ce genre d'insurrection reste toujours possible, et parfois souhaitable. Mais peut-on remettre notre conscience aux humeurs de cette opinion ectoplasme – plus que notre civisme à l'État jacobin, ou notre utilité à la macroéconomie ?

Il devient urgent de concevoir et édifier une structuration de cette « opinion », d'organiser l'interpellation de la société-monde par les étages inférieurs de la société. Réorganiser plutôt : des structures ont déjà joué ce rôle militant (Églises, idéologies, partis, syndicats...), mais elles ne semblent plus pouvoir ou vouloir le jouer – sinon comme adjuvantes. Des mouvements de résistance civique naissent ponctuellement, face à telle ou telle iniquité. Or, il faut devenir capable d'une vigilance permanente, face à un étage supérieur constamment tenté d'abuser ou d'écraser. Comment étager et fédérer ces réactions civiques, sans bien entendu les fondre – mieux, en cultivant leur génie instituant ? Quelle « Charte du citoyen » proposer à cet effet – avec pour objectif politique, à la fois ambitieux et modeste, le respect d'un minimum de dignité humaine ? Je ne le sais pas encore, mais j'estime possible et indispensable d'y travailler, d'y « comploter » ouvertement⁴.

Double langage, presbytie et myopie

Une duplicité constitutive

« Un éléphant, ça trompe énormément », chantent les enfants. Nous devrions tous avoir appris, dès l'enfance, qu'un pachyderme de l'étage supérieur ne peut pas faire autrement que de chercher, en permanence, à tromper son monde : on n'arrive pas à cette altitude et on n'y survit pas sans savoir pratiquer le double langage, sans développer une vive capacité

4. Ce qu'on appelle désormais le mouvement altermondialiste tente de relever ces défis.

d'occultation et d'omission. Mais, comme la trompe de l'éléphant, le double langage est à la fois un trait spécifique, un outil, et un « point faible » : on peut s'en servir pour dompter son propriétaire.

Résumons l'argument braudélien : l'économie-monde prône le marché, car elle a absolument besoin d'exploiter son labeur et ses produits ; mais la stratégie de ses membres vise à s'extraire des règles du marché, à imposer des rapports inégaux. Pour contraindre, elle se mêle forcément de politique. Davantage, elle est politique. J'ai cru pouvoir transposer à la politique la tripartition braudélienne, et montrer qu'à l'étage supérieur de la politique (plongé d'ailleurs dans l'économie-monde), les tenants pratiquent aussi le double langage : ils se réclament de l'équité et de la démocratie, tout en asseyant leur domination et leurs privilèges. On me dira : c'est inévitable, c'est quasiment un truisme. Justement ! Cela permet de quitter le terrain stérile de la dénonciation des personnes (qui, là où elles sont, ne peuvent pratiquement pas se comporter autrement), et de s'intéresser aux parades, contrepoisons ou immunisations.

La duplicité constitutive affecte d'autres hauteurs, en des domaines qui soignent pourtant leur réputation d'intégrité. Au faite de la science, où s'entrecroisent forcément l'économie et la politique, on pratique couramment l'exploitation et le mensonge par omission : toutes sortes d'intérêts non scientifiques poussaient le professeur Gallo à occulter la part prise par son collègue Montagné dans la découverte du virus du sida. Le parcours sportif d'un Bernard Tapie est une illustration fascinante (tellement l'intéressé en a lui-même été fasciné) de l'arbitraire de l'étage supérieur : jusqu'au jour où l'on tombe sur un « naïf » buté, qui veut encore croire aux règles du jeu, on a le sentiment de pouvoir acheter n'importe qui, de pouvoir vendre n'importe quel boniment, en mélangeant allègrement les affaires, les portefeuilles et les shows télévisés. Depuis, le propriétaire de l'AC Milan, Silvio Berlusconi, a fait beaucoup plus fort. Les sommités culturelles et religieuses n'échappent pas davantage au

double langage – fût-il plus compassé. La duplicité n'est pas individuelle, mais structurelle.

Certains proposent d'y remédier par une rotation rapide aux postes de responsabilité. Mais les milliardaires n'ont pas envie d'échanger leurs milliards contre des clopinettes : tout juste peut-on les leur rogner par l'impôt, ou s'interroger sur l'origine de leur fortune. Les autres seigneurs de l'économie-monde, comme la caste des très hauts fonctionnaires pantouflés en PDG, ne se laisseront pas facilement « dégommer ». Il n'y a qu'en politique que l'on pourrait améliorer la rotation. Il ne faut pourtant pas trop rêver à cet égard : la nomenklatura a ses mécanismes de défense et de rejet, les corps trop étrangers sont rapidement marginalisés ; elle peut en moins de trois mois rendre impuissant et ridicule même un président de la République française – pourtant doté constitutionnellement de pouvoirs considérables. Il suffirait qu'il n'ait pas montré patte blanche (ou plutôt noire), et que sa « simplicité » paraisse menaçante. Son entrée dans le noyau dur de la duplicité paraîtrait vite d'une folle naïveté, et le bon peuple se contenterait sans doute d'assister à sa mise au pilori : les Américains ont laissé l'establishment washingtonien renvoyer l'« idéaliste » Jimmy Carter à ses cacahuètes.

Bref, on ne peut trop miser sur les changements de personnel – même s'ils ouvrent des brèches fugaces –, et rien, en tout cas, ne peut dispenser de la lucidité, de l'intervention et de la vivante représentation des citoyens.

Humour et décodage

La vie et la société abondent de phénomènes d'inversion ou de décryptage : on perçoit à l'envers et on comprend à l'endroit, on conçoit à gauche et on opère à droite, par une transformation devenue souvent inconsciente. Il me semble qu'il conviendrait d'encourager un apprentissage précoce du décodage des « hypocrisies » de la société-monde : cela permettrait d'en comprendre les messages sans s'énerver contre ses mensonges

ordinaires – dont on pourrait sourire comme d'un travers mineur.

Si, actuellement, la situation n'a rien de drôle, c'est peut-être parce que tout le monde, ou presque, est dramatiquement « sérieux ». Le système-monde surexploite, il lui arrive même d'affamer et de massacrer, emporté par son propre dérèglement : il prône si sérieusement la démocratie et le marché qu'il en oublie généralement l'imposture de son discours. Les agents économiques et les citoyens, de leur côté, l'écoutent sérieusement, ils prennent ces paroles pour argent comptant – si j'ose dire –, ou rejettent tout en vrac. Bref, ils n'entendent pas l'information utile, leurs réactions ne sont pas adaptées, ni leurs refus ajustés.

Ce qui rend si fascinant l'accès à l'étage supérieur, c'est qu'on a l'impression d'y retrouver l'aisance et le ludisme de l'enfance, avant le corset des règles sociales : on peut s'amuser à demander n'importe quoi, ou presque – bloquer un aéroport pour se faire couper les cheveux... –, on peut manipuler les gens, collectionner les gadgets ou les pyramides. Mais ce retour d'enfance n'est pas très frais, et l'on peut se demander qui est le plus adulte : Alice au pays des merveilles ou la Reine de Cœur, avec sa cruauté capricieuse d'enfant gâté ? L'accession à l'étage supérieur fait, en maints domaines, perdre les pédales. Ceux d'en dessous, qui tournent les manivelles, sont donc paradoxalement dans une position de supériorité et de plus grande responsabilité : cela les autorise à pratiquer la correction avec un certain humour. La soumission est d'abord dans les têtes. S'en déprendre est aussi libérant pour l'esclave que pour le maître – même si celui-ci met quelque temps à se départir de son sérieux cravaté, et à trouver plaisant le contre-pied.

Ce type de renversement n'a d'intérêt politique que s'il dépasse l'exception individuelle – si cette liberté de ton et cette indulgence de principe imprègnent profondément un nombre croissant de citoyens, et si un certain type de formation des « décideurs » peut éviter que trop d'entre eux n'aient comme

première réaction celle du père Ubu: « Je massacre d'abord, je discute ensuite. »

Une formation déformante

Le double langage ne résulte pas seulement de la licence régnant à l'étage supérieur, des infidélités que l'on s'y autorise vis-à-vis des règles et du sens communs. Il provient aussi d'un défaut de perception, une « presbytie », provoquée par un certain type de formation.

L'aide publique au développement (APD) fait partie des mannes financières dont les tenants de l'étage supérieur se réservent le contrôle. Je ne parvenais pas à comprendre pourquoi les ordonnateurs de cette aide s'obstinaient dans des conduites d'échec, contre les avis et propositions quasi unanimes des praticiens. Une première explication tient à ce que les flux financiers en jeu, même s'ils n'irriguent pas le développement, ne sont pas perdus pour tout le monde: ils alimentent, entre autres, des « caisses noires » bien utiles pour graisser les rouages du système-monde. Mais cette explication par la corruption ne pouvait suffire: la persistance dans l'erreur s'appuie sur trop de connivences intellectuelles, y compris chez des hauts fonctionnaires *a priori* honnêtes.

Un familier de ce type de décideurs me fit observer qu'ils n'avaient guère pu échapper à l'une des trois filières suivantes de formation économique: celle prodiguée par le Trésor, à la remorque des institutions de Bretton Woods; celle, classique, de l'Université ou des grandes écoles, enseignant une macroéconomie et une microéconomie d'essence statistique (les grands nombres constituent automatiquement la macroéconomie, et la microéconomie ressemble à la physique des particules); ou, plus rarement, l'école marxiste, dont on a vu qu'elle reproduisait l'illusion macroéconomique de son anti-modèle. Tout cela manquant terriblement d'épaisseur, de racines, d'articulations, d'historicité... Cette description ne vaut pas que pour l'APD: elle définit bien le déficit visuel de la

nomenklatura. Si son discours et ses décisions passent si souvent à côté des réalités, c'est aussi parce qu'elle en a une lecture très déformée.

La France politique et économique est dominée par les anciens élèves de l'ENA. La principale raison invoquée par les énarques contre la « provincialisation » de leur école à Strasbourg, c'est qu'elle rend plus difficile l'intervention des hauts fonctionnaires dans la formation de leurs successeurs : on sent comme une terreur d'apprendre la vie ailleurs que dans le voisinage du sommet – assez inquiétante chez ceux qui ont la prétention de diriger des êtres humains. Une telle filière est, sinon invalidante, du moins très handicapante. Accoler ce qualificatif à une formation prestigieuse, c'est salubre pour ceux qui l'ont reçue, comme pour leurs subordonnés. Cela participe de l'humour évoqué plus haut. Ceci dit, nous sommes tous quelque part des handicapés, et je milite pour leur intégration dans la société...

Macrotropisme et presbytie

De minimis non curat prætor (le chef ne se soucie pas des petites choses), rabâchait-on déjà dans la première grande économie-monde, la romaine. Non seulement les futurs patrons du système-monde boivent l'illusion macroscopique au long de leur formation, mais ils sont emportés ensuite dans un « macrotropisme » qui ne les incite guère à descendre de leur nuage. Cela devient en effet, non seulement une question de point de vue, mais de pouvoir : plus on brasse des grandes quantités et de gros flux, plus on est puissant et reconnu. Mais cela suppose de repousser farouchement vers autrui les considérations de détail.

Je prendrai encore un exemple dans la gestion de l'APD française, véritable mine de dysfonctionnements. Le Trésor – qui n'a aucune compétence en matière de développement – en détient une part croissante, environ 60 %. Les sommes qu'il débloque sont systématiquement affectées à de grosses opérations, de préférence financières. Tout le monde sait que c'est

dans ce type d'opérations qu'il y a le plus de « coulage », et le taux d'appropriation par les populations le plus réduit. Mais ce n'est pas très fatigant, on peut dépenser vite et beaucoup. Si, en revanche, l'on se préoccupe de ramifier les flux, d'étudier le contexte et les besoins des gens, on entre dans des processus infiniment périlleux : intellectuellement d'abord, car les Trésoriers ne savent plus de quoi on parle, et surtout en termes de pouvoir – car il est clair que des programmes démultipliés devraient être gérés par d'autres qu'eux, à commencer par le ministère de la Coopération. Résultat, on dépense vite, mal et en vrac, pour surtout ne pas laisser de temps et d'argent à tous ceux qui pourraient le dépenser avec circonspection, à un niveau plus fin.

On préférera de même, dans les pays « bénéficiaires », allouer une aide considérable pour les études supérieures, inadaptées, des rejetons de la nomenklatura locale, plutôt que de s'intéresser aux milliers de dépenses minuscules qui favoriseraient la généralisation de l'enseignement primaire.

Ce macrotropisme fait perdre le sens de notions élémentaires, comme la nécessaire coexistence de situations (économiques, politiques et sociales) petites, moyennes et grosses : les macrotropes souffrent de presbytie aiguë, ils sont aveugles à ce qui fait vivre, agir et rêver tous les « petits » acteurs des étages inférieurs, ils croient – économistes en chef, chefs politiques ou rédacteurs en chef – pouvoir les manipuler comme des objets statistiques. Or ça résiste, et de plus en plus : les bonnes vieilles recettes du marketing, de la publicité, de l'électoratisme ou de l'audimat s'essouffent. Cette résistance à un manque fondamental de « respect » paraît certes encore velléitaire, car trop peu organisée. D'aucuns, redoublant de cynisme, croient pouvoir l'enrôler dans leurs *reality shows*. Ce n'est pas forcément les cyniques qui auront raison : ceux qui, en haut et en bas, entreprennent de retisser des communications efficaces entre les étages, ont aussi leurs chances – surtout s'ils cherchent à faire converger leurs efforts.

Une vision raccourcie

On peut être à la fois presbyte et myope. Non seulement, on l'a vu, les dirigeants du système-monde distinguent mal les réalités proches, petites et moyennes, mais encore leur horizon temporel est considérablement restreint. Cette myopie a été plus souvent étudiée que les autres défauts : je ne l'évoquerai donc que brièvement.

La prolongation du pouvoir des décideurs dépend souvent du bénéfice qu'ils peuvent afficher chaque année, de l'hypnose des électeurs ou de la satisfaction des groupes de pression. Donner la priorité à ces objectifs est peu compatible avec une perspective de long ou même de moyen termes – et le système-monde ressemble à un bateau ivre.

Relativiser ces objectifs supposerait un autre mode d'exercice du pouvoir, moins décroché des échelons intermédiaires : les critères d'évaluation et de sanction, par les actionnaires ou les électeurs, pourraient alors être moins primaires. Les décideurs sont d'autant plus invités à la myopie que le reste de la société se range à leur point de vue, adopte leurs instruments de lecture, ou se résigne à ne plus lire. Les PME ou les associations qui se complaisent dans leur atomisation impuissante⁵, les électeurs qui se contentent de consommer au fast-food politique deux ou trois fois par décennie, sont solidaires d'un pilotage sans visibilité.

Les dispositifs correcteurs sont à chercher dans la durée, que continuent de cultiver les étages inférieurs : le temps d'élever un enfant, d'habiter une maison, d'apprendre un artisanat, de façonner un paysage ou d'embellir un quartier. Ce temps doit réussir à se faire voir, et entendre, des Cocotte-Minute à gyrophare et des grands prêtres de la compétitivité⁽¹⁵⁾.

5. Depuis le tournant du siècle, l'essor du mouvement altermondialiste s'accompagne d'un reflux très net des querelles de chapelle entre associations. La montée des défis stimulerait-elle le travail en commun ?

Des complots publics

La perspective de ce chapitre et de ce livre n'est pas la destruction illusoire de l'étage supérieur, mais sa « civilisation », selon une stratégie à la fois préventive et subversive. Il s'agit, d'une part, de renforcer les obstacles à son omnipotence, les parades à sa capacité de nuisance, d'autre part de l'infiltrer par tous ses pores, pour multiplier les canaux de communication et élargir les voies de passage.

Je n'ignore pas les risques et méfaits de la subversion, au sens courant : cette volonté de puissance qui avance masquée peut conduire à un exercice du pouvoir encore plus tortueux, ou se diluer dans les dédales de l'organisation ennemie. Mais, justement, il ne s'agit ici ni de puissance, ni de masque, ni même *a priori* d'ennemi. Il s'agit de se voir reconnaître un seuil minimum de dignité, de droits civiques. Il s'agit, par une démarche de conviction ouverte et publique, de réduire les processus schizophréniques qui, sans une vigilance constante, transforment en castes ennemies des « décideurs » issus pourtant de la même humanité.

Cette ouverture, cette publicité, cet affichage d'un objectif de bien public, sont donc consubstantiels de la stratégie exposée ici – une stratégie non-violente, mais qui n'exclut pas une certaine dose d'agressivité interpellatrice. Il s'agirait sans cela d'une nouvelle variante de la captation du pouvoir par une élite soi-disant éclairée.

Tisser des réseaux de complicité

La tripartition que j'ai tenté d'illustrer n'est pas une stratification en trois étages étanches. En principe, le passage et la communication devraient être permanents : la société instituée est produite par la société instituant ; les jeux économiques et politiques s'apprennent aux étages inférieurs, et leurs « produits » sont d'autant plus performants qu'ils valorisent la fécondité de ces étages. Plus les personnes, les productions et

les messages peuvent circuler entre les étages, plus on a de chances de délégitimer les privilèges excessifs et d'ébrécher les obscurantismes.

Mais il est clair que cette circulation idéale ne se fait pas toute seule. C'est bien parce qu'elle est aussi œuvre d'intelligence et de volonté qu'il fallait au préalable décrire l'architecture, souvent obstruée, de la société-monde. On peut ensuite, avec humour si possible, ourdir des « complots de désobstruction » – là où de trop gros caillots font courir le risque d'une congestion cérébrale.

Il n'est pas de complots sans complices – et, en l'occurrence, sans réseaux de complicité. Il s'agit en effet de suppléer ou revitaliser des connexions sclérosées: rien de tel pour cela que de suivre les processus de vascularisation du système-monde, ces réseaux de tous ordres évoqués au chapitre précédent. L'enjeu n'est pas de susciter de nouveaux réseaux d'affaires ou de conquête du pouvoir: ceux-là n'ont pas besoin, pour exister, de l'attention des citoyens. Mais des réseaux transversaux, motivés par une exigence d'équité et de bien public, particulière ou générale.

Deux voies s'ouvrent à ce stade: la plus connue est celle des partis politiques, ces réseaux de complicité fondés sur une vision de l'intérêt public. Pour la mettre en œuvre, les partis se présentent comme des « entreprises générales », omniconpétentes, de résolution de l'ensemble des problèmes sociaux: ils prétendent détenir à la fois l'orientation, le savoir, et le savoir-faire qui ont réponse à tout. Leurs dirigeants cachent ainsi maladroitement leur ambition principale: exercer la fonction – estimable – de gestion des affaires publiques. Et le pragmatisme indispensable en cette fonction est d'autant plus aspiré vers un cynisme « realpoliticien » que l'idéologie du parti, à vouloir trop embrasser, n'étreint plus grand-chose. Elle mobilise aussi de moins en moins de monde, et les réseaux de complicité se délient à la base.

Une autre voie, moins ambitieuse, consiste à tisser des réseaux autour d'un objectif plus spécifique – abandonnant l'exercice général du pouvoir aux professionnels de la chose. De multiples ligues ou associations se sont ainsi créées pour promouvoir telle ou telle valeur, tel ou tel droit, dans tel ou tel domaine. Elles parviennent souvent à entretenir une certaine convivialité interne, un capital de sympathie dans le public, et des correspondants à l'étage supérieur. Mais la somme de ces combats parcellaires, certes précieux, constitue un contrepoids trop léger aux dérives du système-monde – surtout si, en même temps, on passe à la trappe les affiliations idéologiques.

Il faut sans doute concevoir une approche plus globale, plus subversive. Cela suppose d'abord de préciser les enjeux. On gagnerait probablement à distinguer entre l'orientation et le savoir-faire, entre la militance civique et le talent politique. Tant qu'à élire des dirigeants, il vaut mieux choisir les meilleurs gérants – ou les moins mauvais – de la complexité sociale, sans rêver qu'ils soient aussi des saints ou des prophètes, et relier leur pouvoir à l'expression organisée des aspirations de la société. Mais cette distinction suppose une mutation de la passion politique, voire un dangereux passage à vide – et cette expression organisée reste largement à édifier.

Tout en la distinguant de l'exercice général du pouvoir, je ne crois pas possible d'évacuer la quête collective d'une meilleure équité. Je crois souhaitable que des réseaux d'hommes et de femmes focalisent leurs énergies contre ce qui leur paraît l'injustice centrale, et que les mouvements spécialisés cherchent à relier leur combat particulier à des perspectives plus vastes. Je crois donc à la nécessité des partis et des partis pris, avec des objectifs plus lucides : non pas conquérir le pouvoir, mais le relativiser, l'instrumentaliser, obtenir de lui qu'il serve effectivement telle priorité vitale.

Les partisans de cette priorité, à tous les étages, ne seraient plus alors des dupes : ils ne militeraient plus pour qu'un seul d'entre eux s'empare, comme du Saint-Graal, d'un pouvoir

mythique, mais pour que chacun puisse boire et donner à boire, là où il est, un bol de liberté, d'égalité et de fraternité; ils ne rêveraient plus en vain de supprimer l'étage supérieur, ne se satisferaient plus de remplacer ses occupants (l'éternel recommencement), mais pourraient s'ingénier à rendre plus habitable l'ensemble de l'édifice, à éclairer les recoins sordides, à ouvrir portes et fenêtres.

J'estime pour ma part que l'injustice centrale, aujourd'hui, réside dans les rapports Nord-Sud. Nous sommes tous livrés aux excès du système-monde, nous avons tous la même difficulté à comprendre comment le civiliser, mais sa barbarie est particulièrement meurtrière dans les pays du Sud: les désordres criminels qui s'y perpétuent nous frappent tous d'indignité, et nous menacent tous. C'est à cela qu'il faut d'abord porter remède, sachant que les causes du mal se trouvent en bonne partie au Nord, et que la thérapie lui sera aussi bénéfique.

C'est pourquoi, sans savoir encore si, ni comment, cette priorité peut s'articuler avec la mutation politique évoquée plus haut, je participe, en France et en Europe, à des réseaux de complicité qui veulent la mettre en avant. Parce que cet objectif est particulièrement difficile dans une période de crise et de repliement, il est possible d'éprouver la force créative de tels réseaux, leurs modes d'extension, d'influence, d'interpellation, et les obstacles en tous genres qu'ils peuvent rencontrer.

Des conspirations ouvertes, pour des objectifs publics

Le caractère ouvert de ces réseaux de complicité, et la clarté de leurs objectifs (le fait, notamment, qu'ils font de la politique sans chercher le pouvoir), leur confèrent une capacité d'attraction invraisemblable – non en quantité, mais en diversité: d'une façon qui ne cesse de m'étonner, ce type de conspiration parvient à transcender les clivages politiques, idéologiques, religieux, sociaux; il intéresse aussi bien des responsables politiques que des fonctionnaires, des experts, des praticiens, des journalistes, ou des citoyens de toutes sortes, humbles ou célèbres.

Ce dépassement suscite une certaine allégresse : on se libère de vieux antagonismes pour passer aux choses sérieuses. Mais il suppose un énorme travail de déminage et de diplomatie – deux artisanats majeurs dans la construction de la paix. Il faut aussi inventer comment faire de la politique autrement : sans guère d'appareil, en proposant à chacun d'actionner les ressorts civiques qui sont à sa portée (ou, ce qui revient au même, en levant les autocensures qui inhibent la communication démocratique); en favorisant des ramifications que l'on ne cherche pas à contrôler – puisque le pouvoir n'est pas la finalité.

L'obstacle principal vient du moment de transition que nous vivons : il autorise certes l'apparition de formes politiques nouvelles, mais il est né d'un rejet des formes anciennes, qui incite la plupart de nos contemporains au retrait, au confinement plutôt qu'à l'engagement. Je pense cependant, comme Castoriadis, que ces phases d'apparente passivité sociale préparent en réalité une nouvelle phase de créativité instituante, après un « ajustement » des conceptions et des attitudes. Il est d'autant plus important de travailler à des modes d'expression politique constructifs que, de l'eau qui dort, peut encore émerger quelque bête immonde.

Nous parlons en effet des combats du cœur et de la raison, mais toute la science des sismologues sociaux ne suffit pas encore à interdire les raz-de-marée de violence. Un bon travail de protection civile et une grande vigilance peuvent seulement – et c'est déjà beaucoup – limiter les dégâts. Un bon travail d'éducation peut essayer que nos enfants préfèrent rejoindre les pompiers volontaires, plutôt que les incendiaires ivres de bière et de haine. Il peut leur apprendre à se méfier des faux messies populistes, qui prétendent abolir tout l'étagement social à coups de baguette magique et de camps d'extermination – pour n'offrir finalement que le bunker d'un suicide collectif.

Le XX^e siècle nous a appris que de tels déferlements étaient toujours possibles, que de tels personnages cauchemardesques

pouvaient venir fouailler dans nos illusions et nos rancœurs. Y a-t-il d'autre prévention que de communiquer l'amour de la vie, l'humour des situations, l'intelligence des patients travaux de maillage et d'édification sociale ?

6. Initiation et éducation

On l'a observé maintes fois au cours de cet ouvrage, la clé de la sortie de la fatalité est une certaine forme de confiance, de surassement des peurs de tous ordres, qui dispose à apprendre, à comprendre, à interpréter, à tenter : on pressent que le monde est difficile, mais on croit pouvoir s'appuyer, pour sortir des impasses, sur un capital de force et d'imagination, sur des conseils et des solidarités, on se sent capable de saisir des opportunités et découvrir des ressources. Un tel legs est plus précieux que toutes les fortunes et tous les savoirs. Elle est heureuse la société (famille, tribu, nation...) qui sait en doter ses enfants, et les préparer ainsi à affronter le monde ! Mais le monde change, et des modes de préparation longuement mûris peuvent s'avérer soudain inadaptés : on a beau avoir appris à lire, que faire si le monde est un livre scellé ? L'éducation, alors, transpire le doute au lieu d'insuffler la confiance.

Les rites d'initiation

Les Saras assurent

Le passage sur le legs de la confiance est inspiré par le récit que me fit de son initiation – ou plutôt des effets qu'elle produisit en lui – un ami Sara, de Centrafrique. Et le prototype

d'humanité que j'avais devant moi correspondait tellement à ce récit – un mélange d'intelligence et de sérénité, un sens prodigieux de l'attitude juste –, dans un contexte parisien si différent de la savane originelle, que ma perception de la civilisation africaine en fut transformée.

D'une certaine manière, il n'y a pas de Saras adolescents : on passe de l'enfance à l'état adulte, vers 12 ans, à travers l'initiation. Une classe d'âge est livrée à la peur suprême, celle de la mort. Chacun doit se débrouiller pour survivre, réinventer dans l'urgence tout ce qu'il a observé et appris, découvrir qu'il peut composer, ruser avec l'« hostilité » du monde – en chassant, par exemple. Au sortir de cette épreuve, l'enfant est devenu un homme, il n'est plus seulement le produit de la société sara, il peut participer à sa reproduction. Mais sa charge de confiance est telle qu'il peut aussi bien composer avec un univers très éloigné, sans perdre les repères et l'assurance que lui a conférés sa culture.

Chaque société a ses procédures d'initiation – et il ne faudrait pas idéaliser celles des sociétés africaines, dont certaines poussent le sens social jusqu'à une sorte d'esclavage. Chaque société cherche à communiquer à ses fils et à ses filles (d'une manière distincte, sauf dans l'Occident contemporain), la force d'affronter les défis et les périls – une force qui intègre l'ensemble des apprentissages. Lorsque le défi est la guerre, l'initiation des garçons forge des soldats, chevaliers ou samouraïs, plutôt que des chasseurs. En fait, la diversification des fonctions dans l'économie-monde a très vite entraîné une pluralité d'initiations masculines : forgerons, marins, colporteurs, charretiers, moines, clercs, mandarins, saltimbanques, musiciens... Les femmes, elles, restaient généralement cloîtrées au rez-de-chaussée de l'enfantement et de la première éducation, des tâches ménagères, des cultures vivrières ou du petit élevage.

Tout commence à changer quand, des monastères aux collèges et aux universités, l'éducation des clercs (ponctuée, on l'oublie, de rites d'initiation) paraît ouvrir, avec les portes du

savoir, l'accès à la maîtrise du monde. Peu à peu, les étapes primaire, secondaire et supérieure de cette éducation « cléricale » sont transposées, ouvertes aux rejetons des castes privilégiées, puis aux catégories en peine d'ascension sociale. Toutes les autres initiations (de l'artisan, du marin, du camionneur, du musicien...) ont dû entrer dans ce moule. L'obsession de sa généralisation – dont je ne mésestime pas les effets positifs – tend à occulter ou folkloriser tous les autres rites d'initiation (religieux, militaires...). Elle va même jusqu'à l'absurde : la dictée est la première épreuve de recrutement des balayeurs ; l'idéal social se résume en l'accession au baccalauréat de 80 % d'une classe d'âge.

Comme en d'autres domaines, le XIX^e siècle a servi de charnière. Jusqu'alors, à part l'éducation primaire dispensée par quelques ordres religieux, l'enseignement s'adressait aux classes privilégiées, nobles, clercs et bourgeois, qui conservaient d'ailleurs leurs propres modes d'initiation. Au siècle dernier, la représentation de l'espace politique, économique, idéologique, culturel, se transforme : sous le poids des quantités produites, des flux d'échanges, des masses ouvrières, de la conscription générale, du suffrage universel, de la diffusion des journaux, etc., un espace unifié, un *continuum* (fût-il gradué, ou agité par une – provisoire – lutte des classes) tend à s'imposer aux observateurs. Rien n'empêche plus d'uniformiser et d'universaliser l'éducation : ce sera au contraire le meilleur instrument de la justice sociale – conçue comme l'égalité des chances à l'intérieur de cet espace unique. Résumant à l'Assemblée nationale son « idéal dans cette question de l'enseignement », Victor Hugo voulait voir « l'échelle de la connaissance humaine dressée fermement par la main de l'État, posée dans l'ombre des masses les plus profondes et les plus obscures, et aboutissant à la lumière. Aucune solution de continuité. Le cœur du peuple mis en communication avec le cerveau de la France⁽¹⁾. »

L'école n'assure plus

Mais la stratification économique et politique a la vie dure, la production économique rompt avec les myriades ouvrières, le monde vient perturber l'harmonie républicaine, par ses écarts inassimilables de revenu et de population. En voie d'accomplissement dans les pays de l'OCDE, le mythe de l'école universelle laisse voir en même temps ses limites : il met en échec une part importante des enfants scolarisés, il prépare assez mal aux besoins sociaux d'aujourd'hui, et pratiquement pas aux défis de demain. Sans parler des exclus du système scolaire, il est en effet flagrant d'observer l'inquiétude, le manque d'initiative, la frilosité de la plupart des sortants – au regard de l'assurance d'un initié sera. La société actuelle surinvestit dans ses enfants, mais elle ne parvient plus à couper le cordon ombilical, à les lancer dans l'avenir : serait-ce qu'elle-même le redoute trop, devinant les conséquences de son propre aveuglement ? La jeune génération en sait théoriquement plus que toutes les précédentes – mais elle n'est pas ancrée dans la vie.

Le passage à l'âge adulte suppose d'avoir considéré sa propre mort : l'un des points-clés de l'initiation sera, comme de toutes les initiations traditionnelles, est la confrontation à cette éventualité. Depuis les ouvrages de Philippe Ariès, notamment, on sait comment l'Occident s'est ingénié à esquisser la représentation de la mort, comment il a lutté contre la mortalité tout en refoulant ses mourants. La mort n'a pas de place dans un monde linéaire où l'idéal social correspond à l'ascension méritocratique : elle rappelle trop cruellement la descente. Le cursus scolaire est un processus d'initiation de plus en plus interminable, de plus en plus éloigné de l'épreuve de la vie et de la mort. L'épreuve se résume à l'examen, ce qui redouble l'assimilation de la vie à la scolarité : au Japon, où l'on a poussé la scolarisation à l'extrême, il est fréquent que l'échec à l'examen se traduise en suicide.

C'est un choix infanticide que de continuer à négliger ce problème de l'initiation : nos sociétés, en leurs différents étages, doivent se demander à quelle vie elles ouvrent, comment elles considèrent la mort, et comment elles apprennent à vivre avec. Nos enfants ont besoin que nous ayons de telles interrogations – sinon que nous leur fournissions des réponses – pour pouvoir avancer dans la vie sans ruminer nos occultations, sans croire que le savoir évite la mort. La scolarité doit redevenir un moyen et non une fin, une voie parmi d'autres, et pas la plus importante, d'un affermissement de l'envie de vivre. Mais peut-être cette envie s'est-elle trop souvent perdue ? L'évacuation de la mort empêche de marquer la durée. Et la fuite généralisée dans la « consommation » instantanée (« tout, tout de suite ») peut s'interpréter comme une régression de la société vers ce que la psychanalyse appelle le stade oral : comme le bébé tétant sa mère, installé dans sa béatitude, le consommateur de connaissances ou de marchandises n'est pas très attiré par l'âge adulte⁽²⁾.

Cependant, certaines filières éducatives parallèles restent capables d'éveiller, au-delà du seul savoir, des richesses humaines fondamentales : la confiance, encore et toujours, la débrouillardise, la solidarité, l'esprit d'équipe. On trouve de telles filières dans les sports collectifs, les mouvements de jeunesse, l'initiation instrumentale ou chorale... Le scoutisme, dont il est de bon ton de se moquer (et qui a certes connu quelques affadissements, récupérations politiques ou dérivés intégrant), est en réalité un remarquable parcours initiatique – comme si son fondateur, Baden-Powell, avait puisé dans ses séjours africains l'intuition d'une autre façon d'apprendre le monde. Les religions, enfin, continuent leurs initiations millénaires. Leur finalité est d'ouvrir à une autre forme de confiance, la « foi » – celle des mystiques, pas celle des fanatiques. Mais l'origine sacrificielle des religions, à la charnière de la violence et du sacré, les incline très fortement au conservatisme : ce penchant tend constamment à transformer leurs initiations en

routines – comme à enfouir leurs interrogations vitales ou à moraliser leurs valeurs.

Et puis, une société politique fondée sur un principe de laïcité – c'est-à-dire de convivance tolérante des cultures – doit être aussi capable de transmettre sa propre consistance. Au moment où le service militaire s'efface derrière les armées de métier, pourquoi nos sociétés n'osent-elles pas demander à leurs fils et leurs filles un service civique, non pas de suppléance, mais de plein engagement dans la construction d'un monde vivable ? Si elles n'y croient plus, qu'elles fassent au moins l'effort d'y croire, pour ne pas livrer au non-sens leurs propres enfants.

Les apprentissages

L'école de plain-pied

La généralisation de l'enseignement élémentaire est, dans son principe, l'acquis le moins contestable de l'expansion scolaire. Il se trouve qu'il est le plus menacé dans les pays du Sud sous ajustement structurel. Tandis que les élites font pression sur leur gouvernement et sur les pays donateurs pour maintenir l'enseignement supérieur, l'école primaire est la première victime des restrictions budgétaires. Les taux de scolarisation refluent brutalement, surtout ceux des filles. Quand l'école est maintenue, elle peut compter jusqu'à cent élèves par classe. Enfin, elle continue à préparer, non aux défis de la vie, mais au seul passage dans l'enseignement secondaire – interdit de fait à 90 % des élèves, et qui ne prépare lui-même qu'à l'enseignement supérieur¹...

Les États ex-colonisateurs et ex-colonisés sont complices dans cette dérive : il faudra que leurs sociétés la contrecarrent.

1. NPE. Annie Vinokur, in *Transformations économiques et accès aux savoirs en Afrique subsaharienne* (Unesco, 1993), expose les impasses et contradictions de « l'investissement éducatif » massivement financé par l'aide internationale et soutenu, selon leurs logiques propres, par les gouvernements africains.

Il est possible dans les pays du Nord d'exiger que l'aide publique au développement privilégie, dans le domaine de l'éducation, l'accès de tous au déchiffrement des signes du monde moderne. Dans les pays du Sud, le maintien de l'école élémentaire passe par la revendication plus générale d'une décentralisation fine, qui ne réserve pas l'essentiel du budget de l'éducation aux élites des capitales nationales ou régionales. Quand, malheureusement, ce budget ne peut plus assurer l'éducation gratuite, les expériences de prise en charge locale montrent qu'une petite contribution des parents multiplie leur intérêt pour la qualité de l'enseignement. Une coopération décentralisée peut renforcer cette implication autochtone et, le cas échéant, soutenir les femmes dans leur refus d'une discrimination des filles.

Mais il faut aller plus loin que le simple maintien : réenracinée localement, l'école primaire, où s'achèvera la scolarité de la plupart des élèves, doit déboucher de plain-pied sur le rez-de-chaussée de l'économie de subsistance – tout en enseignant les principales règles du premier étage, et en esquissant le panorama contrasté du second. On pourrait sans doute s'inspirer de la remarquable pédagogie mise au point dans la centaine de Maisons familiales rurales africaines, d'abord pour des adultes analphabètes, puis pour des jeunes déscolarisés. L'enseignement est alterné avec les travaux pratiques au village. Il s'ordonne autour de thèmes concrets : l'eau permet ainsi d'évoquer l'agriculture, l'élevage, le climat, l'alimentation, l'hygiène... Une telle formation débouche en fait sur une envie d'entreprendre, par exemple la culture attelée – ce qui met en cause la place des jeunes, la répartition foncière, le système de crédit, etc. C'est pourquoi il est essentiel qu'un tel enseignement, branché sur des enjeux vitaux, soit désiré et porté par le milieu, qui peut mieux alors en accepter les conséquences.

Apprendre à survivre

Bien des enfants de banlieue ne dépassent pas vraiment le stade de l'école primaire : ils traînent quelques années d'échec

dans un collège obligatoire, et se retrouvent à la rue sans même avoir appris à survivre économiquement – sinon par l'assistance sociale. Comme cela ne suffit ni à leurs besoins, ni à leur dignité, il leur reste à réinventer le racket et les trafics divers. Il serait temps, au Nord aussi, de s'interroger sur un enseignement primaire, et un premier cycle du secondaire, qui préparent surtout à la continuation scolaire, sans donner prise sur la vie telle qu'elle est. On ne peut certes faire porter à l'école et aux enseignants tout le processus d'initiation, tandis que le reste de la société continuerait de l'exténuer. Mais, inversement, les enseignants seraient moins démotivés s'ils prenaient le risque de s'y associer.

Face à l'échec scolaire, ils ont déjà accepté de faire entrer dans leurs écoles les préapprentissage et apprentissages professionnels, puis d'en faire sortir les élèves pour des formations en alternance. Mais ces apprentissages restent très dévalorisés. Ils butent par ailleurs sur la crise de l'emploi salarié, qui pousse les entreprises à renchérir sur les niveaux de qualification. Comme dans le tiers-monde, il faudra réinventer la micro-entreprise de subsistance et l'initiative sociale. Il serait peut-être temps de former les enfants à affronter cette nouvelle donne – non pas comme un horizon définitif, mais comme un moyen d'« apprendre à chasser », tels les Saras. Cela suppose évidemment une révolution culturelle chez les enseignants... Et cela suppose sans doute de mieux articuler l'école aux autres voies éducatives – plus proches de toutes les formes de naissance au monde qui précèdent le savoir.

Au-delà de la seule survie économique, il en va, comme pour le chasseur, de cette capacité de faire flèche de tout bois et d'appréhender au passage les opportunités de la survie; comme pour l'alpiniste, de repérer et saisir les prises sur un environnement *a priori* hostile, mais que l'on finit par aimer passionnément; comme le footballeur ou le basketteur, de comprendre progressivement comment s'articulent et s'enrichissent l'initiative individuelle et la dynamique collective. L'acquisition dans

le système éducatif de cette charge minimale de confiance est rendue souvent inévitable par la disparition d'une pièce centrale au rez-de-chaussée de l'apprentissage social : la famille monoparentale, aboutissement du laminage de la famille traditionnelle, n'est pas la meilleure rampe de lancement dans la confiance et l'échange.

C'est pourquoi les écoles de sociabilité telles que les sports collectifs peuvent parvenir, lorsqu'elles disposent d'éducateurs attentifs et passionnés, à instaurer une pédagogie de la réussite auprès d'enfants voués apparemment à l'échec scolaire. Mais l'expression elle-même « pédagogie de la réussite » renvoie à deux questions : quelles qualités enseigner, pour réussir quelle vie ? Et comment l'enseignant conçoit-il sa propre réussite, quelle confiance peut-il et veut-il transmettre ? Nous voilà renvoyés, entre autres, à la disproportion, dans les modèles éducatifs, entre savoir et savoir-faire d'abord, puis, surtout entre savoir et savoir être.

Apprendre à vivre

L'école se développe quand la survie est devenue moins problématique : on y vient alors pour apprendre les bases d'une vie meilleure. Mais on a vu qu'à force d'oublier le rez-de-chaussée de la subsistance économique, politique et sociale, la survie, en maints endroits, n'est plus vraiment assurée. Prendre de nouveau au sérieux les exigences de ce rez-de-chaussée peut enrichir les façons de vivre et approfondir le sens de la solidarité, cela ne doit pas y cantonner. Or, l'apprentissage de la vie apparaît aujourd'hui presque aussi épuisé que celui de la survie – ce qui tendrait à confirmer qu'un système d'éducation trop négligent des enracinements vitaux n'est pas davantage pertinent dans la culture des branches moyennes et hautes. Ceci n'est évidemment pas vrai partout ni pour tout le monde : en France, l'école telle qu'elle est jouée encore, pour les filles d'origine maghrébine par exemple – aimantées par leur rez-de-chaussée

culturel –, le rôle fascinant d'ouverture au monde qu'elle a joué durant un siècle pour les enfants de paysans et d'ouvriers².

Hors le génie, qui ne s'enseigne guère, la société désigne à l'enfant toute une série de comportements, jeux, statuts, qui concourent au fonctionnement du champ social le plus ouvert, celui du premier étage – je ne parle pas encore de l'enseignement supérieur, ni de sa relation complexe avec l'étage du même nom. Mais les convulsions du système-monde menacent le bel agencement de cet étage central, « terre promise » des métiers et sociabilités de nos enfants : la différence vertigineuse des revenus à travers le monde fait qu'en France les emplois les plus nobles, ceux des services informatiques, sont menacés de délocalisation aux Philippines ; elles créent de telles pressions migratoires qu'elles réduisent le droit d'asile à une peau de chagrin et impose le « délit de faciès » au « pays des droits de l'Homme » ; l'universalité du principe « un homme, une voix » est massivement déniée à l'échelle mondiale (comment laisser les Chinois, les Indiens, les Africains tenir le rôle politique qui devrait être le leur selon nos propres convictions démocratiques ?) ; les valeurs républicaines et humanistes les plus centrales sont foulées au pied en Bosnie, ou lorsque, chaque jour, 30 000 enfants meurent de malnutrition ou de maladies curables.

Tout le monde sent et sait que les règles de civilisation qui, dans un certain nombre de pays d'Occident, nous ont permis de nous mouvoir avec une certaine aisance morale, avec une relative liberté-égalité-fraternité, ne peuvent être maintenues dans leur seule aire d'origine : elles ne survivront que si l'on relève le défi de leur vérification universelle. Ce défi suffirait à remplir une vie, à lui donner un sens, mais nos démocraties et leurs écoles reculent devant l'ampleur de la tâche, comme « interdites » – cette question de la possibilité de vivre demain dans

2. L'affaire du voile islamique pourrait remettre en cause cette réussite. Mais la différence trop marquée entre la réussite scolaire des filles et l'échec des garçons n'est-elle pas aussi l'une des causes de la crispation identitaire ?

un certain cadre civilisé n'est en effet même pas débattue. Et leur tentation de repli étriqué se traduit comme une absence, voire une interdiction de sens à la vie.

Une société peut-elle aujourd'hui apprendre à vivre si elle ferme portes et fenêtres, si elle s'aveugle ou s'enfuit devant la montée de l'invivable et le retour de la barbarie ? Chaque société, par sa seule manière d'être et de réagir, tient un discours à usage externe et interne, et ce discours est essentiel pour l'envie de vivre de ses propres enfants. J'ai honte du discours de l'Europe sur l'ex-Yougoslavie, j'ai honte du discours de l'Europe à l'Afrique. Certes, il y a pluralité de discours, comme de niveaux sociaux et éducatifs. Et lorsque le discours de l'étage supérieur enseigne l'aveuglement et l'asservissement, il reste à tenir des discours de vie aux niveaux inférieurs, à y organiser aussi la résistance éducative. L'appareil de l'ex-URSS tenait clairement à ses peuples un discours aliénant ; le système-monde actuel le tient plus sournoisement, par l'inoculation de l'indifférence et de la lâcheté.

L'un des effets de cette inoculation est de faire croire aux enseignants et aux parents qu'une telle résistance éducative est utopique, qu'il faut continuer jusqu'à l'absurde une éducation trop déportée sur le savoir, toute entière orientée vers l'entrée dans une économie et une république linéaires – qui n'existent plus. Des pans entiers de notre système socio-économique nous paraissent éternels parce qu'ils durent depuis un ou deux siècles, mais leur disparition nous laissera à peu près aussi pantois que les Russes après l'effondrement du système soviétique. En prévision de leur basculement, il faut d'urgence former nos enfants à être des inventeurs économiques, des ingénieurs sociaux, et des bâtisseurs de paix – dès les niveaux intermédiaires. Le projet « politique » d'un renforcement des régularités et du *fair-play* au premier étage requiert à la fois un engagement plus conscient des adultes qui y œuvrent, et la préparation civique de ceux qui vont leur succéder : c'est en tout cas la seule façon de limiter les dégâts dans l'immense déconstruction-réédification qui se

prépare. Apprendre à vivre pleinement dans les aires ouvertes du premier étage, c'est aussi la seule voie qui nous permettra de survivre à peu près dignement aux bouleversements inéluctables.

L'éducation « supérieure »

Le surinvestissement dans le savoir comme voie d'initiation renforce l'attrance pour les diplômés de l'enseignement supérieur : leur conquête mobilise une part croissante de la jeunesse. Ces diplômés sont censés ouvrir l'accès aux postes supérieurs d'une société que l'échelle de la connaissance aurait rendue linéaire, sans solution de continuité – selon l'image de Victor Hugo. Je comprends l'idéal hugolien de promotion généralisée et de transparence sociale, et mes propres finalités ne sont peut-être pas très éloignées. Mais, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il faudra sacrément ruser pour y arriver.

D'abord, on l'a vu au long de cet essai, la stratification sociale a suffisamment de consistance pour que le ticket d'entrée à l'étage supérieur ne se réduise pas à l'accumulation des années d'études. Et puis il est clair, même en Afrique ou au Sri Lanka, que la quantité des diplômés excède désormais très largement celle des postes de « commandement » – réel ou illusoire. Nombreux sont donc ceux qui ont été formés à comprendre le système-monde, au moins intellectuellement, et qui n'en deviennent pas les maîtres : s'ils se sentaient suffisamment libérés de la censure et de l'aigreur pour vivifier les jeux et fonctions du premier étage, pour le prémunir des conduites ivres de certains de leurs collègues grisés par l'air des sommets, on respirerait déjà beaucoup mieux, économiquement et politiquement. Mais, malheureusement, beaucoup demeurent aussi fourvoyés par leur éducation que leurs condisciples arrivés au plus haut niveau.

Contre la désorientation, le sens civique

Comme je l'ai souligné au chapitre précédent, les modèles économiques et politiques couramment enseignés ignorent la consistance et sous-estiment l'influence des étages inférieurs. L'enseignement universitaire participe pleinement de cette illusion linéaire : il en est l'une des sources principales, et lui doit son expansion.

Les filières plus aristocratiques (grandes écoles et grands corps) ne sont pas intellectuellement plus avancées, mais, de toute façon, leur efficacité promotionnelle ne tient pas d'abord au savoir ! L'intégration aux grandes écoles suit en France, à cet égard, un parcours presque comique : durant deux ou trois ans, dans les classes préparatoires, « l'élite » de la jeunesse, quasi cloîtrée, subit l'épreuve initiatrice d'un bachotage surhumain ; ceux qui surnagent sont déclarés aptes à entrer dans des écoles prestigieuses où, par contrecoup, ils ne travaillent plus guère. Autrement dit, une terrible sélection par le « savoir » est opérée, qui laisserait présager l'affrontement de formidables difficultés scientifiques, et puis l'étude devient très secondaire, beaucoup moins importante que l'incorporation dans un réseau de relations : une belle initiation au double langage !

Mais essayons de sérier les problèmes :

1. Le savoir n'est pas et ne peut pas être la seule clé d'initiation au monde, pas plus (et peut-être moins) aux chicanes de l'étage supérieur qu'aux règles du premier étage.

2. Tant qu'à faire, il vaudrait mieux former convenablement ceux qui occuperont les postes de pilotage, au second étage, leur proposer une vision moins déformée des fonctionnements du système-monde, leur éviter d'être eux-mêmes trop piégés par leur propre discours, et tenter de leur faire comprendre que la considération du bien public est parfois plus intéressante que le cynisme, y compris pour eux-mêmes.

3. Puisqu'il ne saurait être question de priver d'enseignement supérieur tous ceux qui n'accéderont pas à la passerelle de

commandement, autant fournir dans cet enseignement des sources d'intérêt ou de passion pour les jeux et enjeux du rez-de-chaussée et de l'étage central – dont certains affectent d'ailleurs l'étage supérieur.

Outre l'héritage – qui n'est pas une assurance tous risques –, c'est l'« habileté » économique et politique qui, avec l'ambition, peut conduire au second étage. Cette habileté inclut généralement un sens aigu du fonctionnement des réseaux ; elle est l'aboutissement d'une initiation qui a su libérer l'audace, le flair des opportunités, le sens de l'utilisation des gens. J'emploie à dessein ce terme, proche de la manipulation, tant celle-ci est une tentation, tant elle est perçue comme la loi d'un « univers impitoyable » : beaucoup croient encore qu'il faut être un tueur (au moins au sens figuré), un escroc, un traître et un menteur pour « arriver ». Ils sont d'autant plus confortés dans cette idée que ceux, innombrables, dont ils ont besoin pour grimper, le croient également : pour une grande part, un peuple a les chefs – mais aussi les banquiers – qu'il mérite ; de même, les populations occidentales ont les multinationales qu'elles supportent. Un premier travail devrait donc consister à expliciter et corriger progressivement la représentation de cette habileté, de cette habilitation à obtenir (plutôt qu'à conquérir) les postes de commande du système-monde. Nous tous, qui élisons ou tolérons des « patrons », devrions nous intéresser de beaucoup plus près au type d'initiation qui les mène à ce grade.

Par ailleurs, le fonctionnement concentrique des nomenklaturas permet à certains de se retrouver dans le premier ou le deuxième cercle sans avoir eux-mêmes déployé une stratégie de conquête du pouvoir – simplement par familiarité avec un membre du noyau dur : on rencontre donc dans les plus hautes sphères de la politique ou de la finance des gens qui n'ont pas été trop marqués par les coups tordus, et qui peuvent contribuer à faire passer des messages d'humanité – à condition qu'ils y soient réceptifs.

On en revient donc à l'éducation : la plupart des héritiers ou conquérants du second étage, comme leurs familiers, sont désormais passés par l'enseignement supérieur – où l'on s'est bien gardé de les initier à la complexité des architectures économiques et politiques. L'humanisme désincarné qu'ils y ont appris se révèle de bien faible utilité lorsqu'il s'agit de se frayer un chemin dans la jungle de l'étage supérieur, fort éloignée des lumières de l'Université. Je ne tracerai pas ici un programme d'« Humanités » pour le XXI^e siècle, mais insisterai sur deux points. Sous l'angle du savoir, d'abord : pour choisir où l'on veut aller, il vaut mieux connaître d'où l'on vient, et le projet braudélien – inachevé – d'une histoire pluridisciplinaire de longue période devrait être au cœur d'un enseignement universitaire ouvert à une réelle universalité. Sous l'angle de l'initiation, ensuite : nos sociétés sont incroyablement et très dangereusement sous-politisées, alors qu'elles requièrent au contraire une diffusion beaucoup plus large de l'expérience politique, à tous les niveaux.

Il y a aujourd'hui de multiples façons, intelligentes et passionnantes, de faire de la politique. La nécessité d'une maîtrise ou d'une réappropriation collectives, évidente à tous les échelons territoriaux, concerne aussi les problèmes d'environnement, de consommation, de santé publique, de logement, de droits de l'Homme. Pourquoi, sur ces terrains, ne pas imaginer des stages civiques au cours desquels les étudiants s'initieraient aux mécanismes d'action et de décision collectives – stages qui figureraient comme un moment ordinaire, sinon obligatoire, du cursus de l'éducation « supérieure », en alternance avec des cours théoriques ? Le système-monde ne peut plus fonctionner sans que s'investissent, dans la capillarisation des pouvoirs et contre-pouvoirs, un beaucoup plus grand nombre de citoyens expérimentés. L'acquisition de ce type d'expérience serait aussi précieuse pour ceux qui accéderont à l'étage supérieur que pour tous ceux qui, en dessous, auront à construire et à se faire respecter. La boussole d'un système-monde désorienté, ce n'est pas

le bureau ovale de la Maison Blanche, c'est une myriade de citoyens aimantés par un sens civique libéré et éprouvé.

Mais les citoyens-contribuables, qui financent largement l'éducation supérieure d'une part quand même privilégiée de la jeunesse, voudront-ils exiger que celle-ci apprenne à servir l'intérêt public, davantage qu'à se servir ?

Des agents doubles

En attendant une telle révolution, il serait possible d'enrôler et former des volontaires pour l'une des missions classiques de la subversion : les agents doubles. Les complots publics préconisés plus haut ont besoin de complices à tous les niveaux, qui aient suivi, face au complexe du double langage, l'équivalent d'une cure analytique – avec l'humour comme premier remède. Dans ces complots ouverts, ces agents ne masqueraient pas leur double appartenance, mais la revendiqueraient et surtout l'assumeraient.

Les généraux ou les officiers du deuxième étage se rangent presque tous, en effet, sous les drapeaux du premier : la démocratie et le marché. Ils proclament le droit de l'étage central, mais pratiquent le non-droit du supérieur. Faire communiquer les logiques des deux étages est au contraire profondément subversif, mais suppose une solide formation au décryptage. Il ne suffit pas de savoir que le second étage pratique le double langage – que, par exemple, « l'argent de l'aide publique au développement est trop utile à la Realpolitik pour servir à lutter contre la pauvreté⁽³⁾ », ou que les compagnies pétrolières ne respectent que très superficiellement la souveraineté des États producteurs, ou que la liberté de la presse est bien relative. Il faut encore savoir pourquoi et comment, c'est-à-dire faire un véritable travail analytique et linguistique sur les ressorts de cette duplicité et l'articulation de ce langage – avant d'infiltrer ses failles. J'ai moi-même bénéficié à cet égard de l'excellent exemple d'un haut fonctionnaire algérien, passé maître dans

l'art de ficeler dans leurs discours vertueux ceux qui en déguisaient leur corruption ou leur lâcheté.

Ce genre de travail nécessite de confronter l'expérience avec une réflexion collective: on pourrait imaginer pour ces agents doubles des séminaires, clubs ou cercles qui, outre leur intérêt républicain, seraient peut-être plus jubilatoires que certains cercles de pouvoir ou clubs d'intrigants. Mais, les agents doubles ayant parfois des problèmes d'identité, il est indispensable aussi que leur travail se réfère à des mouvances civiques plus larges. Il ne serait pas mauvais non plus qu'ils gardent quelque activité au premier étage, pour ne pas en oublier les règles.

Une fonction prédispose tout à fait à ce rôle: celle de parlementaire. Les hommes et les femmes qui y accèdent font souvent preuve de dévouement à la chose publique. La soumission au suffrage universel les amène à cultiver l'écoute de leurs concitoyens, et leur mandat les place en interface avec l'étage supérieur. La référence démocratique oblige cet étage à les respecter, mais les laisse assez démunis dans leur confrontation aux pouvoirs réels. On retrouve dès lors chez eux, au carré, l'oscillation du citoyen entre la sensibilité aux vrais enjeux et la difficulté de concentrer ses forces sur un problème – d'où les tentations du fatalisme et de l'autocensure. Mais, de ce fait, ils restent proches de leurs concitoyens, plus humains que la plupart des « nomenklaturistes ». Il est possible dès lors de les inciter à développer cette humanité, de les encourager dans la conspiration de la légitimité contre l'arbitraire, bref de les éveiller à leur rôle d'agent double: non pas représentants du peuple dans un illusoire plain-pied républicain, mais émissaires des étages inférieurs, avocats de leurs besoins, défenseurs des règles du jeu face à un niveau supérieur qui les ignore superbement.

Pourquoi, peut-on se demander, certains (élus ou non) se piqueraient-ils à ce double jeu? Cela revient à poser une autre question: pourquoi le lucre et l'ambition n'ont-ils pas été les

seuls, ni même peut-être les principaux ferments de l'édification du système-monde ? Le rêve n'est pas mort d'ouvrir, d'élargir et de changer le monde. Même si les illusions qu'il véhicule peuvent se muer en entêtements, vis-à-vis desquels l'histoire invite à une extrême vigilance, ce rêve est encore source d'amitié et de fraternisation. Il mérite sûrement moins de machisme, et davantage d'humour, mais il demeure une denrée infiniment plus précieuse que tout l'or de Fort Knox.

Conclusion

J'espère que cette interprétation de Braudel aura suffisamment manqué de continuité pour décourager ceux qui prendraient envie de le dogmatiser. Je souhaite plutôt avoir donné le goût d'une libre utilisation de sa grammaire, et suggéré son effet de levier : elle peut stimuler une lecture créative d'une actualité oppressante, et peut-être rendre l'espoir de faire de la politique, d'activer la société instituante.

Le système-monde souffre d'un terrible déficit de politique – une politique voulue plutôt que subie. À tous les étages, il se sclérose d'indifférence, il s'englué dans la fatalité : comme le corbeau burkinabé, ne nous contentons pas d'implorer un *deus ex machina*, débattons-nous, sortons des ornières, inventons les voies d'une nouvelle équité. Mais, comme les découvreurs ou les stratèges, il nous faut des cartes – même imparfaites. Il me semble que Braudel fournit les bases d'une cartographie politique applicable en beaucoup de régions du monde, et qui dépasse en particulier le clivage Nord-Sud. En permettant d'identifier les contraintes et obstacles subis de part et d'autre, de rechercher des procédures et intérêts communs, l'atlas braudélien – évidemment révisable – peut faciliter, face aux enjeux du XXI^e siècle, la négociation de contrats plutôt que la dérive vers l'affrontement.

Le système-monde affiche les valeurs d'échange, de démocratie, de dignité humaine. Mais, en même temps, il maintient dans des conditions infra-humaines plus d'un milliard de personnes, il empêche de vivre ou d'émerger quantité de communautés et de peuples. Les beaux principes sont confrontés aujourd'hui au défi d'une universalisation « réelle » : les conserver dans un espace restreint et barricadé, qui ressemblerait de plus en plus à un ghetto ou à un « camp de consommation », n'est d'aucune façon tenable. La logique de forteresse, c'est l'amorce de la logique de guerre.

On l'a vu cependant, une universalisation théorique peut aller à l'encontre de l'effectivité : elle ignore les étapes, les médiations, les niveaux, bref l'architecture des institutions et la géographie des négociations, qui permettent de passer des principes aux contrats, des utopies aux civilisations. Les universalistes – dont je suis – se doivent d'être aussi diplomates et aménageurs *à tous les étages*. Ils se doivent de maintenir constamment ouvert le débat sur les conditions d'un monde vivable, visitable et jouable pour tous – et, lorsque ces conditions ne sont pas remplies, sur les escaliers à construire pour s'en rapprocher.

Il est de l'intérêt de tous, au Nord et au Sud, d'aménager contractuellement de telles transitions vers plus de qualité d'échange, plus de démocratie et d'équité. C'est donner un sens à la vie des jeunes générations, du Nord et du Sud, que de leur proposer de bâtir ensemble un monde habitable, qui refuse la fatalité de la misère, l'exclusion par le chômage, et l'irréversible dégradation de l'écosystème.

Ceci n'est pas un discours tiers-mondiste, c'est l'enjeu politique majeur des dix ans à venir, sans lequel nous allons tout droit à la barbarie. La crise yougoslave et la montée du racisme montrent, parmi d'autres prémices, où mènerait la perpétuation d'une « politique de l'autruche » faite d'apathie et de lâcheté, ou plutôt l'abdication de la politique devant des contraintes technocratiques ou sécuritaires présentées comme insurpassables. La

CONCLUSION

guerre n'est pas, comme le prétend Clausewitz, la continuation de la politique par d'autres moyens: c'est le constat de faillite de la politique.

Il ne suffit pas d'énoncer ces évidences, il faut conspirer ouvertement pour qu'elles orientent un débat d'idées débousolé, pour qu'elles structurent des perspectives politiques trop souvent réduites en bouillie. Il s'agit de surmonter « notre incapacité anthropologique à anticiper les conséquences d'un manque d'engagement⁽¹⁾ ». Ce qu'un engagement lucide et déterminé aurait permis d'éviter en 1933 n'était plus enrayable en 1939 qu'à un coût humain effroyable. Essayons, soixante ans plus tard, de ne pas gâcher le temps et l'espace de la politique, ses étapes et ses étages.

M'excuserai-je d'avoir laissé paraître, au terme de cet ouvrage, que la lecture de Braudel n'éteignait pas la petite flamme du militant ?

Annexes

Annexe 1.

On joue mieux avec un ballon gonflé!¹

Certains voudraient encore subordonner aux « lois de l'économie » des débats politiques aussi cruciaux que ceux de la démocratie et de l'État. Une prétention peu soutenable. Comment oublier que l'économie est un sous-ensemble de l'anthropologie et de l'écologie, comme le résume Patrick Viveret? À un certain niveau d'autre part, économie et politique s'enchevêtrent en une mêlée confuse. Moi-même, je suis un économiste qui crois de plus en plus à la politique (à mesure qu'elle est décriée). Si l'on s'intéresse par exemple à la terrible histoire de la faim, le récent prix Nobel d'économie Amartya Sen observe « qu'il n'y a jamais eu de famine grave dans aucun pays doté d'une forme démocratique de gouvernement et possédant une presse relativement libre⁽¹⁾ ». L'inégalité de plus en plus scandaleuse des revenus à l'échelle de la planète renvoie à un affaïssement des instruments de régulation et à l'impuissance des appareils judiciaires nationaux, qui permettent une synergie croissante entre circuits de criminalité économique et financière et terrains de criminalité politique (dans le « tiers-monde », autant que possible). Jusqu'aux crimes de génocide ou contre l'humanité.

Tout cela n'encourage guère à l'utopie. Au contraire: l'actualité met en doute la distinction privé-public, l'existence de

1. Extraits d'un article paru dans la revue *Agone*, n° 22, 1999, p. 13-20.

règles du jeu crédibles et la vitalité des contre-pouvoirs civils, bref la possibilité même de la démocratie... Pourtant, en cette période de crise du politique, le recours à l'histoire de longue période permet d'échapper à la fatalité, de trouver des repères pour un monde, sinon meilleur, du moins plus vivable. Les travaux de l'historien Fernand Braudel fournissent à cet égard comme une architecture, ou un atlas – de quoi se repérer pour mieux répondre à l'éternelle question : que faire ? Il me paraît utile d'en résumer, librement, quelques leçons avant d'en revenir à nos marges de rêve et de liberté, entre État et démocratie² [...].

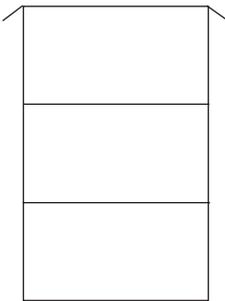
Le lieu du politique

Un enjeu essentiel se dégage, idéologique et pratique : renforcer l'étage central, celui de la visibilité des règles du jeu – de l'échange et de la démocratie. Tous ceux (et surtout celles) qui restaient confinés au rez-de-chaussée de la relation familiale, sans droits politiques, tous ceux qui survivent sans statut dans l'économie informelle, apprécient plutôt de sortir de la sphère privée – privée de droits. Ils ne sont pas fâchés d'accéder à l'étage de l'échange régulé et de la reconnaissance civique. À l'étage supérieur, on tend à ne plus raisonner qu'en termes de rapports de force : il est difficile d'y résister aux séductions de la criminalité financière, barbouzarde, mafieuse, ou à la folie des grandeurs. Seule l'ampleur et la consistance du tissu intermédiaire peut retenir les aérostats de la société-monde de se perdre dans une paranoïa stratosphérique. C'est à ce niveau intermédiaire (petites et moyennes unités de production, coopératives, collectivités territoriales, mutuelles, associations, groupes humains les plus divers) que s'ancre une certaine vérité des relations sociales, que se pratique le débat public, que peut se décrypter le double langage dont l'étage supérieur est forcément handicapé. C'est là que peut se cultiver la dignité

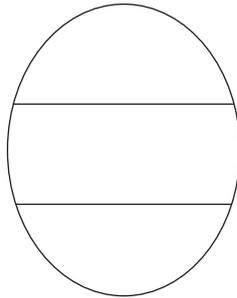
2. Suit un résumé de l'architecture braudélienne.

réciproque des statuts sociaux, sans laquelle on n'observe ni démocratie, ni développement, ni civilisation.

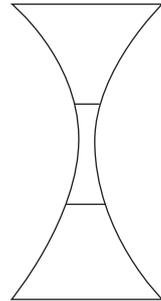
On peut, pour illustrer cet enjeu, utiliser les deux images du ballon de rugby et du sablier. Dans une société en équilibre dynamique, l'étage intermédiaire est « gonflé » par les valeurs de l'échange et les jeux coopératifs à somme positive, il restreint l'expansion du bas et redistribue celle du haut. Dans une société oppressive, au contraire, l'étage supérieur hypertrophié réduit à presque rien l'étage intermédiaire et renvoie en bas un très grand nombre d'individus. Il tend à imposer la pensée unique des jeux à somme nulle : gagner en faisant perdre l'autre, dominer ou être soumis, voire tuer pour ne pas être tué. Les sociétés en sablier sont très violentes. Pour résister à leur avènement, il faut faire de la politique au bon niveau : s'inspirant des valeurs centrales d'une société, il s'agit d'actualiser les règles du jeu et d'élargir l'espace de ceux qui y croient, contre l'excessif succès de ceux qui trichent. La dynamique de cet élargissement, c'est la confiance en le bienfait de règles justes : c'est le souffle qui regonfle le ballon. Cette confiance est fragile : elle s'envole si l'emporte le sentiment, parfois fondé, que trop de tricheurs gagnent trop et trop vite, que les civilités communes et l'État de droit deviennent impuissants à les sanctionner, à en limiter le nombre ou l'impact.



La maison
Braudel



Société dilatée
par la confiance



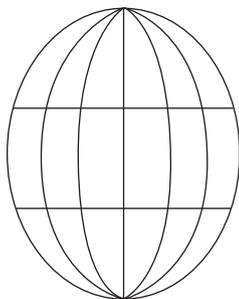
Société
en sablier

Un aspect important de ces règles de conduite est la distinction des genres : l'économie et le politique, par exemple (contre le trafic d'influence et la corruption), la déontologie des journalistes, des juges, des experts, des prêtres, des enseignants, des soignants, des arbitres, etc. – censés résister aux pressions économiques et politiques. Or, l'étage central est le seul à respecter ces règles. Il est caractéristique d'observer que le rez-de-chaussée et l'étage supérieur pratiquent le même mélange des genres. C'est normal à l'étage inférieur, où ces genres sont embryonnaires. C'est constant et troublant au niveau des gros agents de l'économie-monde, qui ne cessent de tirer parti, et profit, des proximités, acoquinements ou liaisons entre le pouvoir, les affaires et les médias, de tenter d'annexer la science (jusqu'aux brevets génétiques), le sport (tel un Berlusconi), la religion, etc. Dans ces stratégies, l'image joue un rôle croissant, avec un but permanent : court-circuiter ou neutraliser l'étage des contre-pouvoirs.

Étage supérieur :
mélange des genres,
confusion des ordres

Étage central :
distinction
déontologique

Rez-de-chaussée :
mélange des genres



Ce n'est pas la mondialisation des échanges qui est dangereuse, c'est leur accaparement par cette société-monde qui joue à la fois des effets de taille et d'indistinction. Elle parle de marché, mais n'en est plus depuis longtemps. L'excès de son pouvoir est inversement proportionnel à la transparence de ses transactions. Elle corrompt les frontières du politique et de l'économique, en des relations qui deviennent fatalement

incestueuses, monstrueuses, si l'étage des contre-pouvoirs et des règles du jeu cesse de lui limer les crocs : il suffit, par exemple, de regarder les dents d'un Bill Gates ou d'un Murdoch.

C'est cette économie-monde-là, tendant à se poser en société-monde, que Braudel, au terme de son parcours historique, appelle le « capitalisme » – les mœurs iniques, au sens littéral, autorisées par la concentration des moyens. Ce n'est évidemment pas ce capitalisme-là que l'URSS a voulu abattre. Le problème, c'est que l'étage de la grande taille et du grand nombre n'est pas supprimable : il n'existe pas à son égard d'utopie salvatrice, du genre « solution finale ». Il peut seulement être inlassablement endigué, bridé, surveillé par une société civil(isé)e, consciente de sa mission politique primordiale.

S'il y a quelque part un certain désespoir de la démocratie, c'est qu'à mon avis trop de ses partisans la cherchent où elle n'est pas : chez ceux qu'ils ont délégué à l'étage supérieur, dans une atmosphère délétère, plutôt que dans leur propre activité civique – un oxygène vital pour leurs élus. S'ils relisaient l'histoire, ils verraient que toutes les bornes, toutes les régulations opposées aux excès du pouvoir économique ou politique l'ont été par la surrection d'un « trop, c'est trop » dans leurs rangs auto-organisés, sourds aux sirènes clientélistes. Ils sont eux-mêmes porteurs du « vrai » discours politique, et du seul pouvoir qui importe : celui qui résiste à l'absolutisme. L'autre, simple expression de l'appétit de domination, n'a pas besoin de la liberté des hommes. Tandis que la démocratie ne peut se passer de leur vigilance.

L'État ambivalent

Que l'État ait pour objectif le bien-être de ses sujets, ou ses assujettis, voilà une évidence qui échappe encore à la majorité de l'humanité... en dépit des différentes formes de religion d'État. La légitimité de chaque État – le fait que les populations soumises à sa violence reconnaissent y gagner plus qu'elles n'y

perdent, en contraintes et impositions – demeure problématique ou inaboutie. Quand il n'est pas le résultat d'une conquête étrangère, l'État est encore trop souvent son héritage politique, ou l'apanage d'un clan. Même dans les démocraties modernes, il n'échappe pas aux nomenclatures.

En réalité, l'État a cette particularité d'être à la fois un puissant intervenant économique (ressortissant clairement, selon Braudel, des logiques capitalistes de l'étage supérieur de l'économie) et le plus visible des pôles macropolitiques – au second étage de la politique. C'est en lui que s'opèrent la majorité des confusions entre économie et politique au bénéfice des grands opérateurs de l'économie-monde, que se forge le double langage constitutif où la répétition des règles de vertu cache la construction ou la préservation des rentes et privilèges. On peut multiplier les exemples, mais contentons-nous d'évoquer les contradictions des États-Unis, leader de la démocratie et de l'économie de marché : ce n'est pas demain la veille qu'ils accepteront le principe « un homme, une voix » dans les affaires mondiales, ni qu'en matière de réglementation commerciale ou financière ils renonceront aux rapports de force. On retrouve ces contradictions dans le discours des responsables de grandes entreprises pétrolières, d'organisations internationales comme la Banque mondiale, de partis dits « de gouvernement », et bien entendu chez les chefs d'État.

Loin de moi, je le redis, de prôner la suppression de cet étage supérieur : ceux qui ont essayé en ont vu surgir un plus terrible, car non reconnu comme tel. Et puis l'étage supérieur, macro-économique et macropolitique, a effectivement son utilité, mais sous certaines conditions. L'État imposé et imposeur peut, sous l'effet de la démocratie, être davantage contrôlé et consenti. Au lieu de réprimer l'expression et l'autonomie de l'étage central, il peut les laisser être, et même comprendre qu'il y a avantage. Il peut lui-même se comporter comme un étage intermédiaire, un abri contre les tempêtes de la mondialisation.

Il s'agit de faire servir l'État – plutôt qu'il ne se serve –, de l'obliger, un peu contre sa nature, à produire du service public, plutôt qu'à généraliser le « self-service public », bref de le tenir en laisse. Vaste programme, vaste enjeu politique. [...] À encenser le rôle de l'État, à lui abandonner le soin du développement humain, on n'encourage pas à cultiver une large « société civile », capable de résister aux illusions célestes. L'État est utile, et même indispensable, s'il est piloté. Encore faut-il savoir que ce n'est pas au niveau de l'État lui-même que se situe la cabine de pilotage, mais à l'étage en dessous. Encore faut-il former des citoyens, c'est-à-dire des acteurs politiques qui sont persuadés que le rôle intermédiaire est bien plus éminent que le supérieur, capables aussi de décrypter avec humour le double langage permanent, cette maladie professionnelle qui contamine presque fatalement les « privilégiés ». Placé trop haut, l'être humain manque d'oxygène, il devient dyslexique. On ne l'aide pas, et on peut beaucoup y perdre, à prendre trop au sérieux ses discours stratosphériques. En réalité, la communication entre gouvernants et gouvernés relève d'une poésie, ou d'une pneumatique, qui restent largement à inventer.

Annexe 2. **La Françafrique, double langage de la République**³

J'ai introduit début 1994 le terme « Françafrique » pour désigner la face immergée de l'iceberg des relations franco-africaines, avant de développer ce concept au long d'une vingtaine de livres et dossiers. Voici en bref ce qu'il recouvre, une criminalité occultée de l'étage supérieur de la politique et l'économie françaises, où se love une sorte de république souterraine.

En 1960, l'histoire accule De Gaulle à accorder l'indépendance aux colonies d'Afrique noire. Cette nouvelle légalité internationale proclamée fournit la face émergée de l'iceberg. Une face immaculée: la France meilleure amie de l'Afrique, du développement et de la démocratie. En même temps, « l'homme de l'ombre » Jacques Foccart est chargé de maintenir la dépendance, par des moyens forcément illégaux, occultes, inavouables. Il sélectionne des chefs d'État « amis de la France » – par la guerre (plus de 100 000 civils massacrés au Cameroun à partir de 1956; la résistance malgache avait été brisée en 1947 par un carnage du même ordre de grandeur),

3. Ce bref résumé s'inspire d'un article publié dans un dossier spécial de la revue *Mouvements* (mai 2002), *De la Françafrique à la mafrafrique*. Mes principaux ouvrages sur le sujet sont *La Françafrique* (Stock, 1998), *Noir silence* et *Noir Chirac* (Les Arènes, 2000 et 2002), *L'envers de la dette* (Agone, 2001).

l'assassinat ou la fraude électorale. À ces gardiens de l'ordre néocolonial, Paris propose un partage de la rente des matières premières et de l'aide au développement. Les bases militaires, le franc CFA convertible en Suisse, les services secrets et leurs faux nez (Elf et de multiples sociétés de fournitures ou de « sécurité ») complètent le dispositif.

C'est parti pour quarante ans de pillage, de soutien aux dictatures, de coups fourrés, de guerres secrètes – du Biafra aux deux Congo. Le Rwanda, les Comores, la Guinée-Bissau, le Liberia, la Sierra Leone, le Tchad, le Togo, etc., en conserveront longtemps les stigmates. Les dictateurs usés, boulimiques, dopés par l'endettement, ne pouvaient plus promettre le développement. Ils ont dégainé l'arme ultime, le bouc émissaire : « Si je prolonge mon pouvoir, avec mon clan et un discours ethnisant, c'est pour empêcher que vos ennemis de l'autre ethnie ne m'y remplacent. Excluons-les préventivement. » On connaît la suite, en maints pays : une fuite en avant dans la criminalité politique, pour consolider la criminalité économique.

« Françafrique », cela veut dire aussi « France à fric ». Sur quatre décennies, les centaines de milliards d'euros détournés de la dette, de l'aide, du pétrole, du cacao, etc., ou encore ponctionnés *via* les monopoles d'importation tricolores, ont nourri les réseaux politico-affairistes français (tous greffés sur un tronc néogaulliste), les dividendes d'actionnaires initiés, les grandes manœuvres des services secrets et les expéditions mercenaires.

Ébranlée en 1990 par la poussée démocratique et les « conférences nationales souveraines », la Françafrique a très vite conçu tout un arsenal de manipulations constitutionnelles et de truquages des scrutins permettant de transformer le rejet électorale massif des dictatures en un assentiment. Ce double langage (l'aide française finance les élections ; les réseaux inversent les résultats) a eu un effet profondément débilisant : ont été ainsi légitimées les dictatures togolaise, camerounaise, gabonaise, tchadienne, guinéenne, mauritanienne, djiboutienne, comorienne, congolaise...

Avec l'« Angolagate » et des personnages comme Pierre Falcone ou Arcadi Gaydamak, on entrevoit le début d'une mondialisation de la gestion des flux d'argent parallèle issus de la prédation des matières premières, des escroqueries sur la dette et des commissions sur les ventes d'armes – sous le « contrôle » des services secrets. Les nappes financières ainsi générées, abritées dans les paradis fiscaux, commencent à s'interconnecter; les réseaux et les trésors de la Françafrique se branchent sur ceux de ses homologues américain, britannique, russe, israélien, brésilien, etc. Bref, l'on observe l'insertion progressive de la Françafrique dans une mafafrique. Mais, dans ce jeu élargi, les réseaux politico-militaires de l'État français continuent d'apporter un soutien décisif aux régimes dictatoriaux que la France impose encore à la majorité de ses ex-colonies.

Annexe 3.

Secret et impunité au cœur de l'économie-monde⁴

Dans deux études de cas sur l'incroyable prédation des ressources pétrolières du Congo-Brazzaville et de l'Angola⁽²⁾, je me suis aperçu que les principales banques françaises de dépôt (la BNP-Paribas, la Société générale, le Crédit agricole, le Crédit lyonnais, le groupe Natexis) se ruiaient sur les montages financiers en direction de ces pays (les préfinancements ou prêts gagés, notamment), étendant à la décennie future les escroqueries du présent.

La plupart des pays pétroliers du Sud sont des dictatures bénies par les démocraties occidentales. Détourné des budgets des pays producteurs, l'argent du pétrole est, pour l'essentiel, partagé entre clans au pouvoir et *majors* de l'or noir⁵. Ces compagnies ont des liens très étroits avec les gouvernements de leurs sièges, américain, britannique, français et néerlandais :

4. Ce texte a été présenté (sous le titre « Le rôle des banques dans la prédation des richesses minérales ») lors de la rencontre à Paris, le 14 octobre 2003, de la coalition mondiale *Publish What You Pay* (Publiez ce que vous payez), qui réunit plus de 160 ONG, dont les plus importantes, en vue de mettre fin à la dissimulation des revenus des matières premières.

5. Grâce aux « bonus » et pourcentages dans les paradis fiscaux, à la spéculation sur les cours du baril, sur les taux de change et les taux d'intérêt, aux productions offshore non déclarées, aux investissements et prestations surfacturés, à de prétendus défauts de qualité, à la prolifération des intermédiaires commerciaux, juridiques et financiers, etc.

comme l'affaire Elf l'a montré, le secret entourant les stratégies et l'argent du pétrole va de pair avec le financement occulte des partis politiques occidentaux, la grande corruption de bon nombre de leurs dirigeants, une liaison permanente avec le commerce des armes (lui-même farci de rétrocommissions) et une omniprésence des services secrets. Ceux-ci assurent à la fois la « sécurité » des investissements occidentaux et prélèvent dans l'exploitation pétrolière le surcroît de ressources financières que, avouent-ils parfois, les gouvernements démocratiques n'ont « pas le courage de leur voter ».

Les pays pétroliers sont ainsi étroitement « tenus », même lorsqu'y sont entretenus des conflits ouverts ou larvés qui peuvent les ruiner, comme en Angola ou au Congo-Brazzaville. S'agissant de ce dernier pays, j'ai pu montrer qu'un même personnage, Jack Sigolet, bras droit du « Monsieur Afrique » d'Elf, André Tarallo, organisait à la fois le partage du butin pétrolier, la gestion de la dette congolaise, montée comme œufs en neige, et l'utilisation d'une partie de cet argent pour fournir en armes les deux camps de la guerre civile. Le même cynisme a été observé en Angola. Au Congo-Brazzaville, le régime a commis en 1999 une série de crimes contre l'humanité, massacrant plus de 50 000 civils et encourageant le viol collectif systématique de plusieurs dizaines de milliers de femmes. Il a récidivé en 2002. Les plus grandes banques françaises n'ont cessé de se précipiter à Brazzaville pour financer cette dictature prédatrice et exterminatrice.

En Afrique et ailleurs, la banque Paribas a été, avec le courtier Glencore, à la pointe des montages sophistiqués d'évasion de l'argent du pétrole. Le vendeur d'armes Pierre Falcone, protégé par la DST française (Direction de la surveillance du territoire) et la CIA, avait selon son ami Jean-Christophe Mitterrand, le fils du Président, « une lettre officielle le nommant mandataire, lui donnant donc le droit, pour faire des règlements en fonction des instructions qu'il recevait, de gérer le compte angolais en France, ouvert à Paribas⁽³⁾ ». Arcadi

Gaydamak, le compère de Falcone dans l'Angolagate, protégé par le FSB russe (ex-KGB), le Mossad israélien et la DST, lui décerne la palme : « Paribas est la principale banque au monde pour les préfinancements pétroliers ⁽⁴⁾ ».

Mais la Société générale et le Crédit agricole (CA) cherchent à rattraper ce précurseur. Le CA a absorbé l'héritière des financements coloniaux, la banque Indosuez, puis en 2000 la filiale suisse de la CIBC (Canadian Imperial Bank of Commerce), l'un des établissements financiers préférés des pétrodictateurs africains. Il est devenu le principal actionnaire du Crédit foncier de Monaco, la banque du réseau Pasqua et d'Alfred Sirven, manitou des financements politiques d'Elf.

En peu de temps, le CA s'est imposé en Suisse comme l'un des leaders de la gestion de fortunes. On appelle cette activité la « banque privée ». Elle est présentée par un rapport du Congrès américain comme l'un des instruments privilégiés du blanchiment de l'argent. La Commission fédérale des banques helvétiques a épinglé le CA à propos des fonds détournés par Sani Abacha, l'ex-dictateur nigérian : c'est l'un des quatre établissements bancaires « ayant montré des défaillances plus graves », avec des « comportements individuels erronés crasses » ! À lui seul, le Crédit agricole a caché plus d'un milliard de francs français.

Le Crédit agricole s'est intéressé aux montages financiers de la présidence angolaise avant de venir en aide à l'allié congolais de l'Angola, Denis Sassou Nguesso. Fin 1998, avec l'appui de l'Élysée, il a monté un préfinancement de 60 millions de dollars en faveur de cette dictature sanguinaire, basé sur 1 200 000 tonnes de pétrole. L'opération s'est réalisée avec la Banque française de l'Orient, installée avenue George V... dans le même immeuble que la Fiba – la banque « privée » d'Elf. De quoi conforter le régime de Brazzaville qui, presque aussitôt, vers Noël 1998, entreprendra la « solution finale » des résistances sudistes.

Indosuez est une spécialiste de la pétrofinance. Elle détenait 5,26 % de la Fiba, qui se servait d'Indosuez pour l'accès aux marchés internationaux. Quant à la Belgoise, elle a été accusée par le président congolais évincé, Pascal Lissouba, d'avoir permis à Elf (avec Elf-Trading et la Fiba) de financer son renversement par Sassou Nguesso, moyennant une guerre civile de juin à octobre 1997.

Magicien de la pétrofinance, ex-président de la Fiba, Jack Sigolet avoue une sorte d'addiction : « Elf a énormément utilisé la CIBC, pour au moins 30 % des préfinancements que j'ai montés. Et il n'y a pas qu'Elf qui l'utilise, puisque Total a monté l'an dernier un préfinancement pour l'Angola à la CIBC, devenue Crédit agricole international ⁽⁵⁾. »

Indépendamment même de tout détournement, le financement des pays pétroliers torturés par des dictatures et/ou des guerres civiles s'avère une excellente affaire, expliquent ingénument deux professionnels de Paribas, Matthieu Lacaze et Emmanuel de Lutzel, dans *Banque Magazine* de septembre 2003. L'image de ces pays est tellement dégradée que les risques y semblent très élevés, et donc aussi les taux pratiqués. Mais les champs pétroliers sont parfaitement tenus par le complexe militaro-pétrolier occidental : « L'Angola vient de connaître vingt-sept ans de guerre au cours desquels pas une seule goutte de pétrole n'a manqué dans les contrats export. » L'exploitation de l'or noir fait « intervenir des intérêts si importants » qu'il « est surveillé de très près par les gouvernements et les *majors* : en conséquence, ces pressions entraînent une bonne performance des acteurs et un faible taux de défaut. » C'est « un marché dont les risques sont inférieurs à ceux du crédit à la consommation. » « Le *rating*⁶ moyen des pays emprunteurs est proche de BB -, alors [...] que les pertes furent en ligne avec un portefeuille de type AAA. Que dire de mieux que de prendre du risque AAA rémunéré BB - ! » C'est effectivement le Pérou pour « le faible

6. Cotation de la solvabilité par les agences spécialisées, en partant de AAA pour le risque quasi nul. En dessous, il y a AAA -, AA, etc.

nombre de banques opérant sur ce marché » ! Un *happy few* que tentent de rejoindre nombre de concurrents.

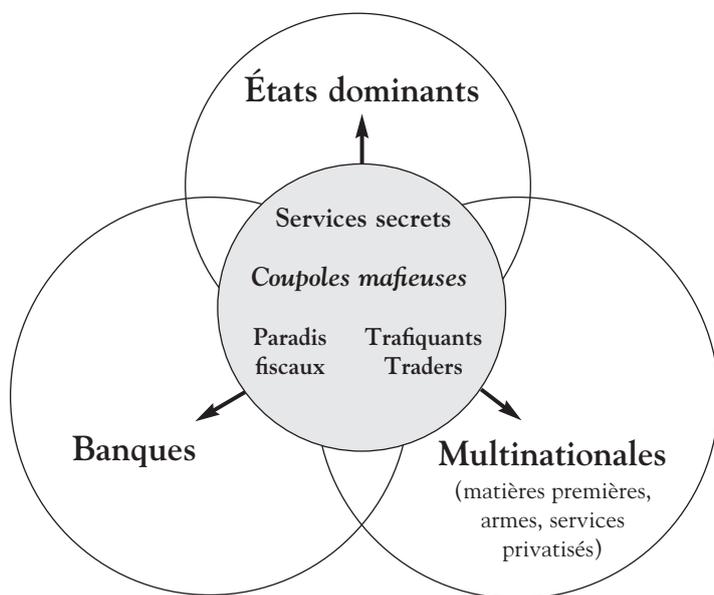
Il faut cependant être agréé « secret défense » par les services secrets des pays de l'OTAN. Le pétrole, c'est la guerre. Il est lié depuis toujours aux *covert actions*, aux manœuvres subversives et aux « coups tordus » que le Congrès américain avait, à l'origine, formellement interdits lors de la création de la CIA, au début de la guerre froide. Tout cela nécessite énormément d'« argent noir », hors budgets légaux et hors circuits financiers officiels. C'est l'une des raisons de l'essor extraordinaire des paradis fiscaux sous la tutelle des grandes puissances occidentales, notamment de la place financière de Luxembourg où de richissimes marchands d'armes et acrobates de la finance offshore, comme Henry Leir et son héritier Nadhmi Auchi, ont conçu, avec la mafia italienne et la CIA, la gigantesque « coopérative » bancaire Clearstream. Les plus grandes banques y croisent leurs flux. Clearstream a abrité la plupart des grands scandales financiers de la fin du XX^e siècle. Tel celui de la BCCI, reliant l'énorme rente pétrolière saoudienne au narcotraffic. Auchi était très proche d'Elf et du réseau Pasqua, animateur de la Françafrique prédatrice des matières premières africaines.

Comme l'a montré le livre *Révélation*§ d'Ernest Backes et Denis Robert⁽⁶⁾, la moitié des comptes des « coopérateurs » de Clearstream sont non déclarés, dans les paradis fiscaux par où passe désormais la moitié de la circulation financière internationale. Ainsi, les plus grandes banques ont aujourd'hui un pied dans la légalité du pays de leur siège, et un pied dans les « mondes sans loi⁷ », ces paradis fiscaux où l'on met aux enchères le vol et la ruine de l'argent public, en même temps que l'exonération des contraintes sociales et environnementales.

On pourrait multiplier les exemples des connexions troubles entre pétrole, armes, services secrets et argent sale des trafics

7. Cf. Jean de Maillard, *Un monde sans loi*, Les Arènes, 1998, et *Le marché fait sa loi*, Mille et une nuits, 2001.

mafieux. Les banques « agréées » mêlent tout cela dans leurs filiales offshore. Ces connexions sont la raison majeure de l'aggravation continue du pillage des pays du Sud producteurs de matières premières. La campagne internationale PWYP (voir note 4, p. 227) n'y changera rien en obtenant des engagements publics superficiels : les circuits des détournements s'enfonceront plus profond. L'impunité va de pair avec le secret de la criminalité économique. À l'inverse, l'essor des biens publics a toujours été lié à la possibilité pour la police financière et le fisc de perquisitionner les comptes bancaires. Si nous n'exigeons pas la fin de l'anonymat des transactions financières internationales (ce qui signerait la fin de la raison d'être des paradis fiscaux), le combat que nous menons se révélera illusoire. La part cachée et impunie de l'économie-monde, à l'intersection des stratégies de la finance internationale, des multinationales et des États dominants, croîtra rapidement au lieu d'être contenue, en bonne intelligence avec les couples mafieuses. C'en sera fini, partout, de la justice et de la démocratie.



Annexe 4. Biens publics à l'échelle mondiale⁸

Un concept ancien et nouveau

Pour que tous les êtres humains aient enfin un jour la chance de devenir « égaux en dignité et en droits », une idée chemine entre autres, en ce début de millénaire : celle que des « biens publics » sont nécessaires à l'échelle mondiale. Qu'est-ce à dire ?

Chaque société, chaque civilisation, a développé historiquement des biens et services publics, quels que soient les mots

8. Biens publics à l'échelle mondiale (BPEM) est une campagne initiée par Survie, que j'anime avec François Lille. C'est aussi une association, dont les coordonnées sont les suivantes : 210 rue Saint-Martin, 75003 Paris ; tél. : (33) 1 44 31 03 61 ; fax : (33) 1 44 61 03 20 ; mél : bpem@bpem.org ; site : www.bpem.org. La présentation qui suit reprend largement un article de François Lille pour la revue *Peuples en marche* (n° 192, 01/2004). La démarche proposée par l'association BPEM a beaucoup à voir avec une redilatation de l'étage central... En 2004, ses principaux chantiers sont les biens publics santé, communication et transport maritime.

Sur les fondements de cette démarche, BPEM a déjà publié un livre de débats, *Biens publics à l'échelle mondiale*, Colophon, Bruxelles, 2002, puis un ouvrage grand public, *On peut changer le monde. À la recherche des biens publics mondiaux*, La Découverte, 2003. Sont également disponibles les comptes rendus de deux colloques organisés à l'Assemblée nationale par BPEM et/ou Survie : *Réinventer la solidarité internationale. De l'aide aux biens publics à l'échelle mondiale* (26 novembre 1999, www.bpem.org/article.php3?id_article = 22) ; *Criminalité financière contre bien public mondial* (29 novembre 2001, www.bpem.org/article.php3?id_article = 25).

employés et les cadres culturels dans lesquels ils s'inscrivent. Mais partout, à notre époque, ces biens sont menacés par la convoitise des intérêts financiers. Simultanément, l'interaction croissante des sociétés humaines induit des maux et des besoins nouveaux.

La mondialisation incontrôlée des activités financières et productives s'accompagne aussi d'un développement inouï du système des « paradis fiscaux » qui ouvre la voie à la criminalité économique, facilite la corruption des responsables politiques et administratifs et sape les bases économiques du financement des biens publics.

Le modèle social européen, qui a sous-tendu l'un des plus hauts niveaux de développement de la planète, reste un exemple, et les menaces qui pèsent sur lui sont vivement ressenties. D'autres contrées, particulièrement les pays du tiers-monde, n'ont guère les moyens de défendre leurs acquis et pratiques de solidarité face aux injonctions des institutions financières internationales.

C'est dans ce contexte difficile que l'idée de la nécessité de biens publics globaux fait irruption dans le débat sur l'avenir du monde. Il ne s'agit pas de substituts aux services d'intérêt général menacés localement, mais de besoins nouveaux, nés de la prise de conscience de solidarités et du refus de l'aggravation des inégalités dans le mouvement planétaire d'interaction croissante des sociétés.

Certains voient dans cette idée une réponse nécessaire aux maux de notre temps. Ailleurs on s'efforce de la récupérer pour accélérer la marchandisation planétaire, au nom de lois économiques contestables. Au-delà de ces divergences fondamentales, le débat est considérable autour de questions intimement mêlées : quel est le contenu concret du bien public mondial, a-t-il un niveau optimal, à quelle échelle territoriale doit-il être assuré, et par qui, comment y parvenir, etc. ?

De l'importance des définitions

Existe-t-il une définition économique théorique des biens publics ? Oui, malheureusement, et largement diffusée. Nombre d'économistes s'y réfèrent encore, notamment ceux du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), ce qui risque de nuire à leur estimable effort de promotion des biens publics mondiaux. En fait cette formulation ouvre la porte aux tenants de l'économie néolibérale, à commencer par ceux de la Banque mondiale. On pourrait la résumer ainsi :

Les biens publics sont non exclusifs et non rivaux : tout le monde peut s'en servir, et s'en servir n'en prive pas les autres. Il en résulte que le marché ne peut les produire, ce qui nécessite une intervention publique. Leur mise en œuvre est entravée par trois problèmes classiques de la théorie économique, les pratiques de passager clandestin, le dilemme du prisonnier et les comportements moutonniers. Une autre difficulté théorique est que très peu répondent strictement à la définition. Les autres sont des biens publics « impurs ».

En réalité ces « problèmes » et ces « difficultés » théoriques confirment que la théorie économique n'est pas le cadre pertinent pour déterminer ce que doivent être les biens publics. La définition que propose notre association, condensée ci-dessous, est d'une toute autre nature :

« Les biens publics mondiaux sont des choses auxquelles les gens et les peuples ont droit, produites et réparties dans les conditions d'équité et de liberté qui sont la définition même du service public, quels que soient les statuts des entreprises qui assurent cette mission. Les droits universels humains et écologiques en sont la règle, les institutions internationales légitimes le garant, la démocratie l'exigence permanente, et le mouvement social la source. »

Droit, biens et services publics

Il ne suffit donc pas de dénoncer l'insuffisance des définitions économistes des biens publics. C'est le fait même de définir le bien par l'économie qui est dommageable, et produit si aisément son contraire. Le bien public est un choix social.

Il y a le *droit public*, dont l'architecture générale constitue le cadre actuel et évolutif de la question, et dont la logique doit s'imposer à celle du droit privé. Il y a les *biens publics*, définis simultanément par les droits humains et écologiques actuels et par les besoins et aspirations prévisibles ou non encore résolus. Il y a enfin les *services publics*, qui en assureront la réalisation.

En termes socio-économiques, le plan des droits est celui des valeurs sociétales, le plan des « choses » celui des valeurs d'usage, le plan des services celui des valeurs d'échange, dans la mesure où celles-ci sont déterminées par les moyens humains globalement mis en œuvre. On remarquera que ce schéma peut servir à définir n'importe quelle marchandise : ce qui en fait un schéma des biens publics réside dans la définition même des biens considérés.

Savoir qui exerce le service, au nom de quels principes, et au profit de qui, est la description du moyen. Mais c'est aussi la détermination seconde du bien, car elle peut inverser le tout, faire du bien un mal public. Au nom de quoi peut-on dire qu'un bien se tourne en mal ? De principes admis comme supérieurs (et chaque société a les siens) dont la négation ou la transgression sont destructrices de la cohésion sociale ; cela ne fait pas qu'annuler les biens, mais crée généralement des maux pires que leur absence.

La définition large du service public que nous adoptons ne doit pas être confondue, comme on le fait trop souvent, avec celle du « secteur public », ni avec le caractère non marchand des prestations. Des entreprises privées peuvent avoir une obligation de service public. Des prestations de service public peuvent être gratuites, d'autres payantes. Ces diverses formes

doivent avant tout être compatibles avec la définition fondamentale du service considéré. Définition étayée par le droit, entraînant l'obligation publique de fournir équitablement ce bien à ceux qui en manquent.

Donc, après avoir soigneusement distingué pour l'analyse les trois plans, on pose qu'ils abritent pour chaque type de « bien » un système indissociable, dans lequel la conjonction d'un ensemble de « droits » dans le plan des principes et d'une structure de « service » dans le plan opérationnel détermine si l'on produit des « biens ou des maux » publics dans le champ des résultats sociaux et écologiques. Un triangle droit-bien-service, qui peut être « vertueux » si les droits sont justes et respectés dans les faits, vicieux autrement. La dynamique du service peut par ailleurs engendrer d'autres biens, qui peuvent par exigence d'égalité donner naissance à d'autres droits – ou au contraire d'autres maux destructeurs de droits.

Pour parler plus concrètement, disons que si l'on choisit dans le premier plan le droit du plus fort, et dans le second une structure opérationnelle dominée par les plus puissants, on aura inévitablement dans le plan des résultats un accroissement des inégalités à l'échelle mondiale. C'est précisément le cas pour l'Organisation mondiale du commerce (OMC), quelles que soient les bonnes intentions que l'on prétend marginalement y introduire.

Nous pouvons maintenant développer un « schéma canonique » des biens publics, et un de ses inverses possibles en termes de maux publics mondiaux.

On pourrait développer des applications multiples. Par exemple, montrer comment l'ensemble des crédits et aides au développement a surtout engendré une dette monstrueuse, obstacle à tout développement et principal moyen du pillage des ressources naturelles et humaines des pays pauvres

En extension, un même droit peut justifier plusieurs types de biens, un même bien répondre à plusieurs types de droits et appeler divers services, etc. Chaque bien ne se définit que dans

un triangle $D < = > B < = > S < = > D$ dont les sommets peuvent se raccorder par les deux autres à une multiplicité d'autres triangles. C'est ainsi que nous parviendrons à identifier les coalitions de forces sociales susceptibles d'imposer la production d'un bien, là où l'action des seuls ayants droit directs aurait immanquablement échoué.

Droit et institutions

Le droit sur lequel on peut définir et poser l'exigence des biens communs et publics mondiaux est l'édifice croissant des droits universels, de la déclaration de 1948 au foisonnement des conventions, en passant par les deux pactes généraux sur les droits civils et politiques d'une part, économiques sociaux et culturels de l'autre. Bien incomplet encore, peu appliqué surtout... Et le droit écologique reste pour l'essentiel à bâtir, pour laisser autre chose à nos descendants qu'un champ de ruines.

Ce droit mondial en formation, et les institutions des Nations unies qui l'ont pour loi fondamentale, sont des armes nécessaires pour contrer le pouvoir des institutions de fait que se sont données les États dominants et puissances financières. On peut et doit les critiquer pour les réformer, certes, mais pas se priver de ces armes. S'il fallait tout réinventer !

Une prochaine étape essentielle pourrait être la reconnaissance d'un socle de biens publics mondiaux, nés du droit des peuples et des gens du monde à des choses essentielles ou fondamentales, ou tout simplement souhaitables. Mais autant la définition des biens communs et publics peut et doit être générale, autant la configuration concrète qui les fournira devra s'appuyer d'abord sur les services publics existants ou à refonder localement, à toutes les échelles. Ce qui redonnera en retour, à toutes les échelles aussi, des forces à ces services publics locaux menacés.

Biens publics et équité

Partant de là, quels biens publics mondiaux revendiquer, et lesquels sont déjà en voie de reconnaissance ? La liste, ou mieux la typologie, en reste à faire. Un certain nombre sont déjà inscrits, et même en chantier : la justice pénale internationale, la santé mondiale, la sécurité alimentaire, l'eau, etc. Cette liste sera le résultat des choix sociaux passés, présents, à venir. S'il n'y a pas de biens publics « par nature », il en existe de toutes natures. Nous devons, en tant que citoyens du monde, nous habituer à penser à cette échelle, ou plutôt à toutes les échelles.

L'idée de biens communs de l'humanité impose de ne pas sacrifier le futur pour alimenter le présent (surtout lorsque ce qu'on alimente est le profit). L'idée de biens publics mondiaux ajoute judicieusement que l'on ne préservera pas non plus le futur en sacrifiant le présent, sauf sacrifices nécessaires librement consentis et équitablement répartis. Car la liberté du consentement dépend aussi de l'équité de la répartition. Et l'équité dit aussi que « qui casse les verres les paye ». Autrement dit, pour prendre le cas exemplaire du climat, la puissance des nations qui l'ont déstabilisé doit être en priorité requise pour le restabiliser !

C'est à ce double prix que le concept élargi de développement durable pourrait prendre tout son sens. Mettre les biens publics au centre de tout projet de développement sera la meilleure garantie de la sauvegarde des biens communs de l'humanité. Mais la sauvegarde des biens et services publics locaux hérités de l'histoire des peuples, les efforts en vue d'en construire de nouveaux à l'échelle mondiale, se heurtent à la dynamique aveugle du capitalisme financier, appuyé sur les institutions *ad hoc* que se fabriquent les États dominants. C'est un combat vital pour les citoyens du monde, et qui devra faire appel à tous les moyens institutionnels et juridiques possibles, actuels ou à créer.

Coalitions civiles

En effet, il ne suffit pas de montrer à partir de quels droits universels des biens publics mondiaux sont légitimes et possibles, et quels types de services il faut pour les rendre effectifs. Ce n'est pas des travaux des spécialistes, si utiles soient-ils, que surgiront les solutions. La bataille conceptuelle pour une acceptation motrice et mobilisatrice des biens publics mondiaux est avant tout l'affaire des mouvements citoyens mondiaux et c'est à ce niveau que nous voulons situer en priorité le débat.

L'action concrète mène donc à favoriser, pour chaque type de bien, les coalitions de forces sociales qui seront à même de les revendiquer⁹, d'obtenir le nécessaire changement d'échelle et d'identifier les instances publiques à activer, modifier ou créer pour en obtenir la réalisation. C'est là que se situe le moteur du progrès. C'est là aussi que la distinction entre le droit, les biens et les services s'avérera particulièrement pertinente, car une même définition de bien public, en relation avec le droit public mondial, pourra être mise en rapport avec l'inévitable (et souhaitable) diversité des services et droits locaux et régionaux.

À la différence des notions de patrimoine et bien commun de l'humanité, celle de bien public reste à préciser, à imposer. Et qui définira le souhaitable, le nécessaire, l'indispensable ? Les gens et les peuples. Ceci, qui manque cruellement dans les institutions mondiales, s'appelle la démocratie.

9. C'est ainsi que Survie s'est beaucoup investie dans la Coalition française pour la Cour pénale internationale, qui elle-même a joué un rôle important dans la création de ce bien public mondial attendu depuis un demi-siècle : un lieu de sanction des crimes de génocide et contre l'humanité. Cette coalition française était elle-même partie prenante d'une vaste coalition mondiale, typique des nouvelles coalitions civiques dont il est question ici. L'une des priorités actuelles de Survie est la constitution et l'extension de coalitions contre l'impunité financière dans les paradis fiscaux, qui menace la quasi-totalité des biens publics nationaux et mondiaux.

Notes de la première édition

Introduction

1. Pnud, Rapport mondial sur le développement humain, Paris, Economica, 1992, p. 38-39.
2. Cf. Ricardo Petrella in GEMDEV, Cahier n° 20, *Points de vue sur le système-monde*, Université Paris 7, 1993, p. 158.
3. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Paris, Armand Colin, 1980, t. 2, p. 8.

Chapitre 1

1. Paris, Armand Colin, 1980.
2. Paris, Arthaud Flammarion, 1986.
3. Paris, Armand Colin, 1949. 4^e édition, 1979.
4. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, t. 1, p. 9.
5. *Ibidem*.
6. *Idem*, t. 2, p. 8.
7. *Idem*, t. 1, p. 8.
8. *Idem*, t. 1, p. 9.
9. Cf. Serge Latouche, *Les naufragés de la planète*, Paris, La Découverte, 1991.
10. Titre d'un chapitre de l'ouvrage collectif de Claude Marchant, *Nord-Sud : de l'aide au contrat. Pour un développement équitable*, Paris, Syros, 1991, p. 143-154.
11. Dans *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975.
12. Cf. Serge Latouche, *op. cit.*
13. La revue *Histoires de développement*, éditée durant plusieurs années par le Ciedel (30 rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon), a fourni de nombreux exemples de cette ingéniosité.

14. Cf. *Emploi, croissance, société*, rapport de Guy Roustang pour le Commissariat général au Plan, Paris, La Documentation française, 1992.
15. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, t. 1, p. 8.
16. *Idem*, t. 2, p. 8.
17. Paris, Calmann-Lévy, 1992.
18. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, t. 1, p. 8.
19. *Ibidem*.
20. *Idem*, t. 3, p. 541.
21. *Idem*, t. 3, p. 12.
22. Entretien avec Dominique Leglu, *Libération* du 23 février 1994.

Chapitre 2

1. D'après Joel Kurtzmann, *The death of Money*, Simon & Schuster, 1993, cité par Frédéric Filloux dans *Libération* du 26 avril 1993.
2. Cf. Jean Lacouture, *Les Jésuites*, tome 1, Paris, Seuil, 1991, p. 400-436.
3. Cf. Jean Lacouture, *Les Jésuites*, tome 2, Paris, Seuil, 1992, p. 114-157.
4. Cf. par exemple Jacques Lévy et Immanuel Wallerstein, in *Points de vue sur le système-monde*, *op. cit.*, p. 118 et 177.

Chapitre 3

1. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, t. 3, p. 547. Braudel cite Lénine d'après Basile Kerblay, *Les marchés paysans en URSS*, 1968, p. 113-114.
2. Cf. René Girard, *Le bouc émissaire*, Paris, Grasset, 1982.
3. Texte publié dans *Komsomolskaya Pravda* du 18 septembre 1990, traduit par Geneviève et José Johannet, Fayard, 1990.
4. Selon le président nigérian Ibrahim Babangida, dans le discours inaugurant la Conférence panafricaine sur les « réparations » qui s'est tenue à Abuja (Nigeria) du 27 au 29 avril 1993. Propos cité par Michel Maringues dans *Le Monde* du 29 avril 1993.
5. Cf. Claude Marchant, *op. cit.*, p. 155-156.
6. Cf. le livre de Susan George, *Jusqu'au cou. Enquête sur la dette du tiers-monde*, Paris, La Découverte, 1988.
7. Cf. notamment le livre de Pierre Péan, *L'argent noir*, Fayard, 1988, et la plaquette éditée par l'association Agir Ici (104 rue Oberkampf, 75011 Paris), *Échanges Nord-Sud : avec ou sans corruption ?*, 1992.
8. Sur la crise de l'État en Afrique, cf. les travaux de Jean-François Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989; Achille Mbembe, « Pouvoir et économie politique en Afrique contemporaine », in *Afrique 2000*, n° 8, 1^{er} mars 1992, p. 51-71; Jean-François Médard (sous la direction de), *États d'Afrique Noire : formation, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1992.

9. Ces études sont souvent initiées par la Banque mondiale, la réhabilitation de l'État africain constituant un élément essentiel des « plans d'ajustement structurel ». L'ouvrage collectif dirigé par Serge Michailof, *La France et l'Afrique. Vade-mecum pour un nouveau voyage* (Paris, Karthala, 1993), fournit aussi des propositions de coopération à cet effet. Mais beaucoup de ces travaux demeurent trop empreints du seul point de vue macroéconomique.
10. Rapport mondial sur le développement humain 1992, *op. cit.*, p. 98.
11. Cf. Peter Eigen, « Transparence Internationale... une coalition contre la corruption », in *D + C*, bulletin de la Coopération allemande, février 1993, p. 13-17.
12. Les associations Agir Ici et Survie ont mené des campagnes en ce sens. Cf. la plaquette d'Agir Ici citée *supra*, et Question(s) à 40 milliards : tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'aide publique au développement sans jamais oser le demander, Survie (210 rue Saint-Martin, 75003 Paris), 40 p., 1993.
13. Cf. par exemple George B.N. Attitey, « La démocratie en Afrique précoloniale », in *Afrique 2000*, n° 2, 7 septembre 1990, p. 33-76.
14. Serge Latouche, *Les naufragés de la planète*, *op. cit.*
15. In Claude Marchant, *op. cit.*, p. 73-87.
16. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, t. 3, p. 417.
17. *Ibid.*, p. 429.
18. Cités par Braudel, *idem*, p. 461-462.
19. *Idem*, p. 433.
20. *Idem*, p. 426.
21. En 1805, chiffre avancé par L. Dermigny, cité par Braudel, *idem*, p. 421.
22. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, t. 3, p. 429.
23. *Idem*.
24. Rapport mondial sur le développement humain 1993, *op. cit.*, p. 165.
25. In P. Judet et A. Rosanvallon, *Les perspectives de développement : la montée en puissance de l'économie chinoise*, Grenoble, université Pierre Mendès-France, 1993.
26. D'après un reportage de Romain Franklin dans *Libération* du 5 mai 1993.
27. Rapport mondial sur le développement humain 1993, *op. cit.*, p. 157-159.
28. Le théologien protestant Paul Tillich a développé une réflexion en ce sens dans son livre *Aux confins*.
29. Paris, Maspero, 1969.
30. *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975.
31. Cf. Yves Courrière, *La guerre d'Algérie*, Paris, Fayard, 1968-1971. En 1972, ce livre était interdit en Algérie – bien qu'il y fut très lu. Les Algériens, dix ans

après la fin de la guerre, ne disposaient d'aucun ouvrage relatant l'histoire de cet événement fondateur.

32. On peut lire à ce propos le témoignage poignant de Zineb Ali Benali, dans les actes du colloque organisé par le Forum européen pour un contrat de génération Nord-Sud, *Réarticuler le développement : un partenariat contractuel*, Bruxelles, Gresea, 1992, p. 67-69, 84 et 114-115.

33. Cf. notamment *La violence et le sacré*, Paris, Grasset, 1972.

34. Cf. le chapitre 7, « Chumbivilcas (Pérou) : du blé au pain », in Claude Marchant, *op. cit.*, p. 63-71.

35. Cf. le chapitre 10, « "Barriadas" de Lima : faute d'État, la ville quand même », in Claude Marchant, *op. cit.*, p. 99-108.

36. D'après l'article de Gérard Thomas dans *Libération* du 19 avril 1993.

37. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, t. 3, p. 545-546.

38. D'après un article de Brigitte Vital-Durand dans *Libération* du 28 avril 1993.

39. Pascal Noblet, *L'Amérique des minorités. Les politiques d'intégration*, Ciemi-L'Harmattan, cité par Marie-Laure Colson dans *Libération* du 28 avril 1993.

40. *Réarticuler le développement*, *op. cit.*, p. 85.

41. *Libération* du 11 février 1994.

42. Cf. notamment le rapport de Joseph Wresinski au Conseil économique et social, Grande pauvreté et précarité économique et sociale, Direction des Journaux Officiels, 1987.

43. Selon l'admirable expression de Bernard-Lédéa Ouedraogo, in *Réarticuler le développement*, *op. cit.*, p. 67.

44. Cf. le rapport de Marie-Josèphe Sublet au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, à l'occasion de l'actualisation de la loi sur le RMI, n° 2759, 9 juin 1992, p. 27-30.

Chapitre 4

1. Cet exemple m'a été suggéré par Anne-Sophie Boisgallais.

2. *Réarticuler le développement*, *op. cit.*, p. 83.

3. Cf. Claude Marchant, *op. cit.*, p. 106-107.

4. Cf. Rapport mondial sur le développement humain 1993, *op. cit.*, p. 105.

5. Claude Marchant, *op. cit.*, p. 150.

6. *Idem*, p. 151.

7. « The economic system of the Soussi », in *Cultures et développement*, n° 5, p. 14, 1991 (citation extraite de Claude Marchant, *op. cit.*, p. 152).

8. Cf. Claude Marchant, *op. cit.*, chapitre 2 : « Et si on laissait faire ? »

9. *Réarticuler le développement*, *op. cit.*, p. 65-67 et 81-83.

10. Lors d'un rassemblement organisé par l'association Survie, le 14 octobre 1992, à l'Assemblée nationale française. Cf. « Le Point sur la loi pour la survie et le développement », *Survie*, n° spécial du 14 octobre 1992.
11. Claude Marchant, *op. cit.*, p. 199 (cf. tout le chapitre 20: « Des opérateurs d'appui »).
12. Rapport mondial sur le développement humain 1993, *op. cit.*, p. 104 (cf. tout le chapitre 4: « Les gens et les organisations qu'ils se donnent »).
13. Claude Marchant, *op. cit.*, p. 200-201.
14. Pour la coopération Savoie-Bignona, cf. Claude Marchant, *op. cit.*, p. 201-203.
15. *Idem*, p. 205.

Chapitre 5

1. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, t. 3, p. 544.
2. Paris, Robert Laffont, 1968.
3. G.W.F. Hegel, *La phénoménologie de l'esprit*, Paris, Aubier-Montaignet. t. II, p. 136, .
4. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, t. 3, p. 544.
5. Dans *Jusqu'au cou. Enquête sur la dette du tiers-monde*, *op. cit.*
6. Cf. l'intervention de Gérard Biraud in *Réarticuler le développement*, *op. cit.*, p. 27-28.
7. Cf. les articles très instructifs de Stephen Smith et Antoine Glaser dans *Libération* du 10 août 1993: « La double reprise en main d'Elf africaine » et « Pétro-stratégie dans le golfe de Guinée ».
8. Jean-Michel Belorgey, *Un Parlement à refaire*, Paris, Gallimard, 1991.
9. Cf. Michel Fouquin, in *Points de vue sur le système-monde*, *op. cit.*, p. 85.
10. Jacques Lévy, *idem*, p. 117.
11. Selon l'expression de Michel Beaud, *idem* p. 18.
12. Jacques Lévy, *idem*, p. 128.
13. Olivier Dollfus, *idem*, p. 51.
14. Agence Point du Jour, 1990.
15. Cf. Ricardo Petrella, « L'évangile de la compétitivité », in *Le Monde Diplomatique*, septembre 1991.

Chapitre 6

1. Discours prononcé le 15 janvier 1850 lors du débat sur le projet de loi Falloux.
2. Cette interprétation m'a été suggérée par Christiane Barcet.

3. La formule est de Sylvie Brunel, dans son livre *Le gaspillage de l'aide*, Paris, Seuil, 1993, p. 126.

Conclusion

1. Renate Langewiesche, in *Réarticuler le développement*, *op. cit.*, p. 71.

Annexes

1. Cité par *Le Monde diplomatique*, novembre 1998, d'après *El País* du 16 octobre 1998.
2. *L'envers de la dette. Criminalité politique et économique au Congo-Brazza et en Angola*, Agone, 2001.
3. Interview à *L'autre Afrique* du 14 novembre 2001.
4. Interview à *Libération* du 6 mars 2001.
5. Interview au *Soir* du 7 juillet 2001.
6. Les Arènes, 2001.

La collection des « Dossiers pour un débat »

déjà parus :

DD 3. **Inventions, innovations, transferts** : des chercheurs mènent l'enquête, coordonné par Monique Peyrière, 1989.

DD 5. **Coopérants, volontaires et avatars du modèle missionnaire**, coordonné par François Greslou, 1991.

DD 6. **Les chemins de la paix** : dix défis pour passer de la guerre à la paix et à la démocratie en Éthiopie. L'apport de l'expérience d'autres pays, 1991.

DD 12. **Le paysan, l'expert et la nature**, Pierre de Zutter, 1992.

DD 15. **La réhabilitation des quartiers dégradés** : leçons de l'expérience internationale, 1992.

DD 17. **Le capital au risque de la solidarité** : une épargne collective pour la création d'entreprises employant des jeunes et des chômeurs de longue durée, coordonné par Michel Borel, Pascal Percq, Bertrand Verfaillie et Régis Verley, 1993.

DD 20. **Stratégies énergétiques pour un développement durable**, Benjamin Dessus, 1993.

DD 21. **La conversion des industries d'armement**, ou comment réaliser la prophétie de l'épée et de la charrue, Richard Pétris, 1993.

DD 22. **L'argent, la puissance et l'amour** : réflexions sur quelques valeurs occidentales, François Fourquet, 1993.

DD 25. **Des paysans qui ont osé** : histoire des mutations de l'agriculture dans une France en modernisation – la révolution silencieuse des années 1950, 1993.

DD 28. **L'agriculture paysanne** : des pratiques aux enjeux de société, 1994.

DD 30. **Biodiversité, le fruit convoité** ; l'accès aux ressources génétiques végétales : un enjeu de développement, 1994.

DD 31. **La chance des quartiers**, récits et témoignages d'acteurs du changement social en milieu urbain, présentés par Yves Pedrazzini, Pierre Rossel et Michel Bassand, 1994.

DD 34. **Cultures entre elles : dynamique ou dynamite?** Vivre en paix dans un monde de diversité, sous la direction de Édith Sizoo et Thierry Verhelst, 1994 (2^e édition 2002).

DD 35. **Des histoires, des savoirs, des hommes : l'expérience est un capital** ; réflexion sur la capitalisation d'expérience, Pierre de Zutter, 1994.

DD 38. **Citadelles de sucre** ; l'utilisation industrielle de la canne à sucre au Brésil et en Inde ; réflexion sur les difficultés des politiques publiques de valorisation de la biomasse, Pierre Audinet, 1994.

DD 42. **L'État inachevé** ; les racines de la violence : le cas de la Colombie, Fernán Gonzalez et Fabio Zambrano, traduit et adapté par Pierre-Yves Guihéneuf, 1995.

DD 43. **Savoirs populaires et développement rural**; quand des communautés d'agriculteurs et des monastères bouddhistes proposent une alternative aux modèles productivistes: l'expérience de Third en Thaïlande, sous la direction de Seri Phongphit, 1995.

DD 44. **La conquête de l'eau**; du recueil à l'usage: comment les sociétés s'approprient l'eau et la partagent, synthèse réalisée par Jean-Paul Gandin, 1995.

DD 45. **Démocratie, passions et frontières**: réinventer l'échelle du politique, Patrick Viveret, 1995

DD 46. **Regarde comment tu me regardes** (techniques d'animation sociale en vidéo), Yves Langlois, 1995.

DD 48. **Cigales**: des clubs locaux d'épargnants solidaires pour investir autrement, Pascale Dominique Russo et Régis Verley, 1995.

DD 49. **Former pour transformer** (méthodologie d'une démarche de développement multidisciplinaire en Équateur), Anne-Marie Masse-Raimbault et Pierre-Yves Guihéneuf, 1996.

DD 51. **De la santé animale au développement de l'homme**: leçons de l'expérience de Vétérinaires sans frontières, Jo Dasnière et Michel Bouy, 1996.

DD 52. **Cultiver l'Europe**: éléments de réflexion sur l'avenir de la politique agricole en Europe, Groupe de Bruges, coordonné par Pierre-Yves Guihéneuf, 1996.

DD 53. **Entre le marché et les besoins des hommes**; agriculture et sécurité alimentaire mondiale: quelques éléments sur les débats actuels, Pierre-Yves Guihéneuf et Edgard Pisani, 1996.

DD 54. **Quand l'argent relie les hommes**: l'expérience de la NEF (Nouvelle économie fraternelle) Sophie Pillods, 1996.

DD 56. **Multimédia et communication à usage humain**; vers une maîtrise sociale des autoroutes de l'information (matériaux pour un débat), coordonné par Alain Ihis, 1996.

DD 57. **Des machines pour les autres**; entre le Nord et le Sud: le mouvement des technologies appropriées, Michèle Odey-Finzi, Thierry Bérot-Inard, 1996.

DD 59. **Non-violence: éthique et politique** (MAN, Mouvement pour une alternative non violente), 1996.

DD 62. **Habitat créatif: éloge des faiseurs de ville**; habitants et architectes d'Amérique latine et d'Europe, textes présentés par Y. Pedrazzini, J.-C. Bolay et M. Bassand, 1996.

DD 63. **Algérie: tisser la paix**: Huit défis pour demain; Mémoire de la rencontre «Algérie demain» à Montpellier, 1996.

DD 67. **Quand l'Afrique posera ses conditions**; négocier la coopération internationale: le cas de la Vallée du fleuve Sénégal, mémoires des journées d'étude de mars 1994 organisées par la Cimade, 1996.

DD 68. **À la recherche du citoyen perdu**: un combat politique contre la pauvreté et pour la dignité des relations Nord-Sud, Dix ans de campagne de l'association Survie, 1997.

DD 69. **Le bonheur est dans le pré...** : plaider pour une agriculture solidaire, économe et productive, Jean-Alain Rhessy, 1996.

DD 70. **Une pédagogie de l'eau** : quand des jeunes des deux rives de la Méditerranée se rencontrent pour apprendre autrement, Marie-Joséphine Grojean, 1997.

DD 72. **Le défi alimentaire mondial** : des enjeux marchands à la gestion du bien public, Jean-Marie Brun, 1996.

DD 73. **L'usufruit de la terre** : courants spirituels et culturels face aux défis de la sauvegarde de la planète, coordonné par Jean-Pierre Ribaut et Marie-José Del Rey, 1997.

DD 74. **Organisations paysannes et indigènes en Amérique latine** : mutations et recompositions vers le troisième millénaire, Ethel del Pozo, 1997.

DD 76. **Les médias face à la drogue** : un débat organisé par l'Observatoire géopolitique des drogues, 1997.

DD 77. **L'honneur des pauvres** : valeurs et stratégies des populations dominées à l'heure de la mondialisation, Noël Cannat, 1997.

DD 79. **Paroles d'urgence** ; de l'intervention-catastrophe à la prévention et au développement : l'expérience d'Action d'urgence internationale, Tom Roberts, 1997.

DD 80. **Le temps choisi** : un nouvel art de vivre pour partager le travail autrement, François Plassard, 1997.

DD 81. **La faim cachée** : une réflexion critique sur l'aide alimentaire en France, Christophe Rymarsky, Marie-Cécile Thirion, 1997.

DD 82. **Quand les habitants gèrent vraiment leur ville** ; le budget participatif : l'expérience de Porto Alegre au Brésil, Tarso Genro, Ubiratan de Souza, 1998.

DD 84. **Vers une écologie industrielle** : comment mettre en pratique le développement durable dans une société hyperindustrielle, Suren Erkman, 1998.

DD 85. **La plume partagée** ; des ateliers d'écriture pour adultes : expériences vécues, François Fairon, 1998.

DD 86. **Désenclaver l'école** ; initiatives éducatives pour un monde responsable et solidaire, sous la direction de Christophe Derenne, Anne-Françoise Gailly, Jacques Liesenborghs, 1998.

DD 88. **Campagnes en mouvement : un siècle d'organisations paysannes en France**, coordonné par Médard Lebot et Denis Pesche, 1998.

DD 89. **Préserver les sols, source de vie** ; proposition d'une « Convention sur l'utilisation durable des sols », projet Tutzing « Écologie du temps », 1998.

DD 90. **Après les feux de paille** ; politiques de sécurité alimentaire dans les pays du Sud et mondialisation, Joseph Rocher, 1998

DD 91. **Le piège transgénique** ; les mécanismes de décision concernant les organismes génétiquement modifiés sont-ils adaptés et démocratiques ?, Arnaud Trollé, 1998.

DD 92. **Des sols et des hommes** ; récits authentiques de gestion de la ressource sol, Rabah Lahmar, 1998.

DD 93. **Des goûts et des valeurs**; ce qui préoccupe les habitants de la planète, enquête sur l'unité et la diversité culturelle, Georges Levesque, 1999.

DD 94. **Les défis de la petite entreprise en Afrique**; pour une politique globale d'appui à l'initiative économique: des professionnels africains proposent, Catherine Chaze et Félicité Traoré, 2000.

DD 95. **Pratiques de médiation**; écoles, quartiers, familles, justice: une voie pour gérer les conflits, Non-Violence Actualité, 2000.

DD 96. **Pour un commerce équitable**; expériences et propositions pour un renouvellement des pratiques commerciales entre les pays du Nord et ceux du Sud, Ritimo, Solagral, 1998.

DD 97. **L'eau et la vie**; enjeux, perspectives et visions interculturelles, Marie-France Caïs, Marie-José Del Rey et Jean-Pierre Ribaut, 1999.

DD 98. **Banquiers du futur**; les nouveaux instruments financiers de l'économie sociale en Europe, Benoît Granger/Inaise, 1998.

DD 99. **Insertion et droit à l'identité**; l'expérience d'accompagnement des chômeurs par l'association ALICE, Pascale Dominique Russo, 2000.

DD 100. **Une ville par tous**; nouveaux savoirs et nouveaux métiers urbains; l'expérience de Fortaleza au Brésil, Robert Cabanes, 2000.

DD 101. **Chine et Occident: une relation à réinventer**; parcours historique et leçons de quelques rencontres récentes dans le cadre de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire, Yu Shuo, avec la collaboration de Sabine Jourdain, Christoph Eberhard et Sylvie Gracia (photographies de Alain Kernévez), 2000.

DD 102. **Solidarités nouvelles face au chômage**; tisser des liens pour trouver un emploi: récit d'une expérience citoyenne, Sophie Pillods, 1999.

DD 104. **Ce que les mots ne disent pas**; quelques pistes pour réduire les malentendus interculturels: la singulière expérience des traductions de la Plate-forme de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire, Édith Sizoo, 2000.

DD 105. **Savoirs du Sud: connaissances scientifiques et pratiques sociales: ce que nous devons aux pays du Sud**, coordonné par le Réseau Réciprocité des Relations Nord-Sud, 1999.

DD 106. **Oser créer: créer des entreprises pour créer des emplois**, Benoît Granger/Synergies, 2000.

DD 107. **Se former à l'interculturel**; expériences et propositions, Odile Albert/CDTM, 2000.

DD 108. **Sciences et démocratie: le couple impossible?**; le rôle de la recherche dans les sociétés capitalistes depuis la Seconde Guerre mondiale: réflexion sur la maîtrise des savoirs, Jacques Mirenowicz, 2000.

DD 109. **Conquérir le travail, libérer le temps**; dépasser les frontières pour réussir les 35 heures, Bernard Husson/CIEDEL, 2000.

DD 110. **Banques et cohésion sociale**; pour un financement de l'économie à l'échelle humaine: la faillite des banques, les réponses des citoyens, Inaise, 2000.

DD 111. **L'arbre et la forêt: du symbolisme culturel... à l'agonie programmée?**, Élisabeth Bourguinat et Jean-Pierre Ribaut, 2000.

DD 112. **Le dialogue des savoirs**; les réseaux associatifs, outils de croisements entre la science et la vie, Georges Thill, avec la collaboration de Alfred Brochard, 2001.

DD 113. **Financer l'agriculture**; quels systèmes bancaires pour quelles agricultures?, André Neveu, 2001.

DD 114. **Agricultures d'Europe : la voie suisse**, REDD avec la collaboration de Bertrand Verfaillie, 2001.

DD 115. **Le droit autrement**; nouvelles pratiques juridiques et pistes pour adapter le droit aux réalités locales contemporaines, Pascale Vincent, Olivier Longin/Ciedel, 2001.

DD 116. **Sols et sociétés**; regards pluriculturels, rabah Lahmar et Jean-Pierre Ribaut, 2001

DD 117. **Réseaux humains, réseaux électroniques**; de nouveaux espaces pour l'action collective, dossier coordonné par Valérie Peugeot, Vecam, 2001.

DD 118. **Gouverner les villes avec leurs habitants**; de Caracas à Dakar: dix ans d'expériences pour favoriser le dialogue démocratique dans la cité, Catherine Foret, 2001.

DD 119. **Quelle paix pour le nouveau siècle?**, Maison des citoyens du monde/Bernard Vignon et Agnès Chek, 2001

DD 120. **De la galère à l'entre-prise**; pour de nouvelles formes de financement solidaire: l'expérience de France Active, Claude Alphandéry, 2002.

DD 121. **Finances solidaires**; guide à l'usage des collectivités territoriales, Finansol/Éficea, dossier coordonné par E. Antonioli, P. Grosso, J. Fournial et C. Rollinde, 2002.

DD 122. **Quand l'entreprise apprend à vivre**; une expérience inspirée du compagnonnage dans un réseau d'entreprises alter-natives et solidaires, Béatrice Barras, Marc Bourgeois, Élisabeth Bourguinat et Michel Lulek, avec la collaboration de Christophe Beau et Étienne Frommelt, 2002.

DD 123. **Commerce international et développement durable**; voix africaines et plurielles, CITSD, dossier coordonné par Ricardo Meléndez et Christophe Bellmann, 2002.

DD 124. **Les citoyens peuvent-ils changer l'économie**; collectif «Engagements citoyens dans l'économie»; actes du colloque tenu à Paris le 24 mars 2002, 2003.

DD 125. **Voyager autrement**; vers un tourisme responsable et solidaire, coordonné par Boris Martin, 2003.

DD essai 126. **Mission possible**; penser l'avenir de la planète, Pierre Calame, réédition 2003.

DD 127. **Apprivoiser le temps**; approche plurielle sur le temps et le développement durable, Fondation pour les générations futures, Joël Van Cauter et Nicolas de Rauglaudre, 2003.

DD essai 128. **La Licorne et le Dragon**; les malentendus dans la recherche de l'universel, sous la direction de Yue Daiyun et Alain Le Pichon, avec les contributions d'Umberto Eco, Tang Yijie, Alain Rey, Jacques Le Goff, Wang Meng..., 2003.

DD 129. **Lettre ouverte à ceux qui veulent rendre leur argent intelligent et solidaire**, Jean-Paul Vigier, 2003.

DD 130 essai. **Par-delà le féminisme**, Édith Sizoo, 2003.

DD 131 essai. **Dans les courées de Calcutta ; un développement à l'indienne**, Gaston Dayanand, préface de Noël Cannat, 2003.

DD 132. **Des animaux pour quoi faire ?** ; Approches interculturelles, interreligieuses, interdisciplinaires, Élisabeth Bourguinat et Jean-Pierre Ribaut, 2003.

DD 133 essai. **Politiques de santé et attentes des patients** ; vers un dialogue constructif, Bruno Dujardin, 2003.

DD 134. **Approches spirituelles de l'écologie**, coordonné par Frédéric Pigué, 2004.

DD 135 essai. **L'aide publique au développement, un outil à réinventer**, Guillaume Olivier, avec la contribution de Saïdou Sidibé, 2004.

DD 136. **Itinéraires vers le 21^e siècle** ; récits de témoins engagés lors de l'Assemblée mondiale de citoyens, Lille 2001, textes de F. Fairon, photos de F. Noy, 2003.

DD 137 essai. **Vers une écologie industrielle** ; comment mettre en pratique le développement durable dans une société hyper-industrialisée, Suren Erkman, 2004.

DD 138 essai. **La maison-monde : Livres leçons de Braudel**, François-Xavier Verschave, 2005.

DD 139 collectif. **Les ONG dans la tempête mondiale** ; nouveaux débats, nouveaux chantiers pour un monde solidaire, sous la direction de Coordination SUD, 2004.

DD 140 collectif. **L'idiot du village mondial** ; Les citoyens de la planète face à l'explosion des outils de communication : subir ou maîtriser, sous la direction de Michel Sauquet, coédition Luc Pire (Belgique), 2004.

DD 141. **Pratiques d'éducation non violente** ; nouveaux apprentissages pour mettre la violence hors-jeu, sous la direction de Bernadette Bayada et Guy Boubault, 2004.

DD 142 collectif. **La santé mondiale, entre racket et bien public**, Association Biens publics à l'échelle mondiale, coordonné par François-Xavier Verschave, 2004.

DD 143 collectif. **La consommation assassine** ; comment le mode de vie des uns ruine celui des autres, pistes pour une consommation responsable, *State of the World 2004* du Worldwatch Institute, traduit de l'anglais (États-Unis) et adapté par Mohamed Larbi Bouguerra, 2005.

La Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (www.fph.ch) est une fondation indépendante de droit suisse créée en 1982. Les revenus annuels du patrimoine légué par son fondateur Ch.-L. Mayer sont mobilisés pour contribuer à l'émergence d'une communauté mondiale et au développement de nouvelles pratiques citoyennes susceptibles de répondre aux grands défis de ce début de siècle. Trois de ces défis sont plus particulièrement au cœur des actions qu'elle mène et soutient avec des partenaires du monde entier : celui de *systèmes de gouvernance* à repenser et à réformer, du niveau local au niveau mondial ; celui d'une *éthique* toujours à construire, qui concerne non seulement les droits mais aussi les responsabilités des êtres humains et s'applique à tous les milieux (scientifiques, économiques, académiques, médiatiques...) ; enfin celui d'une *nouvelle vision de l'économie*, visant au renouvellement des modes de production, de consommation et d'échange. Les modes d'action de la Fondation sont diversifiés : *promouvoir des idées et des propositions* (par l'édition, la mise en débat d'une charte des Responsabilités humaines, l'alimentation de sites ressources Internet, l'organisation de rencontres internationales, etc.) ; appuyer l'émergence d'*alliances citoyennes internationales* (alliances d'habitants, d'organisations rurales, d'Ong, de juristes, de chercheurs...) ; enfin promouvoir des *méthodes d'échange, de réflexion collective* et de structuration de l'information.

Les Éditions Charles Léopold Mayer (www.editions-mayer.fr) sont constituées depuis 1995 sous la forme d'une association à but non lucratif (loi 1901). Elles éditent des livres de témoignages, d'analyse et de propositions sur les nouvelles démarches et les nouvelles actions citoyennes qui se développent aujourd'hui tant au niveau local qu'à celui d'une société mondialisée en quête d'alternatives et d'idées. Le soutien de la Fondation Charles Léopold Mayer leur permet de tenter de jouer un rôle pionnier dans des domaines encore peu connus mais susceptibles de le devenir, comme ce fut le cas, il y a une dizaine d'années, lorsque les Éditions ont entrepris de publier sur le commerce équitable, la gestion municipale participative, l'économie solidaire, les réseaux paysans au Sud, etc. Environ 500 ouvrages ont été publiés depuis la création des éditions, essais, «dossiers pour un débat»,

« cahiers de propositions », etc., dont la moitié sont encore au catalogue aujourd'hui. Ils sont distribués en librairie, en vente par correspondance ou sur place rue Saint-Sabin. En outre, ils ont pour vocation d'être téléchargeables. Certains livres, enfin, sont coédités avec des éditeurs francophones des pays du Sud, dans le cadre de *l'Alliance des éditeurs indépendants pour une autre mondialisation* (www.alliance-editeurs.fr) dont les Éditions Charles Léopold Mayer sont membre.

Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer
38 rue Saint-Sabin 75011 PARIS (France)
Tél./Fax : 01 48 06 48 86 – Mél : diffusion@fph.fr

Les éditeurs partenaires

Créées en 2001, les **Éditions Eburnie** se donnent pour but d'insuffler une nouvelle image au monde de l'édition en publiant des ouvrages de qualité, en favorisant l'émergence de nouveaux auteurs et en développant de nouvelles collections ainsi que de nouveaux genres non encore implantés en Afrique, comme les romans policiers.

Diffusion Eburnie : 01 BP 1984, Abidjan 01, Côte-d'Ivoire

Tél. : 00 225 20 21 57 58 – Mél : amoikon.ma@aviso.ci

Créées en 1989, les **Éditions du Flamboyant** marquaient le désir du Bénin de mettre à la disposition des auteurs sa propre maison d'édition puisque, jusqu'alors, les travaux éditoriaux s'effectuaient la plupart du temps en France ou, parfois, à Dakar, Abidjan, Lomé ou Yaoundé. Ses objectifs sont de transformer en livres les manuscrits qui dorment au fond des tiroirs, de confirmer les vocations connues et d'en susciter de nouvelles dans tous les domaines du savoir.

Diffusion Éditions du Flamboyant : 8 BP 271, Cotonou, Bénin

Tél. : 00 229 310 220 – Mél. : zoundin@yahoo.fr

Créée en 1995, la maison d'édition burkinabé **Sankofa et Gurli** publie en langues africaines et en français des ouvrages de littérature générale, de vulgarisation scientifique et juridique et du matériel didactique.

Diffusion Sankofa & Gurli : 01 BP 3811, Ouagadougou, Burkina Faso

Tél. : 00 226 36 43 44 – Mél : sankogur@hotmail.com ;

sankogur@yahoo.fr

Créées en 1996 à Libreville, les **Éditions du Silence** ont commencé par publier des récits de vie et des témoignages. En 2005, elles achèvent un processus de restructuration qui les amènera à éditer des romans, un dictionnaire des superstitions et croyances populaires du Gabon et une collection d'ouvrages universitaires.

Diffusion Éditions du Silence : 292 avenue du Colonel Parent, Libreville, Gabon

Tél. : 00 241 23 97 97 – Mél : moussiroumouyama@yahoo.fr

Créée au printemps 2000 par un groupe de professionnels du livre investis depuis de longues années dans le domaine de la culture, **Tarik Éditions** s'est donné comme objectif de contribuer à l'enrichissement de l'espace éditorial maghrébin, par l'apport des expériences diverses de ses fondateurs. Elle compte aujourd'hui plus de 60 titres, allant d'ouvrages traitant de l'histoire récente et occultée du Maroc à des œuvres de jeunes romanciers et nouvellistes de talent.

Diffusion Tarik Éditions : 321, route d'El Jadida, Casablanca, Maroc

Mél : tarik.edition@wanadoo.net.ma